



KANA NOS KOSTA

La recherche-action territoriale en questions







KANA NOS KOSTA

La recherche-action territoriale en questions

Sous la direction de

Aniss M. Mezoued

Claire Simonneau

Bernard Declève

UCL PRESSES
UNIVERSITAIRES
DE LOUVAIN





© Presses universitaires de Louvain, 2017

Dépôt légal : D/2017/9964/31

ISBN : 978-2-87558-585-1

ISBN pour la version numérique (PDF): 978-2-87558-586-8

Imprimé en Belgique par CIACO scrl - n° d'imprimeur : 95377

Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation de l'éditeur ou de ses ayants droit.

Couverture : Aniss Mezoued

Photo de couverture : Sébastien Verleene

Conception graphique : Marine Declève et Aniss Mezoued

Diffusion : www.i6doc.com, l'édition universitaire en ligne

Sur commande en librairie ou à Diffusion universitaire CIACO

Grand-Rue, 2/14

1348, Louvain-la-Neuve, Belgique

Tél. 32 10 47 33 78

Fax. 32 10 45 73 50

duc@ciaco.com

Distributeur pour la France :

Librairie Wallonie-Bruxelles

46 rue Quincampoix - 75004 Paris

Tél. 33 1 42 71 58 03

Fax. 33 1 42 71 58 09

librairie.wb@orange.fr



Une page dédiée au projet Kana Nos Kosta complète ce livre. Elle est pensée comme un support dynamique pouvant être alimenté au fil des (futurs) échanges autour de ces réflexions.

www.uclouvain.be/fr/facultes/loci/kananoskosta

ONT CONTRIBUÉ À LA RÉALISATION DE CET OUVRAGE :

Marine Declève et Aniss M. Mezoued

Graphisme et mise en page

Maria Jose Fouget Nasdrovsky

Traductions en anglais pour la version en ligne

Marc Aerts

Page web du projet

REMERCIEMENTS :

Nous tenons particulièrement à remercier Sofia Saavedra Bruno et Roselyne de Lestrang, qui sont à l'origine du projet de collaboration entre l'Université catholique de Louvain (UCL) et l'Université de Curaçao (UoC). Nous remercions également les différents partenaires des *Project Weeks*, à savoir : la faculté d'arts intégrés de l'Université San Buenaventura de Medellín (FAI USB), l'Institut Buena Vista de Curaçao (IBB), l'UoC, ainsi que l'ensemble des étudiants qui ont participé et les habitants qui ont contribué à faire connaître leurs quartiers et leurs problématiques.

Enfin, nous remercions la **Faculté LOCI** de l'UCL et la **Fondation Prins Bernhard Cultuurfonds** pour leur soutien financier.



PRINS BERNHARD
CULTUURFONDS







Introduction

Faire et penser le territoire, à Curaçao et ailleurs
Aniss M. Mezoued, Claire Simonneau, Bernard Declève 11

Curaçao: Messing Around with Scarce Small-Island Space
Lloyd R. Narain 19

1

Project Week Curaçao - Retour sur expérience 29

Pedagogical Experiment. Urban Strategies and Urban Actions as Results of a Multidisciplinary Approach Towards Community Development
Sofia Saavedra Bruno 31

Kana Nos Kosta. Récit d'un futur
Aniss M. Mezoued 53

La recherche à pied
Sébastien Verleene 81

Écouter, voir Chemin faisant
Patricia Alvarez et Bianca De Marchi 115

Kana Nos Kosta 2012-2015. Une mise en perspective
Claire Simonneau, Bianca De Marchi, Sofia Saavedra Bruno 137

2

Regards d'ailleurs 155

Le paysage, une valeur collective pour planifier le territoire. Éclairages d'Argentine
Roselyne de Lestrangé 157

Tourisme social à Curaçao : apprendre de la Sardaigne
Mario Cicolectia 177

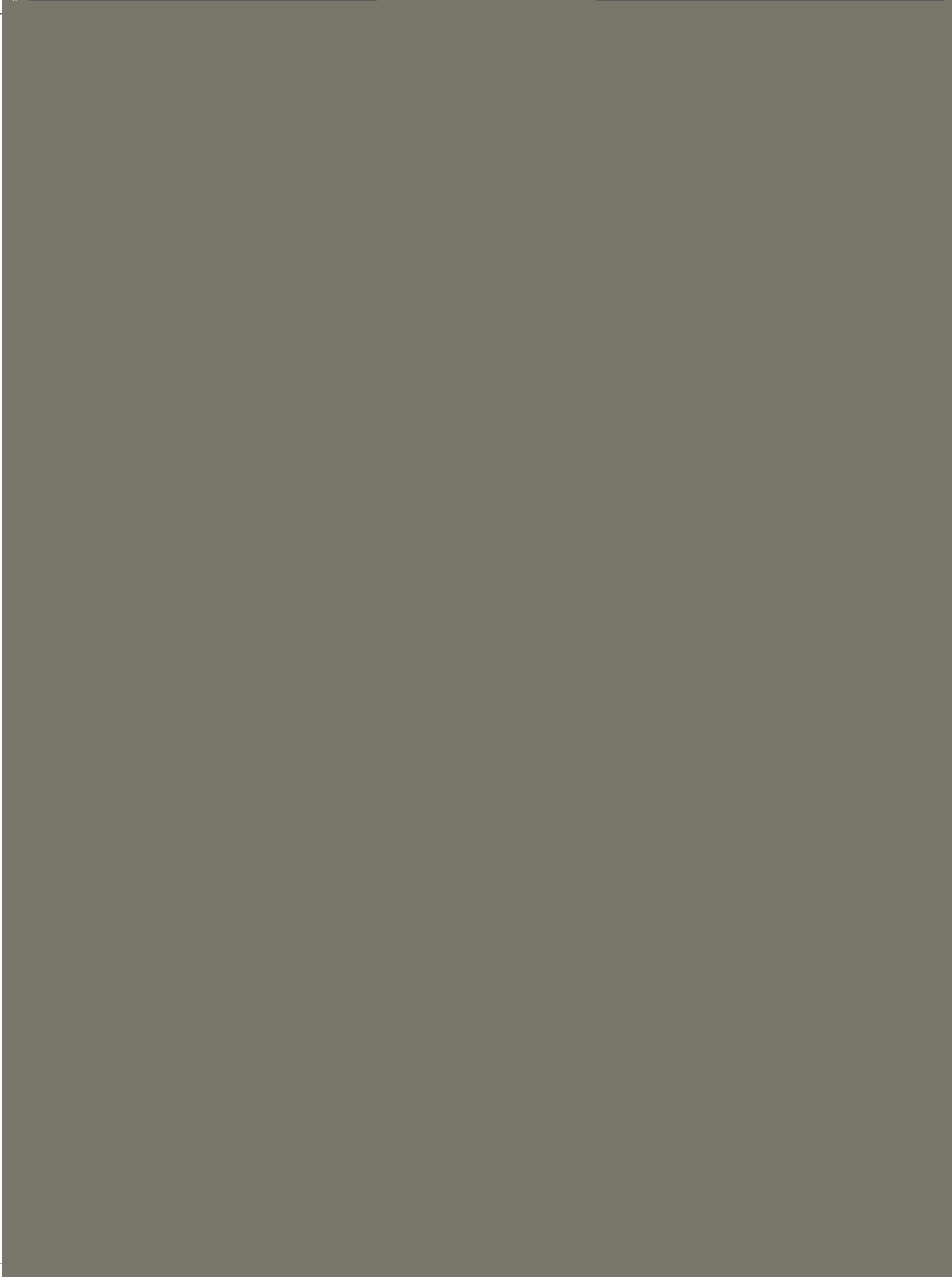
Vers des lieux de confiance. Deux histoires africaines
Sébastien Verleene 193

La médiation urbanistique au coeur de la fabrication du Lien
Aniss M. Mezoued 215

Conclusion / La recherche-action territoriale en questions

Bernard Declève 239







Introduction

Aniss M. Mezoued, Claire Simonneau, Bernard Declève





Faire et penser le territoire, à Curaçao et ailleurs

Aniss M. Mezoued, Claire Simonneau, Bernard Declève

Curaçao, avril 2012.

À l'invitation de l'Université de Curaçao (UoC)¹, huit chercheurs en urbanisme du groupe URBA12 de l'Université catholique de Louvain (UCL) débarquent à Curaçao, petite île des Caraïbes au large des côtes du Venezuela. Si le dépaysement est certain depuis la Belgique, l'exotisme n'est pas ce que recherche l'équipe. Cette île des Petites Antilles, État autonome au sein du Royaume des Pays-Bas, est un territoire singulier, héritier d'une histoire faite des migrations plurielles qui ont laissé leur marque dans le papiamentu, le créole local aux racines à la fois romanes et germaniques. Ce petit territoire insulaire est aujourd'hui toujours traversé de puissantes dynamiques exogènes qui sont désormais l'industrie pétrolière et l'industrie touristique. De ce territoire ressortent ainsi des questions fondamentales de l'aménagement et de l'urbanisme : comment concilier les dynamiques du dedans et du dehors ? Quel est le prix d'une stratégie territoriale tournée vers l'extérieur et à l'inverse quelles sont les ressources territoriales endogènes sur lesquelles il est possible de compter ?

L'invitation à Curaçao a ainsi représenté l'occasion d'approfondir ces questionnements à partir d'expériences concrètes, mais a également initié un chantier de réflexion de plus longue haleine sur la recherche-action territoriale. Comment renouveler nos manières de penser le territoire ? Dans quelle mesure

1 Anciennement Université des Antilles Néerlandaises (UNA). Les deux appellations sont utilisées dans cet ouvrage et désignent de manière indifférenciée la même université.





l'intervention territoriale est-elle un moyen de comprendre les tensions d'un territoire? En définitive, quels enseignements tirer de ces dispositifs de recherche-action territoriale expérimentés à Curaçao? Cette introduction résume le contexte de mise en place de ce chantier et ses moments clés, avant de présenter la structure et les textes de l'ouvrage.

Ainsi, dès 2012, huit chercheurs de la Faculté d'architecture, ingénierie architecturale, urbanisme — LOCI de l'UCL participaient à une expérience de formation-action-recherche sur la question de la production de l'espace public dans quatre quartiers populaires de Curaçao. Ils y avaient été invités par Sofia Saavedra Bruno, professeure associée à la Faculté d'Architecture et de Génie Civil de l'Université de Curaçao, où elle coordonne une unité d'enseignement «Projets de développement communautaire». L'Université San Buenaventura de Medellín en Colombie était le troisième partenaire de cette expérience, baptisée *International Project Week* par ses promoteurs.

Par cette initiative, l'UoC voulait approfondir une expérience pédagogique en cours depuis plusieurs années dans le cadre d'un master en techniques de construction, qui prévoit des workshops d'un semestre au cours desquels les étudiants sont amenés à concevoir des projets d'infrastructures ou de mobilier urbain et à en assurer la réalisation matérielle au cours de la dernière semaine, en interaction avec les habitants du lieu. Le principe pédagogique était fondé sur une méthodologie baptisée Architecture Directe, développée par le réseau international Supersudaca à qui l'on doit des réalisations impressionnantes de transformation de l'espace public dans plusieurs villes latino-américaines².

L'initiative de l'UoC visait également un objectif plus stratégique, qui était de démontrer aux responsables locaux de l'urbanisme que de telles activités de formation au développement communautaire pouvaient être des leviers efficaces de régénération sociale et matérielle des quartiers populaires. Dans cette perspective, les objets d'étude proposés aux étudiants en 2012 étaient quatre quartiers populaires s'étirant le long de la côte est de l'île, et formant un

2 Voir : www.supersudaca.org



des trois clusters repris dans la géographie prioritaire du Programme National de régénération des quartiers (PndB). « Kana Nos Kosta », « marchons sur notre côte » : telle était la demande principale des habitants de ces quartiers aux aménageurs. Elle constituait en même temps une revendication d'ordre politique, celle de retrouver un lien avec la mer, source de revenus économiques, théâtre de la vie sociale et marque d'identité du lieu.

La combinaison de ces deux objectifs — action pédagogique d'une part, action territoriale d'autre part — a singulièrement complexifié la tâche des organisateurs de la *Project Week* et motivé l'intégration dans le dispositif d'une dimension recherche, au développement de laquelle l'équipe de Louvain-la-Neuve a été invitée.

En fonctionnant à distance pendant un semestre, puis sur place pendant une semaine, les chercheurs de l'UCL sont intervenus dans le processus pédagogique en aidant les étudiants de l'UoC à réaliser un diagnostic territorial. Ce dernier devait leur permettre de justifier le choix de sites recevant le mobilier urbain produit dans le cadre de leur atelier, au regard de leur fonction structurante dans le cluster de quartiers et le programme national de régénération. De leur côté, les étudiants de l'UoC installaient une relation d'une part avec les associations de quartier, et d'autre part avec un groupe d'étudiants en design industriel de l'Université San Buenaventura de Medellín, qui était chargé de la conception dudit mobilier. L'ensemble de ces parties prenantes s'est finalement retrouvé à Curaçao pour une semaine d'activités intensives, à l'issue de laquelle le mobilier urbain a été installé dans l'espace public, sur base d'un schéma de localisation validé par les associations locales et inscrit dans une stratégie globale de réhabilitation de la relation entre les quartiers et la mer.

Au retour de cette semaine, nous avons éprouvé le besoin d'approfondir le questionnement sur les liens entre la recherche en urbanisme, les territoires qu'elle interroge et les processus d'action territoriale sur lesquels elle se greffe ou avec lesquels elle interagit. Il s'agissait alors d'analyser l'expérience de Curaçao tout en la mettant en perspective avec d'autres territoires et d'autres expériences de recherche-action territoriale, en Belgique et ailleurs.





Enfin, en 2015, l'invitation renouvelée aux chercheurs pour participer à la *Project Week* à Curaçao offrait non seulement un nouveau moment d'immersion sur le terrain, au cœur du processus d'intervention urbaine, mais aussi l'occasion de faire un bilan des impacts des interventions sur le terrain.

Cette publication est le fruit de ce processus sur le temps long, fait d'allers-retours entre le terrain et la réflexion, d'interactions avec des habitants, des chercheurs, des intervenants sociocommunautaires du territoire de Curaçao, et de références venues d'ailleurs. Elle rassemble les contributions de participants à l'un ou l'autre de ces moments et vise à restituer la complexité de la problématique ainsi que la richesse de la réflexion et des échanges. Ce livre se prolonge également dans une page web³ dédiée au projet Kana Nos Kosta qui rassemble les contributions écrites, dont toute la première partie traduite en anglais, ainsi que les matériaux multimédias : photos, documentaire de l'enquête socio-ethnographique. Cette page se veut un outil dynamique, support des futurs échanges et de la poursuite des réflexions initiées à Curaçao,

Cette introduction générale laisse place à une introduction au contexte territorial de Curaçao effectuée par Llyod R. Narian, qui dans son texte « Curaçao: messing around with scarce small-island space », donne la mesure des enjeux auxquels fait face l'île sur le plan social, économique, politique et écologique aux différents niveaux d'échelles : locale, régionale et mondiale.

L'ouvrage s'organise ensuite en deux parties, l'une rendant compte de l'expérience singulière de la *Project Week* de Curaçao, l'autre apportant des éclairages à partir d'autres projets de territoire. La première contribution est celle de Sofia Saavedra Bruno, l'instigatrice des *Project Weeks*. Elle y présente le contexte général de l'étude, à savoir l'île de Curaçao ainsi que le contexte du *cluster* étudié lors de la *Project Week*. Elle introduit ensuite le processus d'enseignement-recherche-action qui a été mené avant et pendant le workshop et qu'elle développe depuis quelques années en partenariat avec le collectif d'architectes Supersudaca et l'Université San Buenaventura de Medellín.

3 www.uclouvain.be/fr/facultes/loci/kananoskosta



Le second texte « Kana Nos Kosta. Récit d'un futur » est de Aniss M. Mezoued. Il y présente la démarche de recherche menée par l'équipe URBA et son expérimentation d'une prospective du présent, qui a conduit l'équipe à identifier les signaux faibles d'un récit du futur qui serait différent de celui porté par la dynamique destructrice de l'industrie pétrolière d'une part et touristique d'autre part. La vision du futur proposée alors consiste en la mise en place d'un système d'écoparc et d'un écotourisme social. L'article se termine par une narration de ce que serait ce récit du futur, vu par un « écotouriste », dans la peau duquel se met l'auteur.

Sébastien Verleene nous propose ensuite d'explorer « la recherche à pied ». Il démontre, en relatant le processus d'analyse et de projet, comment la promenade et la marche peuvent être des outils d'analyse urbaine pertinents. À partir de la première visite effectuée sur les lieux avec Adrien, un habitant de l'île, et de son récit de vie, il montre comment l'analyse morphologique se greffe au parcours à pied le long du front de mer qu'effectuait Adrien dans son enfance. En partant du constat que ce cheminement n'est plus possible à cause de l'industrie touristique qui privatise les plages, il déroule le fil d'un récit du futur dont la promenade et la marche en constituent l'intrigue.

La quatrième contribution est celle de Patricia Alvarez et de Bianca De Marchi, « Écouter, voir... chemin faisant ». Respectivement diplômées en archéologie et en communication sociale, mais aussi urbanistes, Patricia et Bianca nous font rentrer dans la vie du quartier. Elles y exposent leur travail d'analyse sociologique et d'identification de signaux faibles du projet d'écotourisme défendu par le collectif de recherche. Elles y présentent des récits de vie, des personnes, des potentiels d'auto-entrepreneuriat et des spécificités du quartier qui en font un lieu singulier dans une île qui tend à s'homogénéiser pour répondre aux exigences de l'industrie touristique. Fruit d'un travail socio-ethnographique original, cette analyse a également donné lieu à une vidéo disponible sur la page web du projet Kana Nos Kosta⁴.

4 Voir le lien donné en note de bas de page 3. La vidéo est également accessible sur YouTube sous le titre : Kana Nos Kosta.





Le dernier article de cette partie est une contribution collective de Claire Simonneau, Bianca De Marchi et Sofia Saavedra Bruno : « Kana Nos Kosta 2012-2015 : une mise en perspective ». Issu du retour sur le terrain en 2015, ce texte relate à la fois l'expérience de la *Project Week* 2015, traitant des mêmes quatre quartiers qu'en 2012, mais avec une approche différente et originale, et tente un bilan des interventions de 2012. À travers ce texte, il s'agit finalement d'interroger la méthode d'intervention de l'Architecture Directe, en particulier ses impacts sociaux, au regard de la temporalité longue de la fabrique du territoire.

La seconde partie de l'ouvrage ouvre la perspective en présentant des expériences de recherche-action menées dans d'autres contextes et susceptibles d'ouvrir le champ de références. Les textes font systématiquement écho aux débats générés par l'expérience de Curaçao et permettent de questionner une méthode, la recherche-action territoriale, son processus et ses acteurs. Quels sont les outils de la recherche-action territoriale ? Dans quelle mesure est-il possible de s'appuyer sur les ressources d'un territoire pour construire son avenir ? Quel est le rôle du chercheur et de l'urbaniste dans ce processus ?

Roselyne de Lestrangne offre dans un premier texte, « Le paysage, une valeur collective pour planifier le territoire », une analyse du rôle d'une approche paysagère en tant que potentiel objet de médiation entre les différents acteurs du territoire. À travers trois expériences menées en Argentine, elle montre également comment cette approche paysagère peut initier des dynamiques sociales et culturelles en faveur d'une implication des habitants dans la planification à diverses échelles.

Le second texte de cette partie, « Tourisme social à Curaçao : apprendre de la Sardaigne » est de Mario Ciccoleccia. Partant des différents constats réalisés lors de la *Project Week*, Mario développe la question du tourisme comme un élément clé de la construction d'une nouvelle vision urbaine et territoriale pour Curaçao. Il donne tout d'abord des clés de lecture générale des différentes formes de développement touristique contemporaines. Il utilise ensuite le cas de l'île de la Sardaigne et des différentes politiques menées par les autorités publiques





en partenariat avec les habitants, pour démontrer comment il est possible de développer un tourisme social qui brise les normes du tourisme de masse post-moderne et qui rééquilibre le développement territorial.

Le troisième texte, proposé par Sébastien Verleene et intitulé «Vers des lieux de confiance», présente deux expériences singulières de nouvelles formes de collaboration entre les habitants et l'autorité publique d'une part et entre les habitants eux-mêmes d'autre part. Il nous entraîne d'abord dans un village de l'Atlas Marocain, puis dans un quartier de Bamako au Mali, afin de renouveler notre vision sur le potentiel de changement que peut porter la mobilisation et l'organisation des habitants. La force de proposition et de négociation avec l'État engendrée par la mobilisation du village d'Ait-Iktel au Maroc et la capacité de se substituer à l'État dans la fabrication de la ville par l'auto-organisation des habitants du quartier de Bamako sont exposés dans ce texte comme des pistes pour un urbanisme social dont les formes varient d'un contexte à l'autre, mais dont le résultat est toujours l'amélioration de la qualité de vie des habitants.

Enfin, Aniss Mezoued revient dans cette fin de partie avec un texte théorique sur la médiation urbanistique et la fabrication du lien entre les acteurs. Il reprend une série de notions parcourues dans l'ouvrage à partir de cas concrets. En effet, la notion de médiation urbanistique, de fabrication de lien, d'espace public, de prospective du présent et de récits urbains sont autant de notions qu'il est important de mettre en musique dans une approche plus englobante. Le texte les reprend en mettant la médiation urbanistique au cœur de la fabrication des liens autour de l'espace public. Le texte constitue également une amorce théorique à l'article final de Bernard Declève.

Ainsi, pour finir et pour ne pas conclure, l'ouvrage se termine par un texte de Bernard Declève, où il y ouvre une discussion sur la notion de recherche-action territoriale. Il la présente comme un processus multidimensionnel d'apprentissage collectif et de médiation entre les différents acteurs du territoire. La recherche-action territoriale reste constituée d'hypothèses méthodologiques, autrement dit, il ne s'agit pas d'une approche technique figée, mais bien d'une démarche qui se définit chemin faisant, au contact du territoire et de ses acteurs.





Fig. 1 : Carte de Curaçao et zoom sur Marie Pompoen et Nieuw Nederland





Curaçao: Messing Around with Scarce Small-island Space

Lloyd R. Narain

The special characteristics of small islands are not always well understood. Because their physical space is limited, it is often assumed that the development challenges that these islands face can be solved easily. It is assumed that generic solutions from larger countries can be applied with minor adjustments, and that there is 'no need to reinvent the wheel'. The results of such interventions are often very disappointing. These micro islands prove to be microcosms where everything is interconnected in very material ways, and the global economic networks in which these small island societies are enmeshed create additional complications.

Aid agencies, investors, consultants, and representatives of foreign governments tend to overlook this spatial aspect and the implications of the limited island space in terms of economic opportunities, social relationships and the natural environment. Even local planners, administrators and their advisors are completely under the spell of 'development', and opt for economic projects that are as incompatible with the physical structure and ecology, as they are with the social and cultural environment.

Construction, infrastructure development, the development of a tourism industry and other entrepreneurial activities, and the provision of general services repeatedly clash with what are the core characteristics of small islands, even if they are not always recognized as such.





In this brief essay, we can focus on only a few of the issues that characterize small islands. The starting point of such islands is that they consist of a small landmass surrounded by the sea. The sea poses limits to activities that take place on the small surface area of land, given that these activities cannot be relocated or expanded to neighboring countries. Another given is the length of the coastline in relation to the land mass. The sea is both present and influential everywhere, in various ways that are often highly visible and cannot be ignored. This means that protecting the coastal zone is an additional concern, given for instance the sea level rise caused by climate change. This specific geography should compel island residents to use their space responsibly, to prevent conflicting forms of land use. Given the close interaction of the small landmass with the surrounding sea, these small islands are regarded as coastal zones in their entirety.¹ Development planning should consider both the terrestrial and the marine environment carefully and in conjunction.

URBANIZATION AND REGULATION IN CURAÇAO

Curaçao, an island in the Caribbean Sea, is quite densely populated (with about 341 inhabitants per km²), and the natural resources that are available, such as freshwater and suitable agricultural land, are insufficient to support the basic needs of the current population in terms of drinking water and agricultural produce. This imbalance between population size and natural resources has its origins in the oil industry, which has been active on the island for nearly a century, and which attracted a large number of foreign workers over the years, mainly from the Caribbean region. The population growth that accompanied the development of this industry meant that all food and nearly all consumer goods had to be imported, while drinking water was produced through an industrial

1 See for instance the Preamble (point 6) of the UN Report of the Global Conference on the Sustainable Development of Small Island Developing States, Bridgetown, Barbados, 26 April-6 May 1994. This import dependence has not changed. The process of desalinating seawater still occurs partly through distillation, but is increasingly being replaced by reverse osmosis technology.



desalination process.²

While the significance of the oil industry has decreased considerably, the reliance on imports has remained unchanged and has actually been exacerbated by the rapidly expanding tourism industry. The relationship between the available natural resources and population size, which now also includes the tourist population, has become even more skewed than before.

The limitations posed by the scarcity of island space are immediately evident in the construction of ports, airports, central utilities, and so on. Every island in the Caribbean needs these facilities. If all these small islands were connected as one large landmass, a single port or airport would suffice to ensure the necessary connections with the outside world. The centralized provision of water and electricity would enable economies of scale. The fact that each individual island has to develop these facilities on its own means that they occupy a relatively large portion of the available surface area, and that the investment and operation costs are also comparatively high.

Curaçao's population and its economic activities are concentrated mainly in the urban areas bordering the harbor, where the oil refinery is located. The public costs of the urban sprawl that has characterized the island's development for an extended period, and of the associated extension of infrastructure, were so high that the government came to the conclusion that it was necessary to curb urbanization. Following extensive and thorough studies, the Island Development Plan (*Eilandelijk Ontwikkelingsplan*, or EOP) was legislated in order to guarantee orderly spatial planning. The foundation of this plan is the concentration policy, which limits urban growth largely to the existing urban area of Willemstad. More broadly, the EOP introduced land use zoning for the entire island. Pressure from private interest groups and a lack of insight into the specific characteristics of small islands, mentioned above, have meant that developers and other land users frequently disregard this law, with or without the cooperation of the island's administrators.

² This import dependence has not changed. The process of desalinating seawater still occurs partly through distillation, but is increasingly being replaced by reverse osmosis technology.





DEVELOPMENT DISCOURSE

The catchphrase that whatever is good for investment – any type of investment – must be good for the island as a whole is an important component of current development discourse. This discourse has very little in common with any concept of sustainable development. This 'vision' risks producing an increasingly disorderly landscape. Ultimately, this lack of proper planning will result in the costs of urban sprawl being passed on to the public, precisely the outcome that the EOP sought to prevent. The current ascent of real-estate interests in Curaçao reinforces this trend, and a number of politicians representing these interests are now openly lobbying to dismantle the EOP. Their development ideal is constantly adapting the infrastructure to accommodate the unconstrained sprawl of construction activities, with the construction industry's interests as a key concern.

The oft repeated, emphatically stated claim that 'construction is the core of economic development' serves to distract citizens from the loss of spatial coherence and the spiraling costs that accompany these developments. This conviction is in no way affected by the overproduction of the U.S. and European construction industry, which not only played a major role in damaging those economies but also contributed to the global financial crisis. Nor do its proponents seem concerned with the reality of the local situation where, with an island population of 150,000, there are some 6000 homes as well as some 4000 commercial properties vacant. There is no interest in finding a solution for this, and there is a drive to just keep on building properties, supposedly to alleviate a housing shortage, that has in fact never been established in any sound scientific fashion.

Office and retail property owners find it impossible to attract buyers or tenants, but construction in this sector continues unabated. At the same time, villa parks far beyond the reach of local purchasing power are thrown up nonstop. The group aimed at by developers and politicians consists of buyers from abroad,



who have sufficient money and foreign exchange.³

The readiness to assist the construction industry has progressed to the point that politicians want to accommodate the overproduction of real estate construction by aiming to double the population through immigration. Apart from the question of whether this plan is in any way realistic, it would uphold the principle of constant overproduction in construction. The irony of proposing further population growth as a solution to the construction industry's overcapacity, which would require additional population increase in the future, does not occur to the government and captains of industry at all. The arguments that are put forward, such as increased employment in construction and the effect of this on the broader economy, are very relative and are characterized by government economic advisors as 'low macroeconomic returns'. In other words, they involve profits for investors, but the community hardly reaps any benefits.⁴ The imbalance of construction as the guiding principle of economic development is also evident in the neglect of the environment, which is very vulnerable in and around small islands, and in the disregard for the social problems that have not been diminished despite the rapid expansion of the construction industry. Worse, this discourse completely ignores issues of socio-economic inequality, which are intensified by the increase in the number of villas, inhabited by a population that is ethnically and culturally distinct from the locals.

3 In § 6 of the KPMG report 'Economic Impact Study Eastpoint Curaçao', drawn up for the construction of a high-income enclave in the eastern part of the island, it is made clear that selling the houses in question to local residents will have little economic effect. After all, their income and levels of spending remain the same, while attracting wealthy foreigners sets an inflow of new capital in motion. It is fascinating, however, that KPMG states on page iii that its own EIS report leaves much to be desired in terms of accuracy and comprehensiveness. This indicates that they have earned very easy money at the public's expense, given that government funded this study on behalf of the landowner.

4 See the TAC presentation 'Macroeconomic Diagnostic and Policy Issues', part of 'Strategies for Sustainable Long Term Economic Development in Curaçao', www.tac-financial.com.





TOURISM

Tourism has become one of the island's largest economic sectors, and also one of its largest employers. The government offers economic incentives and facilities that are very favorable to the sector. Nevertheless, the sector's economic potential is not utilized very efficiently. The government offers all manner of tax breaks, including exemptions from tax on profits, to help keep the sector viable and regionally competitive. This means forgoing a substantial source of government income, making it more difficult to meet pressing needs in education, health care, and social care. In a number of ways, the very existence of the tourism industry appears to aggravate the island's social problems. Spokesmen for the industry admit that, for most workers, wages do not cover the costs of living, even employees are often subject to irregular working hours and other restrictive conditions. The advent of tourism has also been accompanied by the creation of privileges that exclude the Curaçaoan population. Most of the south coast, where the majority of beaches are located, is reserved for tourists and others who can afford the high entrance fees. This ongoing commercialization has meant that a number of beaches have become recreation factories rather than places to relax freely in nature, as tended to be the case previously. The population's resistance against this development has compelled politicians to designate a number of public beaches, legitimizing the existence of the other inaccessible beaches in the process. The small print of agreements concerning beach management include the provision that hotels with beach access grant the public free entry, but not a single hotel observes this condition and the government never enforces it.⁵

⁵ Researchers were not granted access to these management agreements by the responsible government service Land Management (*Domeinbeheer*).



The expansion of tourism has been accompanied by the construction of residential areas for high-income groups.⁶ It is remarkable that these are also classified as tourism developments, possibly as a strategy to benefit from the tax incentives that the tourism industry enjoys. Villa parks eat up large pieces of the small island's land area and are fully attended to by the government, which, in the meantime, has stopped investing in public housing. These villa parks are enclaves that are inaccessible to outsiders. Visitors are only allowed in if a villa owner indicates to the security guard that they are welcome. The gentrification of the coast and the villa parks in the outer districts are now encroaching on the urban zone, where various areas have become so tourist-oriented that locals, and sometimes even the local middle-class, avoid them. This is not limited to street cafés with prices that automatically exclude less affluent locals; increasingly, it affects the historic city center, which is being transformed towards high-income residential or recreational use. The consumers tend to be foreigners with sufficient purchasing power to pique the interest of developers. The original residents of these areas are summoned to leave or are bought off with small amounts.

These developments have meant that the coastal area to the east of Willemstad has become increasingly dominated by hotels and other tourist destinations that obstruct a clear view of the sea. The hotels have sea views, but seen from the back, from the land side, they resemble an imposing fortress wall, eliciting the observation from a number of perceptive Belgian students that the harbor's historic fort walls had, as it were, been extended along the eastern part of the south coast.

6 In his publication 'New Globalism, New Urbanism: Gentrification as Global Urban Strategy', Neil Smith signals the emergence of gentrification in the Caribbean through the tourism industry. We use the term gentrification to refer to the broader phenomenon by which (parts of) low-income residential areas are replaced by construction geared towards high-income groups, which usually involves the displacement of the original residents. Gentrification is currently part of an urban strategy that is closely connected to major financial interests and in which the government plays a facilitating role. In so doing, the government neglects the task of representing public interests and is primarily dedicated to the interests of groups of investors. This phenomenon is often accompanied by rhetoric about progress, 'neo', design, sustainable living and the like.





In business and government circles, this silently encroaching gentrification is seen as economic progress. Their justification of the exclusion of locals, and especially of socially disadvantaged groups, is drawn directly from the celebratory accounts of gentrification found in marketing literature. This process has not been researched sufficiently and its various aspects deserve to be studied more closely. It is troubling that the government has disregarded economic advice to recommend a different economic development strategy. As indicated above, the contribution of real estate development to the general economy is limited. Economic advisors note that even pursuing a stronger logistic function for Curaçao, in and beyond the Caribbean region, would be preferable to current tourism development.

ABSENCE OF POLICY LEADS TO MORE URBAN SPRAWL

The absence of a proactive policy to prevent the decline of the city center and other areas of Willemstad contributes to the depopulation of these areas. This acts as a magnet for speculators who recognize profit in the transformation of these spaces into residential, shopping and recreational areas for high-income groups. The government is of the opinion that the displaced population should be provided with housing by opening up former nature reserves.⁷ The urban sprawl that government planners sought to avoid through the EOP has become a reality, and is now presented as an inevitable necessity. This has become the argument for ending the concentration policy, which would entail a final blow to the EOP. Needless to say, this will not only result in the loss of landscape coherence, but will also greatly increase private and social costs, aggravating the already

⁷ The estate Wechi has been prepared for development in anticipation of construction activities, especially for middle-income groups. However, the area has still not been zoned accordingly, and the government refuses to follow zoning procedures as mandated by law and the procedures which are usually followed. The government acts as if its main goal is providing public housing, but the developer (contracted to construct public housing) is clearly most interested in building middle-income properties in order to earn back the costly investments. The estate, a nature area, is flooded long after the rainy season and the terrain is quite hilly. This means that preparing the site for construction is quite expensive. It is also located next to a landfill (with unsorted waste that is only covered with dirt) and enclosed by a larger nature reserve.





pressing government debt. The de facto elimination of the EOP, a conduit for sustainable development, turns discussions on sustainable development on a small island into a futile exercise.

THE FUTURE

The pressure from real estate circles to keep on building regardless of societal needs persists, and politicians seem unwilling to stop catering to the needs of this profit-maximizing industry, while society pays the bill. Politicians apparently have yet to discover that there is such a thing as public interest. Curaçao's economic relations with the Netherlands are entangled in an opaque network of consultants and in particular real estate relationships that serve the interests of large Dutch corporate networks. How the island manages to extricate itself from this will depend on the pressure the population manages to exert to steer the public interest on small islands in a realistic and sustainable direction.

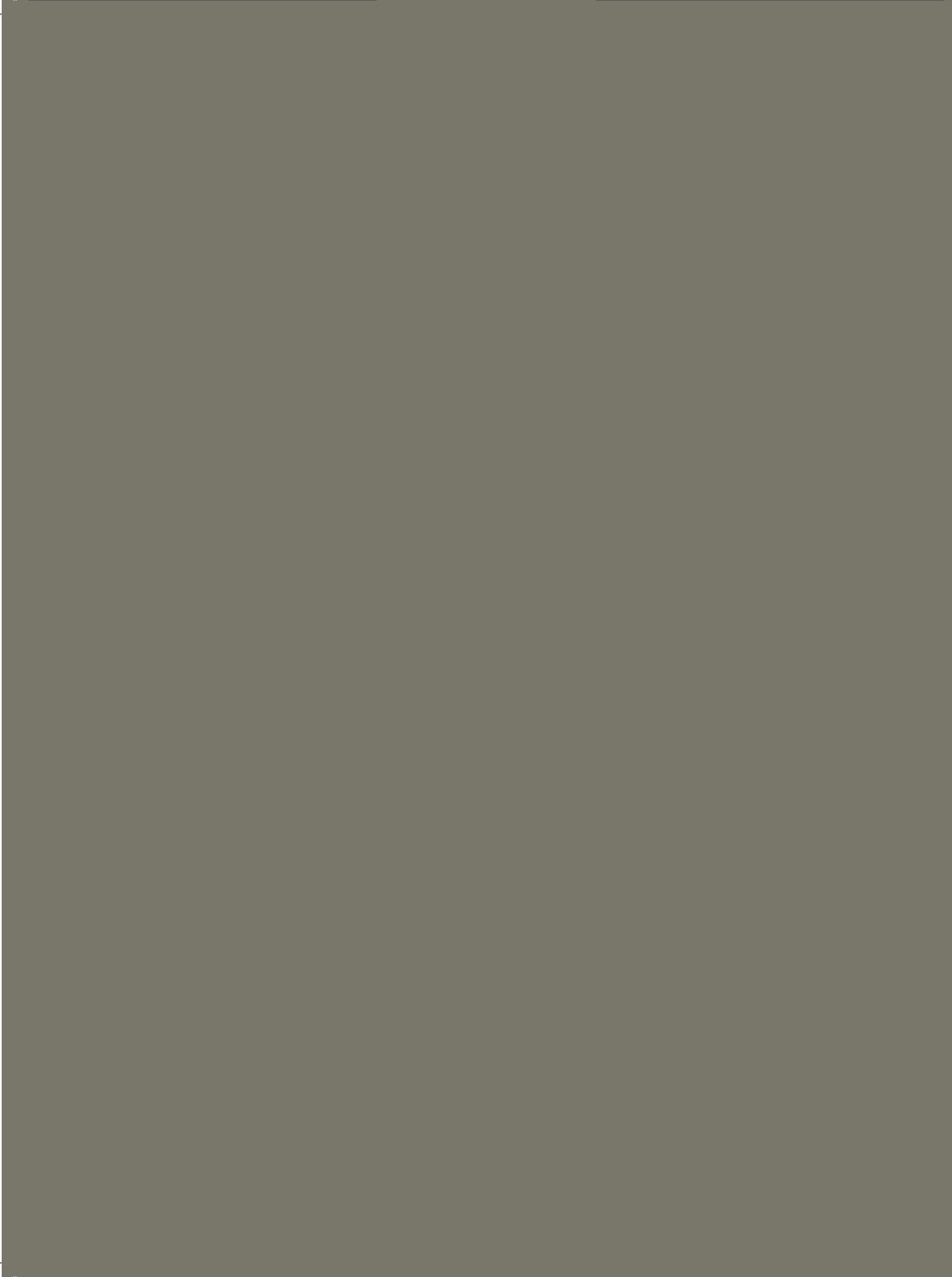




1

Project Week Curaçao.
Retour sur expérience







Pedagogical Experiment

Urban Strategies and Urban Actions as Results of a Multidisciplinary Approach Towards Community Development

Sofia Saavedra Bruno

The island Curaçao (444 km²), a Dutch colony until 1950, has a population of 150,000 inhabitants living in 282 *barrios* (neighborhoods) from which, according to the Central Bureau of Statistics, 104 (36%) don't reach the average for a livable neighborhood (see fig. 2). Although after World War II (WWII), there was an increased consciousness of these deficient living conditions, it took more than 60 years to realize the first integral improvement because of the following reasons.

Undivided Estates

Many of these *barrios* concern undivided former estates. The origin of it lies mostly in the history of slavery. After the abolition of slavery (1863), the government and the church started to buy plantations or part of it, and sold or leased parts of it to the black society. On the one hand, this leads to a pattern of spread housing on the so-called 'rented areas' (*Huurtterreinen*), mostly still assigned for agricultural development (*Landbouwgrond* EOP). This pattern still exists in the originally rural parts on the island. On the other hand, we find areas that, a long time ago, were given in property to a free slave for example, but that have never been divided among the inheritors: the allocation of the inheritance properties was almost impossible due to complex family situations. As a result, the current residents cannot sell their self-built houses. Consequently, there are many vacant lots and empty buildings within the urban tissue. A law to tackle this problem has been introduced recently.





Built on Private Property: the Installation of the Shell Refinery 1915

Until the beginning of the 20th century, there was little economic activity on the island. This changed rapidly after the installation of the Shell refinery in 1915. The oil industry brought an enormous transformation to the island, which turned into a capitalist industrialized society. An explosive demographic growth took place due to migration: within thirty years, the population increased from 34,000 to over 90,000 inhabitants. Confronted with a lack of housing for employees, Shell was forced to start developing residential areas for the European ones. Two compounds, named after Dutch queens, Emmastad and Julianadorp, and inspired by Howard's Garden City, were built to be totally self supplied. For the other migrant employees (from Surinam, Portugal, Venezuela and Caribbean islands), barracks were built around the refinery. After WWII, they were replaced by neighborhoods like Suffisant and Surinamedorp. However, the production was not planned to receive such an influx of foreign workers and the housing deficit continued to grow. As a consequence, many informal settlements arose on private properties surrounding the refinery. People simply occupied these areas, or they were given the right to build their house in exchange for a small remuneration. These informal settlements continued to grow along with the older and already settled ones. At the same time, the older and already more settled informal neighborhoods continued to grow too, as it is the case with the neighborhood Nieuw Nederland. At that point, they actually already had to go through sanitation.

Lack of Control

Driven by the bad and even dangerous living conditions in these neighborhoods, the government finally adopted a building law in 1935. With the aim of obtaining an adequate development of the neighborhoods and the houses, this law required that in case there were more than three houses built on one private property, a development plan had to be drawn indicating the division lots, the infrastructure and the services needed. At the same time, rules were put forward to guarantee light, ventilation, strength, size and presence of sanitary provisions (Janga). At

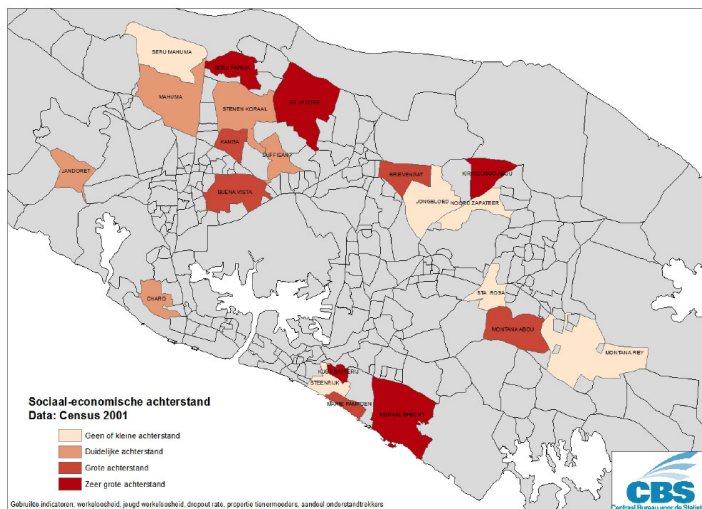


Fig. 2: Socio-economic Indicators in 21 Selected Neighborhoods

the end of the twenties, private stakeholders had started to build housing for the middle class. From 1935 on, the Dutch government started to give financial aid to some new housing corporations. 'At the end of WWII the government became active concerning social housing, and various experiments were realized' (Ronald Gill, p. 50). Between 1945 and 1950, new neighborhoods like Steenrijk and Marie Pompoen were built. In the following years, no control of the execution of the law and regulations took place. Illegal settlements were not prevented, and houses without building permission were never removed. Nevertheless, the inhabitants continued to improve their houses: wooden barracks became stone houses through time, they got access to water and electricity, but the roads were never addressed by the government.







URBAN PRACTICE AND PUBLIC PARTICIPATION (1950- 2005)

In 1950, Curaçao got political autonomy within the Dutch Kingdom. From then on until very recently, urban renewal plans on Curaçao have been completely dependent on external funds, thus limiting projects to short or determinate duration.

On the other hand, the urban practice has been characterized by insufficient participation of inhabitants and a lack of stimulation of the self-reliance of the inhabitants. Nevertheless, the wish of the inhabitants to identify with their neighborhood had increased when, in the seventies, bottom-up initiatives from civil society arose. Cultural groups such as the Grupo Trinchera, Hubentut 70 and the installation of High Fly Parks are a testimony of this wish¹. The more asphalt was poured, the more the consciousness arose that the improvement of the physical aspects of the problem only was not sufficient, and that the social aspects of the problem also needed attention. The idea was that the refurbishment of the neighborhoods had to start with providing infrastructure, housing and facilities, but also had to go hand in hand with programs for education, recreation and entrepreneurship (Janga, 2006). At the end of the eighties, an interesting initiative was the project Maneho Nobo, in which governmental employees, mostly social workers, were put to work within the neighborhoods. Several community centers were created following the idea that problems in the neighborhoods had to be fought from within the neighborhoods. Teams were organized in the neighborhoods to put forward critical points and priorities to deal with. This initiative was not successful, mainly due to a lack of continuity in the government. Now that everything got decentralized, Unidat di Bario, an overall organization of different neighborhood committees, was created with the goal of addressing social problems within the neighborhoods. More initiatives from within the civil society followed. The Kultura Propio movement tried to get a grip on how the inhabitants of Ser'I Kandela, Souax and Brievengat experienced their neighborhood. Grupo di Konsulta Tripartite put

¹ Ieteke Witteveen, ecture at seminar 'social participation and planning', April 2012.





forward an integral plan for the neighborhoods (*Maneho integral pa barionan*)², with the participation of entrepreneurs, representatives of the civil society and Unidat di Bario. Other bottom-up initiatives were developed, such as the one for Otrabanda, which originally departed from initiatives of the priest of Santa Famia church and preoccupied citizens like Lo-Fo Wong. Within the context of the realization of physical plans for Kanga/Dein and Wishi/Marchena, there has been a close collaboration with the neighborhood organizations Kangarus of Kanga/Dein and Fufosokuwima of Wishi/Marchena. Although the changes that occurred in the neighborhood were only on the physical level in this last case, this initiative has come close to what we call participative planning. Moreover, Curaçao has recently taken up (again) programs to stimulate the self-reliance of the inhabitants. Oasisgames³ by Federashon Otrabanda with the inhabitants in collaboration with students of the Faculty of Social Work (FMG) and students of the Faculty of Engineering, actually started with bonding and establishing a relationship with the inhabitants.

Although there was contact between the different institutions that dealt with the physical and social aspects of the problem, there were no organized working groups that dealt consequently with an integral approach to the problems of the neighborhoods. In general, the governmental institutions had been too absorbed by their daily duties, which had led to insufficient collaboration among them. A separate institution, lead by a multidisciplinary group of professionals who can dedicate 100% of their time for the follow up of the urban renewal plans in general, seemed to be necessary.

The *Secretariaat Stadsvernieuwing* (SSv), an entity called into life in the very beginning of the nineties in order to coordinate institutions involved with

² *Integrale ontwikkeling van de Curacaose buurten*, 2001

³ Exercises developed originally by a group of young Brazilian architects that is used to work on the self-reliance of inhabitants and also often results in physical interventions. Nowadays trainings are given from the Institute Elos in Brazil. The Oasis training is an invitation for leaders from different sectors who deal with urban or rural environments that are highly multicultural and complex and who wish to improve their skills in engaging groups and communities in an initiative with high impact, being an intervention in a public space, a new organizational strategy or a new business/community project.



urban renewal, covered this function within the context of the action plan for the historic inner city. SSv fell directly under the governor, an entity that was not under political influence. This was a clear attempt of the government to combined social, physical and economic projects.

Earlier Attempts of Integral Urban Renewal

Despite the status quo in terms of quality of life, there have been earlier attempts to improve neighborhoods based on an integral approach. At the end of the seventies, the development of programs for technical assistance and financial aid from the Netherlands developed by the local housing corporation (Fundashon Kas Popular) made the switch possible from slum sanitation to slum improvement⁴. Although these urban renewal plans originally surged within the context of a policy note⁵ that was based on the principle of maintaining as much as possible the existing housing and existing social relationships, only infrastructural improvements were achieved as in most of the urban renewal projects that followed.

In 2003, Reda Social, reinforced by governmental institutions such as the Planning Authority (DROV) and Public Works (DOW), managed nevertheless to realize integral urban renewal projects in some barrios in the inner city. These projects were meant to enhance the empowerment of people, education, sport activities and social cohesion, and to improve houses and infrastructures.

The SSv, which had already been in charge of urban renewal projects in Otrabanda (Frederik straat, de Zantjessteeg, and Gallerosteeg), continued to address the decay of the inner city, and in this way gave continuation to the same integral approach. SSv was put in charge of the execution of a development plan for the inner city (SOP) in which the government had put forward its intention to develop the inner city based on the principles of an integral, site-oriented development,

4 Ronald Gill, *Een eeuw architectuur op Curacao*, p 53 : «The Dutch policy for financing of housing provided the funds in 1978 for the first urban renewal plans, a project that started in 1980 in the neighborhoods of Cornet, Monteverde and Parera.»

5 Policynote of 1981 for the rehabilitation of housing areas.





focusing on urban renewal. This resulted in the pilot project Pietermaai-small that did not completely work out as planned. A second project called Scharloo Abou was led more specifically in the neighborhood Fleur de Marie, one of the inner-city slums born when the refinery was installed. An important part of it had though already been destroyed during the realization of the Juliana bridge. Within the context of the political changes, a budget was made available by the Netherlands (SEI, 2008) for the integral development of neighborhoods, which was one of the priorities in the fight against poverty. The SEI funds were dedicated to improve five neighborhoods, among which the SOP project Scharloo, with the condition that the social aspect would also be addressed. Unidat di bario and SSv were both allocated in the neighborhood Fleur de Marie. The collaboration went very well and Fleur de Marie can be considered the most recent and probably best example on Curaçao of the integrated approach to the neighborhood renewal.

Later on, SSv also pointed out which neighborhoods outside the inner city had to be given priority within the context of European funding programs for neighborhood improvements. SSv together with the central Bureau of statistics pointed out several neighborhoods. Cocowijk, Parerawijk and a part of Nieuw Nederland (Oranjestraat) were addressed and Kortijn, the rest of Nieuw Nederland and Fortuna Ariba and Sapaté are still in the planning. Unfortunately, within the context political changes and reorganization of the civil administration, SSv was abolished. Since the funds of the SEI projects and the European funds are coordinated by the same institution (USONA), and given the built experience with Fleur de Marie, the intention is though to repeat a similar integral approach. This partly worked out in Cocowijk, although the physical intervention again was a bigger lot than the social one.

URBANISMO SOCIAL 2010–2012

After October 10, 2010, when Curaçao became an autonomous country within the Dutch Kingdom, the government started a new form of integral community



development, written down in Plan Nashonal pa Desaroyá Bario (PndB) that aimed at improving the standard of living, the reinforcement of social cohesion, and the realization of corporate governance. The idea was that every year, 15 neighborhoods would be improved under the coordination of an independent office that fell directly under the Ministry of General Affairs (the ministry of the Prime Minister). The University the Netherlands Antilles (UNA) participated in two workshops concerning the implementation.

After the last election, the new government chose not to continue this plan, with the argument that there were enough existing institutions with experience. The coordination was given to Reda Social. Nevertheless, for the first time, a local governmental budget was available for the renewal of neighborhoods. Within this context, the UNA has undertaken a sequence of activities regarding urban development and social transformation of neighborhoods.

A Key Reference: Medellín's Experiment

In 2010, the Faculty of Engineering organized an excursion to the city of Medellín in Colombia. This city of 2.5 million inhabitants that suffered for years from serious drug violence has become a far safer place to live after its profound and extremely successful urban and social transformation. In 2004, mayor Fajardo started up urban renewal processes in deteriorated neighborhoods under the slogan of '*Medellin la mas educada*'. High quality urban and architectural interventions supported by a strong social and economic plan were realized in deteriorated areas of the city to improve the overall quality of life and to connect them with the formal city. '*Urbanismo Social*' aims at designing strategies of physical, social and economic transformation to obtain the inclusion of unprotected classes. The combination of a social program created and carried out along a bottom-up approach, with urban interventions, has led to a revival of the informal city. The combination of the top-down approach with the participative bottom-up planning has made the success of this transformation. Connecting the informal and formal city, not only in the literal physical sense, but also with a whole social agenda and program behind it, was the key. The role of the university in this





process was very important. A group under the guidance of Alejandro Echeverri had been working for years on the urban structure of the city, and helped to identify which points the interventions had to be implemented. The UNA also believed that the university is a suitable partner to achieve an integral approach for the development of neighborhoods, and saw a role as knowledge center on integral planning.

The UNA, whose students had been doing fieldwork in *barrios* nominated by PndB, made a proposal for collaboration with PndB with the goal to enhance knowledge related to integral planning in Curaçao. The proposal consisted of providing a capacity building program on integral planning, technical support to the planning process of PndB and fieldwork (data gathering). The idea was to develop thematic courses intended for teams of the government among other actors, with the objective of transferring knowledge on issues related to territorial planning and urbanism. Periodic technical assistance related to the PndB was suggested at several scales.

Free Mobilization of the University into the PndB Process

Despite the fact that no formal agreement was ever made between the PndB and the University, the University took up the task of collecting and mapping data, and organized two seminars.

The first seminar called '*Urbanismo Social*' was organized in August 2011 by the Faculty of Engineering of UNA in collaboration with URBAM, *Centro de Estudios Urbanos y Ambientales* of the university EAFIT in Medellín (see p. 43). This seminar existed out of several lectures from local and international experts as well as a workshop for local professionals⁶. In this workshop, the most deteriorated *barrios* were identified on the basis of socio-economic indicators, and the strategic location of some neighborhoods was defined to articulate the local scale to the metropolitan scale.

⁶ This first workshop has been documented in a documentary '*Urbanismo Social, Learning from Medellín*', which you can download on www.una.an/engineering.



One of the proposals was the clustering of some *barrios* to promote integration and to increase the impact of the interventions. It was put forward and presented to the government as a tool to increase efficiency by avoiding disarticulated actions. Pndb had been treating the neighborhoods as isolated items. Giving a positive impulse to a cluster of neighborhoods in the most deteriorated areas of the city would be a way to put these neighborhoods again on the map of the city, and connect them with other parts of the city. At a neighborhood level, the lack of furnished public spaces and services, the segregation, the lack of complementary land uses, the low density, and weak transport systems were identified as problems. The weak social cohesion, the absence of environmental consciousness, and the lack of work opportunities were also brought forward. The lack of green, the absence of sewage systems, the pollution (caused by the PVDSA refinery), and the bad use of vacant land were signalized as environmental problems. On the other hand, the presence of green areas within the city was emphasized as having a potential environmental, ecological, and social function. The large amount of vacant land within the neighborhoods, the potential institutional rearrangement (the need for a local authority) and the strong coverage of media within the island, as well as the fact that the family still represents a strong social value, were considered as local opportunities.

Moreover, the potential closing down of the refinery in the heart of the island was put forward as an important strategic element and an opportunity for the future of the island.

The long-term strategy was defining the Isla area as the new core of Curaçao (see fig. 3). For the short-term, the strategy consisted of clustering the *barrios* into three main areas. The most deteriorated and isolated neighborhoods that need attention could be those around the airport. A second cluster aimed to give priority to the neighborhoods under the smog of the refinery. The third cluster along the coastline, stretching from the inner city to the touristic area, included, among other neighborhoods, Nieuw Nederland, St Kitts, Marie Pompoen and Steenrijk (see fig. 4).



THE 2012 INTERNATIONAL PROJECT WEEK

Nieuw Nederland and St Kitts are the most dense areas on the island (40 houses/ha). Steenrijk and Marie Pompoen are social housing areas. Since this area has a high touristic potential, there is a strong economic pressure on it and speculation is taking place. Because of this, the Faculty of Engineering of the UNA took the initiative together with the research group URBA from the Faculty of Architecture and Urbanism of the Catholic University of Louvain (UCL), and the Faculty of Integrated Arts of the Universidad de Buenaventura de Medellin, to develop a Participatory Planning Strategy for this cluster. The reconquest of the beach, the beach as a walking network and a motor for social relationships and community-based entrepreneurship, were put forward by the students as elements for a vision for the cluster.

The Pedagogical Experiment: Arquitectura Directa Revisited

Fieldwork and interventions in neighborhoods became part of the regular education program of two faculties of the UNA (Engineering and Social Work). They started to work together in order to prepare the students for a multidisciplinary approach regarding community development.

In recent years, the students of both faculties have done fieldwork in the context of neighborhood development. The students of the Faculty of Engineering have made a spatial analysis of several neighborhoods⁷ while the students in social work have done action research in all 15 neighborhoods that were chosen in the PndB with the intention to build a database regarding those neighborhoods. The objectives were to gather information from the field, to give the students tools to map data, and to enhance the participation of the inhabitants.

The students together with the inhabitants developed strategies and built interventions that, with a minimum of resources, had a maximum of impact on the use of the public space: *Arquitectura Directa* ('Direct Architecture'), a method developed and introduced by the collective of Latin American architects

7 Fleur de Marie, Scharloo, Sapate, Gibraltar, Rooi Santu, Mahuma Zuid, Nieuw Nederland, Fortuna Ariba and Otrobanda.



A COLLABORATION OF URBAN CENTRO DE ESTUDIOS URBANOS Y AMBIENTALES - UNIVERSIDAD EAFIT MEDELLIN WITH THE UNIVERSITY OF THE NETHERLANDS ANTILLES SPONSORED BY KULTURA





Fig. 3: The Long-Term Strategy: The Isla as the New Core of Curacao



Fig. 4: The Strategy: Clustering into Three Main Areas of Intervention





Supersudaca, operates in the blind spots of architecture and urbanism, on a smaller scale than a building, but which effects can have urban proportions nevertheless. First, students study the components and interrelations of a given urban system. Then, they define the spots where with minimal effort and resources, the maximum amount of change can be achieved. Finally, a real intervention is made. However, it seems that looking at the problem from outside is insufficient. Therefore, the students really have to get a grip on the site and experience how it works. The solutions brought forward in this way implicate agreements with the actors in the area.

The themes vary from how public spaces are privatized and recuperated, how to program empty spaces of the city, how to organize an informal market and the walking or car traffic. Therefore, one not only counts with the professional skills of the student, but also his/her experience as a citizen, starting from the fact that everybody can experience and practice urbanism.

Within the framework of an international exchange program between the Faculty of Engineering of the UNA and the Universidad de San Buenaventura of Medellin, different projects within the realm of *Arquitectura Directa* and public space were realized. The outside collective space of the campus of the UNA was taken under the loupe and all together, the students also intervened with a minimum of resources in a neighborhood of Medellin within the context of the project called '*Recyclando la Navidad*'. A wonderful side effect of the exercise for the students was to have the neighbors cooking *Sancocho*⁸ for them daily on the streets.

The focus of the projects at the UNA really started to change when organizing multidisciplinary Project Weeks and collaborating with the students in social work. Although the students still had to come up with a realized physical intervention, the interaction with the inhabitants became more important. The students became conscious of the fact that different grades of participation exist as was put forward by Sherry Arnstein, when they started to interact more actively with the inhabitants of the neighborhoods. To get a grip on the intervention that had

8 Traditional soup of Colombia, the ingredients mostly consist of the rest of the day before.





to be built, several participative workshops were organized with the inhabitants or pupils from local primary schools (see p. 49). The question remains though, whether the key to success is the participative aspect of an intervention or the ingenuity of the proposed intervention and adoption of the project by the inhabitants.

From the Pedagogical Experiment to the Collaborative Planning Experiment

During the international Project Week developed in the urban cluster, more specifically in the neighborhoods Nieuw Nederland, St Kitts, and Marie Pompoen, the interaction with the inhabitants was the key. At the beginning of the week, during the first working session with the representatives of the *barrios*, one of them, Adry Willems, very cleverly reacted on all the preliminary proposals of the students and made clear that it was not a matter of refurbishing the neighborhood or designing public spaces, but that we had to achieve the reconquest of the beach. This was the real issue they were dealing with as inhabitants. From then on, the project changed completely.

With the help of a group of researchers from UCL, a strategy for open spaces was developed at three scales. At a territorial level, the objective was to insert the urban coast in the island's coastal system, identify its ecological value and note that it is one of the few public beaches of the island. At the cluster level, the objective was to implement a public space network. This could be realized by implementing a buffer zone as an open public space, connecting the existing public spaces along one Boulevard. The specific spots of urban infrastructure such as piers, parks and inner streets that had to be connected to the seafront were identified by a careful reading of the territory and an urban analysis. At the scale of the *barrio*, the objectives of connecting public spaces with the beachfront and stimulating sustainable tourism were formulated.

On the other hand, the project had to land on the site and in the community. From actually proposing small interventions, the focus was set on mapping the relation of the inhabitants with the beach and visualizing the dreams they had for certain specific locations. Two of the PhD students from UCL, educated as



anthropologists, very carefully identified the actors and their place into the system of the project. A walking route along all the locations, indicated with signs referring to the dreamed plan and the photographs of the inhabitants or actors, became a real manifestation in the neighborhood that was fully embraced by the inhabitants. The fact that neighbors suddenly started cleaning up corners of a street that had been neglected for years, at the very moment a signpost was mounted, proved the identification of the inhabitants with the project. These inhabitants also made sure that the public mobile furniture and barbecues designed by the students on the base of recycled oil crates, which are referring to the origin of these neighborhoods, were safely stored during the night. Even though the text in the Creole language Papiamentu "E ta di nos tur. Kuide!"⁹ was written on it, there seemed to be a doubt that people would steal them for individual use (see p. 50).

In conjunction with the pedagogical process and with the experimental fieldwork, a second seminar on participative methods in territorial development was organized inside the University, with participation of the main PndB stakeholders, and of some academics from UNA, Medellin and UCL. This seemed to be relevant as Curaçao has been dealing with community development since the early seventies, and the inhabitants of the neighborhoods are therefore well organized. Nevertheless, their wishes have merely been taken into consideration.

CONCLUSIONS AND WAYS FORWARD

The University, inspired by Professor Declève's hypothesis that community-based organizations must be involved in all the steps of the development of the process¹⁰, tried to put in practice this theory with the development of a participatory planning strategy for a cluster of neighborhoods during the Project Week (see p. 50).

⁹ 'It belongs to all of us. Look after it!'

¹⁰ Steps of the process: Needs identification / Choice of priorities / Program of activities / Production of equipments and facilities / Management and Maintenance of works and facilities / Process Evaluation.



Regarding the Pedagogical Experiment

This exercise made us question the order in which the four phases of the *Arquitectura Directa*'s method should be undertaken. In this method, one should make the exercise land in society only as the last phase of the exercise. However, in this intervention this actually seemed to have been the starting point of the process.

Since then, the projects realized by students at the UNA, are not only evaluated in terms of the impact of their designs on the use of the public space, but also in terms of how to achieve the participation of the inhabitants. This was an important factor to be taken in consideration during the design process. All these interventions have profited from the acknowledgement that it is the relationships between urbanism and citizens that matter the most. The simple ordinary issues seem to have the biggest impact on the quality of our life.

Regarding the PndB

It seems that it is really urgent that the new government of Curaçao comes with a realistic plan on how to improve the quality of life within the neighborhoods, and how to improve the self-reliance of the inhabitants. The UNA could support this process with research on a territorial level, and can provide facilitators to enhance bottom-up processes in the neighborhoods. However, to make a real step forward, we need visionary politicians that also have the ability to plan how the developed strategies can be implemented. The best local professionals could be hired by the government and the best officials could be relieved from their daily duties in order to be able to undertake all the work needed to go through a real integral urban renewal process on a large scale. Fortunately, one can rely on the concrete indications from the clever mayors of Bogota and the *Urbanismo Social* experience of Medellín that a new type of urbanism is not only possible, but also very urgent.



Kana **NOS KOSTA** NUESTRA COSTA - OUR COAST

NIUW NEDERLAND - ST KITTS - STEENRIJK - MARIE PAMPOEN



Sponsored by:



ZBT - SOAW

Alternatieve wegwijzers omarmd

WILLEMSTAD — Dertien stak in totaal staan er in de wijk Marie Pompoen en omgeving. Alternatieve wegwijzers zoals deze op de foto die bewoners rechtstreeks betrekken bij hun wijk.

Het betreft een internationaal project dat werd geïnitieerd door de technische faculteit van de Universiteit van Curaçao, onder auspiciën van architecte Saavedra Beato. Studenten van de Universiteit van de Nederlandse Antillen (UNA), bouwkunde van de Universiteit van Louvain en studenten van de universiteit van Medellín voerden het project in april uit. Doel was om een bijdrage te leveren aan de herontwikkeling van een openbare ruimte, waarin de wijk met het strand werd verbonden.

De alternatieve wegwijzers zijn laagte de laagste geplaatst en bevatten onder andere foto's van personen uit de wijk zelf. Op de zogenaamde Plaza Komodor werd namelijk geplaatst en ook de vlaggenstok werd verder uitgebreid met tafels en stoelen. De studenten werkten tijdens de project vanuit het Sentro Kattikito in de wijk dat voor deze gelegenheid door de UNA werd gehuurd. Volgens Saavedra Beato is het project letterlijk omarmd door de wijk. Alle alternatieve wegwijzers staan er nog en de bewoners onderhouden ze ook.



Het project is omarmd door de wijk.

'Aan het einde van de projectweek werd een presentatie gegeven voor de bewoners en ook voor premier Gerrit Schotte', vertelt Beato. Internationale wijkspank vormde een

van de speerpunten van het regeerprogramma van het huidige kabinet. Voor de studenten was gekocht, een erkenning voor hun inspanningen en ze kregen ook cadeau's.







Regarding Action-Based Research and the Role of the University in the Planning Process

By engaging in action-based research, the University seeks to understand the world by trying to change it, collaboratively and reflectively. Apart from gathering data from the field, intervening in it together with inhabitants has proven a successful tool to enhance the self-reliance of inhabitants in the further planning process (see pp. 49–50).

On the other hand, the University can provide facilitators having their own expertise (social, physical, economic), but who can, within a multidisciplinary team, engage with the community and their problems during a whole planning process. Thanks to its neutral role, the University can engage with all actors in the field, and can very well guide this kind of process.

Regarding the Intervention of Researchers and Experts From Abroad

The University's role as a knowledge center is to provide knowledge and engage in (academic) debates. Through time, it has been proven that the objective view of an outsider (external expert) can be tremendously helpful in this kind of process, and that a comparison with similar (international) case studies is key for further (intellectual) development of a country, even if high quality local expertise is available.



References

- COLAROSSO, P. (2011). *Scenari futuri per il paesaggio urbano in italia, Convegno nazionale: Paesaggio 150 - Sguardi sul paesaggio italiano tra conservazione, trasformazione e progetto*. In 150 anni di stori, Reggio Calabria.
- DESVIGNE, M. (2009), *Épaissir les lisières : Livret de chantier 2. Naissances et renaissance de mille et un bonheurs parisiens*. Consultation internationale de recherche et de développement sur le grand pari de l'agglomération parisienne. Équipe: AJN — Jean Nouvel & AREP — Jean-Marie Duthilleul & Michel Cantal-Dupart, Paris.
- JANGA, L. (2006). Wijkontwikkeling op Curacao. In Romer R. (Ed). *Onze inspirator, actualisering van zijn gedachtengoed* (pp. 74-85). Curaçao : Una Press.
- SECCHI, B. & VIGANO P. (2009). *Le diagnostic prospectif de l'agglomération parisienne : la ville «poreuse»*. Chantier 2, Livret de chantier 2. Paris : Le Grand Pari de l'Agglomération Parisienne.





Kana Nos Kosta

Récit d'un futur

Aniss M. Mezoued

Une semaine à Curaçao ! Voilà le temps qu'il nous a fallu pour réaliser que cette île des Caraïbes n'était pas seulement le paradis de sable fin, de cocotiers et de plages vierges que nous avons tous dans notre imaginaire. Un imaginaire construit à l'autre bout de la terre, par des images vendeuses de l'industrie touristique globalisée. Dès les premiers jours, nous avons entamé des visites, des rencontres avec les habitants, des discussions avec les différents acteurs du territoire et bien évidemment avec nos partenaires universitaires de l'Université des Antilles Néerlandaises (UNA). Nous avons rapidement pris conscience que le paradis tant attendu était à plusieurs vitesses et pouvait même se transformer en enfer. Nous étions surpris par la réalité de cette île qui nous a interpellés sur le plan écologique d'une part, et sur le plan social de l'autre.

Sur le plan écologique, nous étions premièrement surpris par la présence au milieu de l'île d'un port en eau profonde installé au cœur d'une lagune. L'ensemble est entouré d'une raffinerie de pétrole et illuminé par des torches, renforçant le contraste saisissant entre la beauté du site naturel et la main destructrice de « l'homo economicus »¹.

1 Homo economicus est une expression utilisée par les économistes dès le début du vingtième siècle, décrivant un stade de l'évolution darwinienne de l'homme qui devient un sujet complètement rationnel. Elle est la base du modèle néo-classique en économie. Cet homme est décrit par les économistes d'aujourd'hui, comme un être agissant de manière parfaitement rationnelle qui tend à maximiser les profits lorsqu'il est producteur et l'utilité des choses et leur consommation lorsqu'il est consommateur. Elle est remise au goût du jour par Daniel Cohen dans une étude sur le bonheur des hommes : Cohen, D. (2012). *Homo Economicus, prophète (égaré) des temps nouveaux*, Albin Michel, Paris.





Ensuite, les plages que nous imaginions étaient bien là, mais artificielles et privatisées par les grands complexes hôteliers. Une artificialisation qui détruit l'écosystème naturel par la destruction entre autres des récifs de corail qui sont le composant naturel des côtes de Curaçao. Nos quelques escapades sous-marines, équipés de masques et de tubas et accompagnés de notre guide Adrien², nous ont permis de mesurer l'ampleur du désastre. Sur l'ensemble des plages privées, des digues de pierres ont été érigées afin de les protéger des courants, de maintenir le sable et de sécuriser les bassins d'eau limpide et calme destinés aux touristes. Autour de ces digues, qui firent partie de nos premières explorations, nous étions désespérément à la recherche des coraux et des poissons colorés dont nous avons tant entendu parler ; mais aucune trace de ces merveilles des Caraïbes. Heureusement, nous finirons par les trouver, mais ailleurs, là où il y a très peu de touristes, proches de certaines côtes encore vierges de l'île. Ici, pas de digue ni de plage de sable fin, mais des rochers sur lesquels une grande variété de coraux s'est installée. Des poissons de toutes les couleurs viennent nager entre nos palmes, des poulpes, des tortues de mer, tout ce que nous imaginions de plus féérique est là, loin du regard envahissant et destructeur du tourisme de masse.

Sur le plan social, nous étions surpris par le nombre important de *gated communities*³ et d'hôtels réservés aux touristes. Un contraste marquant oppose le luxe de ces lieux à la simplicité des quartiers modestes. Nombreuses sont les fractures entre ces deux mondes qui se matérialisent même dans l'espace physique de la ville. Beaucoup de trottoirs ou d'accès à la mer sont bloqués par l'occupation de l'espace public par les hôtels. Au dire des habitants du quartier Nieuw Nederland, toute la côte est en train d'être privatisée, au détriment des populations qui perdent progressivement l'accès à la mer. Ces dernières rêvent et revendiquent également d'aussi belles plages que celles des touristes auxquelles ils n'ont pas accès, et qui par-dessus tout détruisent l'écosystème.

2 Adrien fut notre guide pour une promenade qui a été le fil conducteur du parcours de recherche associé à la *Project Week* (voir plus loin le texte de Sébastien Verleene sur la promenade comme pratique de recherche).

3 Les *gated communities* sont les ensembles résidentiels fermés et sécurisés.









Suite à ces premiers constats, notre équipe de recherche URBA12 s'est divisée en trois petits groupes pour une analyse plus profonde. Les deux premiers se sont occupés du travail de terrain, un groupe s'intéressant aux formes urbaines, espaces publics, liaisons et connexions, l'autre groupe étudiant le volet social par des enquêtes et interviews auprès de la population. Le troisième groupe était chargé d'animer deux journées de séminaire avec les acteurs du territoire. Il devait identifier les enjeux territoriaux à l'échelle d'un *cluster*⁴ et permettre de définir les bases d'un projet urbain participatif autour duquel se rassemble l'ensemble des acteurs. Parallèlement à cela, l'équipe URBA12 a participé dans son ensemble aux rencontres participatives avec la population et aux travaux de la *Project Week* effectués par les étudiants de l'UNA et ceux de la faculté d'arts intégrés (FAI) de l'Université de San Buenaventura de Medellín.

Au bout d'une semaine de travail, quelques résultats commençaient à émerger de part et d'autre. Ils ont été synthétisés pour construire une vision globale pour Curaçao et esquisser les idées d'un projet qui articule différentes échelles du territoire. Le texte qui suit raconte, dans un premier temps, le déroulement des travaux menés in situ. Ensuite, il tente, à travers un récit de fiction, de projeter le lecteur dans la réalité du projet réalisé.

VERS UN «ECO-PARK SYSTEM»...

D'après les données que nous avons, plus de la moitié de la côte de l'île est privatisée. Elle est occupée par l'industrie du tourisme qui serait à l'origine à la fois de la détérioration des écosystèmes et de l'inégalité sociale. Parallèlement à cette détérioration de la côte, il existe une volonté de la part de l'État de préserver certaines zones naturelles. Sur le plan d'affectation des sols de l'île élaboré par le gouvernement, plusieurs zones sont inscrites en réserves protégées. Cela dit, cet ensemble manque de cohérence et d'une vision globale

4 *Cluster*, dans ce cas, signifie groupement de quartiers. Il s'agit des sous-espaces formés dans la ville par des groupes de quartiers populaires péricentraux, qui font l'objet d'un projet global de *cluster* des quartiers. On trouve sur l'île de Curaçao plusieurs *clusters* formés chacun de plusieurs quartiers.





qui inscrirait la préservation des grandes zones protégées à l'échelle de l'île dans une logique englobant le système côtier et prenant en charge la régénération de ses écosystèmes à petite et grande échelles.

C'est l'analyse de cette situation qui a mené notre réflexion vers la recherche d'alternatives à ce modèle d'occupation du territoire et de développement économique. Nous nous sommes orientés vers la construction de ce que nous appelons un « *Eco-Park System* » à l'échelle de l'île. Il s'agit de pouvoir articuler, dans une vision globale, la préservation et la régénération des écosystèmes de l'île d'une part, et l'intégration d'une nouvelle forme de tourisme proche de la société et écologiquement responsable d'autre part. Cette démarche s'articule autour d'interventions à plusieurs niveaux de territoire et d'acteurs.

Le premier niveau est celui de l'île, l'objectif principal étant la mise en place d'une zone de protection de l'écosystème costal qui serait liée aux zones protégées à l'intérieur des terres. Il s'agit de reconstruire le récif de corail, par la protection des lagunes, mangroves, algues, etc., qui permettent la création, le développement et la régénération des écosystèmes côtiers.

Le second niveau est celui du *cluster*. L'objectif est de constituer des zones tampons entre la côte et les zones protégées des terres. Le *cluster* sur lequel il nous a été demandé d'apporter une réflexion est cette zone comprise entre les quartiers de Nieuw Nederland et Marie Pampoen. Nous avons proposé de travailler sur les espaces publics, les chemins, les connexions, les plages et la promenade du front de mer. Il s'agit de retrouver les liens rompus entre les différents espaces publics à travers des aménagements particuliers qui permettent également des continuités écologiques ainsi que la régénération des espaces de nature.

Le dernier niveau est l'échelle la plus locale, celle des quartiers. Les objectifs à ce niveau sont doubles : la connexion entre les espaces publics ouverts et leur mise en valeur d'une part ; le développement d'un écotourisme plus respectueux de l'environnement et socialement plus équitable d'autre part. Ceci passe entre autres par la préservation des paysages naturels de l'île et des activités traditionnelles non nuisibles à l'environnement.





En effet, l'évolution et le changement des activités du bord de mer ont affecté profondément l'écosystème. Autrefois, la côte était constituée de mangroves et de roches sur lesquels se développaient des algues et un récif de corail. Les poissons venaient se reproduire et se nourrir dans ces récifs qui alimentaient à leur tour l'économie locale par la pêche à petite échelle. L'arrivée des hôtels et la création des plages de sable artificielles ont détruit les côtes naturelles et avec elles les écosystèmes. La mort du corail a entraîné le départ des poissons et celui des pêcheurs. Ces plages ont un impact désastreux sur le système naturel et sa régénération. Elles ne peuvent pas constituer indéfiniment le modèle de plage par excellence. De ce fait, nous avons considéré comme primordial le fait de réinventer le concept même de plage, en le remplaçant par ce que nous appellerons des «Eco-plages»⁵.

LE FUTUR EST DÉJÀ LÀ !

En partant des réflexions autour de l'*Eco-Park System* comme volonté et hypothèse de projet, nous devons à présent retrouver les éléments de sa concrétisation aux échelles du *cluster* et des quartiers. Pour ce faire, nous sommes partis à la recherche des éléments du projet sur le terrain. Notre approche s'est inscrite volontairement dans la «prospectivité du présent» telle que l'entend Edith Heurgon (2003). Elle part de l'hypothèse que le futur n'est pas à inventer complètement, mais que les éléments de sa construction sont déjà là dans le *présent*. C'est une approche qui reconnaît, dans les dynamiques en place, l'inventivité dissimulée dans les rapports qu'entretiennent les individus entre eux et avec la ville. La prospective du présent considère que les «germes du futur» sont dans le présent et qu'il faut savoir les identifier à travers ce qui est déjà là. Il n'est plus question de faire de la prospective suivant des tendances lourdes, permettant de définir un futur probable ou possible, mais plutôt à partir de «signaux faibles» définissant un futur souhaitable, à la recherche de «ce que nous aurions voulu qu'il fût» (Heurgon 2003).

5 Voir article de Sébastien Verleene «La recherche à pied», p.81.





L'équipe URBA12 s'est donc attelée à chercher les *signaux faibles* permettant de construire un futur pour Curaçao. Un futur partagé par l'ensemble des acteurs et souhaité par les habitants. Un futur qui soit, comme mentionné plus haut, en harmonie avec l'écosystème et la société. Ce travail a été mené sur plusieurs fronts que nous proposons de décrire brièvement, afin de restituer la vision globale de l'approche.

Premièrement, nous avons travaillé sur les formes urbaines du *cluster* et particulièrement le long du front de mer. Nous étions guidés dans un premier temps par Adrien, nous laissant entraîner dans les ruelles et les souvenirs de son enfance, le long du front de mer entre son quartier et Punda⁶. Ensuite, Sébastien Verleene et moi-même avons parcouru une seconde fois le cheminement proposé par Adrien, en nous concentrant sur les liens et rapports entre les quartiers et la mer. Ceci a permis d'identifier le système que constituait le front de mer le long du *cluster*, et d'identifier différentes typologies bâties, qui définissent, à leur tour, différentes typologies d'espaces publics, de liens à la mer et de porosités.

En partant de Punda, nous avons identifié une première typologie d'occupation de l'espace, constituée de petites maisons coloniales étroites et souvent mitoyennes. Ces maisons composent un alignement continu le long de ce que nous qualifions de boulevard urbain de Peenstraat. Du côté de la mer, ces maisons se posent au pied de l'eau à même la roche. Ici, pas de plage, mais des rochers recouverts d'algues où se baladent ici et là quelques crabes. Entre certaines maisons, nous devinons ce qui était autrefois des petites percées vers la mer. Nous les imaginons telles des petites ruelles du fait de leur continuité de l'autre côté du boulevard. Ces passages sont pour la plupart fermés par des grilles qui ne permettent plus le contact avec la côte. Certaines exceptions permettent toutefois de se rapprocher de l'eau, soit par des passages qui ne sont pas encore fermés, soit par des dents creuses au milieu de ce tissu. Ces vides sont parfois aménagés en petits jardins, mais dans la plupart des cas, ils sont occupés par des parkings. Cette première configuration permet difficilement la promenade le

⁶ Punda est un quartier du centre colonial de l'île.







long de la mer, du fait de l'absence d'aménagements. Aussi, à certains endroits, les petites maisons ont été transformées en clubs pour touristes qui ont érigé des barrières jusque dans l'eau.

Plus loin, le long de Peenstraat en se dirigeant vers Marie Pampoen, nous retrouvons une autre configuration qui correspond aux installations touristiques. En effet, les grands complexes hôteliers ont occupé de grandes bandes de terre le long du front de mer, en sécurisant l'accès de part et d'autre de leurs parcelles. Du côté du boulevard, l'alignement des petites maisons mitoyennes en front de rue a laissé la place à des grilles et du barbelé. Les constructions prennent du recul par rapport à la rue, pour permettre l'aménagement de places de parking et autres *drop-off*. Du côté de la mer, notre promenade a été interrompue au premier contact avec ces résidences de luxe. Des grillages et du barbelé plongent dans l'eau pour bloquer tout contact entre l'extérieur et ces «mini paradis».

Une fois ces «*blockhaus*» dépassés, nous nous retrouvons dans une tout autre réalité. Celle des petites maisonnettes du quartier Nieuw Nederland, avec une autre typologie de bâti et où le front de mer devient un espace public. La bande de terre entre la mer et Peenstraat y est plus large et permet de nouvelles configurations. Des petits chemins se fauillent entre les maisons non alignées, laissant découvrir des petits espaces où s'invente une réelle vie de quartier avec toute la richesse que cela engendre. C'est une totale perméabilité que nous découvrons ici et qui inverse la configuration d'implantation horizontale découverte jusqu'à lors, pour retrouver des pénétrantes transversales qui relient les quartiers à la mer. Aussi, nous étions surpris de découvrir quelques petites plages, plus ou moins naturelles n'ayant rien à envier aux plages des touristes. Ici, la promenade devient possible sans interruption et avec beaucoup d'hétérogénéité et de paysages paraissant authentiques.

Cette partie du travail de terrain, détaillée dans l'article «La recherche à pied» de Sébastien Verleene, a été un des éléments clés de l'analyse, mais également du projet. Nous y avons trouvé tous les composants d'un projet







d'aménagement écologique qui relierait les quartiers à la mer et qui permettrait une préservation et une régénération des écosystèmes. Premièrement, les chemins et les pénétrantes existants vers la mer peuvent en effet constituer le support d'un aménagement qui serait une sorte de suture entre le front de mer et l'intérieur des quartiers. Ensuite, les paysages naturels et les plages publiques peuvent être préservés et mis en valeur tout en s'inscrivant dans les circuits économiques. Enfin, les différentes dents creuses, notamment les parkings, peuvent être intégrées dans le réseau des espaces publics par des aménagements d'espaces verts qui rejoindraient la mer et contribueraient à reconstruire les écosystèmes. Pour finir, les complexes hôteliers déjà installés peuvent contribuer, par des systèmes de compensation du préjudice causé, au financement de certains aménagements.

Le second aspect sur lequel nous avons travaillé est l'aspect social. Il a été mené par Patricia Alvarez et Bianca De Marchi qui le résument dans leur article «Écouter, voir... Chemin faisant». Elles ont mené des enquêtes auprès des habitants du *cluster* compris entre les quartiers de Nieuw Nederland et de Marie Pampoen. Elles étaient accompagnées de leur caméra et d'un photographe qui a immortalisé les rencontres effectuées. Un film et une exposition de photos ont été le fruit de ce travail, qui a fusionné avec l'ensemble de la recherche. Ceci a permis d'identifier un certain nombre de caractéristiques propres aux quartiers, liées à des activités de loisirs, économiques, sportives ou autres. Les deux chercheurs ont décelé dans le quotidien des habitants les signaux faibles sur lesquels la construction de l'avenir peut se reposer.

Ce travail a mis en avant, entre autres, le potentiel d'un entrepreneuriat social et communautaire. Nous y avons trouvé non seulement une organisation sociale sous forme d'associations, mais également une certaine solidarité et un échange très riche entre les habitants. En effet, beaucoup d'activités sont organisées, par exemple, autour de repas communs où l'on partage gratuitement les fruits de la pêche, ou autour des terrains de sport où tout le monde est convié. Aussi, nous y avons trouvé un fort potentiel économique à travers des petits commerces et initiatives qui n'attendent qu'un soutien pour se développer. Du restaurateur





prêt à investir dans le quartier, aux habitants prêts à accueillir des touristes via des formules de *Bed and Breakfast*, tous les ingrédients d'un tourisme social sont là.

Aussi, les différentes réunions participatives ont mis le doigt sur une revendication majeure des habitants, qui est l'accès à la mer. Ils veulent préserver les quelques plages encore publiques et les valoriser afin qu'elles deviennent bénéfiques pour leurs loisirs d'une part, et afin qu'ils en tirent profit dans leur activité économique d'autre part.

Le troisième groupe de l'équipe URBA12 s'est chargé de l'animation de deux journées de recherche-action avec les acteurs du territoire. Il était question de réfléchir aux méthodes et à l'organisation d'un processus de formulation d'un projet de développement local fondé sur le concept de *cluster*, qui avait été élaboré quelques mois plus tôt à l'occasion d'un workshop similaire. La participation citoyenne et l'implication de l'ensemble des acteurs en étaient les préoccupations principales. Les résultats étaient la mise en avant de l'importance d'une coopération entre les autorités et la communauté dans la décision et la conception du projet. L'identification des acteurs constituait le point de départ de la construction d'une équipe de projet. Une tentative d'identification avec les acteurs présents a été faite sous forme de grille. Ils ont commencé à identifier les acteurs qui seraient inscrits dans le processus de projet ou non, et ceux qui seraient pour ou contre le projet. De cette grille ressortent la structure décisionnelle qu'il faut maîtriser, ainsi que l'équipe en charge du projet et les différents groupes de travail à organiser. Ces derniers ont permis de préconiser trois tables rondes autour des thèmes suivants: l'écotourisme social, l'entrepreneuriat communautaire et le front de mer et les réseaux de chemins.

Parallèlement au travail de recherche effectué sur le terrain et en loge, l'équipe URBA12 a eu la chance d'expérimenter les potentialités de ce tourisme social qui, de plus, est écologique. Les différentes rencontres et expériences que nous avons eues avec les habitants nous ont entraînés, en dehors de nos heures de travail, vers certains lieux et certaines activités attrayantes qui s'inscrivent hors des circuits touristiques officiels. Guidés par Adrien, nous



avons plongé à la découverte de la faune et la flore sous-marines qui résistent à l'invasion touristique de masses. Nous avons dégusté du poisson lors d'une soirée organisée pour quelques initiés par le club de plongée de la plage de Marie Pampoen. Nous avons également croisé quelques pêcheurs qui réparaient leurs filets sur les plages. Tout cela avait une certaine authenticité que nous ne trouvions pas à Punda et dans les autres zones touristiques.

LES ÉLÉMENTS D'UNE VISION

Une semaine de travail de terrain, aussi intensive soit-elle, ne permet pas d'élaborer un projet complet sur l'ensemble de l'île. Cela dit, ce temps a été suffisant pour déceler, dans le présent, certains éléments de l'avenir, et poser les bases d'une vision de projet pour Curaçao à l'échelle du *cluster*. Enfin, une partie de cette vision s'est concrétisée sur la zone d'étude, le *cluster* comprenant les quartiers de Nieuw Nederland, St Kitts, Steenrijk et Marie Pampoen.

Les éléments de cette vision sont :

- > la reconquête de la plage en tant qu'espace public et moyen de préserver l'écosystème côtier ;
- > la plage comme un élément de l'*Eco-Park System* national ;
- > la plage et les chemins de promenade comme moteurs de relations sociales ;
- > l'entrepreneuriat communautaire et social comme facteur d'identité locale ;
- > le tourisme social comme alternative à l'industrie touristique globalisée.

Ces éléments s'appliquent en particulier dans les espaces ouverts. Nous avons donc établi une grille reprenant les types d'espaces ouverts disponibles pour chacune des trois parties du *cluster* préalablement identifiées : le front de mer, le boulevard urbain de Peenstraat et l'intérieur des quartiers. Nous avons ensuite identifié les actions à mener pour chaque partie (voir fig. 5).





Fig. 5 : Actions à mener sur les différents types d'espace public

	Parcs publics et jardins	Chemins	Places publiques	Vides
Front de mer	Parcs aquatiques de mangrove autochtone utilisant l'eau recyclée	Promenade du front de mer		
Peenstraat		Affirmation du boulevard, réduction de la vitesse du trafic, renforcement des traversées piétonnes et création de pistes cyclables.	Art Environnemental	Production d'espaces publics
Intérieur des quartiers	Parcs intérieurs		Restaurants communautaires, marchés itinérants	Usage temporaire /aires de jeu, rassemblement, jardins, etc.

LA PROJECT WEEK 2012

Le travail effectué par l'équipe URBA12 durant une semaine, a servi non seulement à construire une vision globale et cohérente, mais a également permis de concrétiser une partie de l'approche et des idées de projet, grâce à l'articulation de la recherche avec la *Project Week* menée en parallèle. Cette dernière s'inscrivait dans une démarche d'*Arquitectura Directa*, développée par le groupe Supersudaca. Il s'agit d'intervenir sur l'espace public de lieux défavorisés, en concevant et réalisant dans un temps court et avec des moyens réduits, des installations améliorant le quotidien des habitants et avoir le maximum d'impact.

La *Project Week* rassemblait les étudiants en Licence d'ingénieur de l'UNA et les étudiants de Master en design et architecture de la FAI. Ils ont ensemble et durant une semaine conçu et réalisé une série d'éléments de mobilier urbain destinés à l'espace public des quartiers de Nieuw Nederland, St Kitts, Steenrijk et Marie Pampoen. Ce mobilier a été réalisé avec des matériaux de récupération, principalement des barils issus des raffineries de pétrole et de palettes en bois. Quelques sponsors ont fourni de la peinture et autres matériaux.



L'échange entre ces étudiants et les chercheurs a permis dans un premier temps de définir le type de mobilier à concevoir. Dans un deuxième temps, il a permis de définir l'emplacement exact de chaque élément, en fonction des données récoltées sur le terrain. Le travail sociologique quant à lui, a permis de greffer aux différents éléments les récits des habitants et une exposition photographique. Cela a permis aux habitants de s'identifier aux objets et par conséquent d'en assurer la préservation.

Les discussions ont abouti à la définition de six types d'éléments ou d'objets qui sont les suivants :

- > trois totems-signaux sur lesquels des photos grand format sont affichées ;
- > trois éléments verticaux sur lesquels nous retrouvons quelques directions de lieux importants, ainsi qu'un récit des lieux où ils sont positionnés ;
- > cinq petits éléments informatifs, comprenant également le récit des lieux et des activités qui s'y déroulent ;
- > trois ensembles de chaises et de tables ;
- > deux barbecues ;
- > quelques éléments verticaux servant à baliser les lieux à l'aide de couleurs.

Ces objets ont été positionnés à partir du travail de terrain, formant un parcours qui serpente le long du boulevard de Peenstraat en mettant en valeur des lieux et des connexions entre le front de mer et l'intérieur des quartiers. Ce parcours est profondément ancré dans le territoire, car correspondant à des activités et des lieux portés par les habitants eux-mêmes. Ces derniers ont permis de nommer les lieux et les éléments que nous avons disposés.

Au final, au bout d'une semaine de travail à Curaçao, nous ne nous sommes pas uniquement rendu compte des désagréments causés par l'industrie touristique. Nous avons également pu déceler beaucoup de choses positives qui nous laissent croire que le paradis que nous cherchions n'a pas complètement disparu. L'homme moral qui, comme le dit Daniel Cohen, «quitte la salle quand l'Homo economicus y entre» (Cohen, 2012), était en réalité encore là, sous nos yeux. Pour reprendre les dires d'Edith Heurgon, nous n'avions simplement





pas les bonnes lunettes pour le voir. Aujourd'hui, nous avons les éléments d'un avenir différent, voire meilleur, les germes de cet avenir sont visibles et entre les mains des acteurs locaux.

Références

COHEN, D. (2012). *Homo Economicus, prophète (égaré) des temps nouveaux*, Paris : Albin Michel.

HEURGON, E. (2003). *Retour sur la prospective du présent. Des 'nous' et des 'je' qui inventent la cité*. Paris : Éditions de l'Aube.







Expérimenter Kana Nos Kosta...

Imaginons à présent l'expérimentation de ce parcours et de l'éco-tourisme social que nous proposons (voir fig. 6). Ce récit de fiction est le nôtre, mais peut également être le vôtre ou celui de n'importe quel touriste qui visitera Curaçao après notre passage. C'est un mélange de vécu, de souvenirs et d'imaginaire...

En venant de notre hôtel au centre de Punda, Sébastien et moi longeons le boulevard Peenstraat jusqu'à la fin du complexe touristique abritant l'Octagon, l'ancienne résidence de Simon Bolivar. À gauche, une petite ruelle au bout de laquelle se trouve une boutique protégée par une grille, derrière laquelle le touriste trouve son bonheur en boissons fraîches. Avant d'arriver à la boutique, nous apercevons un premier élément marquant l'entrée du quartier de Nieuw Nederland. Deux barils superposés composent cet objet signalétique. Sa couleur bleue attire le regard et nous pousse à nous en approcher. Nous y découvrons pour la première fois le plan du parcours *Kana Nos Kosta*. Une douzaine de lieux le ponctuent, dont les noms sont repérés sur le plan.



Fig. 6 : Plan de la promenade Kana Nos Kosta (2012)

Aussi, une petite plaque ressort latéralement de cet élément comprenant quelques photos représentatives de la vie du quartier. Celle d'un groupe de rap nous interpelle et nous questionne sur la musique locale et la production des jeunes de cette île. « Nous devrions faire un tour au disquaire avant notre départ ! » me dit Sébastien.





Quelques pas plus loin en suivant le parcours, attirés par le bruit qui émane de l'intérieur du quartier, nous découvrons un petit espace dégagé au cœur d'une activité sociale effervescente. Ici, nous trouvons une sorte de totem de plusieurs couleurs, réalisé à partir de six palettes de bois collées entre elles formant des triangles superposés. D'énormes photos sont plaquées sur ce totem et nous pouvons y lire *Plaza di Komedor*. En observant plus longtemps l'activité autour de ce lieu, nous nous rendons vite compte que les photos sont celles des gens ici présents. Ces personnes nettoyant les lieux pour installer des petits bancs colorés et une grande table. Cette convivialité nous pousse facilement au contact des gens. Ils nous expliquent qu'ils préparent une petite fête de quartier pour le lendemain, à laquelle ils nous convient sans hésiter. Ravis de cette invitation, nous acceptons, les saluons et continuons notre parcours.

Les petites ruelles que nous parcourons sont un véritable plongeon au cœur de la réalité de l'île. Nous commençons à réaliser que Curaçao ne se résume pas aux grands complexes hôteliers. Cette partie de l'île contient de la vie et de l'authenticité. Nous sommes attendris par plusieurs tableaux du quotidien des habitants. Ici, une vieille dame qui donne à manger aux pigeons, assise sur une chaise à l'entrée de chez elle ; là, un vieux monsieur qui nettoie la rue et nous salue d'un grand sourire.

Notre cheminement nous fait rejoindre une nouvelle fois Peenstraat, que nous continuons à longer jusqu'à apercevoir un nouvel élément. De couleur verte, les trois barils superposés sont surmontés de quatre planches indiquant une direction pour chacune. Punda derrière nous, Centro di barrio devant, Spoi infantil à gauche et Playa Muhé Piskadó à droite. Cette dernière indication attire quelque peu notre curiosité. En effet, les quelques notions d'espagnol que nous avons et la ressemblance de cette langue avec la langue locale, le *papiamentu*, nous permettent de comprendre le nom de ce lieu qui n'est rien d'autre que « la plage des femmes qui pêchent ». Un petit panneau nous en donne un avant-goût avec quelques photos et le récit surprenant de Maureen. Nous laissant guider par notre curiosité, nous pénétrons dans la ruelle qui mène vers la plage. Nous y découvrons une petite plage de sable, entourée de quelques aménagements : bancs, tables et balançoires avec des enfants qui jouent au bord de l'eau sous le regard attentif de leur maman. Plus loin dans l'eau, une barque avec trois femmes à bord. À l'unisson, elles hissent leur filet plein de poissons vers la barque. Nous restons ici un certain temps à contempler ce tableau unique. Au loin, les femmes nous saluent de leur barque, on y devine Maureen avec son grand bonnet qui couvre sa longue chevelure noire.





En remontant rejoindre notre promenade, nous repassons par le précédent élément, à côté duquel nous découvrons une fresque pour le moins inattendue. Une silhouette noire dont le couvre-chef n'est rien d'autre que... des excréments. Le contraste avec le fond rouge attire notre attention et nous pousse à lire l'inscription qui surplombe le dessin : «*Limpia bo mierda*». Plus bas l'œuvre est signée Philippe. Curieux et intrigués, nous demanderons plus tard qui est cet artiste.

Suivant la direction de Sopi infantil, nous arrivons au lieu désigné par cette appellation. À l'angle d'une rue se trouve une petite église qui contient au sein de sa cour un aménagement sous forme de bar. Il est presque midi et quelques femmes commencent à arriver avec de grosses marmites et des gobelets en plastique. Nous engageons la conversation pour comprendre la centralité de ce lieu et son importance, pour qu'il soit dans le parcours. Elles nous expliquent qu'à midi, les enfants des écoles avoisinantes viennent manger gratuitement une soupe chaude : «nous sommes un groupe de femmes qui nous organisons chacune son tour, pour assurer un repas chaud à des dizaines d'enfants».

Touchés par cette solidarité entre habitants du quartier, nous continuons notre chemin en direction de Steenrijk. Nous empruntons la rue Pater Ludovicus Jansenstraat indiquée sur le plan. Des pavillons colorés, mitoyens, mais décalés les uns des autres, offrent une perspective qui nous pousse à dégainer nos appareils photo. Les creux créés par le décalage des maisons accueillent des petits paradis fleuris où les habitants discutent sur des chaises aux entrées des maisons. Au bout de la rue, nous arrivons à un autre signe : Steenrijk. Il indique plusieurs éléments à la fois : l'église qui porte ce nom, l'école et le centre catholique. Ce dernier, nous dit-on, a accueilli les étudiants qui ont construit le mobilier et élaboré ce parcours. C'est aussi le lieu de nombreuses activités sociales.

À notre droite, au bout de la rue Scheveningenstraat, se trouve un autre objet. De couleur bleue également, il porte l'indication de Boca Simon. Sur le panneau descriptif, nous lisons que la plage qu'il indique est connue par les habitants et que beaucoup d'événements s'y déroulent. Nous nous y aventurons doucement sous un soleil qui se fait de plus en plus présent. Au bout de la ruelle qui nous y emmène, nous découvrons une petite terrasse aménagée. Le bois qui sert de structure à la pergola et aux gardes corps est peint en bleu et jaune, aux couleurs du drapeau de Curaçao. Une sorte de revendication identitaire du lieu qui le rend attractif. Il est d'habitude que les jeunes mariés, sortant de l'église de Steenrijk, viennent à cet endroit immortaliser leur union, par la photo.





Après un petit plongeon pour nous rafraîchir, nous reprenons notre cheminement vers Marie Pampoen, non pas le long de Peenstraat, mais au bord de l'eau sur le front de mer. Quelques galets, des mangroves et surtout une eau limpide nous accompagnent de part et d'autre du chemin. Des clôtures et des portes colorées séparent l'espace public que nous empruntons de l'espace privé des maisonnettes. Quelques mètres plus loin, nous nous arrêtons, effrayés par un chien qui vient vers nous. Tétanisés quelques secondes... Nous reprenons notre souffle lorsque la propriétaire du chien le rappelle: «*Junior aquí!*»... «N'ayez crainte, il est inoffensif» nous dit-elle. La vieille dame s'empresse de le mettre en laisse et vient spontanément nous faire la conversation. Elle raconte qu'elle vient souvent se promener ici avec son chien. Elle aime bien cet endroit que beaucoup de gens méconnaissent: «C'est encore vierge et calme, ça change de toutes ces plages à touristes». En lui expliquant notre parcours, elle se réjouit de l'initiative et apprécie le fait de pouvoir rencontrer de nouvelles personnes avec qui elle pourrait converser lors de ses balades.

Continuant sur le chemin, nous trouvons un élément vertical fait de deux barils. Il est coloré comme les autres, mais il n'y figure aucune indication. Nous comprenons qu'il faudrait changer de direction et suivre la rue qui nous réoriente vers Peenstraat. En face de nous, un autre totem triangulaire érigé sur le parking du centre commercial Boulevard. Il est impossible de le rater, car il est visible depuis toutes les directions à ce croisement des chemins et des flux. Tout comme le premier, ce totem présente des photos en grand format qui exposent la vie du quartier. Nos regards s'égarent un instant sur la beauté de ces clichés...

Une bouteille d'eau achetée au centre commercial, et le chemin continu vers Marie Pampoen. Quelques pas plus loin, un petit élément avec l'inscription de Pas di Tula... Tula! Cela résonne dans nos têtes, mais nous avons du mal à nous rappeler ce à quoi cela fait référence... Un moment de silence et de réflexion... «C'est bon! Ça revient!» dis-je à Sébastien. «Nous l'avions lu dans un des guides sur Curaçao avant d'arriver. Tula fut le meneur de la révolte des esclaves en 17... Ah oui! 1795». En nous aventurant dans le passage, nous découvrons une sorte de piscine liée à la mer, à partir de laquelle des plongeurs en bouteilles rejoignent les profondeurs. Un club de plongée lui fait face, créant une certaine activité dans cette ruelle que nous n'aurions pas tenté d'emprunter sans cette indication.





Le retour sur le boulevard nous entraîne vers les terrains de sports de Marie Pampoën. Avant d'y arriver, une odeur de poisson grillé nous parvient aux narines. Nous nous léchons déjà les babines et nos ventres gargouillent soudainement. « Mais... il est 14 h passées ! ». Nous venons de réaliser que nous n'avions pas déjeuné. L'emprise et la passion des découvertes effectuées nous ont complètement fait oublier l'heure.

Arrivés sur place, nous trouvons un petit kiosque avec un étalage de poissons frais arrosés constamment par le vendeur. Nous voyant affamés, *Il Pescador* comme on l'appelle par ici, nous invite à prendre place à son unique table qui ressemble étrangement à celle de la *Plaza di Komedor*. Il prend notre commande qu'il fait griller sur un barbecue noir disposé à l'arrière du kiosque. En dégustant nos *barracudas* face aux terrains de sports, nous apercevons un autre élément signalétique avec quatre directions. Le lieu s'appelle Playa Bola et indique la direction d'une plage publique. Sur cette dernière, à notre droite, un bateau de pêcheurs est posé à même le sable telle une épave. Plus loin, quelques barques et des pêcheurs qui, nous le comprendrons plus tard, apportent le poisson frais directement au kiosque.

Sur l'objet, une des indications attire notre attention. Jusqu'à présent, cette direction était indiquée par Marie Pampoën. Maintenant que nous sommes à l'entrée de ce quartier, l'indication est devenue *Laga bo sapatu*. Curieux et le ventre satisfait, nous suivons cette indication. Sur le chemin, pour la première fois, nous apercevons la mer à partir du boulevard. Une sorte de parc-jardin s'étend sur notre droite et plonge dans l'eau. Quelques terrains de sport, des joggeurs et des petits groupes rassemblés autour de tables et de barbecues... « Attends ! Mais c'est encore le même mobilier ! » En effet, ces quelques bancs similaires aux précédents créent une animation des lieux et permettent le rassemblement. Plus loin, un troisième totem triangulaire visible du boulevard avec l'indication : *Laga bo sapatu*. Un sentiment d'intrigue nous envahit, nos regards curieux se croisent, et parcourent l'environnement alentour. C'est là ! Vers la mer s'érige une porte rouge où l'on peut lire en grand *Laga bo sapatu*. Drôles de nom et d'installation ! En allant voir de plus près, nous trouvons des clous plantés sur le cadre épais de cette porte, dont certains servent de crochet à des chaussures suspendues par leurs lacets. Au-dessus de l'inscription, des ailes sont dessinées. Les quelques marches qui montent vers cette porte ouverte et vers la mer donnent accès à un ponton qui se jette dans l'eau tel un plongeur. À l'extrémité, des chaussures collées au sol, comme pour symboliser le départ ou l'envol de quelqu'un.





Un passant qui observait notre fascination pour cette installation, se rapproche de nous et nous dit: «C'est Philippe!» N'ayant pas compris, nous répondîmes «Comment?» d'un air intrigué. «Oui, Philippe, l'artiste qui a fait ce truc, il est connu ici, c'est un français, certains le trouvent fou, mais les gens l'aiment bien. Personnellement, j'aime beaucoup ce qu'il fait, il a bien compris la société et s'y est bien intégré». La discussion dure quelques dizaines de minutes, au cours desquelles il nous explique le sens de cette œuvre. «En fait, nous, les habitants de Curaçao, avons beaucoup de croyances liées aux mauvais esprits et autres choses qui viendraient de la mer. Cette œuvre incite les gens à poser leurs chaussures et à s'envoler pour se libérer de ce que Philippe considère comme des superstitions. Il a déjà fait une œuvre dans ce sens, elle s'appelle "*Limpia bo mierda*". Un petit sourire s'esquisse sur nos lèvres, et une lumière scintille dans nos yeux, contents non seulement d'avoir des informations sur l'artiste, mais aussi de comprendre enfin cette œuvre. À lui de continuer: «il l'a réalisée il y a un certain temps déjà, c'est aussi pour amener les gens à nettoyer leurs têtes de toutes ces croyances». Nous ayant pris en sympathie, Adrien nous propose de nous accompagner dans ce qui reste de notre parcours.

Sentro di Bario est l'avant-dernier point de notre cheminement. C'est, comme son nom l'indique, le centre du quartier de Marie Pampoen. Adrien nous explique que toutes sortes d'activités s'y déroulent, les gens s'y rassemblent et tissent des liens d'amitié et de voisinage. À l'intérieur, un groupe de femmes déballent des robes de toutes les couleurs. Notre ami nous explique qu'elles se préparent pour la fête du quartier, durant laquelle elles se vêtissent de tenues traditionnelles et dansent sur les airs de la musique locale. «Si vous êtes encore là la semaine prochaine, vous devriez venir!»... Quelle excellente idée!

Enfin, nous voilà au dernier point du parcours: Playa Marie Pampoen. Une petite plage de sable, entourée de petits restaurants dont les terrasses sont pleines à cette heure-ci de la journée. Nous nous installons avec Adrien à une table et commandons une *polar*, la boisson locale. Nous parlons de choses et d'autres en admirant le coucher du soleil. Non loin de nous, quelques personnes commencent à se rassembler autour du club de plongée. Comme chaque vendredi soir, nous dit Adrien, elles organisent un repas autour d'un feu et de quelques musiciens. Une cotisation de cinq florins par personne nous permet de rejoindre le groupe et de faire de joyeuses rencontres.





«Quelle journée chargée!» me dit Sébastien. Sur le chemin du retour qui mène à notre hôtel, nous avons des idées plein la tête. Toute cette vie, cette chaleur ont changé complètement notre programme du séjour. Nous avons abandonné les balades en Jet-ski, le ski nautique et les soirées à l'hôtel pour nous plonger à la découverte de choses d'apparence plus banales, mais tellement plus passionnantes. Il a suffi d'une journée de promenade pour rencontrer autant de personnes avec qui nous avons passé la semaine qui a suivi. Nous avons fait la fête à la *Plaza di Komedor* animée par le groupe de rap dont nous finirons par acheter le CD. Nous avons visité la galerie d'art de Philippe, avec qui les discussions mystiques ont duré des heures. Nous avons dansé au milieu des robes colorées et au son de la musique traditionnelle. Nous avons fait de la plongée sous-marine en dehors des circuits sécurisés des touristes... Nous avons simplement visité Curaçao à la lumière de ses habitants de leur quotidien...





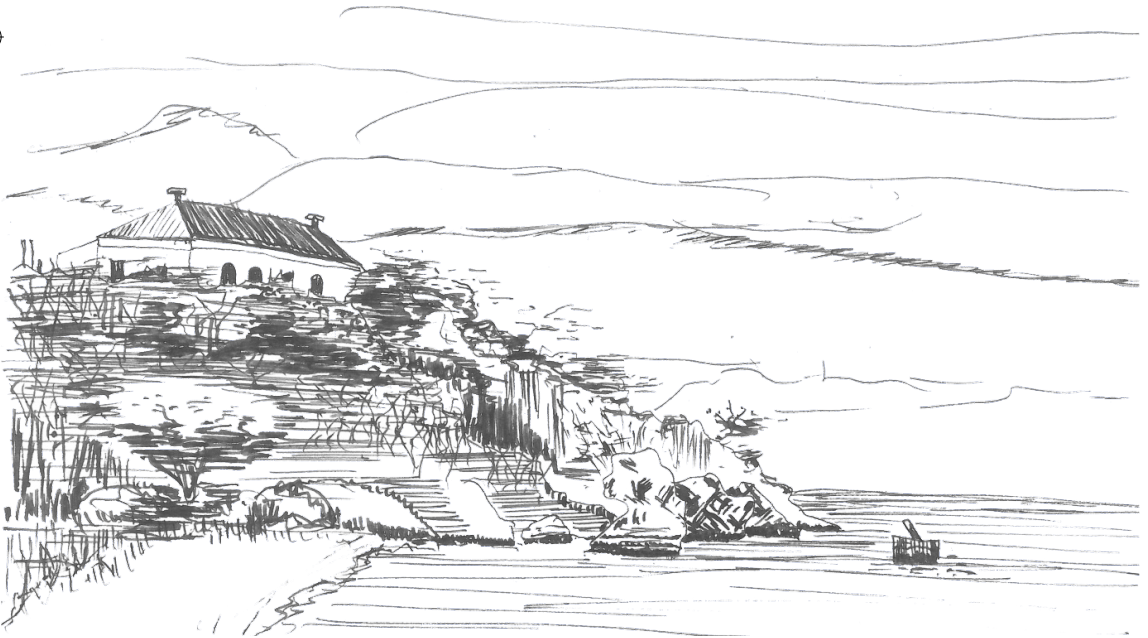


La recherche à pied

Sébastien Verleene

VOYAGE EN VILLE

Une île des Caraïbes... Tel était donc le terrain d'étude qui se déposait à la croisée de nos chemins de recherche. Une île exotique répondant au nom envoûtant de *Curaçao*, qui déclenche sans l'avoir encore foulée, la machine imaginaire *touristicoloniale* et ses promesses de paradis bleu léchant des grèves blanches à l'ombre des cocotiers. Mais un sujet d'étude exogène à cet univers – *Urbanismo Social* –, une histoire locale fortement marquée par le commerce d'esclaves et les premières mondialisations – *useless island* –, un état étrangement indépendant – *État autonome au sein du Royaume des Pays-Bas* – et une monstrueuse raffinerie au cœur de la ville – *Willemstad* –, mais au centre de la vie... Vue d'Europe, par l'objectif des satellites de *Google-Earth* et les liens hypertextes de nos ordinateurs, l'île construisait son image à distance dans nos esprits avides de compréhension et d'analyses territoriales ; une image modelée offrant sans cesse les mêmes icônes : quelques façades néoclassiques colorées, emblèmes de Willemstad, noyées dans les représentations idylliques du rêve antillais. De la ville tentaculaire que nous observions de l'espace : pas de trace... ?





L'île, ou plutôt l'archipel, pourrait être le paradigme des représentations territoriales construites à partir d'images et de liens informatiques *consultés* sur Internet; une impression de vision globale embrassant tous les enjeux, toutes les échelles, mais *in fine* une construction par collage d'informations ayant peu à voir avec l'espace, le temps et la vie humaine. Ce type de représentation, souvent à la base des analyses territoriales, contribue à fabriquer une approche extérieure « par le haut », une progression du général au particulier, de l'image satellitaire vers la photographie anonyme, qui préfigure dans nos esprits une *certaine idée* du territoire. Prétendant à l'exhaustivité, l'outil devient sujet.

Étant convaincus de la complexité de tout établissement humain, et donc de la nécessité de multiplier les outils d'analyse pour espérer saisir un fil conducteur de projet, nous développons actuellement un outil performant capable de réunir Espace, Temps, Société et Individu, un outil puissant qui restitue au corps et à la Vie, la genèse de toute perception spatiale. Cet outil, nous l'avons nommé *la Promenade*. Non-déambulation hasardeuse, flânerie ou errance, mais la promenade en tant que parcours mené. Mené par un guide qui le colore de son imaginaire; mené par une ambition, une idée ou une intuition; mené par une intention, un objectif, un horizon... La promenade pensée et guidée; certes livrée aux accidents de parcours qui l'enrichissent et la ponctuent, mais pensée en tant que projet, ou tout du moins en tant que philosophie de projet, et guidée par un acteur *attaché* à ce territoire. La promenade est *représentative*, car elle permet d'appréhender toutes les échelles (physique, sociale, culturelle, politique, économique, symbolique) et toutes les dimensions (spatiale, temporelle, collective, individuelle) par le corps, sujet de tout territoire. Marcher avec, parler ensemble, écouter, sentir et voir ce bout de monde, que nous cherchons à embrasser; avant d'y intervenir... ou pas.

PROMENADE URBAINE

Adrian, habitant le quartier de Nieuw Nederland, serait le guide de la promenade unissant étudiants en architecture, design et ingénierie, enseignants et chercheurs participant à la *Project Week* organisée par l'UNA. L'ambition de cette





marche collective : découvrir les quartiers San Kitts, Nieuw Nederland et Marie Pampoen, lieux identifiés lors de travaux antérieurs comme propices à accueillir une expérience symbolique d'*urbanisme social* pendant une dizaine de jours. Le point de rendez-vous : le café-restaurant « Gouverneur de Rouville ». Installé le long du chenal St Anna Bay, sa façade coloniale rouge impeccable semblait observer de derrière ses arcades blanches, le *water-front* hispanique colorisé sans cesse ressassé, là-bas sur l'autre rive. Traversé par un pont, flottant au grès des passages de navires gigantesques, fendant le centre-ville en deux quartiers, Punda et Otrobanda, le chenal de St Anna Bay colportait depuis quatre siècles la mondialisation *marchandisée*, de l'esclave au pétrole, vers le port intérieur, mais d'eaux profondes de Schottegat.

Adrian nous prend donc par les pieds ! Nous contournons le « Gouverneur » par un escalier grimant en ruelle. Il tient à nous montrer le quartier historique. Mais dimanche, « je ne sais pas s'il sera ouvert », nous dit-il en espagnol, anglais, papiamento ou néerlandais. Ouvert ? Un quartier ? ... Une rue quelconque nous accompagne à la grille : « c'est ouvert, entrons ! ». L'impression est étrange. Le portail franchi, la ville semble avoir laissé place à un décor : un gardien endormi, des sculptures rutilantes d'inspiration précoloniale, des fresques naïves mettant en scène la libération des esclaves par le Christ, des panneaux d'explications, des façades trop bien rénovées et des rues vides magnifiquement balayées. Est-ce un musée ? « *Non, non, c'est le quartier ancien* ». Nous avançons. Chaque porte d'entrée est parée de plusieurs numéros : 110, 111, 112, 113. Une placette de terrasses ombragées européennes et un jardin tropical en contrebas d'une piscine en cascades rêvée par les magazines... Nous déambulons ces ruelles *historiques* qui semblent avoir été bâties hier tant tout est net, fini, presque éteint malgré les couleurs vives des façades. Toujours ces portes flanquées de plusieurs numéros : 225, 226, 227, 228 ; une sensation d'espace privé et des domestiques noirs en uniformes blancs, ou roses et dentelles coloniales, qui poussent des caddys de serviettes éponges et de draps éclatants. Ce que nous avons pris pour un musée est en réalité un hôtel... ! Un quartier devenu hôtel, changeant les rues en couloirs, les maisons en chambres, les places en



salons, les murs en panneaux d'exposition... Chaque rue, qui pourrait mener à la vraie ville est entravée par une grille hérissée de pointes acérées, marquant ainsi la limite d'un patrimoine confisqué. Des paroles s'échappent pour justifier cette privatisation de la mémoire comme unique solution de conservation du patrimoine... Peut-être... Mais la valeur patrimoniale a-t-elle toujours du sens ainsi isolée de la vie citadine? En tout cas, les gens assis aux terrasses sont blancs et se font servir par des noirs. Le patrimoine n'est pas le seul à avoir été conservé...!

Nous quittons le quartier-hôtel par là où nous étions entrés, seul accès possible aux heures d'ouverture. Adrian guide le groupe vers la rue commerçante d'Otrobanda; mêmes types de constructions, mais délabrées; rez-de-chaussée mués en vitrines et balcons de bois moulurés envahis de blocs de climatisation. Très peu de vie ce dimanche... Quelques ruelles brûlantes nous raccompagnent le long du chenal par la longue Piazza Brion tandis que le pont flottant esquivé un navire plus haut que la ville. La connexion rétablie, nous traversons. Derrière ses façades multicolores répandues sur Internet dès le mot Curaçao encodé, Punda offre une architecture de briques jaunes importées des Pays-Bas, mêlée à des grosses maisons coloniales ocre, roses, vert olive... Les anciennes fortifications sont la prochaine étape choisie par Adrian avant de longer la côte vers l'Est pour rejoindre *nos* quartiers. Mais déjà, des remparts se dressent autour de nous; les parcelles érigent leurs limites en murs d'enceinte rehaussés de pointes, débris de verre et barbelés coupants; des ruelles sont fermées par des grilles, elles aussi coiffées de tignasses rouillées acérées; des panneaux d'interdiction d'accès, quelques caméras de vidéosurveillance et de nombreux gardiens, complètent l'impression de camps retranchés de certaines propriétés. Les casemates voutées de la muraille abritent restaurants et bars, inaccessibles à la population selon Adrian, car pratiquant des tarifs trop élevés. Ce vestige de la conquête de l'île qui la prémunissait des incursions extérieures accueille aujourd'hui avec bienveillance les invasions touristiques tandis que ses murs de coraux et de pierres repoussent vers l'intérieur une population devenue étrangère à son histoire. La mer est sûrement là... Derrière... En sécurité... Nous marchons sur le





boulevard Pietermaai sensé longer la côte, mais l'horizon bleu reste étrangement absent du paysage de l'île. Des murs de parpaings, des parkings, des terrains vagues ou des ruines; des maisons coloniales pastel de style hollandais, rénovées ou murées par la spéculation immobilière, serrées les unes contre les autres sans oser se toucher, laissent entre elles le souvenir grillagé d'un passage vers les vagues. Le système viaire de ce quartier semble profondément modifié par la privatisation ou l'entrave des passages transversaux au boulevard, parfois à l'aide de matériels issus des techniques militaires de protection. Le boulevard perd ses échappées orthogonales et devient corridor. Là y glissent les véhicules climatisés entre des trottoirs brûlants sans piéton. Soudain, un éclat bleu nous attrape de son ombre étroite et fraîche; une impasse magnifiquement délabrée aux maisonnettes abandonnées nous conduit pour la première fois en cette ville aux Caraïbes tant convoitées. Mais ce sera sans sable et sans cocotiers. Des vagues de coraux dentelés par les embruns éclaboussent les blocs de ciment percés d'égouts des soubassements sans façade, pendant que le flux et le reflux déposent sur la berge les emballages de notre quotidien. Ce passage de la ville vers la mer semble le dernier témoin d'un maillage discret qui se faufilait entre les îlots et parcelles urbaines, croisant les échelles en échappées visuelles de vents et de vagues.

Le boulevard s'est maintenant élargi et les maisons sont plus basses, lovées dans les arbres enclos de grilles ou rangées de cours et d'escaliers. Le faubourg étire la ville, mais ignore la côte, dissimulée et morcelée en friches ou hôtels de luxe. Nous bifurquons en ordre dispersé vers Penstraat, longue rue déserte aux trottoirs étroits et brûlants. Une rue ou plutôt une ligne de démarcation :





à gauche, deux bicoques en ruine, briques et tuiles flamandes s'endorment murées de silence et de parpaings parmi la végétation submergeante; leur voisine bardée de planches jaunes et couverte de tôles gracieusement rouillées laisse échapper par des clairevoies vitrées, un souffle de tenture rouge pimenté de poissons grillés; à côté, des petites maisons affichent malgré elles leurs blocs de ciment, linteaux et ferronnerie fraîchement soudée tandis que leur riveraine, derrière ses grilles rouges bien aiguisées, exhibe un enduit vulgairement neuf et une piscine sans nageur et sans ombre. À gauche donc, une juxtaposition horizontale de vies et de destins différents s'enfilent en désordre par ce petit trottoir herbeux, laissant deviner de la pointe des pieds ou du coin de l'œil, la profondeur arborée du quartier, désespérément vide à cette heure de zénith. À droite, une grille sans fin protège un parking ombragé et quatre étages d'architecture contemporaine. Penstraat, rue frontière entre la vraie vie, privée de ses vagues et le faux voyage, colonisateur de rivages.

Pourtant, c'est vers cet univers qu'Adrian nous mène... Quelques mots au gardien en uniforme policier, une fontaine, des 4x4 rutilants. Nous laissons aux touristes une magnifique *séquence d'entrée*, paradigme scénographié de la privatisation du paysage, pour une arcade monumentale un peu plus loin, qui nous ouvre les portes du rêve Caraïbes : une place irisée de lumière, bordée de boutiques de luxe, se laisse caresser par une brise marine. Adrian veut nous montrer l'Octagon, construction ancienne à huit facettes devenue musée à la mémoire de Bolivar, qui trône en statue sous une ombre de fleurs rouges. Quelques marches sous les arbres pour des pontons de bois exotiques se faufilant vers la mer, désormais réservée à quiconque montrant patte blanche. La plage est douce sous une piscine à débordement, l'hôtel est fier de son décor et les palmiers donnent une musique fraîche aux chaises longues rivées sur leur horizon. Accoudés à un muret surplombant la plage au milieu des troncs, Adrian nous explique la situation : la majeure partie de la côte de Curaçao est corallienne, les plages naturelles sont rares. Lorsqu'un promoteur confisque un tronçon de littoral, l'écosystème est complètement remanié. Les coraux sont détruits pour faire place à du sable blanc, des brises lames de rocs sont érigés





pour protéger les plages artificielles de la houle et la végétation endémique est supplantée par des cocotiers du pacifique. Le ressac entraîne le sable vers les profondeurs et étouffe les coraux entraînant la disparition de nombreuses espèces de poissons. Le corail se redéveloppe partiellement à l'abri des brises lames et les poissons viennent frayer dans ces lagons artificiels. Mais l'accès en est interdit aux pêcheurs. Les habitants sont donc véritablement spoliés. Paysage confisqué, écosystème détruit, ressources halieutiques privatisées. Nous restons un moment sous le vent de ces paroles, exprimées avec calme et résignation, hypnotisés par ce somptueux désastre, vendu dans toutes les agences de voyages.

Retour sur Penstraat qui nous tire de nos songes dès les grilles franchies. Longeant la clôture agressive de ce spectacle à guichets fermés, prisonniers à l'intérieur de l'île brûlante, c'est par Nuyensweg que nous quittons cette frontière pour l'intérieur du quartier de Nieuw Nederland où habite Adrian. Un arrêt dans une épicerie grillagée pour nous désaltérer et nous empruntons des petites rues bordées de maisons basses aux grandes toitures de tôles. De leurs cours et jardins encloisonnés, les chiens aboient et les habitants nous observent. Le ciel est maintenant gris, les rues étrangement vides... Plus loin, des jeunes nous dévisagent. Lunettes et Mercedes noire, chaînes en or *bling-bling*, rap et tatouages... Notre groupe semble déranger la quiétude des lieux. Et pourtant... À notre passage, la discussion s'engage, les sourires aussi. Ces rappeurs menaçants sortis de notre imaginaire nous offrent de leurs voix douces un chant R & B souriant, applaudi par tous. Les étudiants posent avec eux, les doigts en avant vers l'objectif et la promenade continue en se promettant de se revoir : notre petit projet urbain est maintenant partagé. Les étudiants de Curaçao retrouvent des habitants rencontrés lors des repérages, une grand-mère nourrit une volée de pigeon, des poules picorent le bitume... Des parcelles, émanent de nombreux manguiers, bananiers, plantes grasses et fleurs flamboyantes, qui enserrant les maisons basses de leur ombre habitée. Les murs, couverts de simples toits de tôles ou d'*Eternit*, arborent des ferronneries géométriques et des couleurs vives : rouge-vermillon, rose bonbon, jaune éclatant, bleu pétrole ou ciel, fabriquent une identité à chaque famille tout en composant la mosaïque



du quartier. Adrian nous ramène vers Penstraat que nous traversons pour nous glisser par un sentier serpentant parmi les hautes herbes et les clôtures de tôles; la mer, tel un présent, s'offre au bout du chemin pendant que des venelles étroites et des cours colorées invitent notre regard à gauche et à droite vers des grands arbres et les secrets de l'intimité.

Le sentier se plie pour suivre la mer de derrière des feuillages, longeant des murs bariolés aux portes numérotées. Ses coraux-graviers crissent à notre passage... Une aire de jeux minuscule — une cabane, une balançoire — a été bricolée sur une esquisse de plage débrouillée; le sentier se fait plus large se doublant en parallèles carrossables puis s'infléchit en ruelle redevenue ville. Nous retraversons Penstraat pour emprunter Sittardstraat, tournant ainsi le dos à la côte. Des impasses larges au sol sauvage, bordées de végétation se rêvent en rues-jardins, chatouillées par les ballons des enfants. Ce quartier, présenté comme lieu à problèmes, se révèle au fur et à mesure du parcours être un véritable creuset de solutions urbaines et spatiales. Les rues calmes et les maisons soignées reflètent une culture de la couleur et de l'intimité. La couleur rayonne silencieusement tandis que le jardin ou le rideau clôturent en transparence. Les nombreux éclairages suspendus aux arbres laissent penser qu'à la nuit venue, les jardins s'allument...

Adrian nous invite à bifurquer à droite dans sa rue. Sa fille descend l'embrasser d'un large sourire et nous suivons cette rue rectiligne aux maisons alignées et voitures rangées jusqu'au centre catholique qui sera notre atelier pour ces dix jours. À droite, nous retrouvons Penstraat par une rue tatouée de graffitis soignés; nous traversons à nouveau vers la mer pour découvrir Boca Simon, un ponton couvert et peint aux couleurs de Curaçao, édifié par des habitants du quartier. Revenus sur nos pas, nous marchons maintenant sur Penstraat, rythmé par les ouvertures en impasses maritimes de plus en plus régulières, mais toujours magiques. Église, entrepôts, supermarché, station-essence, écoles, bars, boutiques ont retrouvé la ville. Nous fuyons la chaleur épuisante, en ligne droite vers la plage de Marie Pampoen, terminus emblématique de notre promenade. Seule plage publique, elle symbolise l'enjeu de tous les débats :





« une île sans accès à la mer, c'est quoi ? » Nous mangeons tous ensemble au petit restaurant installé sur le sable, enfin réconciliés avec l'horizon qui ici nous appartient.

LE PROJET-PROMENADE

Au-delà de la découverte, quel est le projet induit par ce parcours choisi ? Nous pouvons en effet émettre l'hypothèse que ce trajet est une esquisse. Adrian, par ses choix et ses mots, nous offre une analyse interne du territoire qui porte en elle les germes du projet urbain.

Dans un premier temps, et par sa volonté de nous faire découvrir son quartier à partir du centre-ville, il souligne l'importance à ses yeux de la connexion indispensable des quartiers périphériques au cœur de la ville. Dans ce contexte, très fréquent, de gentrification du centre, Adrian nous rappelle l'attachement culturel des habitants à leur ville en tant que totalité et la valeur de symbole du centre de la cité. Cette promenade centrifuge remet en question l'idée récurrente de l'anthropologie urbaine qui magnifie le communautarisme des quartiers, produisant ainsi une vision fragmentaire de la ville. De même, les visites du quartier ancien privatisé, du rempart livré au tourisme et du musée Bolivar de l'Octagon, enclavé dans un hôtel, expriment l'attachement au patrimoine et à l'histoire, et soulèvent le problème de l'accaparement de l'identité culturelle par la privatisation de ces lieux emblématiques. On pourrait croire que ces symboles de l'esclavage et de la colonisation ne sont que de mauvais souvenirs pour la population en majorité d'origine africaine, mais il n'en est rien. Tout comme ces *blockhaus* allemands qui perdurent dans les campagnes de Belgique ou sur les plages françaises, ce patrimoine colonial participe à la construction d'une mémoire collective, indispensable à la vie culturelle. L'arrêt à l'Octagon représente parfaitement la situation du pays. Lieu marquant du passage de Simon Bolivar sur l'île, il constitue le symbole de la lutte pour l'émancipation et l'indépendance. Son enclavement au sein d'un hôtel de luxe révèle le processus de néocolonisation économique actuel, au cynisme sans limites.



Dans un deuxième temps, à l'approche de *son* quartier, Adrian plie la promenade en zigzags, alternant systématiquement visite du quartier et découverte de la mer, nous faisant franchir à de nombreuses reprises la limite emblématique du boulevard Penstraat. Par ce travail de couture, il retrace le maillage du système viaire transversal qui permettait aux quartiers, avant la privatisation du littoral, de rester en contact étroit avec la mer. Il nous montre ainsi la spécificité d'une urbanisation réellement îlienne, qui se devrait de préserver avec attention les connexions avec la côte. Toutes ces incursions ponctuelles vers le bord de mer nous parlent aussi de la discontinuité symbolique du littoral. Les habitants ne ressentent plus la côte de manière linéaire. La rapidité de l'urbanisation sauvage provoque un sentiment de défense qui contribue à morceler la sensation spatiale en tentant de sauvegarder quelques espaces publics ouverts sur l'horizon. L'imaginaire des habitants est, en quelque sorte, contaminé par le foncier, transformant une façade maritime étirée en une succession de poches de résistance isolées les unes des autres, transformant ainsi profondément la perception du paysage. Adrian nous explique d'ailleurs qu'étant enfant, il se rendait au centre-ville par la côte et sans entrave... Cette promenade en zigzag peut donc être considérée comme un véritable projet urbain de connexion du quartier à la mer, dont le relevé pointilleux n'est autre que la mémoire de nos pas.

L'aboutissement du trajet, la plage de Marie Pampoen et le repas qui l'accompagne, marque aussi un évènement significatif de la promenade. Seule plage publique proche du centre-ville, elle est l'objet de toutes les convoitises. Ultime bord de mer partagé avant les grandes enclaves touristiques qui la jouxtent, elle propose à elle seule une autre idée du développement vers un tourisme plus équitable et dont les bénéfices profiteraient à la population. Ce lieu, qui accueille de nombreuses familles et qui permet à certains de développer une activité professionnelle en lien avec le territoire (pêche, plongée, restaurant, excursion, gîtes...), s'inscrit dans un contexte culturel vivant et quotidien. Mais, il symbolise aussi la modification de l'imaginaire et la revendication de la part de la population d'avoir *sa part du gâteau*. En effet, bien qu'Adrian nous ait démontré l'aberration écologique des plages de sable à Curaçao, la population





demande que soit étendu cet aménagement si néfaste pour l'environnement. La modification de la perception du paysage ainsi que l'imagerie universelle de la *plage de sable* comme paradigme du rapport à la mer changent fortement le projet social de paysage.

RÊVER UN PARCOURS...

Le projet esquissé par cette ballade, nous devons maintenant poursuivre et affiner l'analyse territoriale afin de permettre aux étudiants de déposer les mobiliers urbains en cours de réalisation au centre catholique, le long d'un parcours cohérent qui puisse embrasser une échelle urbaine significative. Pour ce faire, nous avons déclenché une autre promenade, mais cette fois, plus discrète : Aniss Mezoued et moi, tous deux chercheurs à l'UCL. Nous appuyant sur les souvenirs d'Adrian qui, enfant, parcourait la côte jusqu'au centre-ville, nous avons tenté à partir de son quartier de refaire ce trajet, 50 ans après.

Et, c'est un paysage étonnant que nous découvrons aux premiers instants. Le bord de mer du quartier s'étire en galets et fragments de coraux érodés sous des arbres fleuris d'éclats orangés. Les murets des jardins des maisons limitrophes s'alignent dans l'ombre ; à leurs pieds vivent des plantes grasses ou sauvages et des portillons se déversent en escaliers vers la lumière bleue. L'espace est large et marqué de cheminements informels dessinés à pied. Les vagues, par leurs allées et venues sur les grèves de coraux soudés, façonnent un petit estran débordant de vie marine : algues brunes ou vertes, crabes tigrés et mollusques baroques habitent ce petit paysage bercé par la houle, préambule visible de la vie aquatique. Nous marchons longtemps et sans entraves. Parfois, les jardins s'effacent dilatant l'espace pour une rue aux maisons maritimes ; parfois, ils s'aventurent plus en avant, mais sans se mouiller, laissant ainsi libre le passage sur des coraux tranchants. Les différents îlots du quartier s'alignent donc, chacun à leur manière, au contact de l'horizon, témoignant d'une volonté d'urbanisation cohérente et partagée, préservant le bord de l'île. De nombreuses rues ou ruelles ancrent ce paysage dans la ville, paysage







pensé et dessiné par le bord du quartier. Il est étonnant de constater qu'aucune analyse préalable, qu'aucune discussion, qu'aucune image, n'aient pu laisser deviner ces lieux vierges et pourtant urbains. Les nombreuses revendications des habitants pour la préservation du rapport à la mer ainsi que les premières analyses cartographiques pouvaient laisser croire à une situation critique; morcellement du territoire, privatisation du littoral, destruction de l'écosystème, repli du quartier sur lui-même; ici, rien de tout cela, mais un espace continu et public, une biodiversité significative et une morphologie urbaine adaptée. Il est probable que l'accès à la mer tant revendiqué soit plutôt un projet de plage. Cette contamination de l'imaginaire déjà évoquée amènerait donc à oublier un paysage endémique existant, au profit d'un projet de paysage standardisé : la plage de sable.

Nous progressons toujours vers le centre. De nombreux tas de gravats sauvages confirment le peu d'intérêt pour ce paysage, délaissé en terrain vague. Pourtant, des rues et des venelles viennent régulièrement rappeler la connexion directe avec la ville... Nous approchons de la fin : un peu plus loin, un muret de béton surmonté d'un haut grillage rigide fait barrage à notre promenade. Le monde s'arrête ici. De l'autre côté, le sable blanc a étouffé toute matière et toute vie pour installer des chaises longues à l'ombre incertaine de jeunes cocotiers irrigués au gouttes-à-gouttes, car inadaptés au climat. Nous contournons les fils barbelés par l'empierrement qui s'avance vers le large pour se plier en lagon artificiel et posons les pieds sur ce sable lunaire. Des regards inquiets nous observent du haut des balcons de l'hôtel. Nous avons franchi une frontière en clandestin et ce Nouveau Monde, étrangement désert, semble vouloir nous repousser. Nous continuons et une autre grille hérissée se présente, nous interdisant la plage suivante, artificielle elle aussi. Tous ces petits mondes illusoires prennent le soin de s'isoler les uns des autres; impossible de passer d'un hôtel à l'autre sans se frotter aux clôtures agressives. Des îles imaginaires où les touristes se font dorer entre des fils barbelés, marques visibles d'une guerre réelle, mais invisible entre le capitalisme et la vie.





Nous rebroussons donc chemin pour la première venelle retrouvant Penstraat. Là, des trottoirs étroits glissent discrètement le long des parkings retranchés derrière des grilles. Ces enclaves juxtaposées ignorent le système viaire de la ville, s'implantant sur les impasses qui menaient à la mer et dont la trace subsiste au regard des rues correspondantes, de l'autre côté du boulevard. C'est certainement plusieurs kilomètres sans horizon que nous aurions parcourus si un chantier à l'abandon ne nous avait permis de retrouver la côte en nous glissant parmi les murs cimentés inachevés. Un univers chaotique s'offre à nous. Des propriétés privées ont étendu leur mainmise jusqu'à la mer, érigeant des murs aiguisés de violence entre chacune d'elles. Vers le centre-ville, nous nous engageons sur un terrain vague à l'accès interdit où des containers lézardent au soleil en attendant un promoteur. Un gardien nonchalant nous sourit, il surveille un 4x4 pendant que ses occupants explorent en plongée les fonds sous-marins, attestant de la richesse de l'écosystème aquatique, alors que la ville est là, juste derrière. En effet, bien que l'appropriation du littoral soit manifeste, elle se fait ici par clôture, mais sans modification profonde du milieu naturel. Le chaos apparent créé par ces protections agressives a un impact très faible sur l'écosystème comparé aux idylles artificielles des complexes hôteliers. Par contre, la circulation le long de la côte est maintenant impossible et nous rejoignons le boulevard : nous sommes en centre-ville !

Nous continuons vers l'ancien rempart pour parachever la promenade. Les trottoirs sont plus larges et l'urbanisation plus dense. Les parcelles bordant la côte laissent peu de passages vers la mer, mais ils existent, malgré leur délabrement. S'ensuit une alternance de maisons coloniales rénovées ou en ruines, d'aires de parking vides emmurant l'horizon, de constructions béton neuves ou inachevées, de terrains vagues gonflés de végétations. Chaque incursion vers l'eau bleue nous offre le même spectacle : des détritiques renvoyés par l'océan jonchent les rochers, escaladés en désordre par les arrières des bâtiments. Ici, pas d'alignement et pas de façade maritime ; du béton, des parpaings de ciment grossièrement appareillés et des tubes PVC qui rejettent les eaux noires à travers les soubassements crasseux. Pourtant, vues du boulevard,



ces bâtisses coloniales aux couleurs criardes et aux moulures redondantes semblent promouvoir une image lisse et propre des Antilles Néerlandaises. Pas étonnant donc que les passages publics vers la côte soient entravés de la sorte. Nous approchons du rempart. Le tissu colonial se contracte ; les constructions se resserrent tout en dispensant de nombreuses venelles systématiquement empêtrées de grilles, tuyaux, réseaux électriques, blocs de climatisation. D'autres sont fermées : des cours privées sur fond d'écume ont conquis l'espace qui offrait l'île à la ville.

TPOLOGIES DES POROSITÉS PARCOURUES...

Chemin faisant et dans l'esprit de concevoir des pistes de projets susceptibles de préserver les connexions entre les habitants et leur côte, il nous a semblé important de décrypter les différentes typologies du rapport entre le bord de ville et le bord de mer afin de proposer des interventions adaptées à chacune d'entre elles. L'idée du parcours à pied serait la colonne vertébrale permettant de lier ses interventions à une échelle urbaine, voire territoriale, significative.

Aux abords du centre-ville, nous pourrions parler d'une *typologie urbaine coloniale ancienne* qui se caractérise par un ensemble de parcelles serrées occupées le plus souvent par des maisons bourgeoises anciennes orientées vers le boulevard. Leurs façades travaillées et colorées attestent d'une volonté de représentation. Elles sont la vitrine pétrifiée de la richesse des anciens colons ; richesse, rappelons-le, liée principalement au commerce d'esclave. Ces bâtisses qui, ensemble, prolongent l'idée du rempart, se tiennent à distance l'une de l'autre réservant des passages étroits vers la mer très souvent privatisés. Les façades côté mer ne sont que des arrières, offrant une image chaotique et crasseuse ; leurs implantations n'empiètent pas sur le rivage préservant ainsi l'écosystème de bord d'eau malgré les nombreux détritiques s'échouant aux pieds de leurs fondations. Cette typologie crée deux types de porosité : la venelle ou la « dent-creuse ». Les venelles, très souvent fermées, débouchent parfois sur des petites jetées abandonnées. Symétriquement, de l'autre côté du boulevard,



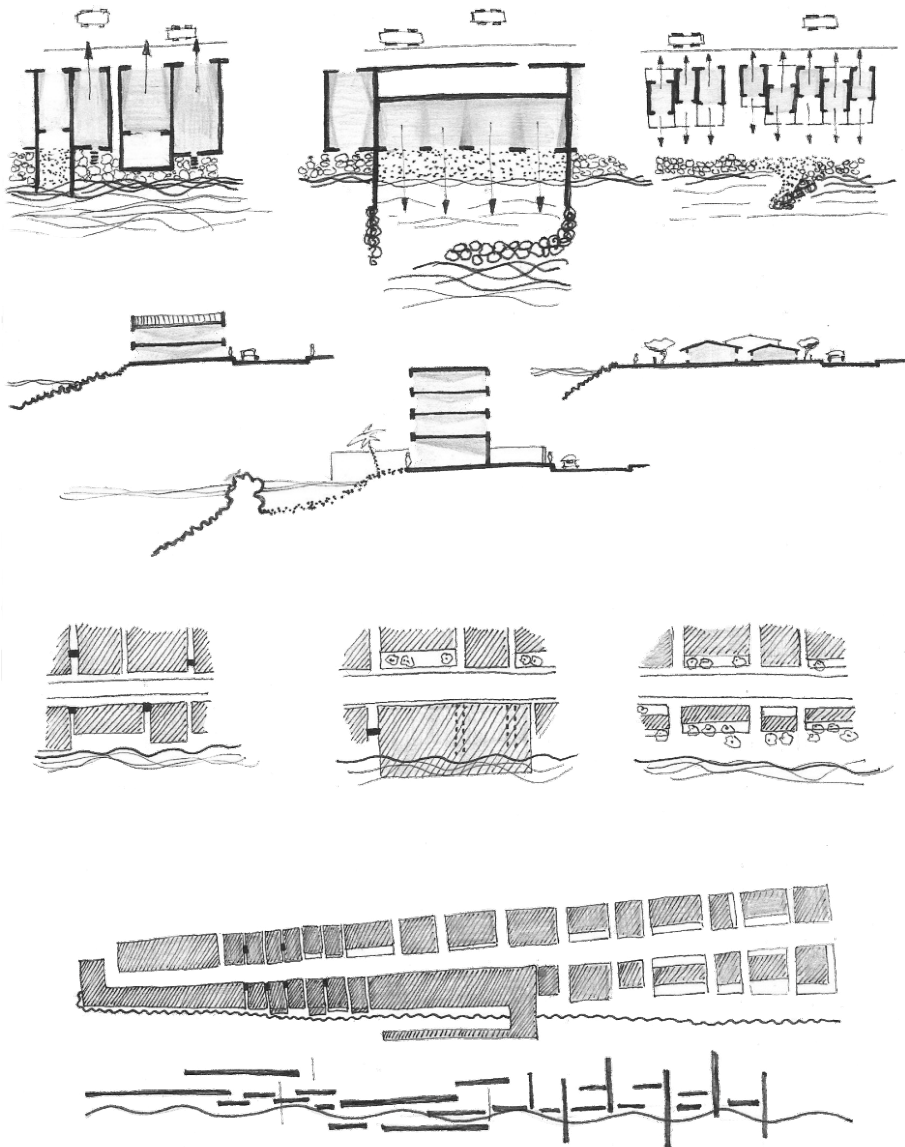


Fig. 7 : Typologie du bâti et des porosités





des ruelles sont elles aussi souvent fermées, perturbant donc le système viaire transversal à la côte. D'autre part, de nombreuses parcelles ont vu leur construction rasée, laissant place à des parkings clôturés et des terrains vagues avec vue imprenable sur l'horizon. Cette typologie, par sa tendance à privatiser les passages vers la mer, forme des tronçons infranchissables et prive le centre-ville et ses habitants de leurs racines îliennes. Néanmoins, les quelques venelles encore ouvertes ainsi que le nombre important de terrains vagues ou de parking, laissent entrevoir des pistes de projet intéressantes pour reconnecter par le paysage, la ville à la mer.

Suit une typologie que nous pourrions nommer *typologie néocoloniale non-urbaine*. Elle correspond aux enclaves touristiques. *Non-urbaine*, car son ambition autarcique et son implantation nient la ville. Elle est la matérialisation du néocolonialisme d'aujourd'hui qui a « l'art de vaincre sans avoir raison »¹. Cette typologie privilégie fortement l'orientation vers la mer; le *côté ville* étant réservé aux parkings. Son objectif est de construire une image illusoire de paradis caribéen conforme aux rêves cathodiques de la classe moyenne européenne prête à payer cher pour bronzer en zone protégée. Cette typologie est une prédation paysagère qui aboutit à la destruction de l'écosystème et à la confiscation, souvent illégale, du bord de mer. Barrière infranchissable pour la plupart des habitants, son implantation ignore ou recouvre le système viaire et ne ménage qu'un trottoir étroit pour toute compensation. Elle est la matérialisation du projet de prédation du territoire par des entreprises uniquement menées par la recherche de profit. Ce type de système est, en quelque sorte, l'aboutissement le plus cynique de la transformation du sol en *foncier*.

Enfin, une troisième typologie que nous nommerons *typologie suburbaine arborée*. Plus éloignée du centre et plus variable dans ses formes, elle est constituée d'un ensemble de maisons basses avec jardins, qui s'oriente et vers le boulevard et vers la mer. L'originalité de son organisation réside dans ses alignements,

1 Cheikh Hamidou Khan in « L'art de vaincre sans avoir raison est le propre de l'Occident », interview d'Aminata Traoré pour le site internet Tsimok'i Gasikara Wordpress publiée le 21 avril 2011.



principalement construits par les bords des jardins et des cours; murets, clôtures, haies ou ferronneries s'enfilent telles les perles d'un collier hétéroclite, le long des trottoirs de ciment, fissurés sous la poussée de la végétation qui se réserve un espace sauvage contre cette limite. Les maisons, fardées de teintes gaies, semblent assoupies derrière les feuillages irisés. De cette timidité de l'architecture émane une certaine sérénité, reflet d'une culture de la discrétion et de l'intériorité. Une des caractéristiques remarquables de cette organisation tient aussi dans son rapport à la côte. Contrairement à la *typologie urbaine coloniale ancienne* qui s'oriente uniquement sur le boulevard en délaissant les arrières, et qui ne montre aucune volonté de prendre en compte la côte en tant que lieu urbain, les îlots sont ici clairement délimités et créent une véritable façade maritime. Les murets des jardins s'alignent parfaitement les uns aux autres en se faufilant derrière des arbres encore sauvages. Souvent, les portes bleues, rouges ou jaunes sont numérotées, attestant du caractère urbain de cette partie de la côte. De ce tissu ainsi composé se dégage une grande transparence; transparence ici comprise, comme l'exprimaient Colin Rowe et Robert Slutzky (1992), en tant que «qualité particulière du mode d'organisation». En effet, bien que cette typologie soit la plus *organisée* par ses alignements et la plus consciente de l'espace côtier, il en émane une grande profondeur, un équilibre entre l'intimité et le passage public ainsi qu'une porosité conséquente; porosité de deux types : d'une part, l'*impasse côtière rectiligne*; liant le boulevard à la mer; et d'autre part le *passage informel*, vide laissé entre les parcelles et permettant de traverser les îlots à pied pour rejoindre la mer. L'alliance entre ces alignements hétéroclites qui dessinent les limites extérieures de l'îlot et les cheminements plus libres de son cœur, offre une grande richesse spatiale. Nous pouvons ici affirmer être en présence d'un paysage urbain; paysage compris comme «partie de territoire dont le caractère est le résultat de l'action et des interactions entre l'Homme et la Nature»². Ce quartier de jardins emmurés et de toits flottant parmi les arbres semble être, notamment par la petite taille de ses parcelles, garant de la préservation du lien entre l'île et la mer. Cependant,

2 Roselyne de Lestrangé, conférence «*Landscaping tools*», 28 mars 2012, Curaçao.





ce collier vert est soumis à une spéculation foncière de plus en plus pressante et la côte souvent délaissée en décharge sauvage au fur et à mesure que l'on s'approche du centre-ville et des enclaves touristiques, attestant d'un repli des propriétés sur elles-mêmes³ et d'un désintérêt pour cet espace rocailleux au profit du rêve de plage qui s'approche, là-bas, de l'autre côté des barbelés.

MENER UN PROJET

Des promenades donc... Menées par une idée : imaginer des interventions simples qui puissent, par le paysage, garantir aux habitants des liens entre leur ville et leur côte. Sous ce climat très chaud et très sec, il semble que l'ombre, terriblement absente de nos promenades, puisse être un projet.

L'ombre est architecture, car elle induit une installation de la vie⁴. Qu'elle accompagne les déplacements piétons ou cyclistes, qu'elle fabrique des lieux de repos, de parole ou qu'elle tisse une trame spatiale, l'ombre, sous ces cieus de canicule permanente, est une des conditions qui pourrait redonner du sens aux espaces publics de Willemstadt. L'ombre des arbres, par sa capacité à générer un paysage tout en préservant une certaine biodiversité, pourrait, en quelque sorte, protéger le territoire.

Expliquons-nous : ces promenades ainsi que l'analyse des différentes typologies urbaines rencontrées mettent en évidence plusieurs éléments. Tout d'abord, le problème d'accès à la mer n'est pas localisé à quelques quartiers. Selon un représentant de l'association *Amigu di Tera*⁵, près des deux tiers de la côte de Curaçao seraient privatisés ou en voie de l'être, érigeant de véritables *No-go Areas*. Re-lie la ville et ses habitants à la côte nécessite donc de réfléchir en deux dimensions : de manière transversale à la côte; mais aussi de manière

3 Ces propriétés sont souvent transformées en maisons secondaires ou en locations pour touristes.

4 Philippe Madec : « *L'architecture est une installation de la vie par une matière disposée avec bienveillance* » <http://lescahiersdelimaginaire.wordpress.com/2012/07/01/les-chemins-de-la-transition-vu-par-larchitecte-philippe-madec>

5 <http://www.amiguditera.com>





longitudinale afin de donner au projet une échelle territoriale. La promenade d'Adrian, qui insiste sur les liens des quartiers avec le centre-ville confirme cette analyse, soulignant le désir des habitants de transcender l'échelle de la proximité. Second élément : les promenades révèlent une dichotomie entre le territoire côtier et les espaces publics. D'une part, le boulevard Penstraat et ses rues adjacentes n'ont pour vocation que la circulation automobile. Les trottoirs sont donc délaissés, étroits et souvent déserts. Les rares espaces publics qui les ponctuent, installés la plupart du temps par la population elle-même (Boca Simon par exemple), sont souvent l'objet de luttes pour leur exploitation commerciale et n'embrassent ni les enjeux ni l'échelle du territoire côtier. Ce sont des îlots de résistance non connectés au tissu urbain et bien souvent aménagés dans un objectif uniquement économique. D'autre part, le morcellement de la côte, induit par la confiscation de certains tronçons par les complexes touristiques, détruit la continuité de ce territoire pourtant longiligne ; et même si de grandes étendues sont encore accessibles, leur perception en est altérée. Ce paysage semble être ignoré par la ville qui, dans son obsession de développement, en a tout simplement oublié l'existence. Ce délaissement de la côte, souvent transformée en dépotoirs, contribue à la spéculation foncière et accélère le processus de *déculturation* de ce paysage. Ce phénomène pourrait être le troisième élément révélé par ces promenades : la côte semble avoir quitté l'imaginaire collectif. En tout cas, elle ne semble pas générer une identité culturelle conséquente en termes de paysage. Cette île, comme de très nombreux territoires aujourd'hui, est soumise au concept de développement. Développement économique, industriel, touristique... Développement des infrastructures, des communications... Développement durable, humain ou social.

« Le développement réellement existant peut se définir comme une entreprise visant à transformer les rapports des hommes entre eux et avec la nature en marchandises. Il s'agit d'exploiter, de mettre en valeur, de tirer profit des ressources naturelles et humaines. Entreprise agressive envers la nature comme envers les peuples, elle est bien comme la colonisation qui la précède et la mondialisation qui la poursuit, une œuvre à la fois économique et militaire de







domination et de conquête » (Latouche, 2004, p.28-29). Sur une île aussi petite, qualifiée de *micro-island*, le cynisme du concept de développement apparaît au grand jour. Comment développer à l'infini un territoire si fragile et si réduit sans le détruire ? Les complexes touristiques en sont le paradigme. Par leur implantation et la modification profonde des écosystèmes et des paysages qu'ils imposent, ils drainent certains types de représentations qui s'imposent à la population comme conditions *sine qua non* de leur bien-être. Le paysage engendré, propre, net et rutilant, devient Le Paysage emblématique de Curaçao ; ce luxe, juxtaposé aux quartiers d'habitations, transforme la vie normale en pauvreté et le superflu en besoin. En devenant des besoins, « les éléments d'un mode de vie "idéal" occidental s'imposent dans l'imaginaire des autres sociétés » (Séraphin, 1994). La plage de sable symbolise ici l'un de ces besoins importés ; la côte rocailleuse *endémique* est abandonnée au profit du rêve destructeur de sable blanc.

Ce processus de néo colonisation est « la conséquence d'un processus économique qui n'est ni local, ni régional, ni même national, mais fondamentalement mondial. Certes, bien que de plus en plus » déterritorialisé », le processus mondial se réalise dans une inscription spatiale. Le développement mondial est une somme de transformations, voire d'initiatives, localement situées, mais la logique du processus est d'abord globale et donc a-spatiale. Sur le processus lui-même, les politiques ont de moins en moins de prise, et sur son inscription territoriale, leur maîtrise reste très limitée. (...) En résumé, on peut dire que nous sommes en face de territoires sans pouvoir à la merci de pouvoirs sans territoire » (Latouche, 2004, p.47). Face à cette logique, un projet urbain deviendrait un acte de résistance spatiale, mettant en place des méthodologies capables d'engendrer un paysage de protection suffisamment emblématique pour être siège d'une identité collective inviolable. L'ombre végétale, précédemment évoquée, pourrait selon nous, par sa faculté à installer la vie dans l'espace public, porter un tel projet.



LA LIGNE VERTE

Chaque typologie, nous l'avons vu, est le siège de plusieurs formes de porosité capables chacune d'entre elles, de générer un projet de lien avec la mer⁶. Ces projets *locaux*, qui traiteraient le rapport transversal à la côte, articulés à une intervention plus linéaire, pourraient fabriquer ce *paysage de protection* en répondant aux trois enjeux relevés : la nécessité d'embrasser une échelle territoriale conséquente, l'ambition d'espaces publics de passage et de repos et la *respatialisation* de l'identité culturelle.



Fig. 8 : La ligne verte

La *typologie urbaine coloniale ancienne* offre plusieurs possibilités : les nombreuses parcelles de bord de mer, transformées en parking ou abandonnées à la spéculation, pourraient faire l'objet d'un droit de préemption urbain (voire d'un droit d'expropriation) de la part de la collectivité territoriale, permettant ainsi la réalisation de parcs publics côtiers et la conservation d'espèces végétales endémiques. Le centre-ville bénéficierait de cette ouverture fraîche sur l'horizon. Une telle intervention révélerait aussi l'état de délabrement des arrières de villas, obligeant ainsi les riches propriétaires à adopter un comportement responsable en matière de rejet d'égout et d'accaparement de la côte. Les étroites ruelles délabrées encore publiques devraient faire l'objet de réhabilitation à destination de *logements sociaux* plutôt que de spéculation immobilière! Des pontons pourraient prolonger ces venelles sur la mer, créant ainsi des petits espaces publics, sentinelles du paysage. Ces lieux partagés, insérés en centre-ville, pourraient être le départ d'une *ligne verte* se répandant le long des boulevards

⁶ Cf. *La linea amarilla*, projet de Supersudaca.





côtiers. Elle accompagnerait de son ombre les déplacements piétons et cyclistes en se pliant vers la mer ou les quartiers selon les différentes formes de porosité. Elle garantirait ainsi un ancrage territorial conséquent et pourrait générer un projet fort de paysage urbain.

La *typologie néocoloniale non-urbaine* induit un projet plus radical. Confisquant le territoire, elle interroge les mécanismes de mesure compensatoire urbanistique. Ces implantations touristiques, en niant le tissu urbain et la vie citadine, peuvent être considérées comme une agression qui nécessite une réponse de la part des autorités locales. Nous sommes bien conscients de l'ambiguïté de cette situation qui voudrait que des décideurs politiques, qui sous couvert du *développement local* ont laissé s'installer de telles enclaves, demandent maintenant des comptes à ces investisseurs privés ! De plus, les mécanismes de compensation sont souvent décriés, car ils mettent en place un *droit à détruire* et contribuent à la marchandisation des écosystèmes. Sur ce point, deux pistes peuvent être envisagées dans le cas particulier du boulevard de Penstraat (sans avoir l'ambition de faire jurisprudence, mais pour *panser*, en quelque sorte, ces blessures faites à la ville et à ses habitants). D'une part, il semble que ces investisseurs privés devraient compenser leur prédation par un réaménagement du trottoir et donc du boulevard. Aujourd'hui, seul un mètre de trottoir brûlant (souvent moins) est laissé aux rares passants. Les autorités locales (voire la société civile), après constat de la privatisation du littoral, pourraient imposer un élargissement du trottoir permettant de planter des arbres et de créer une piste cyclable. La ligne verte cernerait ainsi ces enclaves en offrant des espaces de circulation de qualité. D'autre part, les jetées successives, qui protègent de leurs rocs les plages privées, pourraient être reliées par des pontons ou des passerelles créant ainsi une promenade publique sur l'eau. Une telle intervention de recollectivisation du littoral engagerait de vifs débats ; il serait alors intéressant de questionner ces investisseurs ainsi que les décideurs locaux sur le droit de ces structures à s'implanter de cette manière. Mais revenons un instant à ce concept de *développement local* brandi à la moindre objection. Serge Latouche nous dit ceci : « Le changement local peut s'analyser selon deux processus concurrents.





[...] d'une part, on trouve les "retombées" locales d'un phénomène qui se passe fondamentalement ailleurs. D'autre part, il est possible d'identifier des réactions créatives de la société en face des conséquences du développement et plus encore de la mondialisation. Ces deux processus, souvent combinés en une sorte d'alliance contre nature, forment justement ce qui est d'habitude désigné improprement comme le "développement local" » (Latouche, 2004, p.48). Or, la croissance de systèmes locaux répondant à des logiques globales ne peut pas être appelée développement local (Giusti, M.). « La vérité du prétendu "glocalisme" est une mise en concurrence des territoires. Ceux-ci sont invités à offrir des conditions toujours plus favorables aux entreprises transnationales en termes d'avantages fiscaux, de flexibilité du travail et de réglementation (ou plutôt de dérèglementation) environnementales. C'est le jeu du moins-disant fiscal, social et environnemental et du mieux-disant économique (en termes de subventions), un véritable encouragement à la prostitution ! Les initiatives locales, la créativité locale sont dévoyées, récupérées, marginalisées dans la logique de l'économie et du développement. Les patrimoines subsistants sont mis en coupe réglée, par exemple, par un » tourisme prédateur » » (Latouche, 2004, p.49-50). Réinstaller la vie autour de ces enclaves par des promenades reliées entre elles et au territoire permettrait de lutter contre la fragmentation de la côte et d'affirmer le caractère public inaliénable du littoral.

Mais ces réponses à une situation de fait, conséquente des largesses consenties par les pouvoirs publics aux investisseurs privés, ne peuvent pas être généralisées sous peine d'accroître la prédation qui aurait ainsi trouvé une manière de compenser son cynisme ; il ne s'agit que de pistes destinées à réintégrer de courtes parties du littoral dans le tissu local. Pour le reste, c'est la troisième typologie qui peut à elle seule protéger le territoire.

Pour ce faire, notre *ligne verte* doit maintenant quitter le boulevard pour coloniser ces vastes étendues de côtes abandonnées, derrière les quartiers suburbains... Car, comme l'ont démontré les nombreux mouvements des paysans sans terre en Amérique du Sud, une des seules manières de protéger un territoire est de s'y installer. Si la ville installe ses promenades le long de la côte, elle se protège





en partie de la spéculation immobilière et garantit à ses habitants un bord de mer public.

Mais, nous l'avons vu, cette frange littorale contenue entre les enclaves touristiques ne semble pas correspondre au projet de paysage revendiqué par les *acteurs locaux*. Toute l'attention est focalisée sur la plage de Marie Pampoen à l'extrémité de cette bande, seule plage publique du centre-ville. Les habitants revendiquent une extension de cette plage et la garantie que son exploitation commerciale soit réservée à des *acteurs locaux* : vente de souvenirs, snacks, restaurants de plages, location de matériel de plongée... L'espace est avant tout pensé comme espace économique destiné à attirer les touristes et leurs devises. Il est d'ailleurs intéressant de noter que l'aménagement de la plage de Marie Pampoen, bien que proposant une ambiance « couleur locale », utilise le même vocabulaire paysager que les enclaves touristiques : plage de sable protégée de blocs rocheux, cocotiers et palmiers, parking et prix prohibitifs. De plus, les *acteurs locaux* revendiquant un développement de cette plage sont souvent des patrons de snacks ou des loueurs de matériel de plongée ayant un intérêt personnel dans l'extension de cette infrastructure. Les franges côtières du centre-ville ne permettant pas d'accueillir ce type de projet sont donc considérées sans intérêt et abandonnées à la spéculation ou à la privatisation illégale. Ce milieu, relativement préservé et intimement entremêlé à la typologie d'habitat et de jardin, apparaît très peu dans les représentations orales ou mentales de nos interlocuteurs. Le projet de paysage côtier est pensé en termes de rentabilité ou de mimétisme culturel ; il reflète simplement l'asservissement généralisé à un modèle unique et prédateur issu de la mondialisation⁷.

Vouloir sortir de ce processus de colonisation de l'imaginaire et de prédation des écosystèmes peut sembler démagogique ou utopique en ces temps où le

7 « Le fait qu'on désigne cette occidentalisation par le terme "mondialisation" en dit long sur l'impérialisme, inconscient ou non, de l'Occident et la réalité des rapports de force mondiaux » Anne-Cécile Robert, *L'Afrique au secours de l'Occident*, Les éditions de l'atelier, Paris 2006.





progrès humain est toujours mesuré en PIB⁸ par habitant et le *développement* érigé en seule stratégie territoriale *durable*. Les territoires sont aujourd'hui gérés comme des entreprises par un monde politique très souvent issu de la finance, de l'industrie ou du commerce⁹. Proposer une alternative à ce projet de civilisation qui montre pourtant chaque jour ses limites revient bien souvent à être considéré comme un doux rêveur... Nous pensons néanmoins qu'un autre paysage est possible... Cet « *alter-paysage* » serait le reflet d'un autre rapport aux territoires que nous habitons, et induirait des méthodologies de projet différentes, non basées sur la passation de contrats et la rentabilité à court terme. Il s'agirait de mettre en place une analyse situationnelle permettant d'aboutir à un rapport à l'eau cohérent capable d'allier la volonté des habitants de s'installer confortablement face à l'horizon et le respect des écosystèmes. Le paysage ainsi créé serait alors le résultat d'un projet culturel spécifique et non une copie d'un paysage importé par la mondialisation.

Conscient qu'un tel projet se devrait d'être avant tout mis en place par une société civile consciente des enjeux et suffisamment organisée pour revendiquer un changement de cap, nous pouvons néanmoins proposer une piste de réflexion : changer de paradigme, inventer une plage.

Plage de sable et préservation de l'écosystème de Curaçao sont, nous l'avons vu, incompatibles. La troisième typologie, que nous avons nommée *typologie suburbaine raisonnable*, fabrique un rapport spécifique à la côte qui pourrait être mis en valeur pour protéger ces lieux et leur statut d'espace public continu. D'une part, l'alignement des murets, clôtures de jardin et façades de maison fabriquent une continuité urbaine cohérente; et d'autre part, les portillons avec escaliers ainsi que les nombreuses portes d'entrée numérotées qui donnent sur cet espace côtier confirment le statut viaire de cette façade maritime.

-
- 8 PIB : Produit Intérieur Brut. Bien que l'OCDE tente d'habiller de neuf cet indice en promulguant l'indice de bien-être durable (IBED) ou l'indice de progrès véritable (IPV), il est à noter que ces indices reposent sur la conversion de valeurs non marchandes en équivalent monnayable : une activité bénévole ou la destruction d'un écosystème par exemple.
- 9 Lire à ce sujet : « Les marchés ont un visage » de Geoffrey Geuens, article paru dans *Le Monde diplomatique* N° 698 — mai 2012.



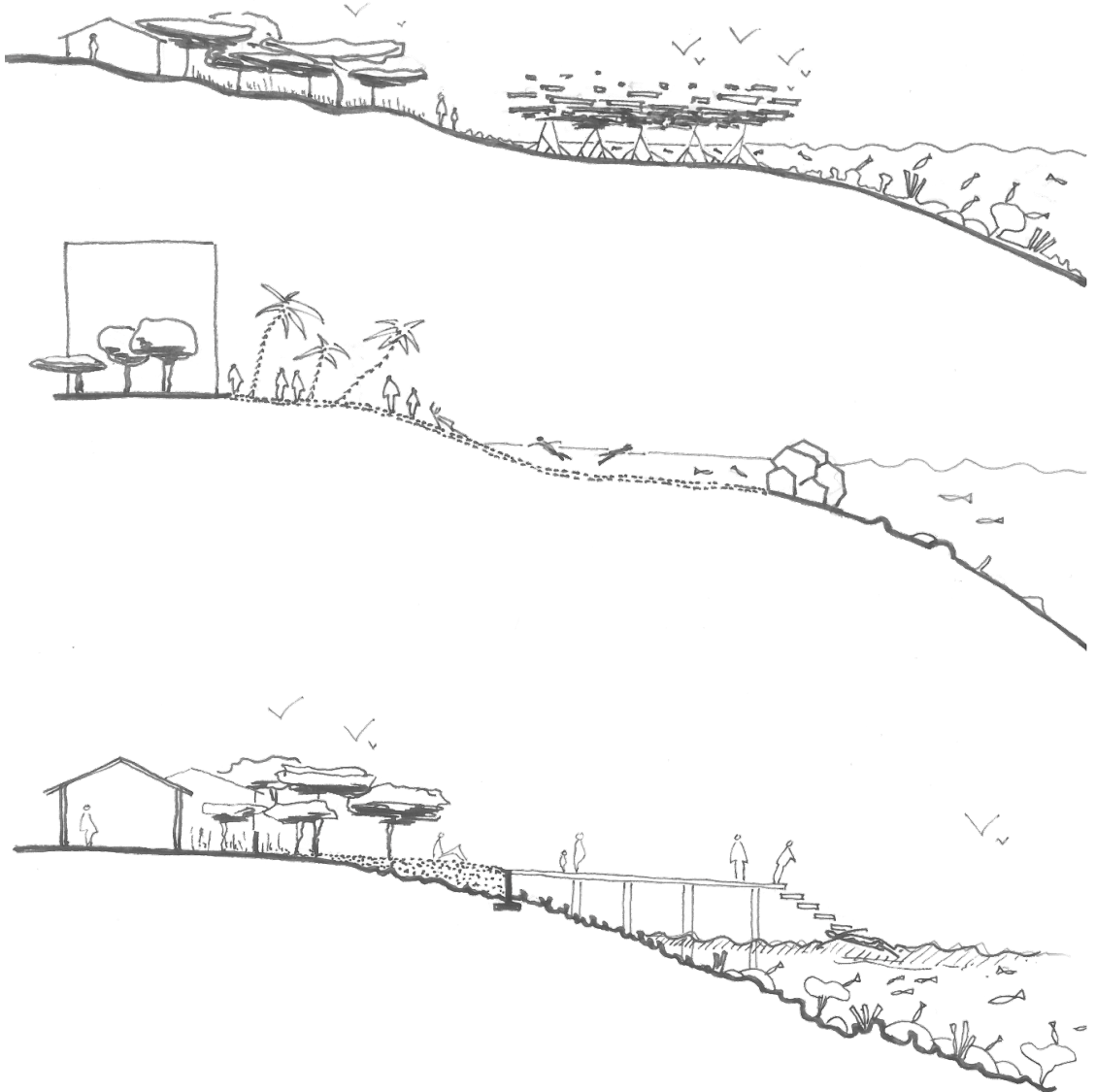


Fig. 9 : Projet d'éco plage





Enfin, l'espace-tampon ménagé par les arbres endémiques, s'élevant le long de ces limites de parcelles, permet d'envisager une promenade publique cultivant un rapport cohérent avec les espaces privés. Si l'on ajoute la présence systématique de la couleur et de la décoration pour personnaliser toutes ces entrées, il semble que les éléments pour concevoir un espace de circulation de qualité soient réunis. Notre ligne verte venue des boulevards pourrait alors compléter la végétation existante en rythmant la promenade à distance raisonnable des espaces privés, offrant ainsi une déambulation à l'ombre des arbres. Fabriquer un sol urbain pour une marche confortable ne semble pas être un problème tant les connexions entretenues par cette typologie avec le tissu viaire sont nombreuses. La promenade maritime serait alors intimement liée aux réseaux urbains. Reste la plage, tant et tant réclamée... ! Le problème de la plage *classique* est le contact entre le sable artificiel et l'eau. Étendre du sable sur cette côte nécessite une protection par enrochements sous peine de voir le sable inexorablement emporté par la mer. D'autre part, ce sable vient étouffer progressivement les coraux altérant ainsi l'équilibre marin. Une solution pourrait donc être de dissocier le sable de l'eau ce qui permettrait de répondre à la demande des habitants de pouvoir s'installer sur le sable face à la mer, mais sans altérer la vie marine. Le contact avec l'eau pourrait se faire par des pontons s'avancant dans la mer, permettant ainsi la pêche et la baignade.

Cette dissociation entre le sol aménagé et la mer nécessite une remise en question du modèle de paysage importé ainsi que la reconstruction d'un imaginaire collectif autour d'un projet adapté au lieu et respectueux de la biodiversité. Il s'agit donc d'une création culturelle plutôt que d'une infrastructure touristique. Culture entendue ici comme « large grenier de significations construit au long du temps et auquel les gens peuvent ajouter ou retirer des éléments » (Agier, 1999). Ici, à Curaçao, il serait bénéfique que les gens puissent retirer de ce grenier l'idée de plage *classique* et y ajouter leur invention du paysage. En tant que chercheurs, il nous incombe de glisser à l'oreille de ces gens, quelques pistes découvertes au fur et à mesure de nos promenades.

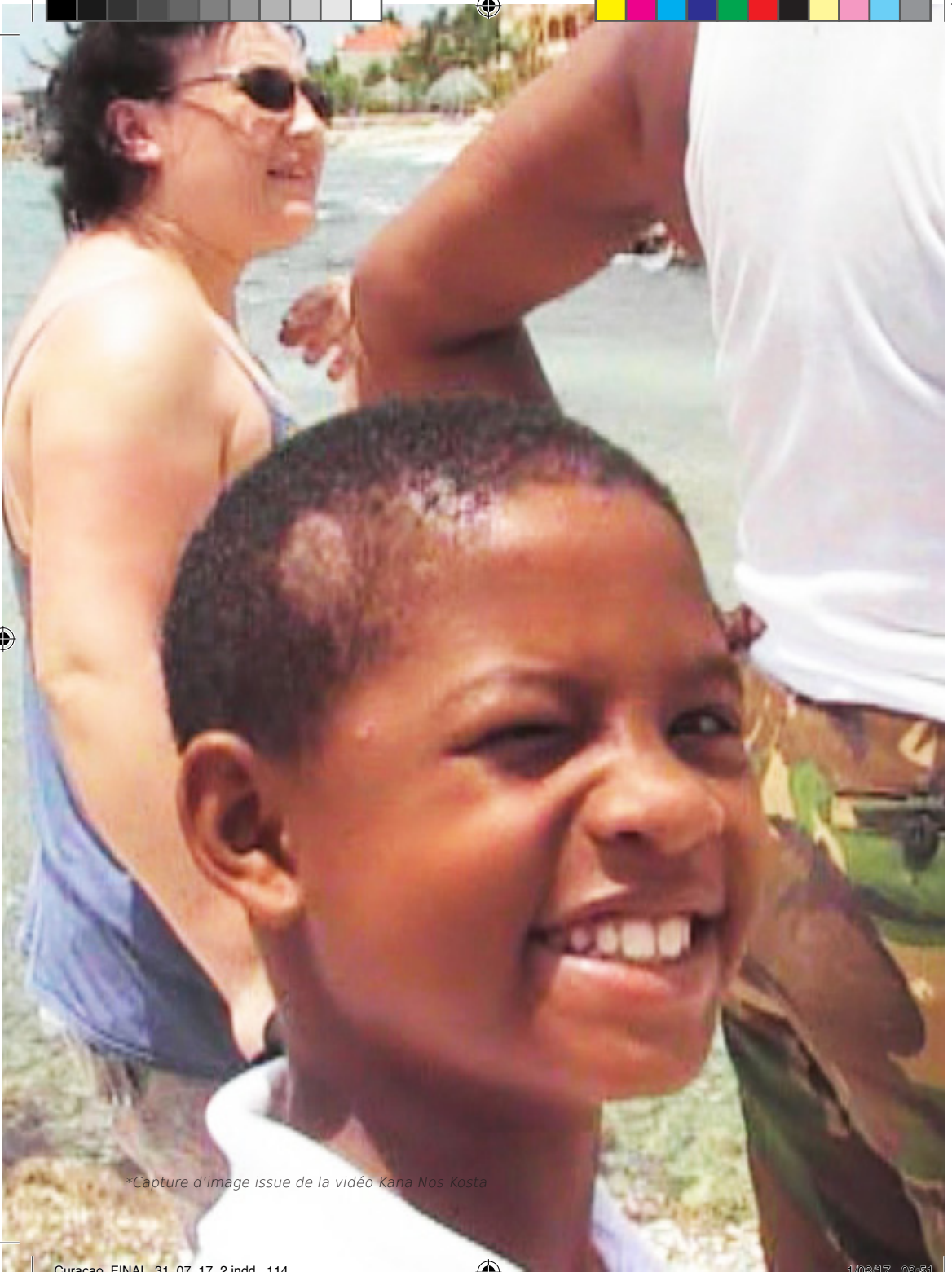


Sachant que nous n'étions que des voyageurs de passage, cette recherche aura néanmoins tenté d'appréhender *l'esprit du lieu*. « Nul exotisme dans tout cela. Ni planches à clous, ni colibris fantastiques, ni femmes girafes. L'esprit du lieu est étranger à ces clichés ordinaires qui conspirent à faire du voyage une marchandise » (Guillebaud, 2002).

Références

- AGIER, M. (1999). *L'invention de la ville*. Paris : Éditions des archives contemporaines. Collection : Une pensée d'avance.
- BONESIO, L. (2001) Paysages et sens du lieu. *Éléments*, 100.
- GUILLEBAUD, J-C. (2002). *L'esprit du lieu*. Paris : Arléa.
- LATOUCHE, S. (2004). *Survivre au développement*. Paris : Éditions Mille et une nuits.
- ROWE, C. & SLUTZKY, R. (1992). *Transparence, réelle et virtuelle*, Paris : les éditions du demi-cercle.
- SÉRAPHIN, G. (1994). *Les concepts de « science » et « technique » au sein de l'UNESCO*, mémoire IEDES, p 81.





**Capture d'image issue de la vidéo Kana Nos Kosta*





Écouter, voir... le goût, la chaleur, le temps, les voix, la vie... chemin faisant

Patricia Alvarez et Bianca De Marchi

KANA NOS KOSTA, L'INVITATION AUX CHERCHEURS À S'IMMERGER DANS LE
TERRAIN

Le jour de notre arrivée, en descendant de l'avion, nos représentations idéalisées d'une île des Caraïbes avec ses plages de sable blanc et la mer sont immédiatement confrontées à la complexité de l'espace social et du territoire. Nous sommes curieux de découvrir notre terrain de recherche.

La *Project Week* nous a donné l'opportunité de travailler en coopération avec des étudiants et des chercheurs issus d'universités, d'étapes de formation et de disciplines différentes, et d'établir un dialogue croisant plusieurs visions de l'espace public. Des échanges et une réflexion sur les données des quartiers réalisés au préalable, puis une intervention sur le terrain pendant une semaine de travail intensif ont donné lieu à un produit consensuel : la promenade « Kana Nos Kosta ». L'idée fondamentale était que l'espace public soit véritablement approprié par les habitants des quartiers. Pour cela, la proposition a été faite de renforcer leur participation au processus de planification et de mise en place des équipements urbains.

Dans cette activité menée par des doctorants en urbanisme ayant une formation en sciences sociales, une stratégie issue de la méthodologie ethnosociologique du récit de vie (Bertaux, 2010) a été mise en place, dans le but de comprendre les rapports des habitants à leur quartier, à la plage et à la côte en général. Cette rencontre d'une semaine entre chercheurs et habitants des quartiers a produit





un corpus d'informations spécifiques qui montre comment la ville habitée se produit, socialement et culturellement, au jour le jour.

Deux registres ont été développés : visuel et audiovisuel. Un large corpus de photographies a été réalisé pour servir de base aux analyses morphologiques, paysagères et sociales. Ces photos ont été complétées par des fragments de récits de vie.

Ce corpus a été d'abord utilisé dans les rencontres avec les habitants. Il a permis d'identifier les endroits jugés importants par les habitants des quartiers et de répondre à des questions que l'équipe URBA12 s'était posées en faisant, depuis la Belgique, une première analyse des quartiers à l'aide des images satellites.

De plus, des exercices de cartographie participative ont été menés pour rendre visibles les espaces publics des quartiers et les espaces de plage revendiqués par les interlocuteurs. Ces exercices ont également servi à recenser les activités les plus importantes du quartier du point de vue des habitants. En même temps, ils ont permis d'identifier quelques leaders parmi les habitants qui pourraient aider au développement du quartier à l'avenir.

Plusieurs contributions recueillies pendant ce travail de terrain ont été la base de la proposition finale de la *Project Week* : la promenade « Kana Nos Kosta ». Cette proposition reflète les lieux de vie, les espaces des pratiques et les dynamiques que les habitants veulent partager avec les visiteurs. Parfois, les choix de localisation des habitants confirmaient les propositions des urbanistes, mais souvent aussi ils reflétaient des caractéristiques de l'espace que les urbanistes n'avaient pu percevoir.

Une deuxième utilisation du corpus d'images et de récits a permis l'insertion d'images de la vie quotidienne dans la scénographie de l'aménagement proposé à la fin de la semaine. C'est ainsi que des portraits, pris par un photographe local et par l'équipe de recherche, ont été posés sur certains équipements urbains de la promenade dans le but de mettre en scène les habitants et leurs activités dans l'espace public.





Une fois positionnés dans l'espace, ces équipements sont devenus signes d'un double point de vue: d'une part, ils offrent aux habitants la possibilité d'identifier chaque endroit par un nom qui lui est propre (et souvent différent de la toponymie officielle); d'autre part, ils dévoilent une part du sens donné au lieu en mettant en récit les usages, les acteurs et les projets associés à ces lieux. Les images sont accompagnées de témoignages qui donnent du sens à l'image, à l'endroit choisi et à l'intervention urbaine. Cette idée vise à mettre en évidence les visages et les voix des habitants dans l'espace public et à favoriser l'établissement d'une nouvelle forme de tourisme, capable de faire découvrir les quartiers d'une manière différente.

Enfin, l'aboutissement de ce travail sociologique au sein d'un projet d'urbanisme a été la production d'un documentaire de quinze minutes qui exprime les potentialités sociales des quartiers et les revendications de leurs habitants, notamment l'importance de leurs liens avec la plage. La vidéo a été projetée lors de l'inauguration de la promenade et de la présentation des résultats de la semaine au gouverneur et son équipe.

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR UNE MÉTHODE QUI S'EST CONSTRUITE EN MARCHANT...

Nous souhaitons ici, par le récit de cette expérience, contribuer à problématiser la question de la fonction du chercheur par rapport à son terrain de recherche et revaloriser en particulier les compétences nécessaires pour comprendre et agir sur les territoires. Le processus de recherche fait voyager le chercheur entre différentes échelles de distance par rapport à son terrain. Nous avons ainsi initié notre démarche par l'analyse d'images satellites nous permettant de poser, depuis la Belgique, un certain nombre de questions sur la structure et les usages de l'espace, dans le but d'orienter les étudiants de l'UNA dans leur travail préparatoire d'analyse et de projet. La déambulation sur le terrain avec les habitants des quartiers a permis de trouver des réponses à ces questions et d'approfondir ce jeu de questions-réponses avec les sons, les images, les mots et les odeurs qui construisent la ville.





À l'arrivée des chercheurs munis de leurs appareils, cahiers et ordinateurs, l'attention était portée sur l'espace physique et les habitants qui le construisent au quotidien. Faire un film sur Curaçao était une façon de rencontrer ses habitants et de parler de leurs préoccupations. En papiamento, en espagnol, en anglais ou en néerlandais, les voix se font entendre. À chaque rencontre : une personne, la formulation d'une demande, d'un projet.

Parfois, nos interlocuteurs ont exprimé leur fatigue d'être filmés et photographiés pour décorer le mur d'une maison européenne. Nous espérons leur offrir la possibilité de faire un portrait plus proche de leurs aspirations. Pendant les promenades et les conversations, nos hôtes ont trouvé l'occasion d'exprimer leurs projets et attentes, notamment leur revendication d'accéder à la plage, leur nostalgie de la pêche et des moments partagés pour cuire le poisson sur le feu entre amis les weekends.

Avez-vous à l'esprit l'image d'un touriste qui porte un appareil photo et une caméra autour du cou ? En fait, c'est une allégorie qui fait partie de la vie quotidienne des îles des Caraïbes. Dans l'imaginaire collectif global, les touristes aux Antilles se promènent avec la peau brûlée par le soleil et cherchent à enregistrer des images de leurs vacances : des plages, du soleil, des palmiers, des cultures exotiques, des habitants. Mais, qu'arrive-t-il lorsque ces images servent à tenter de comprendre une société et un espace ? Lorsque l'objectif de l'appareil ne cherche plus à capturer des représentations exotiques, mais le vécu d'un quartier et les possibilités de développement local ? Même si les nouvelles technologies audiovisuelles nous offrent des outils légers et accessibles, il manque toujours une dimension, celle des sensations partagées : le goût d'un jus de fruits, la chaleur de l'accueil des habitants ou le temps passé à discuter dans un espace également partagé. La voix est un médium qui permet de rétablir, en partie, la sensation « vécue » de l'espace.

Grâce aux rencontres, les appareils « froids » se transforment en outils d'expression. Les habitants se révèlent de véritables acteurs de leurs espaces. Les médiums audiovisuels n'ont pas seulement servi d'outil de description de l'espace habité de l'île, ils ont aussi permis de créer un dialogue créatif entre





les acteurs (chercheurs et habitants) et leur environnement. À la fin de la *Project Week*, cette « destination touristique » était devenue pour les chercheurs un espace d'une complexité sociale inattendue.

Notre expérience combinait la collecte de données techniques et sociales, la conversation et la mesure, le dessin et la parole. Dans ce cadre, l'idée d'introduire la lecture des habitants, leurs images et leurs perceptions a été défendue en tant qu'élément indispensable de compréhension et de développement des territoires. Néanmoins, bien que le travail réalisé ait été motivant et riche de résultats novateurs, une évaluation critique des activités développées est nécessaire et suscite le débat tant en termes de méthodologie de recherche qu'en termes de planification et de gestion urbaine.

Ainsi, l'interdisciplinarité dans la *Project Week* a été encouragée dès le début, et la récolte des problématiques et des perceptions des habitants des quartiers a été une priorité tant au démarrage du projet que pendant le travail de terrain. Cependant, malgré cette conception critique et alternative de l'urbanisme, l'approche ethnosociologique n'a pas été prise en compte au moment de la planification initiale, mais seulement une fois sur le terrain¹. La richesse de l'information collectée par les étudiants locaux sur la réalité des quartiers a tout de même permis d'envisager certaines des problématiques locales les plus importantes et urgentes à résoudre par le projet urbain. Les étudiants locaux connaissaient les quartiers, où d'ailleurs beaucoup d'entre eux habitaient ; ils ont été les premiers interlocuteurs du dialogue ethnographique.

Pour des étudiants des sciences dures telles que l'ingénierie, la difficulté d'établir une rencontre avec les voisins des quartiers était évidente. L'approche et la rencontre ne sont pas des exercices aisés pour quelqu'un qui veut fournir des solutions pratiques par la technique. La richesse du travail préalable d'enquête

1 Cela n'est pas nécessairement problématique, sauf pour deux aspects : les méthodologies qualitatives requièrent d'un long temps de connaissance des réalités sur lesquelles porte le travail. Leur application doit prendre en compte les enjeux sociaux et les rapports de pouvoir installés dans les contextes étudiés pour arriver à comprendre quels sont les interlocuteurs et leur positionnement dans les dimensions sociale et spatiale.





sociologique n'a été perçue qu'au moment de la mise en place des mobiliers. Les étudiants ont alors pris conscience de la signification sociale de leurs ouvrages, constatant l'engagement des habitants à prendre soin de ces mobiliers exprimant désormais leur identité; une identité en général masquée par l'activité touristique au cœur du développement de l'île et de ses problématiques sociales, en particulier dans les quartiers étudiés durant la *Project Week*.

LA DÉAMBULATION COMME MÉTHODE DE RECHERCHE

Les habitants ont l'habitude de croiser des touristes dans les rues et sur les côtes et sont employés dans le secteur hôtelier, qui constitue le seul moyen de s'intégrer à la chaîne économique du tourisme. De plus, l'industrie touristique a accaparé les plages et les a transformées conformément à l'imaginaire collectif occidental des Antilles pour répondre aux attentes des touristes. Les grands et moyens opérateurs économiques et administratifs sont éloignés de la réalité des quartiers et de leurs expectatives d'entrepreneuriat.

En même temps, la présence des chercheurs de l'UCL qui agissent sur le terrain a eu un effet particulier pour les habitants des quartiers de Curaçao. Ces étrangers n'étaient pas des touristes. Ils ont analysé les espaces vécus plutôt que chercher le paysage de rêve. Ils marchaient à l'écoute des habitants au lieu de les regarder. En fait, la promenade a été ce qui a permis aux chercheurs de pénétrer le sens des quartiers.

Le besoin d'une collecte rapide des données pour comprendre les espaces et connaître les intérêts des acteurs locaux dans un contexte pluridisciplinaire a établi la marche à la rencontre des habitants comme une méthode de recherche. La déambulation à travers le quartier et le partage de la vie quotidienne des habitants sont devenus des outils pour connaître les dynamiques territoriales locales.

La déambulation a consisté à se promener dans le quartier et le long de la côte, ouvrant aux chercheurs une multiplicité de voies d'exploration : les odeurs de nourriture embaumant les ruelles, les couleurs des façades et leurs ornements,









la musique et les voix, les voitures et les silences. Tous ces éléments exprimant la vie du quartier.

Les personnes rencontrées, soit grâce à des rendez-vous établis, soit par des rencontres spontanées, ont démarré les entretiens. Notre intérêt se portait sur des enjeux communs : la vie quotidienne du quartier, les activités, les espaces principaux. La convivialité s'installe vite et le dialogue s'établit. Les habitants en profitent pour partager leurs attentes et leurs revendications. Les chercheurs ont l'opportunité de partager un espace d'intersubjectivité avec leurs interlocuteurs : il s'agit du développement, il s'agit de bien-être au quotidien. Grâce à ces rencontres, l'expérience de l'intervention sur l'espace public acquiert une épaisseur humaine pour les chercheurs et devient une opportunité pour les habitants du quartier d'exprimer à voix haute leur vie et leur quartier.

À la fin de la *Project Week*, nous avons trouvé l'ambiance festive au cœur des quartiers. L'engagement des habitants à prendre soin du mobilier est un facteur qui permet d'envisager le succès de la promenade « Kana Nos Kosta », mais aussi de nouvelles façons d'agir sur l'espace public.

LA PHOTO ET LE VIDÉO COMME OUTILS DE DESCRIPTION DE L'ESPACE HABITÉ, ENTRE LECTURE ET ÉCRITURE

Les photographies rendent visible la richesse de la vie quotidienne du quartier. Or, cette richesse est rarement valorisée, même par ses protagonistes. Les récits du quartier ont mis en évidence non seulement les activités du quotidien, mais aussi l'ambiance des coins et des rues, les particularités d'un territoire perçu différemment par les habitants et les visiteurs.

Lors de la mise en place du processus photographique, Carlos Blaaker rejoint l'équipe pour réaliser des portraits du quartier. Il est photographe professionnel et artiste, son intérêt réside dans la possibilité de collecter des images des gens et de partager avec eux ses compétences artistiques. Au moment de la promenade, il reste ému par les histoires et les dynamiques qui se trouvent derrière les





portraits. Finalement, les photographies exposées ne sont pas uniquement des images d'individus, elles sont aussi des représentations d'histoires de vie.

Le registre audiovisuel quant à lui a permis de faire entendre les voix et les inquiétudes des habitants interviewés. L'audiovisuel n'a pas été intégré dans l'espace public du quartier et la promenade, mais a fait l'objet d'un documentaire. L'audiovisuel permet d'évoquer la mobilité, de parcourir l'espace-temps des activités et des problématiques locales grâce aux témoignages des acteurs des quartiers.

Dans le cas de la *Project Week*, l'usage de l'audiovisuel a favorisé la récolte de données qualitatives dans un temps réduit et a permis le succès de l'intervention urbaine, car les acteurs ont eu l'opportunité de se reconnaître dans le processus. La principale vertu de l'audiovisuel comme outil de dialogue avec les acteurs locaux est ainsi de les rendre protagonistes.

L'audiovisuel donne de la visibilité à leur image et de la valeur à leur parole. Il permet aussi de restituer la recherche effectuée auprès des habitants et d'offrir une réflexivité aux personnes filmées. Cette réflexivité sociale peut encourager une meilleure appropriation des interventions urbaines développées et enraciner l'idée d'un espace public aménagé par les organisations locales et à partir de leurs dynamiques et logiques.

Cette reconnaissance permet l'appropriation du projet. Derrière sa caméra, le chercheur participe à la vie quotidienne des personnes interviewées, il est acteur de la situation au même titre que l'habitant. Cette position spécifique lui permet d'enrichir sa vision du contexte qu'il questionne et de reformuler ses propres représentations en les confrontant à la parole de l'habitant.

PERSONNES RENCONTRÉES = VIES PARTAGÉES

Kevin est un jeune Curaçaoan qui rêve d'avoir son propre restaurant. Il explique qu'à la plage les gens peuvent s'asseoir, partager de la nourriture traditionnelle et familiale, mais aussi de la bonne cuisine qu'il a appris à préparer, des années





Kevin

«Je suis chef, j'ai fini mes études en Hollande. À présent je travaille dans un restaurant, mais avec un peu d'aide, un peu de promotion, une palapa, avec quelques tables et chaises... Nous pouvons avoir quelque chose à nous, quelque chose de simple et petit, parce que si tu regardes là-bas, là-bas c'est que pour les riches»

**Capture d'image issue de la vidéo Kana Nos Kosta*





Raymond

«J'adore vraiment nager, je suis un poisson. Je ne suis pas un professeur expert de natation, mais quand je suis à la mer et je rencontre des touristes, je leur donne quelques conseils, par rapport à où aller, quels sont les bons endroits à visiter, quels sont les poissons qu'on peut trouver, un peu de tout...»

**Capture d'image issue de la vidéo Kana Nos Kosta*





auparavant, en Hollande. La ségrégation sociale vécue le long des plages a un effet sur la convivialité entre les habitants du quartier. Dans la mémoire des voisins, reste encore l'image des grands-mères qui partageaient les *repas* (sorte de galettes de maïs) au milieu de la journée, avec les gens qui s'asseyaient le long de la plage.

« Je suis un chef, j'ai fini mes études en Hollande. À présent je travaille dans un restaurant, mais avec un peu d'aide, un peu de promotion, une *palapa*², avec quelques tables et chaises... Nous pouvons avoir quelque chose à nous, quelque chose de simple et petit, parce que si tu regardes là-bas, là-bas c'est que pour les riches » (Kevin).

La réduction de l'accès à la côte a un coût élevé également pour certains pêcheurs qui n'ont plus l'opportunité de naviguer dans les espaces confisqués par les hôtels. Raymond pratique la pêche comme une grande partie de la population de l'île. L'eau est son espace vital aussi bien d'un point de vue symbolique que physique : « je suis un poisson » dit-il avec joie et un grand sourire. Il se souvient des matins à l'aube où il rejoignait ses camarades de pêche.

« J'adore vraiment nager, je suis un poisson. Je ne suis pas un professeur expert de natation, mais quand je suis à la mer et je rencontre des touristes, je leur donne quelques conseils, par rapport à où aller, quels sont les bons endroits à visiter, quels sont les poissons qu'on peut trouver, un peu de tout... » (Raymond).

Actuellement, Raymond n'est pas engagé dans l'industrie du tourisme, mais il croise des touristes tous les jours et leur offre son aide. Il explique aux visiteurs certaines astuces qui ne se trouvent pas dans les guides commerciaux.

Curaçao est devenue aussi le chez-soi des migrants de plusieurs générations. La migration est un des moteurs historiques de la multi-culturalité de l'île. Les migrants viennent des autres îles des Caraïbes, de Colombie, du Venezuela et d'Europe. Une dame, migrante d'origine dominicaine, partage avec nous son histoire : la construction d'une famille, le départ de ses enfants et le tissage de

2 Une *palapa* est une structure ouverte couverte d'un toit en feuilles de palmier.





nouveaux liens très proches avec les voisins. Elle raconte ses activités : l'église, la vente de billets de loterie, le soin de ses amis. Au moment où nous l'avons rencontrée, elle était assise sous un arbre, avec un de ses voisins qui est devenu pour elle comme un fils. Ils n'ont pas hésité à nous offrir un verre de jus de fruits frais. Cet accueil accompagnera toute l'expérience des chercheurs au long de leurs promenades.

« Ce qu'on aime bien faire, nous les personnes âgées, c'est nous réunir pour prier ; nous faisons une invitation et nous nous rejoignons dans les maisons pour prier et pour lire la Bible. Nous, les Dominicains, sommes très catholiques et ici à Curaçao nous allons à l'église, il y a même des prêtres qui sont dominicains. »

Les leaders des quartiers ont aussi été rencontrés. Quelques-uns ont parlé des activités du quotidien, d'autres ont partagé les demandes et attentes de la communauté dont ils sont les porte-parole.

Zuinda est une femme qui a fait du leadership sa façon de vivre. Elle a été animatrice de groupes d'enfants pendant quelques années. Il y a 18 ans maintenant qu'elle anime un groupe de personnes âgées. Au moment de notre rencontre, elle et ses camarades étaient en train de préparer une grande fête des talents, élection de la reine de beauté comprise. À l'occasion, des danses traditionnelles, chants et musiques s'affichent au programme, le tout animé par les membres du groupe.

« Ici, les personnes âgées nous nous rejoignons tous les jeudis ; nous sommes 70 personnes qui venons de tous les coins, pas uniquement du quartier de Marie Pampoen, mais de tous les quartiers... Tous les mois je fais un programme, et alors il est distribué, de cette façon les fils et filles savent que leurs mamans ont des activités de sport, ou bien une sortie ou bien un déjeuner » (Zuinda).

Maureen est une femme notable de la communauté qui habite une petite maison au bord de la mer. Elle encourage les filles de différents âges à maintenir le savoir-faire de la pêche. Elle se rappelle les moments de partage avec les voisins et raconte avec joie les moments de convivialité vécus par les familles du quartier à la plage, en toute simplicité et solidarité.





Madame X

« Ce qu'on aime bien faire, nous les personnes âgées, c'est nous réunir pour prier; nous faisons une invitation et nous nous rejoignons dans les maisons pour prier et pour lire la Bible. Nous, les Dominicains, sommes très catholiques et ici à Curaçao nous allons à l'église, il y a même des prêtres qui sont dominicains »



**Capture d'image issue de la vidéo Kana Nos Kosta*





Zuinda

« Ici, les personnes âgées nous nous rejoignent tous les jeudis; nous sommes 70 personnes qui venons de tous les coins, pas uniquement du quartier de Marie-Pampoen, mais de tous les quartiers... Tous les mois je fais un programme, et alors il est distribué, de cette façon les fils et filles savent que leurs mamans ont des activités de sport, ou bien une sortie ou bien un déjeuner »



**Capture d'image issue de la vidéo Kana Nos Kosta*



« Parfois les gens vont s'asseoir là-bas pour prendre leur repas. Parfois on met tout en commun et une fête s'organise, les voisins sortent des chaises et on fait un barbecue. Nous avons des toiles pour la pêche, j'ai des amies, des femmes, trois jeunes filles et moi, qui allons chercher le poisson. Les jours où nous pêchons, nous ne vendons pas, mais nous partageons avec le voisinage » (Maureen).

Maureen soutient aussi une cantine solidaire depuis plusieurs années à St Kitts. C'est un espace dédié à la préparation commune des repas pour certaines familles en difficulté économique et en situation migratoire sensible. Les activités de cuisine en commun se réalisent tous les weekends. L'espace public est alors approprié par les familles, c'est le moment du partage communautaire des repas *criollos* (traditionnels), du jeu de domino et de l'ambiance festive.

Adrey est un autre leader de la communauté. Il a fait de la revendication de la plage comme un espace public pour tous sa lutte personnelle. Il dirige une fondation visant à récupérer la plage depuis maintenant 17 ans. Accompagné par ses camarades, et avec le soutien de certaines organisations locales, il organise des activités sportives pour les enfants à Marie Pampoen. Le réaménagement et l'appropriation des espaces publics tels que des petites places et les rues — espaces publics qui démocratisent l'accès des petits producteurs et artisans au marché touristique — font partie des projets de sa fondation. Son objectif principal est l'aménagement de la plage comme un espace d'appartenance de la population locale, où les familles peuvent se rencontrer et reprendre les activités et jeux traditionnels de l'identité Curaçaoenne, mais aussi comme un espace utilisable pour les activités de tourisme social.

« Le tourisme du futur, dans lequel on investit, doit produire des bénéfices pour nous aussi. Par exemple un des points importants c'est que plusieurs maisons ont des chambres inhabitées, car il s'agit de maisons de personnes âgées. Dans un contexte de tourisme social, ces chambres peuvent être louées à des personnes qui veulent venir ici et vivre un échange culturel et social. Voilà un projet que nous avons » (Adrey).





De tous les hôtes que nous avons eus, Adriaan est celui que nous connaissons le mieux. Il a accompagné le groupe pendant tout le processus, c'est lui qui a organisé et guidé la première promenade dans les quartiers. Il explique, il informe et il n'hésite pas à partager les merveilles de son île.

« Nous sommes engagés pour mener des changements pour les gens, pour vivre mieux et pour une pensée meilleure, pour une pensée différente. Il ne s'agit pas de vivre dans une meilleure maison, mais de construire du bien-être. Ceci est notre objectif, car nous pouvons donner tout dans le monde à quelqu'un, mais si cette personne ne change pas de pensée elle va tout perdre » (Adriaan).

Toutes les personnes rencontrées ont partagé leur vécu avec les chercheurs, dans un entretien formel, dans les contextes de formation, ou les rencontres du quotidien. Cette expérience et ces rencontres constituent une contribution significative à la formation des chercheurs. Ils ont pu constater que la participation citoyenne n'est pas un facteur négligeable dans le processus de projet urbain, car elle peut être un moteur de durabilité et d'appropriation des projets.

POUR DES APPROCHES SENSIBLES ET INTERDISCIPLINAIRES

Les approches ethnosociologiques peuvent apporter des informations complémentaires à un projet urbain participatif, mais aussi des manières alternatives de se représenter l'espace et les projets territoriaux. L'expérience de la *Project Week* de Curaçao a prouvé la richesse des échanges entre chercheurs de formations, disciplines et nationalités différentes, mais montre également que ce type d'échanges représente un potentiel encore largement inexploité.

Autrement dit, il n'est pas nécessaire d'être urbaniste ni autochtone pour partager, comprendre et intervenir sur un projet urbain. De fait, les autres regards ouvrent des possibilités étonnantes, dont la sensibilité et la volonté d'écouter sont les principaux outils. Partout, dans les disciplines spatiales telles que la géographie, l'architecture et l'urbanisme, s'expérimente une recherche du sens social de l'espace. De nouvelles approches sensibles sont de plus en





Maureen

« Parfois, les gens vont s'asseoir là-bas pour prendre leur repas. Parfois, on met tout en commun et une fête s'organise, les voisins sortent des chaises et l'on fait un barbecue. Nous avons des toiles pour la pêche, j'ai des amies, des femmes, trois jeunes filles et moi, qui allons chercher le poisson. Les jours où nous pêchons, nous ne vendons pas, mais nous partageons avec le voisinage »



**Capture d'image issue de la vidéo Kana Nos Kosta*



Adrey

« Le tourisme du futur, dans lequel on investit, doit produire des bénéfices pour nous aussi. Par exemple, un des points importants est que plusieurs maisons ont des chambres inhabitées, car il s'agit de maisons de personnes âgées. Dans un contexte de tourisme social, ces chambres peuvent être louées à des personnes qui veulent venir ici et vivre un échange culturel et social. Voilà un projet que nous avons »

**Capture d'image issue de la vidéo Kana Nos Kosta*



Adriaan

« Nous sommes engagés pour mener des changements pour les gens, pour vivre mieux et pour une pensée meilleure, pour une pensée différente. Il ne s'agit pas de vivre dans une meilleure maison, mais de construire du bien-être. Ceci est notre objectif, car nous pouvons donner tout dans le monde à quelqu'un, mais si cette personne ne change pas de pensée elle va tout perdre »

**Capture d'image issue de la vidéo Kana Nos Kosta*





plus nécessaires pour entamer des processus de compréhension des différentes façons d'habiter et de leur complexité.

Ces nouvelles approches s'appuient nécessairement sur une participation interdisciplinaire à tous les niveaux, qui permet de riches échanges en termes d'information et de méthodologies. Bien que l'accent soit mis sur le développement d'un projet urbain local, il faut permettre un dialogue pluriel tout au long du processus. De cette façon, la construction et l'application processuelle d'outils de collecte de données mèneront à de meilleurs résultats. Cela aura également une incidence sur l'intégration des différentes possibilités de registre et de représentation de l'espace urbain, de son aménagement et de la mise en place de projets territoriaux locaux.

Dans cette perspective, les universités détiennent un extraordinaire potentiel de mise en place d'espaces de réflexion et de dialogue entre les disciplines, les territoires et les acteurs locaux. Il n'est pas nécessaire d'avoir de grands laboratoires : de simples réseaux internationaux de centres de recherche ouvrent de vraies possibilités en termes d'échanges et de développement. L'expérience de Curaçao a montré à quel point même de petites interventions urbaines peuvent avoir une grande signification sociale et apporter une ouverture créative... si tant est qu'elles prennent racine dans le vécu des habitants.

Références

BERTAUX, D. (2010) *L'enquête et ses méthodes : le récit de vie*, Paris : Armand Colin.



Kana Nos Kosta 2012-2015 : une mise en perspective

Claire Simonneau, Bianca de Marchi Moyano, Sofia Saavedra Bruno

Comment une intervention territoriale rapide et ponctuelle s'inscrit-elle dans la durée ? Telle est la question qu'il nous a été permis de poser, à l'occasion d'une invitation renouvelée aux chercheurs pour l'édition 2015 de la *Project Week* Kana Nos Kosta. Celle-ci a permis de réitérer une expérience singulière pour un académique : celle de participer à une action forte de terrain, à travers des moyens d'action qui ne font pas partie du quotidien universitaire conventionnel. Au-delà, un grand intérêt du dispositif est qu'il se tient désormais chaque année. Ces expériences annuelles ainsi offrent un matériau riche, s'inscrivant dans la durée et permettant une réflexion sur les méthodes de la recherche-action et ses implications. Cet article relate l'expérience de 2015, qui prolonge celle de 2012 tout en développant d'autres aspects d'une problématique territoriale complexe. Sans prétendre épuiser le sujet ni réaliser une évaluation rigoureuse, il interroge la méthode d'intervention de l'Architecture Directe¹ (*Arquitectura Directa*) dans ses possibles contradictions et ses effets inattendus sur la durée. Il s'agit en particulier de mettre en lumière quelques pistes de réflexion concernant ses impacts sociaux.

Comme en 2012, l'atelier combinait une mission pédagogique, dans le cadre du master en techniques de construction de l'Université de Curaçao, à un objectif stratégique, celui d'assumer la responsabilité sociale de l'université vis-à-vis de son territoire à travers des propositions innovantes, des interventions physiques dans l'espace public et des actions d'*empowerment* communautaire. À cet effet, l'atelier rassemblait trois groupes pédagogiques : les étudiants et professeurs en ingénierie et architecture de l'Université de Curaçao, les étudiants et un

1 Voir l'article de Sofia Saavedra Bruno « Pedagogical Experiment », p. 31.





professeur de la faculté d'arts intégrés de l'Université San Buenaventura de Medellín (Colombie), ainsi que, pour la première fois dans le cadre de cet atelier annuel, des étudiants et professeurs du centre d'art contemporain de Curaçao, *Instituto Buena Bista* (IBB). Plusieurs individus satellites s'ajoutaient à ces équipes : deux membres du collectif d'architectes Supersudaca, une représentante de l'ONG colombienne FEM et deux chercheuses associées à l'Université catholique de Louvain, Bianca, aujourd'hui professeur à l'*Universidad Católica Boliviana San Pablo* — Cochabamba (Bolivie) et Claire, docteure en aménagement et urbanisme de l'Université de Montréal (Canada). L'ensemble constituait donc un groupe large, hétérogène dans les origines géographiques et disciplinaires — et multilingue —, mais relié par une sensibilité aux problématiques socioterritoriales. Enfin, les organisations sociocommunautaires, impliquées dans ces ateliers depuis plusieurs années, constituaient les partenaires-clés de terrain.

Le site de travail était cette même bande côtière concentrant des enjeux essentiels d'aménagement de l'île. Situé entre le cœur de ville historique, Punda, et une « enclave touristique », faite de complexes hôteliers et de loisirs, le périmètre est constitué de trois quartiers résidentiels et historiquement populaires (Nieuw Nederland, Steenrijk et Marie Pompoen) reliés à trois plages publiques (Ala Kanoa, Boca Simon, Marie Pompoen). L'essor du tourisme de séjour et en particulier le tourisme hôtelier en fait une zone-clé pour certains acteurs économiques. Elle est de ce fait soumise à une pression foncière et immobilière croissante. Le simple parcours à pied le long de cette bande laisse clairement apparaître la progression de la promotion immobilière commerciale (rénovation de maisons coloniales en bureaux et en hébergement touristique) au détriment des maisons d'habitations. Seules quatre plages offrent un accès public à la mer : les trois plages citées précédemment et la petite plage Playa Bonita, découverte au cours de l'atelier 2015. Le projet d'aménagement de la plage de Marie Pompoen, dont l'élaboration a été confiée à un promoteur privé par le ministère chargé du développement économique et le *Tourist Board* de Curaçao, présenté publiquement juste avant la tenue de l'atelier, a



mis en évidence l'importance et l'urgence de questionner les aspects spatiaux, socioéconomiques et environnementaux du futur de cette bande côtière.

La thématique de l'atelier s'est focalisée sur la relation entre l'espace public et l'entrepreneuriat social, dans la perspective de répondre aux attentes des organismes communautaires partenaires. L'accès à la côte, en tant qu'espace physique et ressource pour des activités sociales et économiques (pêche et tourisme), constitue une revendication forte des habitants, alors qu'il est estimé que 50 % de la côte est privatisée à l'échelle de l'île. Cette revendication a représenté une des pierres angulaires de l'atelier, car elle cristallise les contradictions entre d'une part des projets de développement touristique exploitant cette ressource au risque de briser l'écosystème, et d'autre part les pratiques sociales des habitants fortement reliées à la côte et leur attente de profiter d'un certain développement économique.

PROJECT WEEK KANA NOS KOSTA 2015 / SEMAINE D'ATELIER SUR L'ESPACE PUBLIC ET L'INNOVATION SOCIALE

Le format d'une semaine d'atelier (*Project Week*) impose un rythme soutenu pour réaliser les différentes phases d'une intervention urbanistique, du diagnostic à l'intervention physique ou sociale. Rapidement, deux lignes directrices se sont dégagées pour structurer ce travail. Partant du constat que l'accès à la côte constituait la revendication d'aménagement et de développement la plus forte des habitants, mais qu'en même temps des constructions physiques et des choix de développement économique étaient déjà engagés, deux intentions complémentaires d'intervention ont été affirmées : *claim* et *reclaim*. La première ligne directrice, *claim*, affirme les usages existants des espaces publics et encourage l'appropriation des plages publiques et des segments de côte actuellement accessibles par les habitants du quartier. Dans cette perspective, les interventions de l'atelier devaient contribuer à mettre en valeur et à promouvoir les pratiques habitantes de ces espaces d'accès public. La seconde ligne directrice, *reclaim*, s'attache à l'idée d'une reprise de possession





des espaces privatisés, notamment les accès à la côte. Elle a également été motivée par une mise en doute sur le plan légal : et si les complexes hôteliers et constructions immobilières s'avancant jusqu'à la mer étaient illégaux ? Et si les usages des habitants pouvaient être pris en compte ? La seule dimension légale se révélera non suffisante pour justifier une intervention, mais a constitué un élément déclencheur significatif (cf. infra). À partir de ce cadre, les équipes de l'atelier ont conduit des interventions dans plusieurs directions.

Améliorer la qualité des espaces publics

Dans la première perspective, celle d'affirmer les usages existants, plusieurs interventions physiques ont été réalisées sur les espaces publics. Tout d'abord, dans l'idée de valoriser les promenades et la détente sur la côte, du mobilier urbain a été construit et installé sur la plage publique la plus grande du site d'étude, Marie Pompoen. Il s'agit de bancs disposés face à la mer, dont certains sont équipés d'un toit créant de l'ombre. Une pergola a également été montée sur une petite anse le long de la côte, baptisée plus tard Playa Bonita. Cette pergola fait écho à celle construite dans le cadre de l'édition 2014 de l'atelier sur la plage Ala Canoa. Elle constitue un équipement de plus grande envergure, qui peut bien sûr accueillir les mêmes usages que les bancs, mais aussi des activités communautaires, voire socioéconomiques.

L'expérience de la pergola construite en 2014 mérite que l'on s'y attarde, car elle constitue une expérience jugée réussie d'appropriation du mobilier par les habitants du quartier. La pergola est devenue le lieu de restauration des clients de Maureen, une habitante proposant des plats à emporter et dont la maison fait face à la pergola. Mais ce mobilier n'est pas privatisé pour autant : son site agréable (face à la mer, sous la brise), son agencement modulable, l'ombre qu'il procure font qu'il est également utilisé par les différents habitants et groupes du quartier pour se reposer ou se réunir. À titre d'exemple, l'église voisine vient y faire des célébrations. Il apparaît ainsi que le site est pertinent et qu'une véritable interaction avec le quartier se produit.









C'est à partir de cette expérience prometteuse que l'objet « pergola » a été proposé en 2015. Le site choisi, Playa Bonita, permettait de redonner vie à une plage peu connue et apparemment peu fréquentée, et surtout de faire un lien le long de la bande côtière. Depuis cette plage, on a en effet une perspective visuelle sur une grande partie de la bande côtière, jusqu'à la plage de Ala Canoa où se trouve la première pergola.

Revendiquer un usage, contrer la privatisation de la côte, exister dans l'espace public

La seconde ligne directrice d'intervention (*reclaim*) reposait sur l'idée de reprendre possession des espaces privatisés en s'appuyant sur les aspects légaux.

La privatisation de la côte se manifeste en effet de différentes manières. Il s'agit en premier lieu d'une privatisation physique, par des murs, des clôtures autour des hôtels et des plages aux accès réservés aux clients d'un hôtel. En second lieu, elle concerne les points d'accès à la côte et les points de vue sur la mer. Bien mise en évidence par les travaux réalisés en 2012², cette forme de privatisation se matérialise par des portails entre les maisons fermant les passages vers la mer. Bien qu'il existe un règlement indiquant que ces portails doivent être ouverts durant la journée, nous les avons toujours trouvés fermés à clé. Enfin, de manière plus subtile, mais non moins significative, la privatisation concerne le rejet sur la côte de matériaux de construction inutilisés, remblais et autres déchets. Longer la mer à l'arrière des maisons, entre les murs et l'eau, devient un véritable parcours du combattant nécessitant d'escalader des tas de gravats (voir photo ci-contre).

L'idée du *reclaim* avait été suscitée par une suggestion d'ordre légal, relatant une loi obligeant les propriétaires fonciers à garantir un passage d'une largeur de trois mètres le long du trait de côte, largeur correspondant à un sentier emprunté ou créé par des chèvres. Une première étape a donc constitué à vérifier les

2 Voir les articles de Aniss Mezoued « Kana nos Kosta. Récit d'un futur », p.53 et de Sébastien Verleene « La recherche à pied », p.81.





éléments légaux sur lesquels il était possible de s'appuyer. La consultation d'un juriste fut très décevante : selon lui, cette loi n'existe pas et surtout, du point de vue des autorités publiques il n'est pas d'usage de remettre en cause les droits de propriété foncière.

Le projet de reprise de possession physique des espaces privatisés s'est ainsi trouvé avorté, mais en même temps s'est transformé en un projet de reprise de possession symbolique. S'appuyant sur l'image d'un droit d'usage (le passage le long de la mer) hérité des chèvres, il a été décidé de recréer ce chemin à l'aide de dessins : des chèvres cheminant le long de ces murs de propriétés privées, dessinées au pochoir à l'aide de peinture aérosol ont été réalisées (en une nuit !) tout le long de la bande côtière. Créant le lien entre les trois quartiers du site d'étude, affirmant la revendication de la mobilité et de l'accès à la mer, jouant avec les ambiguïtés de la loi, ces chèvres en graffitis ont constitué un geste simple aux impacts forts (cf. infra). Les chèvres constituent en effet un symbole ancré historiquement. Elles auraient été introduites par les conquérants espagnols en 1499 et les chemins tracés par ces animaux seraient les bases des premières routes à l'intérieur de l'île. Souvent aperçues en liberté sur l'île, d'un caractère réputé têtu, elles incarnent des traits de caractère des acteurs de notre territoire : revendicateurs et libres. Mais surtout, elles symbolisent la possibilité d'ouvrir de nouvelles voies.

Accompagnant cette intervention, une photographie panoramique de la bande côtière prise depuis la mer a été réalisée (voir p.146-147 et 153). Elle a permis de retourner la perspective habituelle sur le territoire, proposant une vue depuis la mer plutôt que depuis la terre et suggérant une unité territoriale linéaire (la côte) contrastant avec l'image de morcellement véhiculé par une approche cadastrale et juridique du territoire (la juxtaposition des propriétés foncières littorales).

Le processus de définition de cette intervention, passant du registre légal au registre symbolique, voire politique, illustre également les différentes voies de l'urbanisme comme projet politique et les voies de la contestation sociale.



Prolonger une dynamique communautaire et structurer un potentiel entrepreneurial

Enfin, ces interventions physiques ont été mises en relation avec un projet sociocommunautaire et économique à travers un travail avec les communautés et les acteurs économiques du territoire. Ce travail visait à accompagner des dynamiques communautaires et entrepreneuriales existantes et in fine à armer plus solidement les communautés pour proposer un contre-projet à la privatisation de la côte et au tourisme hôtelier.

Le site de travail bénéficie ainsi de plusieurs dynamiques sociocommunautaires importantes et d'acteurs impliqués dans les éditions précédentes des ateliers : des organisations de quartiers, des concessionnaires de la gestion des plages, des entrepreneurs locaux. Nous avons par exemple déjà mentionné l'excellente appropriation de la pergola construite lors de l'édition 2014 sur la plage Ala Canoa ; la pergola servant à la fois de lieu de restauration au bénéfice Maureen, habitante du quartier et cuisinière, et de lieu de rassemblement communautaire. C'est à partir de cette expérience que l'idée d'une seconde pergola est née en 2015, permettant de ponctuer le site de lieux de détente et de rassemblement, aux usages à la fois économiques et sociaux. Par ailleurs, plusieurs initiatives entrepreneuriales sont en place : dans le quartier de Marie Pompoen, certains habitants louent des studios à des touristes et proposent une expérience au cœur du quartier, bien différente des grands complexes hôteliers ; sur la plage de Boca Simon, le concessionnaire développe un projet de restaurant de plage et de remise en état des infrastructures de jeux communautaires (*bolas*) ; dans le quartier de Nieuw Nederland, un certain nombre de ménages ont reçu des formations à l'entrepreneuriat social. En somme, de nombreux ingrédients sont disponibles pour que ce territoire se constitue en un acteur de poids, cohérent et qui puisse affirmer un contre-projet local face aux projets de développement hôteliers de grande envergure.

Le travail a donc essentiellement constitué en de la concertation, de l'information et de la mise en réseau des parties prenantes et des initiatives existantes. En particulier, la discussion a tourné autour de la possibilité de développer un









tourisme communautaire. En essor à travers le monde, ce dernier s'appuie sur les attentes de certains touristes de découvrir la culture locale et les communautés à travers la vie chez l'habitant, la cuisine ou encore les fêtes communautaires. À Curaçao, une telle offre romprait avec les seules activités de plage et de plongée sous-marine habituellement proposées aux touristes³. Dans cette perspective, les interventions physiques des ateliers de 2015 et précédents constituent autant d'atouts pour les communautés. Par exemple, la narration du chemin des chèvres peut être un socle pour une identité commune à l'ensemble de cette bande côtière, un point de départ pour une image de marque à construire. Enfin, l'atelier 2015 s'est conclu par la signature d'une entente entre les trois concessionnaires des trois plages du site, affirmant la volonté de collaborer sous la forme d'une table ronde (*junta*), pouvant s'adjoindre les conseils d'experts dans les domaines urbanistiques, économiques et environnementaux.

DE LA DURABILITÉ SOCIALE D'UNE INTERVENTION PHYSIQUE PONCTUELLE : DISCUSSION ET QUESTIONS OUVERTES

Le fait qu'une partie de l'équipe participant à la *Project Week* 2015 avait été engagée dans les expériences précédentes, notamment en 2012, mais aussi la continuité maintenue par l'Université de Curaçao à travers la tenue annuelle de l'atelier (donc aussi 2013 et 2014), autorisent une tentative de bilan. Ils permettent en effet d'examiner les interventions et leur évolution dans le temps, à partir des voix diverses. Il ne s'agit pas de comparer rigoureusement les deux situations en 2012 et 2015, mais plutôt de mettre en évidence certains fils de réflexion qui nous semblent féconds. Il s'agit d'une sorte de *feedback* depuis le terrain questionnant l'impact et la durabilité des mobiliers installés en 2012 et plus largement des *Project Weeks* annuelles.

3 Voir l'article de Mario Ciccolecia « Tourisme social : apprendre de la Sardaigne », p.177.



Usure d'un mobilier temporaire et durabilité d'une intervention ponctuelle : la promenade Kana Nos Kosta

En 2012, le contact avec les voisins des quartiers traversés par la promenade Kana Nos Kosta a été très intense, malgré la courte durée des ateliers⁴. La personnalisation, à partir des portraits et des témoignages, des éléments du mobilier de l'intervention a été une stratégie centrale cette année-là. En 2015, se posait donc la question : comment ce mobilier, lié à des personnes spécifiques, a-t-il traversé le temps sur l'espace « public » ?

La reprise du terrain en 2015 a permis de rencontrer une partie des personnes photographiées et qui avaient partagé leur vie avec l'équipe de 2012, et de constater que l'*empowerment* de certains habitants a été approfondi et encouragé. Une bonne illustration de cette dynamique se trouve à Ala Canoa, où les femmes réalisent désormais leurs ambitions de gérer progressivement la plage publique. La mise en scène des visages et des récits, réalisée en 2012 à travers un mobilier devenu partie intégrante du paysage, n'est bien sûr pas l'unique élément déclencheur de cette initiative. On peut cependant poser l'hypothèse que ce processus a aidé à bien positionner leur projet.

Parallèlement, dans les lieux de la promenade à l'intérieur des quartiers, l'impact et le degré d'appropriation du mobilier apparaissent différenciés. Nous retrouvons Zuinda dans sa maison. Elle est assise dans son porche juste à côté de sa photographie, celle qui avait été imprimée en grande taille en 2012 comme élément de signalétique. Elle a préféré garder ce panneau chez elle, car, dans le coin de rue où la photo a été installée, il a été dégradé par le soleil, le vent et les enfants jouant au ballon contre ce mobilier.

Le témoignage de Zuinda ouvre deux pistes de réflexion qui paraissent importantes à suivre. Premièrement, il prouve que les éléments de l'intervention font désormais partie des usages de la rue dans les quartiers. Deuxièmement, il suggère que ces usages sont source de quelques conflits. Afficher un portrait

4 Voir l'article de Patricia Alvarez et Bianca De Marchi « Écouter, voir... Chemin faisant », p.115.





individuel dans l'espace public implique un risque, puisque le rapport de chaque personne avec son image, mais aussi avec ses voisins, est soudain mis en exergue. Jouer au ballon en frappant une publicité montrant l'image d'une mannequin peut paraître un acte banal. Mais lorsque le portrait frappé par le ballon a un nom connu dans le voisinage, cela peut au contraire être ressenti comme une agression. Ce mobilier personnalisé montre ainsi la ligne de tension entre l'idée d'un espace public approprié et celle de l'intimité envahie.

Cette situation permet de réfléchir à la durabilité du mobilier conçu en 2012. En fait, les matériaux utilisés pour construire la signalétique de la promenade ont été pensés dans une perspective de court terme. Le critère le plus important était d'ordre symbolique : il s'agissait de marquer le territoire avec des signes des personnes qui l'habitent. Mais cette idée n'était peut-être pas évidente pour tous les voisins. Souvent, la photographie joue un rôle de mémoire. Il est ainsi possible que l'image personnalisée dans ces lieux spécifiques ait plutôt représenté une promesse de durabilité pour eux. À l'inverse, la pergola construite en 2015 a suscité des controverses. Dès sa construction, les voisins sont venus interroger les participants de l'atelier sur les raisons de cette construction, les modalités de sa maintenance et les activités qu'elle allait accueillir. Réalisée dans la même idée que celle de Ala Canoa, cette intervention s'est confrontée à une dynamique sociale bien différente : cette petite plage, non répertoriée sur les plans de la zone détenus par l'Université, était entretenue par les voisins, mais ces derniers ne semblaient pas enclins à accueillir plus de monde. Ils ont en effet exprimé une réticence marquée devant le fait que la pergola puisse devenir un lieu de rassemblement, de peur des comportements déviants que ce lieu à l'abri des regards pourrait encourager. La réalisation des graffitis de chèvres sur leurs murs en pleine nuit et sans autorisation n'a fait, dans un premier temps, que renforcer ce sentiment de vandalisme. La connaissance assez superficielle des dynamiques sociales microlocales, la primauté donnée à l'impact visuel de la pergola sur son impact social, le temps court de l'intervention empêchant une réelle communication auprès des habitants — et encore plus leur participation ; tous ces éléments sont allés à l'encontre d'une dynamique d'appropriation locale telle que celle observée à Ala Canoa.



En somme, pour proposer un aménagement intégral de la côte comme il est envisagé à l'avenir, il faudra connaître plus profondément les dynamiques sociocommunitaires particulières à chaque plage. On observe déjà des différenciations, entre une communauté organisée à Ala Canoa et Marie Pompoen, des initiatives individuelles et entrepreneuriales à Boca Simon et des attitudes de propriétaires enclins à valoriser leur patrimoine personnel à Playa Bonita. Ainsi, quel serait l'impact d'une intervention similaire à Boca Simon, où existent déjà des projets clairs de mise en valeur, notamment commerciale, de l'espace public ?

La nécessité d'un cadre de gestion local

Dans ce cadre, un des débats à prolonger a trait à la gestion de l'usure du mobilier et à la continuité, la durabilité de l'intervention. Comment garantir la participation des usagers, voire leur implication dans la gestion des lieux ?

Premièrement, ces interventions amènent à s'interroger sur l'appropriation par les habitants des lieux, objets et images de l'espace public. Il est fascinant de constater à quel point de petites interventions, tels les terrains de football miniatures, ou l'œuvre « *Limpi bo mierda*⁵ » de Philippe Zanolino, ont engendré des changements de comportements notables parmi les habitants. Par exemple, l'espace autour de la peinture de Philippe Zanolino a été nettoyé immédiatement après l'installation de l'œuvre et continue de l'être. Récemment, les habitants ont même demandé à effacer le message « *Limpi bo mierda* » en gardant seulement le dessin, comme si le temps où cet espace public était délaissé est révolu.

Deuxièmement, les controverses qui se sont tenues autour des interventions à Playa Bonita illustrent parfaitement une contradiction inhérente aux ateliers *Project Week* : la rapidité de l'intervention empêche la mise en place d'une communication minutieuse, d'un cadre de concertation et a fortiori d'un comité de gestion. Ceci étant dit, cette temporalité courte de l'intervention ne condamne pas les réalisations à être délaissées par le voisinage. On peut

5 « Nettoyez votre merde ! »





aussi faire l'hypothèse que la contestation, réaction initiale des voisins de la Playa Bonita, constitue un premier signe d'implication dans l'aménagement de l'espace.

Dans ce cadre, le travail sur un cadre de gestion avec les acteurs locaux proposé en 2015 est fondamental, non seulement dans une perspective de créer un espace de proposition socioéconomique, mais aussi dans la logique d'articulation des interventions annuelles proposées par l'Université de Curaçao. À partir d'un tel cadre, il est en effet possible d'imaginer un espace de concertation et de participation dans la conception des projets d'intervention, en approfondissant l'idée de recherche-action. Le fait que l'atelier soit annuel est également une chance de créer une structure locale pérenne qui puisse accompagner les interventions ponctuelles réalisées dans le cadre des ateliers et ainsi assurer leur gestion, leur continuité et leur éventuel ajustement.

L'importance de l'organisation locale est donc avérée. L'atelier 2015 a repris et mis en valeur des leaders locaux et a proposé l'organisation d'une *junta*. Cette initiative laisse penser que la coordination des quartiers reliés par les promenades *Kana Nos Kosta* et *Kamino Di Kabrito* pourrait s'appuyer sur un dispositif similaire (ou l'élargissement des compétences de la *junta*), qui permettrait notamment une mise en cohérence politique et territoriale de ces deux tracés.

En somme, la mise en perspective des deux expériences de 2012 et 2015 permet de soulever les enjeux propres à ce mode majeur d'intervention dans les domaines de l'architecture, du design et de l'urbanisme : les ateliers ou « charrettes ». D'un côté, porteur d'une force d'action intéressante, se positionnant en dehors du cadre parfois contraignant des politiques publiques ou de la loi, un tel dispositif crée les conditions pour l'innovation et dans une certaine mesure l'adhésion immédiate des populations à une intention commune. De l'autre, ils créent des attentes (l'existence dans l'espace public par exemple), des besoins (de maintenance notamment) et parfois des points de tensions (illustrés dans tout cet article). Ces derniers ne peuvent être évacués sous prétexte du court terme de l'atelier, notamment car ils peuvent être le point de départ de la formulation





d'un projet commun. En ce sens, le rythme annuel des ateliers à Curaçao donne un rôle pivot à l'université, fait d'incursion ponctuelle au cœur du territoire et de structuration progressive des revendications et des dynamiques locales.



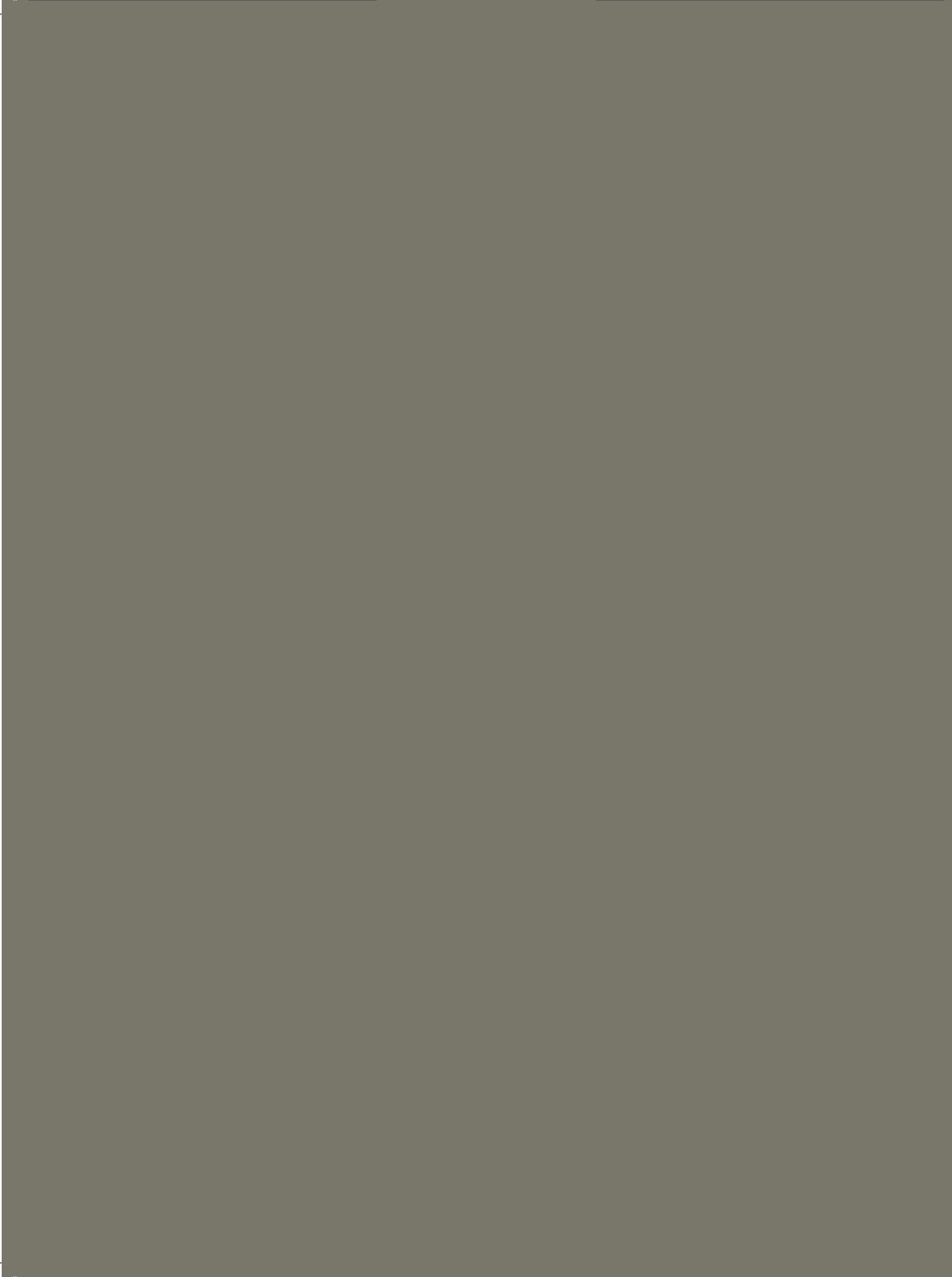




2

Regards d'ailleurs







Le paysage, une valeur collective, un outil pour la planification participative du territoire

Éclairages d'Argentine

Roselyne de Lestrangé

C'est en tant que puissant outil de participation pour un projet de territoire qu'on aborde ici la thématique du paysage¹.

La première partie explique pourquoi et comment il est intéressant de l'intégrer dans un processus de projet de territoire, qu'il s'agisse d'« Urbanisme Social » comme à Curaçao, ou d'un projet de planification stratégique régionale. La deuxième partie illustre ces propos par trois exemples tirés de l'expérience professionnelle de l'auteure en Argentine. Ces expériences de planification participative depuis le paysage sont remarquables en ce qu'elles ont initié des dynamiques sociales et culturelles en faveur d'une réelle implication des habitants dans la planification à diverses échelles. L'intérêt de ces exemples réside aussi dans la diversité des types de mobilisations qu'elles relatent. On

-
- 1 Cet article reprend une intervention destinée d'une part aux étudiants antillais et colombiens (en architecture, design et direction de chantier) participant à la *Project Week* 2012 « *Public Space* » de la UNA, et d'autre part aux membres d'associations de quartiers, fonctionnaires et communicateurs sociaux participant au même moment également à la UNA au workshop « *urbanismo social* ». La thématique du paysage étant très inhabituelle dans l'approche traditionnelle de la question territoriale à Curaçao, on n'a pu faire l'économie d'introduire des notions de base, reprises volontairement dans cette version écrite, car elles sont également des fondamentaux de notre approche du paysage comme outil de projet de territoire. A contrario, on a volontairement limité les développements conceptuels qu'auraient pu appeler les thématiques abordées, l'objectif étant que les auditeurs puissent s'approprier facilement l'idée de travailler avec le paysage, ici mobilisé en sa qualité d'outil de médiation.





croisera ainsi des acteurs publics qui fédèrent les habitants, ou des habitants qui s'associent aux acteurs publics pour inventer des nouveaux modes de faire l'espace public. La troisième et dernière partie présente la naissance d'un collectif qui, d'autant plus légitime que personne ne croyait qu'une telle fédération d'habitants traditionnellement opposés par des conflits puisse exister, réussit à impulser un projet de territoire.

QUELQUES ARGUMENTS DEPUIS LA THÉORIE

Pourquoi travailler avec le paysage dans un projet d'Urbanismo Social ?

Arrêtons-nous d'abord sur la définition même de paysage. Il n'est pas nécessaire d'entrer dans des débats de théoriciens, pour se rendre compte que nous en avons tous une définition peu ou prou différente, selon notre histoire personnelle et nos origines culturelles. En fait, cette notion peut s'aborder par deux grands registres, complémentaires. Celui de l'expérience, de la perception : le registre phénoménologique ; et celui du projet.

On considère que, dans le registre phénoménologique, chaque définition de « paysage » est valide puisque chacun invente et réinvente le paysage – le crée – au moment de le percevoir. Ainsi ce qui est un beau paysage pour les uns sera un paysage laid pour d'autres ou encore ne sera pas un paysage.

Mais dans le cadre du projet, le concept doit être suffisamment précis de façon à ce que sa mobilisation par les différents acteurs puisse mener effectivement à une action sur le territoire. Dans ce cas, la définition de référence que l'on suggère est celle de la Convention européenne du paysage : « "Paysage" désigne une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations » (Convention européenne du Paysage, 2010, ch1, art-1a).

Elle pose avec concision et précision les dimensions principales, complémentaires et irréductibles les unes aux autres du paysage : l'étendue, la nature, la culture, la perception, le processus et la relation. On insistera particulièrement, étant



donné le contexte — une réflexion sur la participation — sur les dimensions perceptive et culturelle du paysage. Elles signifient qu'un espace n'est pas en soi un paysage, même s'il est étendu, plus ou moins naturel, etc. Le paysage c'est la perception que nous — personne, communauté, société — avons de cette réalité « ville » ou « campagne ». De ce fait, il est la manifestation et la condition du lien affectif des gens avec leur espace de vie. Pour cette raison, c'est un élément fondamental pour un projet d'aménagement de l'espace habité qui veut être fait pour et avec ceux qui l'habitent !

Que peut apporter le paysage à un tel projet ?

Une fois encore, sans rentrer dans les nombreux débats théoriques et conceptuels, on peut identifier des raisons simples et solides. On vient de voir que le paysage est :

- > une perception d'une personne ou d'une communauté, donc c'est culturel ;
- > d'une portion de territoire sculptée par la nature et les marques successives des modes de vies des sociétés, donc c'est social ;
- > étant culturel et social, il fait partie de l'identité des communautés ;
- > il informe sur les liens qu'ont les gens avec leur espace de vie, sur les valeurs qu'ils donnent à leur territoire (notion de paysage comme *bien commun*) ;
- > par conséquent, c'est un thème qui mobilise les gens : individus, pouvoirs, communautés ; pour protéger, restaurer, développer, ce qu'ils n'appellent pas toujours paysage, mais qui est de toute façon une portion de territoire à laquelle ils s'identifient et avec laquelle ils ont une relation pas seulement d'usage, mais aussi sensible.

Tout projet de territoire touche au paysage :

- > soit directement parce qu'il modifie l'espace ;
- > soit indirectement parce qu'il modifie les usages et les coutumes.

En conséquence, le prendre en compte dans un projet de territoire permet, du point de vue social :





- > d'anticiper et d'éviter des conflits résultant de la modification du cadre de vie ;
- > de mobiliser les habitants autour du projet à travers une thématique à laquelle ils sont sensibles ;
- > de travailler à partir du lien sensible qui existe entre l'espace sur lequel projeter et les personnes à qui est destiné le projet ;
- > de rendre possible une meilleure appropriation du projet.

En ce sens, on citera une initiative lancée en Argentine, « Paysages Possibles »². C'est un forum qui invite les gens à raconter comment ils voudraient que leur paysage évolue. Les attentes suivantes y apparaissent, preuve de la dimension culturelle, voire presque idéologique, de la notion : bien-être individuel et collectif, développement économique durable, renforcer l'identité locale et sensibiliser la population aux valeurs collectives, améliorer la résilience des territoires, la biodiversité, optimiser l'administration du territoire en articulant des champs en général séparés (écologie, culture, urbanisme, agriculture...), etc.

L'exemple du paysagisme social

Toutes ces valeurs d'identité, d'appropriation, de médiation, sont les fondements sur lesquels se développe dans le sud de l'Amérique le mouvement du « *Paisajismo Social* », en résonance avec celui de l'*Urbanismo Social* que connaît le nord du sous-continent. Ce mouvement considère que les personnes impliquées dans un lieu ou un paysage qu'elles font exister ont un *droit de participation* aux projets les concernant.

Dans cette suite d'idées, intégrer le paysage à un projet de territoire de façon participative devient une forme de démocratie en actes (Márquez, 2011, p. 38).

La méthode consiste à associer les habitants aux projets notamment d'espaces publics à travers des ateliers participatifs, leur réelle intégration à la prise de décision, selon les cas à la construction, et dans tous les cas à la gestion du site. L'idée est de transformer une situation souvent problématique, voire

² paisajesposibles.blogspot.com



conflictuelle (le délabrement ou le manque d'espace public dans les quartiers populaires), en une mobilisation positive pour la communauté, et instaure un espace de dialogue avec les pouvoirs publics à long terme.

Précisons tout de même que tous les contextes ne peuvent donner lieu à un tel processus. En particulier, rien ne sert de forcer une coproduction si on sait qu'elle ne donnera pas lieu à une gestion participative. L'engagement de la communauté dans le long terme est indispensable, et c'est là que l'accroche par le paysage peut devenir stratégique.

Intermède de contextualisation

L'idée de «paysagisme social» (comme celle d'«urbanisme social» qui faisait l'objet de notre présence à Curaçao) peut paraître incongrue, voire quasiment un pléonasme dans un contexte européen. Elle est à replacer dans des contextes où la notion de paysagisme renvoyait jusqu'il y a peu à l'idée d'exclusivité ou de privilège, et où la pratique de la participation restait marginale, dans une culture de projet souvent déterministe, et dans une société à forte fragmentation sociospatiale.

En témoignent les conditions de base qui font l'identité du groupe de travail de paysagistes sociaux de Buenos Aires : «volonté politique tant de la part des acteurs publics que communautaires, volonté de collaboration entre l'acteur public et les communautés, accepter l'idée de changement dans la gestion, travailler avec tous les niveaux d'intervenants publics (décision, technique, gestionnaire) et la société civile depuis le début du projet, définition des priorités de la part de la communauté, échange d'informations entre la communauté et l'acteur public » (Darquea Sevilla in Marquez, 2010, p. 33).

Le tableau suivant propose, pour éclairer ce contexte, une comparaison entre la planification traditionnelle telle que pratiquée à Buenos Aires, et la planification stratégique que proposent les défenseurs du paysagisme et de l'urbanisme sociaux.





Fig. 10 : Planification traditionnelle et planification stratégique (d'après Márquez, 2011)

Planification traditionnelle	Planification stratégique
Planification par objectifs	Planification qui considère les problèmes locaux
Plan de l'équipe de planificateurs	Plan de l'équipe de lancement du processus et des acteurs en lien avec le site
Objectifs déterministes	Prévisions qui considèrent la gouvernance et/ou la prise de décision
Diagnostic objectif	Diagnostic ou analyse contextuelle
Plan avec une seule option	Plan avec scénarios avec plusieurs possibilités
Basé sur le calcul technique	Calcul technico-politique
Considère les acteurs avec des intérêts comme des agents passifs	Considère les acteurs avec leurs intérêts en jeu comme agents actifs
Théorie de contrôle d'un système	Théorie de participation à un jeu d'acteurs

Quelques indications pour travailler avec le paysage dans un projet de territoire

On évoquera d'abord des conditions « cadre », qui sont de l'ordre de l'outil, mises au point pour qu'un projet à partir de et sur le paysage — et la gestion qui en découle — soit possible³. Il est entendu que selon les contextes, ces conditions seront plus ou moins en place. Leur absence n'empêche pas de lancer une dynamique de projet, mais un des objectifs de ce dernier sera alors de penser aux conditions progressives de leur mise en place. On est toujours dans l'idée d'un processus, d'une co-construction progressive.

Ces outils peuvent être des normes qui définissent un cadre aux actions possibles sur le paysage. Si elles n'existent pas, elles peuvent être esquissées par des groupes de travail (juristes, ONG) et des forums publics de débat.

Ils peuvent aussi être des instruments de planification : chartes, contrats de gestion participative, etc. Parmi ces derniers, la charte de paysage telle que développée en France puis en Europe depuis les années 1990 nous semble pouvoir apporter des pistes intéressantes à un projet d'urbanisme social. C'est un outil

3 Les éléments qui suivent sont destinés à des contextes où les politiques de paysage « ordinaire » sont inexistantes ou peu développées.



de gestion du paysage à échelle régionale. La participation y est fondamentale. Le processus de construction de la charte, qui mobilise fondamentalement les gens qui vivent dans les paysages concernés, réveille leur regard sur leur espace de vie, questionne leurs identités. Les gens prennent conscience du point auquel ils sont acteurs de l'évolution de leur territoire et peuvent l'influencer. Cela crée des mobilisations sociales qui ensuite influencent des décisions de politique publique de gestion territoriale. Donc la charte est un outil qui utilise le paysage comme médiateur de la relation entre une société et son espace de vie. Les chartes sont des instruments collectifs et volontaires d'engagement en faveur du paysage, une feuille de route sur le paysage souhaité, avec des engagements multiacteurs où objectifs, actions et priorités sont décidés en concertation. [...] Les savoirs techniques se conjuguent avec l'opinion des acteurs sociaux, pour former des propositions consensuelles et concrètes sur l'action publique et privée à mettre en place (Márquez, 2011, p. 128).

Il y a ensuite des conditions qui concernent les acteurs : une société prête à se mobiliser pour son cadre de vie, et des fonctionnaires formés aux dimensions physiques et sociales du paysage, et faisant preuve d'un compromis éthique envers la société sans lequel la gestion du paysage comme valeur collective n'est pas possible. En Argentine par exemple, un travail pédagogique dans ce sens est en cours auprès des fonctionnaires concernés par la gestion du paysage.

Que ces conditions soient réunies ou non, le projet de paysage a des méthodes de travail qui peuvent de toute façon servir à un projet d'urbanisme social :

- > La première est d'appivoiser l'incertitude. Elle est inhérente à l'idée de paysage puisqu'il est vivant, et elle suggère une approche du projet comme étant un processus ouvert. Cela nous mène à considérer que le territoire est également vivant — ce n'est pas une matière inerte — et qu'un projet de paysage, ou de territoire qui mobilise le paysage, ne doit par conséquent pas tendre à l'implantation d'un résultat fixe, mais à celle d'un processus adaptable, dont le cadre est donné par un concept, une vision de territoire. On touche ici la dimension processuelle constitutive de la notion de paysage.





- > Enrichir l'analyse classique des caractéristiques physiques du site par celles de ses qualités sensibles et éco systémiques (matières, lumières, couleurs, lignes, volumes, écosystèmes) ;
- > Déchiffrer les pratiques qui le dessinent, en observant comment le mode de vie des gens s'inscrit dans l'espace ;
- > Comprendre les *identités paysagères* à travers des entretiens avec les acteurs du territoire (habitants, acteurs publics, propriétaires...) pour voir quel lien sensible ils ont avec leur territoire de vie. Les souhaits qui peuvent émerger de ces entretiens sont autant de pistes de projet. De plus, la prise de conscience du paysage comme identité collective peut permettre par la suite une mobilisation participative sur la gestion du territoire. On pense par exemple à un travail d'enquête réalisé en Argentine (de Lestrang, 2010), dans un quartier de la capitale, où on a cherché à comprendre les liens des habitants avec leur territoire de vie. Malgré des appartenances sociales très diverses et souvent conflictuelles, nous avons pu apprécier que les gens partageaient les mêmes valeurs, dénonçaient les mêmes problèmes, appréciaient les mêmes qualités dans le paysage. Les autorités communales ont pris conscience des potentialités de mobilisation sociale et de collaboration avec les habitants que cela représentait : gestion participative des petits espaces publics, entretien de chemins, jardins productifs communautaires, protection d'usages traditionnels de certains sites, amélioration de la qualité de l'environnement par l'aménagement communautaire de corridors écologiques, etc.

EXEMPLES DE PROJETS PARTICIPATIFS INITIÉS DEPUIS LE PAYSAGE EN ARGENTINE

Comme on l'a vu plus haut, le paysage peut être plus ou moins urbanisé, patrimonial, naturel, etc. Écrivant dans le contexte de la *Project Week 2012* «*Public space/Urbanismo social*» de la UNA, on présentera ici des cas de mobilisation à propos de composantes du paysage urbain que sont les espaces publics et ouverts.

Comme on le verra, que ce soient les pouvoirs publics ou les habitants qui initient l'action, sa condition de réussite dépend fondamentalement de leur collaboration.





Le cas du parc de flore indigène Quinquela Martin, la Boca, Buenos Aires

Ce parc, qui articule admirablement les dimensions paysagère, environnementale et sociale, est aujourd'hui l'un des plus fréquentés de la capitale argentine⁴. Né d'une initiative populaire, il est devenu une référence en termes de planification participative (voir p.172).

Voici l'histoire ! Elle se déroule dans le fameux quartier populaire de La Boca, très touristique et en même temps très sensible socialement parlant. Pendant des années, des associations de voisins demandent qu'une ancienne plage de manœuvres ferroviaires de quatre hectares soit transformée en parc. Ce dépôt de containers est en effet ressenti comme un espace négatif par le quartier. Comme le gouvernement n'a aucun projet le concernant, la méthode à suivre consiste à lancer une initiative populaire législative, c'est-à-dire créer une question parlementaire à la Ville de Buenos Aires. Ensuite, la demande doit passer par un double vote et une audience publique, avant de pouvoir donner lieu à une loi ordonnant le réaménagement du site. Réunissant plus de 17 000 signatures, les habitants réussissent à passer la première étape. Après quelques échecs, la loi d'initiative populaire est finalement votée en 2004 (loi n° 1464). La même année un processus participatif est lancé par le gouvernement, et le parc ouvre ses portes en 2006.

Ce processus a suivi une méthodologie très précise, mise au point et dirigée par le médiateur urbaniste Fabio Marquez, mandaté par le gouvernement. Son rôle est de créer un espace de dialogue et de travail réunissant ceux qui gèrent la ville et ceux qui la vivent, et ce, sans hiérarchiser les droits et/ou devoirs des uns et des autres. Marquez organise sa mission en six phases, chacune ayant des objectifs en termes d'actions et de production :

- > analyse du contexte (dont celle de la demande des habitants) ;
- > diagnostic participatif ;
- > design participatif ;

⁴ Cas d'étude présenté à partir de la référence : Márquez, 2011.





- > construction ;
- > gestion participative ;
- > vérification d'usage.

Elles donnent toutes lieu à des ateliers participatifs qui suivent un déroulement également précis : présentation des résultats de la phase précédente, objectifs de l'atelier, groupes de travail, mise en commun et définition de consensus et actions à entreprendre pour les étapes suivantes. Les méthodes de communication, de présentation, de conformation des groupes et d'animation des débats sont également précisément pensées. On ne reprendra pas ici toutes les étapes du processus, bien qu'elles aient toutes leur importance ; on retiendra néanmoins quelques points.

Le travail de communication sociale, pour commencer, est la base de tout le processus. De son adéquation au contexte et de sa capacité à convaincre (« ma présence peut faire la différence »...) dépendra en grande partie le succès du projet. La mobilisation à long terme des habitants, en revanche, dépendra de la deuxième phase (diagnostic participatif) : « faire un diagnostic, c'est initier le changement ». La composition de l'équipe en charge est donc stratégique : un coordinateur, un responsable de la dimension participative du projet, un autre de la dimension matérielle et technique.

Dans la phase de design, Marquez souligne l'importance d'arriver à un consensus et non à un vote du programme et de son implantation, pour assurer un sentiment de production collective, et par la suite une meilleure appropriation de l'espace aménagé. Cela se fait notamment à travers la création d'une entité stratégique : la Table de Travail et de Consensus (*Mesa de Trabajo y Consenso*, MTC). Son rôle est d'instaurer une planification citoyenne continue. Cette entité, dont la figure est née d'une autre expérience de co-construction d'un espace public à Buenos Aires, gère des questions de maintenance, de lien entre habitants et administration et d'organisation d'évènements.

La phase de construction commence par un évènement festif où le projet et les équipes d'ouvriers sont présentés aux habitants, qui ainsi peuvent s'approprier



le changement en cours même s'ils n'ont pas pu participer à son processus depuis le début. On instaure un point d'information continue sur l'avancement des travaux en général et la gestion des budgets en particulier.

Dans la cinquième phase (gestion), le travail de la MTC est fondamental, pour maintenir dans le temps les objectifs du projet, et faire le lien avec le responsable public chargé de l'entretien de l'espace, qui souvent n'a pas participé à sa construction et est moins sensible à ses enjeux sociaux.

Enfin, la vérification de l'atteinte des objectifs se fait en général de un à trois ans après la fin des travaux. Elle permet le cas échéant d'intégrer des propositions de changements d'usages ou de type de gestion. Dans tous les cas elle permet d'ancrer la vision collective.

Dans ce *Parque Flora Nativa*, deux éléments de design amenés par les habitants montrent à quel point le paysage local et ordinaire est important pour les habitants et, ce faisant, peut être un bon élément de mobilisation.

Le premier élément est la demande émanant des habitants de n'utiliser que la flore indigène, à l'inverse des autres parcs publics de la capitale réputés pour leur design à la française ou à l'anglaise et leur riche flore exotique. De cette façon peu anodine, les habitants de La Boca, première destination touristique du pays, ont voulu revendiquer leur identité locale. Une des conséquences imprévues de ce choix a été l'amélioration notable de la biodiversité dans le quartier. Au bout du compte, c'est une nouvelle identité collective autour de l'environnement qui s'est cristallisée dans ce parc. Il reçoit aujourd'hui des écoles de toute la capitale, pour des séances d'éducation environnementale.

Le deuxième élément de design populaire concerne la voie de chemin de fer qui longe le site. Les habitants ont insisté pour qu'elle reste visible, à l'inverse de la municipalité qui préconisait de le camoufler par des grillages plantés. Le train s'est révélé être pour les habitants un marqueur du paysage, inséparable de l'identité portuaire du quartier.





Cette anecdote témoigne du fait que la valorisation collective du paysage en général et du paysage urbain en particulier, peut surprendre, voire être opposée à l'image préconisée par les professionnels du projet. Ces marqueurs de l'identité collective font partie de cette *âme des quartiers* qui fait de la ville un lieu désiré.

La figure de la paysagiste sociale. Liliana Apfelgrün

La deuxième histoire est celle d'une architecte travaillant au sein de l'Institut de logement du gouvernement de la province de Buenos Aires, qui va mobiliser des habitants pour participer à l'amélioration de leur cadre vie, et engager les municipalités dans leur sillage.

Sa charge lui fait côtoyer quotidiennement la dégradation des quartiers populaires périphériques, en particulier celle de leurs espaces publics, ainsi que le grand isolement physique et social de leurs habitants. En parallèle, elle observe que dans ces quartiers la tradition des promenades dominicales dans les parcs du centre-ville se maintient, malgré les heures de transport en commun que cela représente. Il est donc urgent d'attaquer le problème de la médiocrité et du manque d'espaces publics. Liliana organise alors des actions de « paysage direct » qui consistent à nettoyer, réaménager ou construire des espaces publics avec les habitants, grâce à des fonds qu'elle obtient de fondations ou des municipalités.

Trois sessions de travail participatif in situ pour concevoir l'espace sont organisées avec l'aide de ses étudiants architectes de l'atelier « paysage urbain ; paysage et engagement », de l'Université de Buenos Aires. Une fois le plan consensuel prêt, les voisins réalisent le chantier en un ou plusieurs week-ends. Chaque arbre a un parrain, en général un enfant, qui s'engage à le soigner. Cet engagement est scellé très officiellement par la municipalité qui remet aux parrains un diplôme que l'on retrouvera également sur l'arbre. Y sont repris les caractéristiques de la plante, les coordonnées du parrain, et l'engagement de la communauté à diffuser l'initiative dans les quartiers voisins.

Les résultats de ces actions sont sensibles : les communautés s'approprient mieux leurs espaces publics, les respectent (la place, qui n'était « à personne »





est devenue « à tout le monde »), et les municipalités acceptent en conséquence d'investir un peu plus dans leur équipement.

Pour garantir que cette dynamique perdure, l'architecte, qui est aussi paysagiste, donne des cours de jardinage pour les adultes le soir et dans les écoles de ces quartiers. Au bout de quelque temps, son initiative se voit appuyée par le gouvernement qui l'intègre à un Programme d'Amélioration des Quartiers. C'est ainsi qu'elle peut former des jardiniers et les aider à retrouver un emploi. Sa formation proposant également une initiation à l'environnement, une évolution des comportements quant à l'utilisation de l'eau et au recyclage des déchets se met peu à peu mise en place. Dernièrement, voyant cette dynamique vertueuse, le gouvernement de la province a décidé de créer une charge publique de « paysagiste social » pour appuyer et diffuser ce genre d'initiative.

Une mobilisation citoyenne pour le grand paysage. Tigre, Buenos Aires

Ce dernier exemple est celui d'habitants qui, pour des raisons diverses et parfois opposées, se sont mobilisés pour défendre leur paysage et ont réussi à mettre en marche au niveau provincial un processus de planification participative, sur un territoire de 360 km². Cette histoire montre la capacité de « simples » habitants à mettre en marche un véritable projet de territoire.

Cette initiative a lieu dans le contexte d'une métropole de presque 15 millions d'habitants, qui ne cesse de s'étendre. Depuis les années 1990, un phénomène de « ghettoisation » s'y développe très rapidement. Des zones de grande pauvreté surgissent autour des nouveaux « *barrios cerrados* » (*gated communities*), enclaves de richesse qui sont parfois de véritables villes dans la ville. Ce phénomène est particulièrement impressionnant dans le nord du Grand Buenos Aires, dans la municipalité de Tigre dont le paysage exceptionnel attire ces quartiers fermés comme des mouches. Tigre est en effet au bord d'un immense delta, réserve mondiale de la biosphère (des milliers de km² d'îles subtropicales pour la plupart non habitées), paysage d'autant plus spectaculaire qu'il se trouve aux portes d'une mégalopole (voir p. 172).





Les quartiers fermés, qui en viennent à privatiser une surface équivalent à deux fois et demie celle de la capitale, sont aménagés sur des terres inondables ou agricoles au bord du Delta.

Ces dernières hébergeaient principalement une agriculture maraichère, des hameaux d'ouvriers agricoles et de pêcheurs. Elles appartenaient donc à un système d'économie locale, alimentant en fruits, légumes et produits de la pêche les marchés de la capitale.

À l'intérieur des nouveaux quartiers privés de Tigre, des lagunes ont été aménagées pour dessiner des paysages intérieurs d'inspiration... exotique, tout en surélevant le niveau des terres à construire pour les protéger des inondations régulières qui caractérisent l'écosystème des terres riveraines du Delta. Cela se fait au moyen de grands mouvements de terres et de création de canaux, qui modifient toute l'hydrologie de la zone, provoquant des inondations là où il n'y en avait pas, isolant des hameaux qui n'ont plus accès au réseau de distribution d'eau ni même de transport public. Les pêcheurs sont alarmés par le brutal changement de conditions écosystémiques que les aménagements des nouveaux quartiers provoquent. Entre ex et nouveaux habitants de Tigre, les conflits s'installent. Les tensions sociales se durcissent, les habitants traditionnels considèrent qu'on les a spoliés de leurs moyens de subsistance, en plus de détruire ce paysage qui fait l'orgueil de toute une nation et dont eux sont les artisans.

Pendant ce temps, dans les quartiers fermés, un nouveau marché s'installe : celui des « *jardins design* »... qui ont besoin d'un entretien soutenu. C'est souvent, et assez naturellement, les ex-ouvriers agricoles de la zone, et les habitants des îles reconvertis comme jardiniers, qui se chargent de ce travail. Ils connaissent bien cette terre et savent comment soigner les plantations dans ce milieu très particulier; un dialogue se noue entre ex et néo-ruraux, les a priori réciproques diminuent, jusqu'à prendre conscience qu'ils sont soumis aux mêmes problématiques :





- > pollution des eaux du delta : odeurs pour les uns, problèmes sanitaires pour les autres, ou encore perte d'une ressource économique ;
- > détérioration des paysages : baisse de la valeur des terrains et de l'attraction touristique pour les uns ; perte d'une source de travail pour les autres ;
- > densifications de la zone : problèmes de mobilité pour tous ; perte du caractère ouvert du paysage pour les uns ; isolement physique et social croissant pour les autres ;
- > etc.

Peu à peu, des initiatives locales de lutte — par exemple pour empêcher une urbanisation fermée dans une île du Delta, pour demander l'approvisionnement en eau d'un quartier, ou encore mettre en place une ligne de transport public et désenclaver un hameau — joignent leurs forces. Elles s'organisent, convoquent la presse, et commencent à avoir un certain pouvoir de mobilisation.

Des actions qui vont de la « guérilla de jardins » au blocage de grands projets immobiliers se multiplient, et atteignent de plus en plus souvent leurs objectifs. Elles vont en général dans le sens d'un ralentissement de l'urbanisation par enclaves, de l'interdiction de privatiser le littoral, et d'une protection des paysages culturels et naturels de Tigre.

Finalement, une assemblée citoyenne est créée. Son objectif est d'obtenir que le gouvernement lance un processus de planification soutenable de ce territoire, qui prenne en compte ses cultures, paysages, modes de vie traditionnels, qui protège la biodiversité (le delta est une réserve mondiale de la biosphère), et enfin qui interdise l'urbanisation du delta. Dix ans de travail de cette assemblée commencent à donner des fruits :

- > la municipalité de Tigre lance un processus participatif pour un plan de gestion de son territoire ;
- > le gouvernement de la Province lance un projet de loi pour protéger le Delta, qui se construit à travers un forum de débat public sur internet.

Dans ce cas du Delta de Tigre, on observe un paradoxe intéressant. Le paysage a d'une part fait naître un conflit concernant la gestion d'un territoire







(les aménagements « paysagers » d'acteurs privés détériorent un paysage emblématique, et détruisent le mode de vie qui le maintenait vivant), et d'autre part c'est autour de sa sauvegarde que les communautés se sont mobilisées, jusqu'à lancer un processus participatif de planification du territoire.

CONCLUSION

Notre objectif, à travers ces récits d'expériences et réflexions méthodologiques, a été de proposer le paysage comme moyen efficace pour mobiliser les divers types d'acteurs d'un territoire dans un projet le concernant, que ce soit à l'échelle d'un quartier ou d'une région urbaine. Cette mobilisation est une condition de base du projet : pour paraphraser Cortazar quand il dit qu'*un pont, c'est un homme traversant un pont*⁵, nous pensons qu'*une ville, c'est des gens qui vivent la ville*. Un projet sur celle-ci, que ce soit depuis le paysage, l'urbanisme ou l'architecture, ne peut donc se faire qu'avec *ces gens qui la font*. Ce qui a une double conséquence : un projet sur le territoire ne peut qu'être *social et coconstruit*. La qualité médiatrice du paysage peut aider à mettre en place cette dernière condition même dans des contextes où il n'existe pas de politique paysagère. C'est alors, comme on le voit dans l'exemple du Delta de Tigre, la dimension identitaire de la notion qu'il faut mobiliser.

Nous terminerons cette contribution à la *Project Week 2012 « Urbanismo Social/ Public Space »* à Curaçao avec une réflexion rétrospective sur les apprentissages en termes de recherche. Notre participation à ce projet, en marge de sa dimension pédagogique, était guidée par la volonté de confronter nos questionnements sur le phénomène de métropolisation à un terrain qui en est un témoignage exceptionnel. Dans un tel contexte, où le territoire et les modes de vie qu'il permet résultent d'un rapport de domination extrême entre des logiques globales et locales, peut-on encore proposer de faire la ville avec TOUS ceux

5 «Porque un puente, aunque se tenga el deseo de tenderlo y toda obra sea un puente hacia y desde algo, no es verdaderamente un puente mientras los hombres no lo crucen. Un puente es un hombre cruzando un puente, che.» Julio Cortazar (Libro de Manuel).





qui la vivent? Quel type d'action pourrait permettre d'initier des dynamiques d'émancipation du territoire local par rapport à la logique globale?

Si chaque membre de l'équipe s'est saisi de ces questions depuis son expertise et sa sensibilité, nous avons en commun d'avoir abordé le terrain en termes de système. En tant que paysagiste, ce sont les principes de continuité (entre les échelles d'espace et de temps), d'inversion territoriale et de désobéissance issus de la pensée paysagère qui nous ont aidés à penser ce territoire. En termes de projet, nous avons pu tester la méthode qui consiste à repérer quelques émergences résultant de l'interaction entre les dynamiques socioculturelles, économiques, et écosystémiques du territoire. Ce « design systémique » (Berger, 2009) permet théoriquement de faire le lien entre des situations ponctuelles et des phénomènes d'ordre territorial, et de chercher dans ces relations des pistes de projet pour améliorer la résilience des territoires.

Dans cet ordre d'idées, nous avons découvert à Curaçao le cycle vicieux suivant (voir fig. 11) :

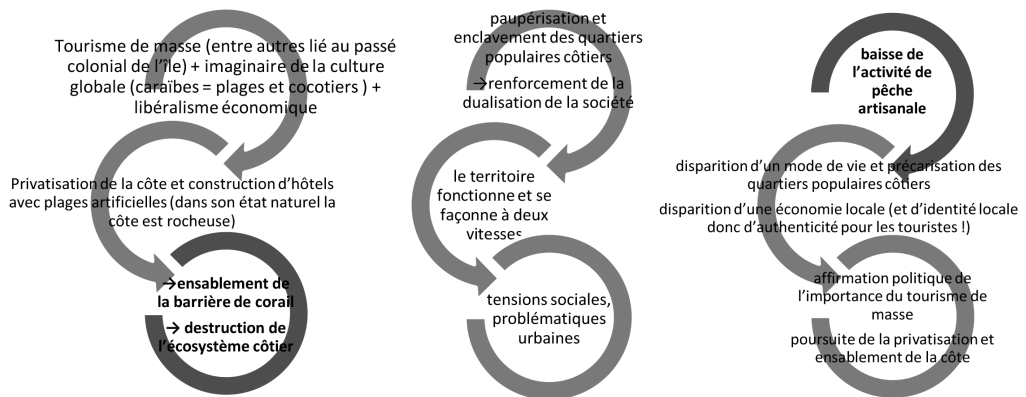


Fig. 11 : Cercle vicieux du système territorial de Curaçao

Les informations cerclées de gris foncé nous sont données par Mr Lloyd Narain, environnementaliste et professeur de philosophie à Curaçao. Il se bat pour sauvegarder le libre accès à la côte et obtenir la protection de la mangrove de l'île.





l'ensablement de la barrière de corail est apparu comme un élément clé dont la prise en compte pourrait alimenter un processus vertueux contribuant à apporter des solutions aux problématiques urbaines.

L'équipe a donc proposé d'une part d'intégrer le littoral à la planification de l'île (qui ne concerne actuellement que les terres émergées) et d'autre part de concevoir des plages artificielles qui ne mettent pas en péril l'écosystème côtier et tout le mode de vie qui lui est lié.

Nous avons donc, dans ce cas précis, confirmé que cette approche, qui croise la technicité du design systémique et la théorie de la pensée paysagère, peut orienter le projet vers la coprésence et la reterritorialisation qui définissent notre posture (voir fig. 12).

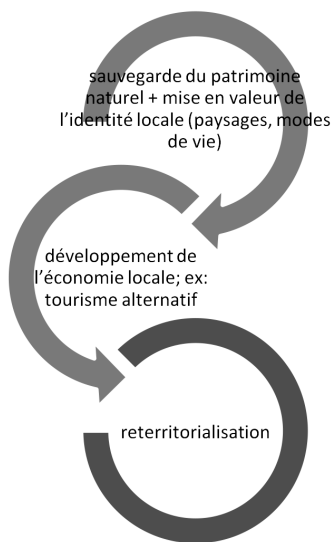


Fig. 12 : Schéma de la reterritorialisation possible





Références

CONVENTION EUROPÉENNE DU PAYSAGE. (2010, 10 20). *Chapitre I – Dispositions générales* -.

BAVA, H., HOESSLER, M., & PHILIPPE, O. (2009). *Territoires, révéler la ville par le paysage*. Berlin: Birkhäuser.

BERGER, A. (2009). *Systemic Design can change the world*. Amsterdam & Delft: Sun & Wouter Mikmak Foundation.

BESSE, J.-M. (2010). Le paysage, espace sensible, espace public. *Meta: Research in Hermeneutics, Phenomenology and Practical Philosophy*, II(2).

CLÉMENT, G. (2006). *Une écologie humaniste*. Paris : Aubanel.

DE LESTRANGE, R. (2010). *Expériences de vie et formes de ville dans l'aire métropolitaine de Buenos Aires*. Note de recherche TDD.

DEWARRAT, J.-P., QUINCEROT, R., WEIL, M., & WOEFFRAY, B. (2003). *Paysages ordinaires, de la protection au projet*. Liège : Mardaga.

DI MÉO, G. D. (2000). *Les territoires du Quotidien*. Paris : L'Harmattan.

LUGINBUHL, Y. (1994). *Méthode pour des Atlas de paysages*. Paris : Éditions Strates Cnrs - Segesa, Ministère de l'Aménagement du territoire, de l'équipement et des transports.

MAGNAGHI, A. (2003). *Le projet local*. Liège : Mardaga.

MAROT, S. (1995, AUTOMNE). *L'alternative du paysage. Le visiteur*.

MARQUEZ, F. (2011). *Planificación, diseño y gestión participativa del paisaje*. Buenos Aires: Nobuko.

NOGUE, J. (2007). *La construccion social del paisaje*. Biblioteca Nueva.

THUILLIER, G. (2006). Les quartiers enclos à Buenos Aires: la ville privatisée? *Géocarrefour* 81/2.





Tourisme social : apprendre de la Sardaigne ?

Mario Cicoleccia

Le tourisme est probablement un élément clé dans la construction d'une nouvelle vision urbaine pour Curaçao¹. L'analyse développée sur le terrain a montré qu'aujourd'hui le tourisme est un phénomène très présent dans l'île, mais avec des caractéristiques particulières qui ont déterminé des dynamiques spécifiques aussi bien urbaines qu'économiques, environnementales et sociales.

L'espace touristique est un espace extrêmement complexe à explorer. On pourrait dire, en caricaturant, qu'il y a autant de types de tourisme que de touristes et de destinations (Bernardi et Filippi, 2004). Cependant, il est nécessaire de se référer à des modèles pour pouvoir décrire la complexité du phénomène du tourisme et les processus qui y sont connectés et enfin comprendre la nature des lieux. Ce texte propose d'enrichir la discussion sur les modèles de développement touristique à Curaçao en se basant sur le travail d'analyse réalisé sur un autre territoire insulaire, à savoir : la Sardaigne.

1 Apprendre de la Sardaigne ou *Learning from Sardinia* fait référence au livre de Robert Venturi : « Learning from Las Vegas ».





MODÈLES DE TOURISME ET TENDANCES À CURAÇAO

La littérature scientifique définit deux grands modèles de tourisme, au sein desquels on trouve différentes déclinaisons. D'une part, il y a une expansion presque continue d'un tourisme que nous pouvons définir comme « moderne ». Il s'agit d'un modèle qui « révèle » et valorise des endroits éloignés, qui transforme ces lieux et qui distille leur essence identitaire pour la transformer en icône, en image idéale pour les besoins de la consommation. Le tourisme moderne promet la visite réelle dans des contextes lointains et le contact avec les cultures propres à ces lieux. Le touriste, dit moderne, s'y déplace à la recherche d'un ailleurs, de quelque chose de différent de lui-même. Il est animé par un très fort intérêt pour l'authentique, pour le contact avec l'original, pour la connaissance des lieux qu'il a l'occasion de visiter. Son désir de trouver un coin du monde encore intact, un fragment sauvé de la modernisation, un morceau de terre qui ne porte pas les marques de son passage est typiquement moderne (Minca, 1996). Dans ses formes les plus radicales (tourisme de frontière, d'aventure, etc.), il révèle une véritable phobie de l'Occidental, dans le sens où la valeur de son expérience semble directement proportionnelle au faible caractère touristique des lieux visités. Le rejet des signes de la modernité est romantique, mais ces pèlerins contemporains portent en eux une réelle contradiction dans cette manière tout à fait moderne de jouir, de façon aussi diversifiée et parfois très sophistiquée, de l'organisation de la grande machine mondiale du tourisme.

D'autre part, nous avons ce que nous appelons le tourisme « post-moderne », parce que les caractéristiques des espaces dans lesquels il se développe et les bases de sa rhétorique spatiale correspondent de manière significative aux canons du postmodernisme (Jameson, 1989). Son espace touristique se caractérise par un endroit idéal où le touriste peut rencontrer simultanément une concentration d'icônes et d'images de cartes postales. C'est précisément pour ces raisons que ces espaces sont séparés idéologiquement et physiquement du contexte réel. Le recyclage de formes et de langages du passé détermine une multitude de paysages, tous reconnaissables par le public touristique, parce





qu'ils sont créés principalement avec des références, non au lieu lui-même, mais au récit déformé de ce lieu. Ces espaces sont des espaces publics et semi-publics, mais contrôlés par des acteurs privés. D'un point de vue anthropologique, cette forme touristique se compose de non-lieux, d'espaces non-identitaires (Augé, 1993). Du point de vue géographique, on constate une véritable implosion de l'espace touristique, avec la concentration dans des zones fermées ou semi-fermées d'une série d'images de paysages purs, stylisées, issues de l'imaginaire commercial qui alimente les marchés internationaux du tourisme. On peut citer par exemple les villages touristiques balnéaires, les parcs à thème, les *shopping malls* de style américain, l'univers Disney, ou encore certaines revitalisations de *waterfront* urbains.

Cette grande classification entre tourisme moderne et post-moderne, bien que simplification extrême du phénomène du tourisme, nous permet de comprendre quelques-unes des dynamiques observables à Curaçao. Le tourisme s'y caractérise par des villages touristiques fermés, détachés du contexte dans lequel ils sont réalisés et dont la construction a modifié les écosystèmes naturels de l'île. Il s'agit d'une expression touristique qui ne permet pas la relation entre les touristes et les résidents, car il s'agit de deux univers adjacents, mais sans aucune forme de communication. Les installations touristiques de Curaçao se partagent un espace touristique complexe qui, cependant, ne génère pas de relations avec les autres parties du territoire et la société locale. Cet espace touristique s'apparente à un ensemble « d'îles dans l'île » protégé et immuable au fil du temps.

Le résultat visible qui émerge est un monde idéal, utopique, presque « anti-touristique » : on se réfugie dans des oasis touristiques qui sont des îles parfaites non soumises à l'écoulement du temps. Ces oasis sont au contraire figées dans un éternel présent immuable où règnent la standardisation des formes et la décontextualisation culturelle (Onni, 2009).

Cela représente pour le visiteur la possibilité de consommer des vacances modèles, toujours les mêmes, quelle que soit son origine, grâce à un contexte





artificiel qui standardise l'expérience de la découverte d'un lieu (ou non-lieu) pour chaque type d'individu. Par contre, on ressent de la part des résidents locaux un ressentiment croissant envers un phénomène qui soustrait, de façon définitive et continue, des portions de territoire qui ont toujours caractérisé la culture et les pratiques des communautés locales, un ressentiment envers une présence « invisible » (le touriste) qui génère fragmentations et déséquilibres au niveau urbain avec une dégradation progressive de la qualité de vie.

LA SOUTENABILITÉ ET LA NON-SOUTENABILITÉ DU TOURISME : LE TOURISME SOCIAL

Le « tourisme durable » ou soutenable est une tendance en plein développement et est utilisé de plus en plus comme un argument de vente. Dans la littérature, il existe une grande variété de définitions du tourisme durable.

Nous avons vu précédemment comment le tourisme se détache par rapport aux lieux, aux territoires et aux habitants et entraîne des éléments de rupture importants. L'exemple de Curaçao montre que le point critique de certaines formes de tourisme est l'absence d'interactions avec les sociétés locales.

En effet, si le tourisme est souvent une expérience « préemballée », il favorise alors la capitulation de l'individu (le touriste) face à un appareil qui reçoit, protège et guide. Dans cette reddition et cette protection, la rencontre de l'autre s'avère impossible : le touriste n'a pas l'occasion de rencontrer les populations locales ou, lorsque c'est le cas, c'est de manière artificielle. Des possibilités de relations peuvent apparaître quand un voyageur rencontre une population locale, un monument, un environnement naturel ou une expression culturelle, sans images mentales construites à priori. Ce n'est qu'à cette condition qu'il y a possibilité d'avoir un rapport paritaire avec l'altérité.

Pour assurer un rapport d'égalité, il faut assurer la soutenabilité sociale du tourisme afin que le touriste ne soit pas uniquement toléré avec fatigue par une population locale souvent exploitée, trompée ou considérée comme un *outsider* ou comme un ennemi. Il est important que le tourisme devienne une



occasion de construire l'urbanité avec des dynamiques, des espaces et des services non seulement destinés aux touristes, mais aussi à la population locale. Malgré beaucoup de formes déclarées durables et authentiques, le touriste ne se confronte généralement pas à la réalité dans laquelle les populations vivent. Au contraire, le touriste est plutôt confronté à des simulacres sans percevoir la pleine authenticité, ou la vérité de la complexité urbaine des sites d'accueil. Curaçao est un exemple très clair de ce phénomène.

La réflexion développée pendant le séjour à Curaçao a souligné que pour générer une véritable forme de tourisme soutenable sur l'île, il est nécessaire de créer les conditions pour favoriser des liens sociaux entre les touristes et les résidents. Car il est évident que, dans la situation actuelle de Curaçao, la séparation physique et fonctionnelle entre le touriste et la société locale a généré des formes de tourisme qui s'intègrent difficilement au contexte physique, économique, social et culturel local (Gregotti, 1990). La rupture artificielle entre le contexte local et les images confectionnées pour les touristes peut conduire à une détérioration des relations entre les habitants et les visiteurs.

Actuellement, les formes dominantes de tourisme de Curaçao — représentatives de nombreux contextes — ne sont pas soutenables, car elles induisent :

- > des reconstructions caricaturales à une micro-échelle des multiples paysages de l'île ;
- > des processus qui créent des zones touristiques repliées sur elles-mêmes et des enclaves de gentrification urbaine ;
- > un microcosme touristique séparé de son environnement, autosuffisant, capable de satisfaire tous les besoins en son sein et considéré comme une fin en soi. Alors que les populations locales, elles, ont toujours plus de difficultés pour absorber les flux et les innovations introduites par le tourisme, avec pour conséquence une baisse de la qualité de vie urbaine ;
- > une réalité artificielle due à la perte de l'identité locale et à l'expérience de ségrégation par rapport au territoire environnant.





Il est nécessaire de repenser l'industrie du tourisme en général et celui de Curaçao en particulier. En effet, les principes formateurs de l'idéologie touristique montrent que les politiques dans ce secteur ont toujours été strictement destinées à la réceptivité et non à la conception et planification d'un système complet. On peut suggérer de repenser un système touristique soutenable: un tourisme *social* qui aurait pour but la reconstruction de la relation entre le touriste et le résident.

L'espace touristique contemporain doit accéder à de nouvelles réalités, plus interstitielles et plus complexes, reliées aux domaines de la vie quotidienne. Le visiteur doit être considéré comme un résident « temporaire » et à ce titre, avoir le plaisir de se perdre, voire même de se cacher, au sein de la société locale. L'étape la plus importante pour surmonter l'actuelle idéologie touristique est celle où le touriste prend part au quotidien des populations locales, interagit avec les différentes réalités et apporte de nouvelles possibilités pour retrouver plusieurs formes d'urbanité (Urry, 1995).

La relation entre les deux acteurs du tourisme — le résident et le touriste — est particulièrement complexe: alors que la relation avec un objet est toujours basée sur quelque chose de déjà connu, quelque chose qui peut être attribué à un schéma type, la relation avec une autre personne, directe, vient de la confrontation. Il s'agit d'une relation immédiate, qui résulte de la création de connexions, sans l'interposition des concepts, des images ou des imaginations. Chacun est pour l'autre une présence pure parce que l'action est accomplie « ici et maintenant », dans le temps présent (De Finance, 2004).

La véritable soutenabilité provient de l'interprétation du voyage vécu et des expériences nées de la rencontre avec l'autre. Dans ce cas, il est indispensable de trouver l'authenticité et de vivre des expériences concrètes partagées avec les locaux (Gatti, 2006). Le tourisme socialement durable est lié à la construction d'environnements relationnels et générateurs d'urbanité. Ces formes de tourisme devraient transformer un « tourisme éphémère », avec des territoires représentés et traités comme des objets esthétiques pour une consommation immédiate, en un « tourisme concret ».





Le travail avec la population locale de Curaçao nous mène à mettre en avant plusieurs points forts incontournables pour amorcer un changement de tourisme sur l'île: le sentiment d'hospitalité, la prédisposition extraordinaire d'interagir avec « l'étranger », animé par un multilinguisme commun à tous les habitants de l'île, la présence d'un grand patrimoine immobilier à rénover, une grande variété de pratiques quotidiennes (liées à la mer, la cuisine, la convivialité, etc.). Autant de pratiques qui seraient le cadre idéal pour le développement de nouvelles relations.

Dans cette optique, le contexte doit rendre les deux parties (touristes et résidents) réciproquement « vulnérables ». Vulnérables, dans le sens de la capacité de se sentir « touché » par quelque chose ou par quelqu'un, une possibilité de sentiments communs, par opposition à l'invulnérabilité due à une superficialité et une indifférence aux sociétés locales et à un sentiment de détachement des lieux. La vulnérabilité entre le touriste et la société locale se pose quand ils ne se considèrent plus de manière anonyme, mais au contraire, quand un lien naît par nécessité ou besoin. Réaliser une condition de vulnérabilité signifie identifier les exigences utiles à sa création qui permettent de générer un contact entre les parties (Cipolla, 2004), y compris avec le risque de l'émergence de relations inattendues dans un contexte où n'existe plus la composante pré-confectionnée.

LES POLITIQUES D'UN RENOUVEAU DU TOURISME EN SARDAIGNE

La Sardaigne est une région italienne dont l'évolution historique a été fortement conditionnée par son emplacement stratégique au milieu de la mer Méditerranée. La zone est extrêmement variée d'un point de vue paysager et est caractérisée par une grande richesse culturelle liée à ses traditions et à son patrimoine architectural. À certains égards, certaines dynamiques liées au tourisme en Sardaigne ont des points communs avec Curaçao.

Après le boom économique en Italie et en Europe dans les années 1950 et 1960, le tourisme est devenu un bien commun accessible plus ou moins à tous. La Sardaigne est devenue alors une destination très recherchée et le tourisme, la





principale activité économique de la région. Toute l'énergie et les ressources ont été concentrées dans le développement du tourisme lié à la mer, en négligeant de nombreux autres domaines. Cela a conduit à une occupation de la côte sauvage, à l'établissement de *resorts* fermés et autosuffisants, à la détérioration de certaines ressources environnementales avec l'altération des écosystèmes naturels.

Aujourd'hui, pour décrire la dynamique du tourisme et du développement en général en Sardaigne, on peut faire référence à l'image d'un beignet avec un trou. En effet, la croissance de l'île dans le développement économique, social et culturel a été structurée grâce au renforcement extrême des centres urbains côtiers, en ignorant complètement le développement des régions de l'intérieur de l'île, en générant ainsi un fort déséquilibre entre la zone côtière et l'intérieur de l'île.

Dans les dernières années, l'autorité régionale a essayé de changer les tendances actuelles. Avec le développement du « *Piano Paesaggistico Regionale* » (plan paysager régional), la Région a introduit des innovations importantes, avec deux objectifs principaux (voir fig. 13). Tout d'abord, la priorité du plan régional a été l'analyse du système côtier : différentes unités de paysage fondées sur la diversité des contextes ont été identifiées. L'analyse de ces unités de paysage a donné lieu à la création d'une nouvelle loi, la « *Legge salvacoste* » (« loi pour sauver la côte »), qui intervient de façon drastique pour protéger les côtes : elle interdit toute construction à moins de deux kilomètres de la mer vers l'intérieur. Il est absolument interdit de construire de nouveaux immeubles, quelle qu'en soit la typologie. Les seules opérations autorisées concernent la rénovation et la réutilisation des installations existantes.

La légitimité de cette loi peut être discutée, mais il s'agit certainement d'une mesure radicale, d'une intervention dure et directe qui a pour but d'arrêter la pression sur le territoire côtier et d'endiguer la privatisation des plages. Cette loi a eu de nombreux adversaires, qu'ils soient des entités privées (principalement des sociétés immobilières) ou des organismes publics (les administrations

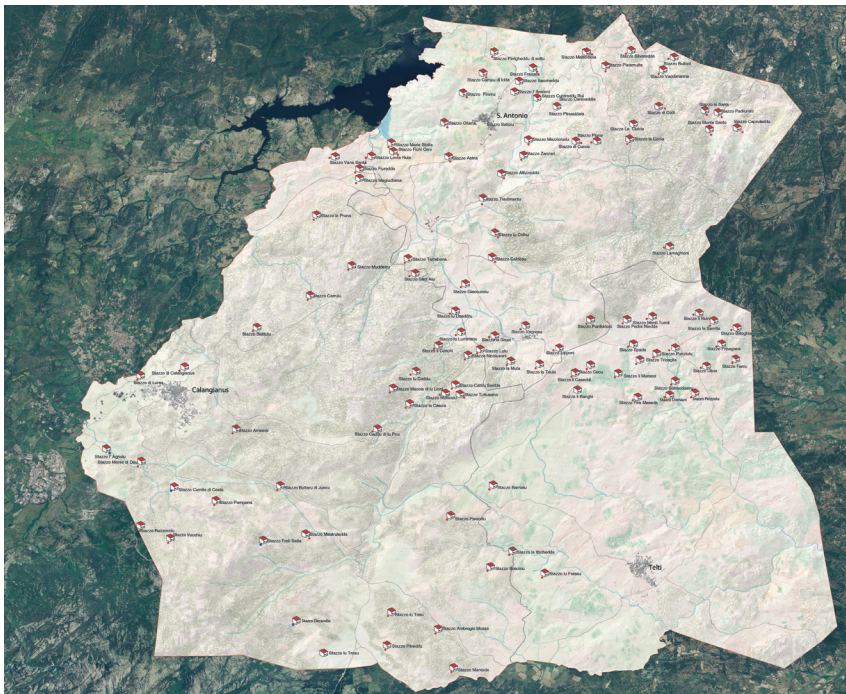






Fig. 13 (à droite) : Carte d'identification des zones de paysages de la côte avec le plan d'aménagement paysager régional

Fig. 14 (en bas) : Carte du réseau des Stazzi dans la ville de Calangianos





communales des villes côtières), qui ont vu dans cette mesure un obstacle considérable au développement économique de ces zones principalement axées sur la croissance de l'immobilier.

Le deuxième grand objectif du plan régional est de promouvoir la croissance de l'intérieur de l'île, contrecarrant ainsi le déséquilibre entre la côte et l'intérieur de l'île, à travers l'élaboration d'une variété de stratégies. La volonté d'implication du plus grand nombre d'acteurs locaux possibles a donné lieu à trois groupes principaux d'actions.

Les politiques relatives à l'événementiel

Ces politiques événementielles concernent trois échelles. Une première échelle concerne les événements qui ont pour but de promouvoir la production locale aux yeux des touristes et de souligner le rôle de la population dans ces productions, et qui drainent des personnes à l'échelle de la région. Ils promeuvent les produits de la terre, comme les cerises et les artichauts, les produits résultant des processus de transformation complexes tels que le vin ou la préparation de plats comme le dessert du *torrone*, *seadas*, ou les pâtes typiques, ou encore les *pattadese*, couteaux artisanaux typiques de la Sardaigne.

Deuxièmement, les événements valorisant les cultures locales drainent des participants à l'échelle nationale. Il s'agit d'événements liés soit à la tradition religieuse comme la Semaine Sainte à Alghero, mélange de la culture catalane et sarde, ou la foire de Sant' Efisio à Cagliari, soit à la tradition païenne, comme le carnaval, très important dans la culture de l'île, soit à la tradition culturelle, comme la « *Cavalcata* », un cortège où chaque ville présente les particularités de ses vêtements historiques typiques.

Enfin, certains événements visent à promouvoir et à faire connaître l'île au-delà du contexte national. Ce sont des événements d'échelle internationale drainant des personnes du monde entier. La Sardaigne est, par exemple, la base d'une étape du Championnat du monde des rallyes. Il est très clair que ce rallye n'est pas une activité typiquement sarde, mais il est devenu un outil





essentiel qui chaque année permet aux collectivités locales et aux résidents d'interagir directement avec les visiteurs pendant une période limitée de quatre ou cinq jours, en proposant par exemple des chambres en location chez eux pour répondre à la grande demande que cet événement produit. Le Festival «Time in Jazz» de Berchidda, une petite ville de l'intérieur de l'île, fait également partie de cette catégorie. Il est organisé chaque année par le trompettiste sarde de renommée internationale Paolo Fresu et attire un grand nombre de participants pendant plusieurs jours.

Les politiques relatives à la réutilisation du patrimoine historique et architectural

L'objectif de ces politiques est de restructurer et réutiliser le grand patrimoine architectural lié aux pratiques typiques de la population pour de nouveaux usages. On peut citer à cet égard deux exemples significatifs. Tout d'abord le *Stazzo*, type architectural ancien très répandu, est l'habitation typique du nord-est de l'île. Il était le centre de la vie rurale pour beaucoup d'agriculteurs et pasteurs pendant des centaines d'années. Avec l'introduction de systèmes modernes d'agriculture, les *Stazzi* ont été abandonnés et délaissés. Ces dernières années, on remarque un véritable regain d'intérêt pour ce type de bâtiments qui sont rénovés pour répondre à de nouveaux usages (*bed & breakfast*, ateliers d'artistes, salles pour réunions, mariages, etc.) grâce à un financement que la Région a distribué aux propriétaires (voir fig. 14). Dans ce cas, la contribution de la population locale est essentielle, car ce sont les mêmes propriétaires qui gèrent l'hébergement dans ces structures à travers une interaction directe avec le touriste : le voyageur consomme ses repas avec la famille propriétaire de la maison de campagne, il partage la quotidienneté des résidents en participant à ses activités de tous les jours. Cette interaction est très profonde, car elle a ses racines dans le contexte historique et culturel des sociétés locales. Le touriste partage les chemins historiques (généralement parce que ce sont des structures très dispersées dans le territoire et loin des centres habités), il partage un style de vie en évitant l'artificialité d'un palimpseste construit à priori, parce que le résident n'est pas un opérateur touristique, mais bien un résident qui continue



sa vie normale et qui est ouvert aux touristes, avec la vulnérabilité idéale pour établir une relation authentique.

Le deuxième exemple est un projet à Bosa, ville côtière touristique. Pendant longtemps, cette ville a hébergé le long du fleuve de grandes tanneries. Dans les années 1970, les activités des tanneries ont été arrêtées et les bâtiments ont été abandonnés. Ces dernières années, ces bâtiments ont été rénovés en un « *albergo diffuso* » (littéralement « hôtel diffus »), un hôtel dont les différentes chambres sont réparties dans plusieurs bâtiments rénovés de la ville ainsi qu'un musée qui rappelle les activités typiques de cette ville.

Les politiques liées à la mise en valeur de la culture locale

L'objectif de cette dernière catégorie de politique est de faire connaître et de faire vivre le territoire par une promotion distribuée et non centralisée de la dynamique du tourisme balnéaire. Dans ce cas également, on peut citer deux exemples.

Le premier est l'organisation de l'exposition « *La Strada che parla* », soit « la rue qui parle », dans la municipalité de Calangianus. La Faculté d'Architecture de l'Université de Sassari a organisé un atelier itinérant dans lequel les enseignants, les étudiants, les résidents et les touristes ont parcouru ensemble les chemins historiques du territoire. Les résidents, à travers l'identification des traces des pratiques ancestrales sur le territoire, ont mis en marche un processus de réappropriation des espaces qui ont joué un rôle clé dans les époques précédentes. En même temps, cette initiative a permis aux touristes de se plonger dans le territoire visité par un processus de redécouverte avec la population résidente. Des cartes ont été produites notamment par les populations locales pour figurer dans des expositions temporaires qui ont circulé dans l'île.

Le musée territorial de la ville de Mamoiada est un autre projet significatif de mise en valeur des cultures locales. Il s'agit d'un musée « diffus » dans le territoire, implanté le long des routes historiques utilisées pour exercer les activités ancestrales (agriculture et élevage). Le musée sur le territoire de Mamoiada





veut devenir une occasion pour reconstruire les relations qui liaient le noyau de Mamoiada à son milieu de vie. Le musée est devenu un élément à travers lequel la population a redécouvert le territoire comme témoin d'activités passées.

CONCLUSION

En conclusion, nous évoquerons un dernier exemple qui incarne clairement l'essence du tourisme social. Il s'agit d'un festival organisé à Santulussurgiu, une petite ville située dans le centre de l'île. Cette fête est appelée « *Sa Carrel'e nanti* » (soit « la route devant ») et est encore aujourd'hui un événement représentatif de la culture locale. Il s'agit d'une manifestation équestre qui a lieu depuis plus de trois cents ans, pendant les trois jours du carnaval, dans une des rues principales du centre historique. L'événement jusqu'à il y a vingt ans était seulement un festival local, avec quelques centaines de touristes. Mais depuis le milieu des années 1990 et, surtout, depuis l'implantation du premier « *albergo diffuso* » de Sardaigne dans la ville de Santulussurgiu, la fréquentation a augmenté jusqu'à compter des milliers de visiteurs au cours des trois jours de l'événement.

L'augmentation de la fréquentation se traduit par un tourisme de masse par rapport à la taille de la ville, causant des problèmes de sécurité pour ceux qui suivent le festival, car une grande partie de la foule préfère le contact visuel direct avec les chevaux dans la course et se positionne le long de la rue principale. La rue prend la dimension de l'espace public, le lieu de relation, et même plus : les caves des maisons des citoyens s'ouvrent aux touristes pour offrir refuge et restauration en lieux sûrs. Assumant ainsi le rôle d'espaces semi-publics, le logement et les services pour les touristes deviennent le lieu d'échange d'opinions et de curiosités des touristes avec la société locale (Onni, 2009). L'importance de la dilatation de l'espace public dans l'espace privé identifie un site interstitiel qui casse le simulacre présenté aux touristes et permet le partage de la culture locale, la contamination idéale entre le touriste et le résident. Il s'agit d'une situation où se concrétise la vulnérabilité entre le touriste et le résident en créant une relation authentique.





En définitive, les exemples présentés dans ce texte prouvent qu'il est possible de créer les conditions d'un tourisme social qui brise les normes du tourisme de masse post-moderne. Son objectif doit être de générer plusieurs formes d'interactions authentiques, sans tomber dans le simulacre, comme c'est déjà le cas pour de nombreuses destinations touristiques de Sardaigne et de nombreuses autres destinations touristiques répandues y compris Curaçao.

Références

AUGÉ M. (1993). *Non luoghi: introduzione ad una antropologia della surmodernità*. Milano : Elèuthera.

BERNARDI U., FILIPPI V. (2004). Dal Turismo ai turismi: trasformazioni sociali e sfide culturali. In A. SAVELLI (a cura di) *Turismo, territorio, identità. Ricerche ed esperienze nell'area mediterranea*. Milano : FrancoAngeli.



- CIPOLLA C. (2004). Tourist or Guest: Designing Tourism Experiences or Hospitality Relations? *Design philosophy papers*, 2 (2), 103-114.
- CORVO P. (2007). *Turisti e felici? Il turismo tra benessere e fragilità*. Milano : Ed. Vita e Pensiero.
- DE FINANCE J. (2004). *A tu per tu con l'altro. Saggio sull'alterità*. Roma : Editrice Pontificia Università Gregoriana.
- GATTI F. ET PUGGELLI F. R. (2006). *Nuove frontiere nel turismo. Postmodernismo, psicologia ambientale e nuove tecnologia*. Milano : Hoepli.
- GREGOTTI V. (1990). Tipologie atopiche. *Casabella*, n 568.
- HOLDER J. (1988). Pattern and Impact of Tourism on the Environment of the Caribbean. *Tourism Management*, 9, 119-127.
- JAMESON F. (1989). *Postmodernism, or, the Cultural Logic of Late Capitalism*. Durham, NYC: Duke University Press.
- LASH, S., ET J. URRY (1994). *Economies of Signs and Space*. London: Sage.
- MAZZETTE A. (2002). *Modelli di turismo in Sardegna. Tra sviluppo locale e processi di globalizzazione*. Milano : Edizioni Agnelli.
- MINCA C. (1996). Lo spazio turistico postmoderno. In (AA.VV.) *Il viaggio – dal grand tour al turismo post-industriale, Atti del Convegno Internazionale – Roma 5-6 dicembre 1996*. Napoli : Edizioni Magma – FLM.
- MINCA C. (1996). *Spazi effimeri*. Padova : Cedam.
- ONNI G. (2009). *Forme turistiche e sostenibilità sociale*. Alghero: Università degli Studi di Sassari
- REGIONE AUTONOMA DELLA SARDEGNA (2008). *Legge «Riordino della disciplina delle attività ricettive»*.
- REGIONE AUTONOMA DELLA SARDEGNA (2008). *Piano Paesaggistico Regionale*.
- SMITH V. (1978). *Hosts and Guests*. Oxford: Blackwells.
- URBAIN J.D. (2003). *L'idiota in viaggio. Storia e difesa del turista. Aporie*.
- URRY, J. (1995). *Lo sguardo del turista. Il tempo libero e il viaggio nelle società contemporanee*. Roma : Seam.
- USAI S., PACI R. (2002). *L'ultima Spiaggia, Turismo, sostenibilità ambientale e crescita in Sardegna*. Cagliari CUEC.





Vers des lieux de confiance

Deux histoires africaines

Sébastien Verleene

Deux histoires...

Deux histoires africaines de femmes, d'hommes et d'enfants qui décident d'habiter aujourd'hui en inventant demain. Deux histoires sans fin qui révèlent des pratiques susceptibles de guider ceux qui s'interrogent sur l'aménagement des lieux de vie.

Une première histoire au Maroc dans un village des montagnes de l'Atlas où la mobilisation des villageois a permis de rapprocher État et citoyens. Une seconde au Mali au sein du quartier Missira de Bamako en compagnie de ses urbanistes aux pieds nus.

En parcourant le chemin aux côtés de ces «habitants-aménageurs» (Percq, 1994) et en partageant leur combat pour la dignité, nous verrons quelles pistes nous suggèrent ces histoires afin de développer des méthodes de partenariat pour une évolution concertée des établissements humains.

MAROC : ONG RURALES ET CAPITAL SOCIAL

«Les nouvelles à la radio ne parlent que de ces jeunes chômeurs qui volent ou commettent des crimes. Ceux qui réussissent des projets ne sont jamais dans les reportages. Ici, on est pauvre, mais la solidarité existe toujours» (Tante Aïcha du village d'Aït-Iktel) (Mernissi, 2003, p.9).





Ces paroles d'une doyenne du village dont nous allons parler pourraient résumer à elle seule un des enjeux qui nous rassemble : la stigmatisation des populations pauvres et l'absence de reconnaissance des dynamiques extra-institutionnelles.

L'histoire qui suit trouve sa source dans un échec du modèle libéral¹. Tout commence en 1986, en France, lorsque l'usine Péchiney d'Argentières ferme ses portes. Des ouvriers originaires du sud du Maroc sont licenciés et incités au retour. Là où le capitalisme échoue, un projet commence (Mernissi, 2003) : une première ONG, Migrations et Développement, est créée en France, qui sera à l'origine d'une quarantaine d'autres. Cette association va œuvrer pour inciter les émigrés à investir les primes de licenciement dans des projets collectifs et cohérents dans leurs régions d'origine. Parallèlement, dans les années 1980, une sécheresse sans précédent touche le sud du Maroc, condamnant de nombreux villageois, notamment les jeunes, à émigrer et obligeant les autres à parcourir quotidiennement parfois plus de 15 km pour aller chercher de l'eau. À Aït-Iktel, lors d'une réunion de la *Djemâ'a*, assemblée villageoise traditionnelle, les habitants décident de faire appel aux émigrés du village pour tenter de résoudre le problème de l'approvisionnement en eau. Très vite, des émigrés répondent favorablement et récoltent des fonds pour aménager un point d'eau : la source de Tighremt. Tout le village participe avec enthousiasme à la réalisation de ce projet, mais une gestion anarchique met la pompe manuelle en panne au bout d'une semaine d'utilisation. La *Djemâ'a* se rassemble le lendemain, organise la réparation de la pompe et confie aux femmes, habituellement en charge des corvées d'eau, la responsabilité de la gestion de la source, permettant à chaque famille d'avoir quelques cruches d'eau par jour (Aznag, 2009). La réalisation de ce projet n'a résolu le problème que partiellement, mais sa réussite, notamment auprès des femmes, a déclenché une véritable dynamique au sein du village (Amahane, 2009). Cette première initiative prend donc ses racines dans une institution traditionnelle de la société rurale des montagnes de l'Atlas : la *Djemâ'a*, assemblée villageoise tribale qui permettait aux habitants de

1 Nous verrons d'ailleurs par la suite que toutes les initiatives évoquées ici ont en commun d'être des réponses à l'échec du modèle dominant.





s'organiser sans État. Mais la *Djemâ'a* n'a pas de statut juridique et n'est donc pas reconnue comme un acteur institutionnel par les décideurs. Il fallait donc créer une association afin de poursuivre les projets d'amélioration du cadre de vie du village d'Aït-Iktel, création rendue possible par l'ouverture démocratique de l'état marocain à partir des années 1990. « La participation des jeunes assure la gestion administrative ; les émigrés pourvoient des fonds, véhiculent de nouvelles visions, jouent le rôle d'interface entre la communauté et ses partenaires et servent de médiateurs entre les membres de la communauté parfois en conflit » (Amahane, 2009, p.289). La structure de cette association s'inspire de la *Djemâ'a*, sans la remplacer. D'une part, la *Djemâ'a* est impliquée dans tous les projets dès leur conception et d'autre part, le fonctionnement de l'association s'inspire des principes de celle-ci, « à savoir le partage de l'information et la prise de décision par consensus parfois après d'âpres débats et de longues négociations, toute décision étant prise à l'unanimité : chaque action ou projet ne doit engendrer aucune exclusion » (Amahane, 2009, p.289). En dix ans, cette association a réussi à améliorer considérablement le cadre de vie des populations « par la mise en place de projets à caractère socioéconomique, tout en sauvegardant leur espace naturel et leur identité culturelle (Aznag, 2009). L'eau potable fut le premier enjeu : le projet a permis d'avoir de l'eau en quantité suffisante pour tous, d'éradiquer certaines maladies infantiles, aux femmes et jeunes filles de gagner un temps précieux et d'économiser de nombreux efforts. La réalisation de réseaux électriques autonomes a permis d'alimenter toutes les habitations et de réduire fortement la consommation de bois, d'accéder aux médias (radio, télévision, internet) et de revaloriser les populations, qui ont maintenant le sentiment d'être "comme les autres". L'aménagement et l'équipement d'un dispensaire local a permis de supprimer la mortalité chez les jeunes mères, de vacciner tous les enfants et leurs mères et d'introduire dans les mœurs le planning familial. La suppression des corvées relatives à l'eau et au bois a permis de scolariser 100 % des jeunes de moins de 20 ans. La réalisation d'un centre de formation et d'information a permis d'organiser des séances de sensibilisation dans différents domaines et de dispenser une formation professionnelle aux femmes et aux jeunes filles. La construction d'un canal





d'irrigation a permis de doubler l'espace irrigué et les cultures estivales pendant la saison sèche, d'introduire de nouvelles cultures plus rentables et d'augmenter *le revenu mensuel des familles d'environ 350 DAM par mois par la création d'une coopérative pour la vente de lait* » (Amahane, 2009). En 2001, l'association se voit attribuer le prix Aga Khan pour l'architecture, grâce à l'action menée pour la préservation de l'environnement local. La même année, elle reçoit le prix de la Fondation Mohammed V qui récompense les efforts accomplis en matière d'éducation, notamment en direction des jeunes filles (Aznag, 2009).

L'extraordinaire réussite de ce projet est due en grande partie à la multiplicité des partenariats mis en place permettant une complémentarité des expériences et des savoir-faire autour d'un projet clair : améliorer le mode de vie des villageois à partir du paysage ; paysage ici entendu dans sa dimension spatiale, mais aussi culturelle et identitaire. La participation des populations, bien qu'étant un moteur incontournable de la réussite de ces actions, n'est en fait qu'un élément du processus. Nous pouvons identifier quatre facteurs-clefs de cette réussite : Tout d'abord, et ceci est primordial, l'organisation des projets est aussi importante que leur concrétisation matérielle. Deuxièmement, la mise en place ou la reconnaissance d'acteurs institutionnels ou individuels incarnant des valeurs de solidarité et d'entraide semble assurer la justesse des choix et la pérennité des projets. Troisièmement, et à différentes échelles, un véritable esprit des lieux est créé par la consolidation et le renouvellement d'une identité locale et harmonieusement vécue permettant un certain rayonnement. Enfin, et ce loin d'être négligeable, les coûts des projets sont bien inférieurs aux projets classiques de développement pour une qualité supérieure.

Reprenons ces quatre clefs :

« La manière de faire les choses est plus importante encore que ce que l'on fait »²

À Aï-Iktel, l'alliance entre le capital social traditionnel (la *Djemâ'a*) et l'ouverture à la modernité (les associations) a permis aux habitants de quitter leur situation

2 Mernissi, F. (2003), *Les Aït-Débrouilles, ONG rurales du Haut-Atlas*. Rabat, éditions Marsam.





de survie en valorisant la solidarité ancestrale sans tomber dans le piège de la charité. Paradoxalement, la situation antérieure de la commune (absence d'équipement, absence ou inefficacité des services de l'État) a été un atout, car elle a permis aux villageois de continuer à gérer les affaires publiques selon les traditions en s'appuyant sur les institutions démocratiques ancestrales. La présence d'outils et de traditions de gestion des affaires publiques d'une manière efficace et équitable permet à l'association d'être performante et favorise un dialogue État/Citoyens alors même que la plupart des institutions partenaires des projets étaient méconnues des habitants. D'autre part, le réseau d'associations créé assure un ancrage dans la modernité, nécessité vitale. L'association Migrations et Développement, fondée en France par des ouvriers marocains licenciés, nourrit les projets de nouvelles compétences et pose trois conditions à sa participation : la communauté villageoise doit créer une association locale, le projet doit concerner tous les membres de la communauté et les bénéficiaires doivent contribuer à hauteur de 40 % des coûts. L'association villageoise Ait-Iktel Développement quant à elle, met en place deux atouts majeurs : d'une part l'approche suivie dans sa création institutionnelle et d'autre part la méthode de travail. La rédaction des statuts de l'association ainsi que sa démarche s'inspirent des principes traditionnels de la *Djemâ'a*, mais sans s'y substituer. Il ne s'agit pas d'une modernisation de la *Djemâ'a*, qui garde son fonctionnement traditionnel, mais plutôt d'une recomposition et d'un rééquilibrage des forces internes de la communauté vers les femmes, les jeunes et les émigrés (Amahane, 2009). L'association joue le rôle d'interface entre l'institution traditionnelle juridiquement non reconnue et les institutions partenaires demandeuses d'une représentation légale, et propose à tous les acteurs sans exception un espace de débat et d'expression, une transparence dans le choix et la gestion des projets et la garantie d'investir des valeurs culturelles locales. Le second atout de l'association locale est la méthodologie mise en place en partenariat ou fusion avec la *Djemâ'a* et l'association française selon les étapes du projet. Ce mode de fonctionnement permet à chacune d'avoir son rôle à jouer. Dans un premier temps, la *Djemâ'a* et l'association locale se réunissent pour définir les priorités et un plan d'action à long terme, assistées par l'association française : à Ait-Iktel,





la priorité s'est orientée vers les infrastructures (eau, routes, électricité) puis vers des projets générant des revenus et enfin vers l'éducation. Chaque projet s'intégrant à ces priorités prédéfinies est soumis à la *Djemâ'a* qui se réunit, véhicule l'idée, son intérêt, ses contraintes, ouvre le débat pour aboutir à un consensus unanimement partagé. Ensuite, l'association monte le projet, cherche des partenaires et intègre la participation des villageois (en nature, en travail ou en argent). Dès réception des fonds, les deux institutions fusionnent pour déterminer les modalités de démarrage des travaux et élire un comité chargé de chapeauter la réalisation. La main-d'œuvre et les savoir-faire locaux doivent impérativement être utilisés. Enfin, avant l'inauguration, sont fixés les modalités de gestion et le règlement de fonctionnement; un rapport final est rédigé.

Les acteurs et « la revanche du territoire »

« Une des raisons du succès du mouvement associatif dans les zones rurales les plus défavorisées du Maroc est l'esprit civique des intellectuels qui en sont issus, comme Ali Amahane dans le cas de Aït Iktel, qui retournent dans leurs villages d'origine, pour offrir leur expérience à une population qui retrouve du coup la confiance en elle-même. Retrouver la confiance en soi, c'est retrouver le pouvoir de se rêver différemment, de s'inventer une nouvelle identité » (Mernissi, 2003, p.4)). Ainsi s'exprimait Fatema Mernissi, sociologue marocaine, à propos de cette expérience. Effectivement, et nous le verrons dans l'expérience du quartier Missira à Bamako, cette composante est déterminante. Ali Amahane, anthropologue marocain et militant pour la promotion des ONG au Maroc fut l'un des piliers de ce projet. Originaire de ce village, il participa à la création de l'association Migrations et Développement en France et à l'Association socioculturelle des Ghoujdama³ et mit toute son énergie dans la promotion de cette initiative. Mais les acteurs sont aussi des gens *ordinaires* dont la volonté et l'engagement les rendent extraordinaires; je pense notamment à Lahoussaine

3 Lire à ce sujet : Amahane, A. (1998). *Mutations sociales dans le Haut-Atlas*, les Ghoujdama. Paris : Éditions La Porte.



Jamal⁴, militant syndical et ouvrier licencié de l'usine Pechiney-France, créateur de l'association Migration et Développement, qui dès la fermeture de l'usine parvient à convaincre ses collègues marocains, algériens et tunisiens, candidats au retour, d'investir dans des projets collectifs plutôt que dans des investissements individuels coûteux et sans impact sur les communautés villageoises. De simples personnes, ces acteurs deviennent sujets agissants sur leur destin et celui de leurs proches révélant les possibilités réelles d'une initiative individuelle. La mécanique enclenchée et la magie des partenariats opérant, ces initiatives individuelles permettent à n'importe quel habitant d'utiliser ces structures associatives pour devenir lui-même acteur au sein d'un projet et donc créateur et auteur de sa vie. L'émergence de dignité et l'invention d'une nouvelle identité à partir du lieu, et notamment de ses composantes sociales et culturelles, peuvent alors être considérées comme une véritable *revanche du territoire* (Bourron, 2011).

L'esprit du lieu⁵

Nous l'avons vu, le capital social traditionnel ainsi que l'ouverture à la modernité par l'intégration des jeunes, des femmes et des émigrés au processus de réflexion permet la promotion d'un « esprit des lieux », entendu comme un rayonnement bénéfique de la communauté, bien au-delà des limites physiques du village. Mais c'est aussi dans la chair même du lieu que s'imprime cet esprit, par la réactualisation d'une culture constructive génératrice d'identité et dans le rapport intime au paysage. Les projets, par leur volonté d'activer la main-d'œuvre et les savoir-faire locaux, assurent une certaine justesse du geste architectural ; par l'intégration de l'expérience constructive des migrants, une certaine modernité. Traditionnellement au Maroc, le Mâalem ou maître-maçon est concepteur des constructions et garant des règles de l'Art. Ainsi les proportions des bâtiments correspondent aux longueurs de bois disponibles pour réaliser le toit plat ; les matériaux locaux sont parfaitement adaptés au climat,

4 Lire à ce sujet la biographie de Lahoussaine Jamal : Bourron, Y. (2011). *Jamal, la revanche du territoire*. Paris : Publisud.

5 Guillebaud, J-C. (2002). *L'esprit du lieu*. Paris : Arléa.





s'insèrent harmonieusement dans le paysage et les implantations sont décidées en communauté. Cette culture constructive locale garantit aussi la pérennité des installations, car les techniques sont maîtrisées par la communauté et les réalisations agissent comme de véritables catalyseurs identitaires. L'apport technique des migrants (électricité, plomberie, béton armé...) contribue à répondre aux priorités de la communauté. L'évolution vers plus de confort permet aux villageois de se sentir citoyen à part entière, d'être *comme tout le monde*.

Le paysage est lui aussi acteur des projets et non uniquement support. Prenons l'exemple du château d'eau : un château d'eau avait été construit par l'État sur une des collines, sans soucis d'insertion dans le paysage. Cette réponse uniquement technique était, non seulement, défailante (sans inertie thermique, mécanisme complexe, malfaçons...), mais son entretien n'était pas assuré. Le fait que cette installation soit considérée comme disgracieuse par les villageois et réalisée sans concertation ne permettait pas au projet d'agir comme un symbole d'identité. L'installation tomba en désuétude très rapidement. Les réservoirs d'eau réalisés par l'association utilisent la déclivité naturelle du sol assurant ainsi une inertie thermique et une insertion harmonieuse dans le paysage. Bien qu'ils soient réalisés en blocs de ciment enduits, leurs lignes s'intègrent parfaitement aux collines avoisinantes. Leur entretien est simple et garanti par le fait que la communauté en soit propriétaire; les bornes-fontaines aussi, par leur forme, rappellent les fontaines traditionnelles. L'association parvient à s'opposer à tout projet dont les façades sont en blocs de ciment permettant le maintien du caractère local du village. Le canal d'irrigation est emblématique de cette alliance de savoir-faire complémentaires : il reprend en effet un tracé ancien, abandonné deux siècles auparavant, car nécessitant un entretien constant. Il s'agit donc d'une restauration. Mais la technique du béton armé lui offre un aspect géométrique contemporain ainsi qu'un entretien aisé; une touche harmonieuse de modernité dans le paysage qui participe à la création de cet esprit des lieux. De nombreux exemples pourraient appuyer ce propos comme le concept d'école informelle : le choix s'est orienté vers la



restauration d'un bâtiment existant offert par des habitants ; les enfants restent donc immergés dans leur culture. La pédagogie s'appuie sur la valorisation systématique de l'environnement local, les enseignants sont originaires des villages alentour et dispensent les cours en langue berbère tout en enseignant l'arabe ; les horaires ont été adaptés afin que les enfants gardent une insertion forte dans la vie active du village. Rien n'est conçu sur plans prédéterminés. La conception de chaque projet est guidée par ce qui devrait être la base de tout projet d'architecture : les possibilités du lieu et le budget.

Combien ça coûte ?

À Aït-Iktel, le concept général de tout projet est défini par la capacité des personnes les plus pauvres à payer. Par exemple, le coût de l'installation du réseau électrique autonome a été calculé pour que le prix ne dépasse pas le coût d'une bougie par jour, système auparavant utilisé pour l'éclairage. Lorsque l'association s'est rapprochée de l'office national d'électricité pour définir une stratégie d'électrification, le montant avait été évalué à 5000 DAM par famille (450 euros) pour un seul point de distribution dans le village ! L'association a réussi pour 5740 DAM par famille (500 euros) à équiper toutes les maisons, à fournir à chaque famille un compteur-disjoncteur ainsi que des ampoules basse consommation et à installer l'éclairage public⁶. De plus, la communauté est propriétaire du réseau et a créé un emploi pour son entretien : un jeune ingénieur originaire du village, au chômage depuis la fin de ses études : si vous demandez à Mahjoub comment sa situation s'est débloquée, il vous dira que c'est le fait qu'une personne lui ait fait confiance. « Je suis devenu un autre homme depuis ce jour-là. J'accepte un salaire ridicule comparé à ce qu'un ingénieur gagne. Mais cette confiance, ce respect que le village me donne quotidiennement n'a aucun prix. J'ai réussi, car on m'a fait confiance » (Mernissi, 2003). Pour finir, il suffit de comparer les coûts de construction⁷ : au Maroc, le prix moyen de la construction est de 2500 DAM/M² ; à Aït-Iktel les projets ont coûté 1300 DAM/

6 Chiffres issus du dossier réalisé par l'association Aït-Iktel Développement pour l'obtention de l'Aga Khan Award for Architecture : http://www.akdn.org/architecture/pdf/2348_Mor.pdf

7 Source : Association Migrations et développement — <http://www.migdev.org/>





M² et 1600 DAM/M² pour l'école⁸. Ces faibles coûts s'expliquent d'abord par la participation des habitants, ceux-ci pouvant contribuer en apport en nature, en argent ou en travail (une banque de travail a d'ailleurs été créée où sont répertoriées les compétences de chacun qui, trois jours par an, offre ses services à la communauté), mais aussi par le fonctionnement même des projets qui ne cherchent pas le profit immédiat au détriment de la qualité et du respect de l'environnement.

MALI : « LE SOI, LES VOISINS, LE QUARTIER »

Nous sommes maintenant en Afrique subsaharienne, dans la capitale du Mali : Bamako, ville tentaculaire de trois millions d'habitants⁹. L'histoire commence ici par une initiative individuelle : Aminata Traoré, militante altermondialiste et créatrice du forum social africain, s'installe en l'an 2000 dans le quartier populaire de Missira, proche du centre-ville. Comme partout dans la capitale, les rues sont en terre battue, les égouts bouchés et infestés de moustiques, la mairie démissionnaire et les relations sociales très tendues. Sans aucune autorisation, Aminata Traoré, qui projette d'ouvrir un petit hôtel, décide de prendre les choses en main et fait paver sur fonds propres avec l'aide de quelques amis, le tronçon de la rue 08 qui passe devant chez elle. La disparition de la poussière, de la boue, des eaux sales, des mouches et moustiques incitent alors un groupe de chefs de familles voisines à venir demander à Aminata Traoré de les aider à continuer le pavage de la rue. C'est l'étincelle à l'origine du projet « Le Soi, les Voisins, le Quartier », porté par l'association Yeelen¹⁰ et le Centre Amadou Ampâté Bâ¹¹ créés dans la foulée. « Transformer notre environnement à travers des microréalisations judicieuses, peu coûteuses et bien maîtrisées par les populations, tel est l'objectif majeur de l'initiative de Missira "Le Soi, les Voisins,

8 Taux de change : 100 DAM équivaut à peu près à 10 Euros.

9 L'état de délabrement des infrastructures de la ville (rues, égouts, déchets, pollutions) ainsi que la stigmatisation de la pauvreté des populations sont emblématiques de nombreuses villes africaines.

10 <http://www.yeelen.org/>

11 <http://www.centre-cahba-bamako.org/>





le Quartier". En moins de deux ans, de 2002 à 2004, à travers des activités de formation, de curage de caniveaux, de pavage de rues, de plantations d'arbres, cette démarche citoyenne a amélioré de manière considérable les conditions de vie des populations de Missira, leur image d'elles-mêmes, leurs pratiques et comportements en matière d'hygiène du milieu. L'utilisation d'une main d'œuvre en majorité composée de jeunes du quartier (garçons et filles) fait partie des forces de cette initiative »¹². Aminata Traoré explique ainsi sa démarche : « On a réussi à paver 350 000 m², on était deux associations au départ, on est une fédération de soixante maintenant. En tant que psychosociologue, je suis partie de la question de la personne humaine et de ce qu'on appelle les établissements humains, la relation à soi-même dans un environnement donné, la question des repères, des dynamiques locales, pour se reconnaître dans des initiatives de développement ou en être éjecté »¹³. Cette action locale montre avec force que chaque lieu de vie — maison, hameau, quartier, village, ville — peut devenir un lieu de prise de responsabilité, de créativité et de partage. Ce projet unique, au sein d'un continent agressé par la prédation occidentale et les politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI et la Banque Mondiale, invite chaque personne, non à s'adapter à un système libéral en bout de course, mais à repenser et réinventer le monde en habitant de manière responsable et conviviale. Et c'est bien en cela que ces expériences sont des réservoirs insoupçonnés de créativité, lieux de réflexion, de création et d'action ; germes de nouvelles civilisations qui embrassent l'entièreté du monde contemporain et ses enjeux par l'invention de quotidiens dignes et conscients. Cette initiative se propage actuellement vers les autres quartiers de la ville malgré l'opposition de l'administration qui y voit l'émergence d'un contre-pouvoir beaucoup plus efficace lui renvoyant l'image de son incompétence et de la corruption qui la gangrène.

12 Texte issu de la brochure de la FAMAPE (Fédération des associations maliennes pour l'assainissement et la protection de l'environnement, www.famape.org).

13 Aminata Traoré, interview réalisée à l'hôtel Djenné, Bamako, Mali, le 22 décembre 2009.





Nous ne reviendrons pas sur les nombreux points communs entre le quartier Missira et le village d'Aït-Iktel au Maroc à savoir l'importance de l'engagement civique d'acteurs individuels et collectifs, le faible coût des réalisations en comparaison de projets classiques de développement ainsi que l'émergence d'un esprit des lieux par le recours à la main-d'œuvre locale et aux matériaux disponibles sur place. Malgré ces analogies, la situation urbaine de Missira est très différente, car l'espace physique du quartier ne se superpose pas à l'espace relationnel de ses habitants. La ville, par ses dimensions, ses vitesses et ses formes, diffuse le quotidien et les dynamiques culturelles, au-delà de la proximité physique de la rue ou du quartier, rendant difficile l'apparition de lieux de vie partagés. L'État, absent, qui devrait pourtant contribuer à l'émergence d'espaces de dignité, ne joue pas son rôle d'inventeur et de gestionnaire de l'espace public. La ville, abandonnée à elle-même par ses acteurs institutionnels et par ses habitants, n'est plus qu'un tissu effiloché et usé, rapiécé de-ci de-là dans l'urgence, sans vision ni projet. L'État, piégé et contraint par les politiques d'ajustement structurel imposées par les bailleurs de fonds internationaux, tend à s'orienter vers un peu plus de fragmentation de l'espace en promulguant des projets de nouveaux quartiers d'affaires, coûteux, mais parvenant à drainer les fonds de la Banque Mondiale. La société civile quant à elle, est souvent instrumentalisée par l'État, les partis politiques ou les donateurs, car dépendante de financements extérieurs. Les bailleurs de fonds internationaux ont d'ailleurs encouragé l'émergence de la société civile afin de pouvoir contrôler les pouvoirs locaux. Il en résulte une prolifération d'associations qui manquent souvent de visions et de convictions, qui peuvent rarement analyser les enjeux, proposer des alternatives et qui conçoivent souvent des activités susceptibles de plaire aux donateurs sans refléter nécessairement la demande de la population. Les habitants, enfin, sont souvent dans des situations de survie, repliés à l'intérieur de leur concession et utilisant la ville en chasseurs-cueilleurs de débrouille sans se sentir responsables de leur environnement immédiat.



L'invention de la ville

La principale force de ce projet tient en la demande des populations qui, ayant vu Aminata Traoré « descendre dans la boue » pour curer les égouts, comprennent son engagement et constatent la possibilité de changer leurs conditions de vie. Mais la situation urbaine de Missira ne permet pas une prise en charge directe de la question par les habitants du fait des relations typiquement citadines qu'ils entretiennent entre eux et avec la ville. La manière d'habiter la ville est très différente de la vie communautaire qui permettait au village d'Aït-Itkel de s'appuyer sur son capital social traditionnel. La ville est un port plutôt qu'une île; elle induit une culture spécifique de l'échange et de la diffusion qui crée un réseau tissant entre eux des bouts de ville et des bouts de vie, délaissant ainsi souvent l'environnement immédiat qui ne reflète que très peu le rêve citadin. Le quartier, les voisins, rappelle les communautés ancestrales et ne parvient pas à porter la modernité recherchée dans la vie urbaine. Nous faisons ici l'hypothèse que cet abandon de l'échelle intermédiaire de l'habiter représente un paradigme urbain universel; la réponse de ce quartier aurait alors valeur d'exemple et pourrait donc être considérée comme une réelle invention de la ville.

L'objectif premier à Missira fut de créer le climat social favorable à la participation des habitants aux prises de décision; un travail très long et très difficile de sensibilisation et de mobilisation des populations, qui commence par une réconciliation avec soi-même et avec les autres en prenant soin de son environnement proche. L'assainissement et l'hygiène sont définis comme le domaine principal permettant cette réconciliation dans la dignité. La méthodologie mise en place dont la complexité reflète la vie urbaine tend à inventer un capital social propre à la ville, sans calquer ni sur les modèles communautaires traditionnels ni sur les institutions officielles. Les objectifs sont de rétablir la confiance et de changer la perception qu'ont d'eux-mêmes les habitants en créant un sentiment d'appartenance à un groupe et à un espace, mais sans repli communautaire. Il s'agit de fabriquer une modernité urbaine africaine capable de se diffuser vers les autres quartiers, les autres villes, les autres pays. Au départ, deux associations sont constituées : Yeelen





et Gneleni. Elles sont la genèse du projet et se mobilisent pour compléter le pavage du tronçon réalisé par Aminata Traoré. Vu le succès et les nombreuses demandes émanant des populations, la FAMAPE, Fédération des Associations Maliennes pour l'Assainissement et la Protection de l'Environnement, est créée. La FAMAPE est une « structure faîtière »¹⁴ destinée à conseiller, à former et à accompagner les projets. Des habitants viennent avec leur problème; « la FAMAPE les invite alors à organiser une assemblée pour partager le problème le plus largement possible avec les résidents concernés et leur demande de créer une association. Lorsqu'ils viennent avec le récépissé prouvant la création juridique de l'association, la FAMAPE estime que ces habitants ont prouvé leur volonté réelle de faire face au problème et leur propose d'adhérer à la fédération »¹⁵. Chaque association membre est autonome et libre de s'organiser notamment en termes de recrutement. La FAMAPE offre des outils pour que la mobilisation appartienne à l'association et pour fédérer les gens autour de l'action. Les formations proposées concernent les principes philosophiques et méthodologiques de ces actions : solidarité et entraide, montage de projet, gestion comptable, *leadership*, dialogue social et politique avec les élus, rôle des femmes dans la gestion de l'environnement, de l'hygiène et de l'assainissement, etc. Ces formations permettent aux associations de dépasser immédiatement le cadre matériel du projet (pavage, curage...) et de promouvoir un espace de concertation, de coordination et d'éducation aux prises de décisions et aux initiatives, qui contribue au niveau local et national au renfort du lien social et à la mise en place d'une démocratie participative. Parallèlement est mis en place un GIE (Groupement d'Intérêt Economique) destiné à collecter les fonds auprès des familles et des donateurs, et à expliquer le fonctionnement de la structure. Les cotisations s'élèvent à 1500 Francs CFA par mois et par famille (environ 2,30 euros). Il n'y a aucun intermédiaire autre que le GIE, permettant ainsi une complète transparence (chacun est libre de venir consulter le registre) et une autonomie dans l'utilisation des fonds. Le schéma institutionnel est

14 Gaoussou Diallo, secrétaire exécutif de la FAMAPE — Entretien réalisé au centre Amadou Hampâté Ba, Missira, Bamako, le 22 décembre 2009.

15 Ibidem.





simplifié à l'extrême évitant les aléas de la bureaucratie et de la corruption qui l'accompagne. Une bonne partie du financement est ainsi directement réinjecté dans les ménages du quartier par la création d'emplois temporaires pour les jeunes qui s'impliquent dans les travaux. La participation des habitants est donc rémunérée. Et c'est une grande force de ce projet qui explore des moyens de générer des revenus auprès des populations vulnérables en articulant l'embellissement de l'environnement avec des réponses crédibles au chômage. La participation n'est donc pas un don à la communauté qui n'aurait d'autre choix face à l'abandon de l'État. La participation n'est pas non plus une utopie éphémère, mais un mouvement vers la transformation sociale, économique, matérielle et politique des lieux de vie. Elle permet d'inventer la vie en même temps que la ville et propose une alternative simple et efficace à la mondialisation libérale.

Aménagements et contre-pouvoirs

La méthodologie employée permet de fédérer les énergies et de donner une cohérence aux différentes initiatives sans centraliser ni les ressources ni les décisions. L'appropriation du quartier par les habitants grâce à l'implication effective dans les travaux d'aménagement s'accompagne d'une appropriation politique de l'analyse des situations et des réponses à apporter. L'enthousiasme est ainsi pérennisé en même temps que les infrastructures dont la gestion et l'entretien sont assurés par une population devenue sentinelle de son espace commun, lui-même devenu porteur d'espoir et de dignité. La transformation du quartier Missira est spectaculaire en comparaison des autres quartiers de Bamako : les centaines d'arbres plantés ont rafraîchi les rues et créé des espaces-tampon entre les concessions et la rue, espaces intermédiaires facilement appropriables par les habitants; les pierres du pavage sont aussi facteurs de fraîcheur et ont fait disparaître la poussière; en se déroulant et se pliant au grès des particularités de chaque commerce ou entrée, ce tapis urbain invente un aménagement public enrichi par les usages; l'assainissement et la couverture des égouts ont considérablement fait reculer le paludisme, les enfants jouent dans les rues sans risque de tomber dans les tranchées. Les





murs des concessions ont été chaulés de motifs ocre et jaunes avec l'aide d'artistes locaux; les gens balaiant la moindre feuille morte et sont installés à l'ombre, devenus complices de leurs voisins; un marché de produits locaux a été construit en réactualisant la technique ancienne de la voute nubienne, des ateliers communautaires de tissage ont été créés afin de fournir un revenu aux femmes; l'énergie s'est diffusée à l'intérieure des concessions : aujourd'hui, 70 % des cours intérieures sont pavées et des expériences de superposition de structures bétons aux constructions en terre permettent de conserver le caractère des lieux tout en densifiant l'habitat, luttant ainsi contre l'éclatement des familles en inventant une architecture contemporaine. La justesse dans le choix des matériaux et des méthodes induit une justesse des formes urbaines et architecturales qui reflète l'émergence d'une modernité africaine. Ce projet a radicalement changé les conditions de vie des populations en proposant des réponses au défi écologique, aux enjeux socio-économiques et à la violence politique du monde contemporain. La confiance instaurée ainsi que l'efficacité implacable du projet autorise les habitants à reconsidérer leur vision d'eux-mêmes ainsi que leur capacité à construire la politique de la ville. Ces initiatives identifiées par ou avec les populations mériteraient d'être plus soutenues au lieu d'être combattues par l'État qui n'y voit que l'émergence de contre-pouvoirs dangereux. Il s'agit effectivement de contre-pouvoirs, mais ils sont créatifs, humanistes, nécessaires à l'équilibre démocratique, et devraient inspirer une refonte des pratiques politiques plutôt que de la crainte.

Vers un urbanisme rituel...

L'anthropologue français Michel Agier a tenté de redéfinir la ville non par sa structure physique, mais par sa dimension relationnelle et notamment par la notion de situation urbaine (Agier, 1999). Il définit quatre types de situations (situation ordinaire, situation occasionnelle, situation de passage et situation rituelle) induisant chacune un type de relation entre l'individu, l'espace et la société. L'ensemble de ces situations pourrait définir la ville dans sa totalité. Selon lui, seules les situations rituelles (carnaval par exemple) permettent de mettre en relation l'individu, l'espace et la société simultanément. À partir





du projet de Missira, « Le Soi, les Voisins, le Quartier », nous pourrions définir une cinquième situation ; une situation de mobilisation citadine qui, elle aussi, permettrait une synergie entre individus, espace et société ; un point de départ vers un urbanisme de la concertation et de la confiance. Nous pourrions peut-être alors parler d'urbanisme rituel.

MOTS À MAUX

« Méthodes de participation des populations dans le développement du territoire », tel était donc le thème de la *Project Week* 2012 qui appelle à s'interroger sur la signification de deux notions-clefs : *participation* et *développement*. Tout d'abord, la notion de *participation*. A priori, le territoire en termes d'aménagement ne peut être perçu en dehors de sa dimension ontologique. Le territoire est avant tout le lieu des hommes et femmes qui l'habitent, le traversent ou le rêvent ; sa structure physique, support de multiples situations de vie et de relations humaines, ne peut à elle seule le représenter. Le terme même de territoire a tendance à évoquer un concept uniquement matériel se rapportant à des notions de propriété et d'exploitation économique, qui évacue les dimensions relationnelles et culturelles pourtant composantes essentielles de tout projet d'habitat en société. Il serait donc préférable de parler d'*établissement humain* plutôt que de *territoire*, privilégiant ainsi l'approche ontologique plutôt que l'approche matérielle. Cette dimension est très importante pour aborder la notion de participation, car elle permet de sortir des pratiques habituelles d'aménagement qui ont créé les situations problématiques (insalubrité, fragmentation du territoire, dépendance, déshumanisation...) que la participation des populations serait censée résoudre aujourd'hui. En effet, n'est-il pas ironique dans un monde à grande dominante démocratique de parler de participation des populations à la gestion de leur cadre de vie alors que celles-ci ont élu des représentants en charge de mettre en place des processus en adéquation avec leurs aspirations d'électeurs ? Nous touchons ici le cœur du problème : l'insuffisance de la démocratie en matière de représentation. D'une part, l'État et les professionnels de l'aménagement semblent être persuadés





que leurs méthodes d'analyse et leurs pratiques décisionnelles sont légitimes. D'autre part, les habitants par leur vote semblent s'en remettre entièrement à l'État. Soit ils ne se sentent pas concernés par l'amélioration de leur cadre de vie, soit ils sont peu ou pas entendus par leurs représentants politiques. De plus, la priorité est souvent donnée aux réponses techniques et aux améliorations matérielles : la dimension ontologique des établissements humains, constitutifs de toute civilisation, est évacuée au profit d'une prise en compte uniquement matérielle de la ville et du territoire. Par ailleurs, « les flux tendus imposés par le modèle ultralibéral, qui érige le projet de société capitaliste en unique modèle de développement, engendrent des formes matérielles et des temporalités déstructurantes » (Ager, 1999). Les flux de capitaux, de matières premières, d'informations mais aussi les déplacements humains ne sont pas envisagés en termes relationnels, mais bien pensés dans un but de rentabilité et de profit. Le territoire est alors traversé plutôt que parcouru, utilisé plutôt que vécu, fragmenté au lieu d'être embrassé. Il en résulte une confrontation d'échelles entre d'une part les mégastructures (autoroutes, boulevards, aéroports, industries...) et d'autre part l'habitat, cellule irréductible de l'aménagement humain. « La disparition ou l'absence de visibilité d'une échelle intermédiaire dans l'aménagement du territoire » (Choay, 1965) pourrait donc être tenue comme responsable des difficultés que connaissent aujourd'hui les différents établissements humains aussi bien sur le plan matériel que relationnel ou économique. Selon Françoise Choay, philosophe française et anthropologue des formes et des théories urbaines, cette disparition de l'échelle intermédiaire qui provoquerait l'apparition de la *non-ville*, correspondrait aussi à la disparition du sujet, sujet entendu comme individu ou groupe d'individus acteurs de leur quotidien. L'encouragement ou la reconnaissance des habitants à être acteurs au sein de leur cadre de vie pourrait donc être une piste dans la réinvention de processus d'aménagement capables de produire un territoire plus familier, plus relationnel et dont la dimension culturelle serait garante d'une certaine dignité, dignité qui devrait être le but premier de tout projet destiné à intervenir sur un établissement humain quelconque. La participation des habitants devrait donc être pensée en ce sens; non pas consulter les populations dans le but



de les faire adhérer à un projet, mais bien reconnaître et faciliter l'émergence d'acteurs capables d'intervenir directement sur leur environnement. En effet, dans chaque établissement humain, même en difficulté ou en déséquilibre, existent de nombreuses dynamiques sociales et culturelles qu'il faut connaître, reconnaître et renforcer. « Il faut partir de ce que les gens ont et non de ce qu'ils n'ont pas » (Mernissi, 2003), plutôt que de chercher à ce que ces dynamiques s'expriment autour d'un projet venu d'en haut. Plus que la participation qui sous-entend une adhésion à un processus, il serait donc préférable de parler de *collaboration*, d'*implication* ou de *partenariat*, entre les décideurs et les habitants. L'idée motrice étant la construction d'une confiance mutuelle dans un but de dignité des personnes : la dignité est plus importante que la solidarité ou la démocratie, la dignité c'est ce qui fait l'être (Mernissi, 2003). Ce partenariat a donc vocation à inventer des dispositifs simples, adaptés aux différentes situations et suffisamment souples pour pouvoir être corrigé plutôt que de chercher des solutions à des problèmes qui ne représentent bien souvent que la partie émergée de l'iceberg. La manière de faire les choses est plus importante encore que ce que l'on fait (Mernissi, 2003).

La notion de développement est, elle aussi, à questionner. Ici, nous parlons de développement du territoire, mais ce terme se retrouve un peu partout : développement personnel, développement d'une idée, développement durable, développement économique, développement humain, sous-développement, codéveloppement, etc. Que se cache-t-il exactement derrière ce mot ? Ce mot, employé au sujet du degré d'avancement des pays, a été popularisé par le président des États-Unis Harry Truman en 1949 dans son discours sur l'état de l'Union. Depuis, il existe des pays développés, pays qui donc seraient censés avoir atteint un but, un idéal, et des pays en développement ou sous-développés qui eux seraient loin derrière et dont le but ultime serait d'atteindre le niveau de ces modèles développés. Ce concept se rapproche de la signification du développement en biologie : « un ensemble de mécanismes à l'œuvre durant la croissance d'un organisme vivant¹⁶ ». Apparaît ici le terme de croissance,

16 Dictionnaire Larrousse, édition 2010.





souvent associé au concept de développement, croissance qui doit permettre d'atteindre un stade dit développé. Les termes *développement* et *croissance* nous semblent donc dangereux, car ils contribuent à mettre en place une hiérarchie en rapport à un modèle unique à atteindre par tous. Ainsi, il y aurait des pays sous-développés (voire des continents entiers), des régions plus développées que d'autres, des quartiers en développement. Par son origine, son utilisation et sa signification courante, le développement semble être un concept purement occidental, reflet d'un certain projet de civilisation, basé avant tout sur l'expansion. Le développement occulte souvent d'autres formes d'évolution sociale ou économique dont les principes ne se basent pas sur la prédation, la recherche du profit ou de la rentabilité. L'exemple de l'Afrique, continent présenté comme sous-développé, est à ce titre significatif. Des chercheurs africains, comme Cheikh Anta Diop, ont démontré qu'au XV^e siècle, avant les différentes colonisations, certains pays d'Afrique avaient inventé des systèmes de monarchies parlementaires alors que l'Europe vivait sous l'absolutisme. L'actuel Mali avait diffusé une véritable déclaration universelle des droits humains, la Charte du Mandé, alors que les peuples d'Occident étaient encore asservis. Pour Amadou Hampâté Bâ, grand penseur africain, « toute société donnée, dès l'instant où elle présente une unité de comportement dans le temps et l'espace, basé sur un système cohérent de connaissances hérité de ses ancêtres et transmis de père en fils, relatif à une certaine vision du monde, on peut dire qu'une telle société représente un type de civilisation qui lui est propre. Dans ce type de société, la "marche en avant" ou l'évolution possible peut ne pas être tournée vers la conquête du monde extérieur, mais vers la recherche ou l'accomplissement d'un type d'homme parfait dont le modèle est l'ancêtre, ou le héros initiateur, fondateur du clan » (Traoré, 2002). Et Aminata Traoré d'ajouter : « L'Occident s'est affranchi de cette forme de référent, qui continue cependant de nourrir l'imaginaire de bon nombre de peuples et de conférer à l'action humaine une dimension morale » (Traoré, 2002). Pour conclure, le développement, et pour ce qui nous concerne ici, le développement du territoire, semble souvent proposer un modèle unique en référence et conduit bien souvent à l'impasse ou à l'échec pur et simple. Pour Majid Rahnema, diplomate iranien,



« la plupart des interventions sociales en faveur des pauvres visent à consolider les fondements économiques de la société des non-pauvres » (Rahnema, 2008). Au terme de développement, nous préférons donc le terme d'évolution, terme faisant référence au temps et non plus à l'espace, terme garantissant aussi une pluralité de réponses plutôt que la recherche d'un modèle. En effet en biologie, « l'évolution est l'adaptation dans le temps induisant la diversification des espèces à l'origine de la biodiversité ¹⁷ ».

En résumé, nous préférons donc parler de partenariat plutôt que de participation, d'établissement humain en lieu et place de territoire, et d'évolution plutôt que de développement. Nous pourrions alors, et ce en toute humilité, renommer le thème de l'atelier : *nouveaux partenariats pour l'évolution concertée des établissements humains*. Cette recherche de partenariat nécessite la mise en place d'une pensée critique et la remise en question de nombreuses pratiques d'aménagement et de gestion des lieux de vie. Ces nouveaux partenariats font appel à la créativité et à la recherche d'idées simples embrassant les enjeux du monde contemporain : la dignité des personnes, le lien social, le progrès et le respect de la biodiversité. Cette créativité n'est pas facile à activer ni par les décideurs, habitués à appliquer des recettes de moins en moins efficaces, ni par les habitants, bien souvent pris au piège de l'assistanat ou de l'individualisme. Nous vous proposons donc de contribuer à réactiver cette créativité à travers ces histoires africaines. Plus que des exemples, ce sont de véritables histoires avec leurs acteurs, acteurs qui, nous l'avons vu, sont garants de la remise en place d'une échelle intermédiaire permettant de sortir de la dichotomie public/privé et d'inventer des lieux de vie plus familiers, générateurs de liens, véritables creusets culturels. Ces histoires correspondent à des situations extrêmes où la mobilisation des habitants est l'unique possibilité d'évolution, l'État ayant fait défection ou préférant ignorer ces situations de détresse au profit de projets susceptibles d'entrer dans le cadre des organismes internationaux d'aide au développement. Nous faisons ici l'hypothèse que de telles situations extrêmes sont un réservoir insoupçonné

¹⁷ Dictionnaire Larousse, édition 2010.





de créativité sociale et une invitation à repenser le développement territorial de manière pragmatique, simple et efficace sans chercher à reproduire des schémas préétablis, complexes et souvent inadaptés. À travers ces histoires, les décideurs pourront s'apercevoir du très faible coût engendré par ces projets, les habitants pourront y voir une possibilité de se construire ensemble tout en assurant une certaine indépendance alimentaire, énergétique, mais aussi culturelle. Ces histoires embrassent des échelles territoriales différentes et des organisations sociales plus ou moins complexes. Par cette diversité, elles sont témoins d'une créativité possible à tous les niveaux.

Références

- AGIER, M. (1999). *L'invention de la ville*. Paris : Éditions des archives contemporaines.
- AMAHANE, A. (2009). *Le village des Ait-Iktel*, publié le 12 novembre 2009 sur www.ABHATOO.net.ma, Portail de recherche documentaire du Haut Commissariat au Plan du Royaume du Maroc.
- AMAHANE, A. (1998). *Mutations sociales dans le Haut-Atlas. Les Ghoujdama*. Paris : Éditions La Porte.
- AZNAG, K. (2009). Le pouvoir de se rêver différemment. *Revue Quart Monde*, n°210 *La crise, entre abîme et renaissance*.
- BOURRON, Y. (2011). *Jamal, la revanche du territoire*. Paris : Publisud.
- CHOAY, F. (1965). *L'urbanisme, utopies et réalités*. Paris : Éditions du Seuil.
- GUILLEBAUD, J-C. (2002). *L'esprit du lieu*. Paris : Arléa.
- PERCO, P. (1994). *Les habitants-aménageurs*. La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube.
- MERNISSI, F. (2003). *Les Ait-Débrouilles, ONG rurales du Haut-Atlas*. Rabat : Éditions Marsam.
- RAHNEMA, M. (2008). *Quand la misère chasse la pauvreté*. Paris : Actes Sud.
- TRAORÉ, A. (2002). *Le viol de l'imaginaire*. Paris : Fayard/Actes Sud.



La médiation urbanistique au cœur de la fabrication du Lien

Aniss M. Mezoued

Du fait de leur complexité, les villes et les territoires sont de plus en plus étudiés comme des systèmes de relations et de connexions entre différents éléments (acteurs, flux, réseaux, etc.) qui participent à la construction de notre environnement. De ce fait, la fabrication du lien devient une préoccupation importante dans la recherche de l'équilibre des systèmes. En pratique, cette fabrication du lien est au centre des enjeux de la médiation, qui est utilisée dans différents domaines et disciplines scientifiques, dont l'urbanisme, où elle trouve des applications diverses, notamment dans la résolution des conflits dits « urbains ». Elle joue également un rôle important dans les processus de participation et de coproduction du territoire. La médiation urbanistique, comme nous le verrons, permet des configurations et reconfigurations du champ pratique qui peuvent participer à la construction de ce que nous qualifions de récit de coproduction de l'espace urbain.

L'expérience vécue à Curaçao a mis la médiation au cœur des questionnements sur l'évolution de l'île et de son urbanisme. Les rencontres avec les acteurs institutionnels et celles avec les habitants ont fait ressortir la nécessité de mettre l'ensemble des acteurs autour de la table, afin de faire converger





les intérêts de chacun dans une relation gagnant/gagnant. La brutalité des opérations immobilières liées au tourisme et qui s'approprient le front de mer crée en effet des conflits avec les habitants qui se voient privés d'accès aux plages et aux ressources marines. Comme le montrent les articles précédents, il est difficile de revenir aujourd'hui sur ce qui a été réalisé, mais il est possible de freiner l'expansion de ce tourisme de masse d'une part, et de réorganiser les morphologies de ce qui existe en permettant des accès à la mer et des continuités des espaces publics d'autre part. Pour ce faire, il faut apaiser les conflits et faire entrer l'ensemble des acteurs dans des processus de médiation qui permettraient de construire un récit du futur qui soit un récit commun et souhaité par l'ensemble des acteurs. Les processus de décision et de mise en œuvre des projets doivent donc être repensés.

Dans cette perspective, cet article se veut un apport théorique sur la médiation et particulièrement sur la médiation urbanistique. Il a pour but de contribuer à construire une approche alternative dont Curaçao pourra tirer profit, en donnant les clés d'une autre approche de projet et de fabrication de liens entre les acteurs du territoire. Le texte explore dans un premier temps et de manière théorique le concept de médiation rapporté à différents champs disciplinaires. Il lui associe ensuite celui de transaction afin d'apporter un éclairage sur la nature des objets transactionnels de la médiation. Dans un second temps, le concept est rapporté à l'urbanisme, en définissant la médiation urbanistique, les objets transactionnels de sa médiation et les temps de la médiation urbanistique associés aux temps des récits et de la prospective du présent. Une place importante est donnée au projet d'espace public, en le considérant comme un élément central de la construction des récits de coproduction de l'espace urbain et de la fabrication d'un avenir commun. La question est illustrée brièvement à travers le cas d'Alger en Algérie, où l'institution de l'espace public comme objet de médiation représente un enjeu crucial de l'urbanisme à venir. Enfin, nous découvrons comment la médiation, à travers le métissage qu'elle effectue, s'inscrit dans une dynamique d'action continue.



CONCEPTS, CONDITIONS ET OBJETS DE LA FABRICATION DU LIEN

Dans son sens commun, la notion de médiation (familiale, juridique, sociale, etc.) est liée à l'idée de conflit, sa résolution ou son anticipation. C'est en effet un point important et un thème central des processus de médiation rapportés dans les différents domaines. Cependant, le concept a une portée beaucoup plus importante. Parmi les définitions proposées par les différents auteurs ayant traité de la question, nous proposons la synthèse la suivante : la médiation est un processus de construction du lien, axé sur l'autonomie et la responsabilité des personnes concernées par des situations de « rupture ou de séparation » dans lequel un tiers, impartial, indépendant et qualifié, et sans pouvoir de décision — le médiateur, favorise leur communication et la gestion de leur conflit à travers l'organisation d'entretiens (Guillaume-Hofnung 2007). Deux éléments ressortent de cette définition. D'une part, la construction du lien vient en amont de la gestion des conflits. Elle peut être une construction nouvelle établissant un lien inexistant précédemment, mais nécessaire pour une construction sociale, familiale ou autre, d'un avenir commun. Elle peut également être la reconstruction d'un lien rompu suite à un événement ou un conflit. D'autre part, cette construction du lien passe par l'établissement ou le rétablissement de la communication entre les personnes ou groupes concernés (Six, 1990). La communication est un élément central, car, comme le précisent Gaillard et Durif, « les médiations se mettent en place quand les canaux de communication n'ont pas fonctionné » (Gaillard et Durif-Varembont, 2007, p. 20).

Jean-François Six nous propose une classification de la médiation en quatre types, en fonction de la place de la communication, de la fabrication du lien et du conflit : la médiation créatrice qui vise à susciter le lien inexistant entre les personnes ou les groupes ; la médiation rénovatrice qui vise à reconstruire le lien rompu ; la médiation préventive qui devance le conflit et donc suppose une identification des signaux faibles de ce conflit en gestation ; enfin la médiation curative dont le but est de remédier à une situation de conflit (Six, 1990). Dans l'ensemble de ces quatre médiations, le tiers médiateur occupe une place





centrale, car, sans lui, il n'y a pas de médiation. Il doit être indépendant et n'être rattaché à aucun des acteurs concernés. Il doit être neutre, impartial et sans pouvoir. Il doit mener vers une solution qui soit celle des médiateurs¹. Il est « une présence qui n'a pas de pouvoir initial et qui n'a pas les choses en main, une réaction se produit ; cette présence, seule, ne sert à rien ; mais si elle est absente, il ne se passe rien ; elle est servante inutile et indispensable » (Six, 1990, p. 181). Il doit « amener les interlocuteurs à découvrir la part de vérité, comme la part d'erreur, ainsi que les éléments de solution qu'ils portent en eux sans toujours le savoir ou sans pouvoir le dire » (Guillaume-Hofnung, 2007, p. 86). La solution trouvée par les acteurs de la médiation n'est pas une solution moyenne, mais une bonne solution qui est acceptée et partagée par tous.

Dans la plupart des cas, la médiation est un phénomène qui surgit de la société civile. Elle s'organise souvent autour du milieu associatif qui semble être le plus adéquat et respectueux de la nature de la médiation, au sens du respect du non-pouvoir et de non-influence du processus au profit d'un acteur ou d'un autre. La question de l'institutionnalisation de la médiation se pose donc avec acuité².

LA TRANSACTION DANS LES PROCESSUS DE MÉDIATION

Guillaume-Hofnung insiste sur le fait que la médiation n'est « ni une négociation, ni un arbitrage, ni intervention d'autorité, ni une conciliation, ni une assistance à des individus en conflit, ni une transaction » ; et que l'« on confond parfois

-
- 1 « Médiateurs » est le terme utilisé par Jean François Six pour désigner les personnes autour desquels se réalise la médiation. Nous pouvons également utiliser le terme de « médiés ».
 - 2 Michèle Guillaume-Hofnung présente cinq types de montages institutionnels possibles, qui sont : l'institutionnalisation de la médiation dans un cadre associatif simple ; l'institutionnalisation dans le cadre d'une association à légitimité renforcée par les pouvoirs publics ; l'ordre professionnel ; la régulation de la médiation par une autorité administrative indépendante ; et finalement l'institutionnalisation de la médiation par l'intégration classique dans l'appareil public (Guillaume-Hofnung, 2007). Comme nous l'avons déjà énoncé, elle met en avant le fait que « seule la formule associative simple respecte la nature de la médiation » (Guillaume-Hofnung 2007, p.124). Les quatre autres montages institutionnels sont exposés au risque de prise de parti et d'usage d'un pouvoir qui influencerait le déroulement de toute médiation.





la transaction avec la médiation à cause du compromis et de sa nature contractuelle» (Guillaume-Hofnung, 2007, pp. 77-79). Nous proposons ici d'explorer le concept de transaction afin d'identifier les liens qu'il entretient avec la médiation. L'objectif est de montrer comment elles puisent dans les mêmes types de processus pour arriver à des résultats qui ne sont pas si éloignés.

La transaction est, d'après le dictionnaire, « l'acte par lequel on transige ». Ceci implique le fait de faire des concessions et de céder par le compromis une partie des prétentions, des biens, ou autres. La transaction est souvent associée au marché et particulièrement au marché foncier et immobilier, s'effectuant entre un acheteur et un vendeur suite à une série d'ajustements du prix, qui dépendra du contexte dans lequel se situe le bien, de la durée et des qualités de l'échange. Souvent, cette action s'effectue grâce à la présence d'un tiers qui facilite la communication entre les parties — l'agent immobilier dans ce cas précis (Blanc, 1992). La transaction est reprise dans différents champs disciplinaires, notamment en sciences de la communication et en sciences sociales. C'est à Jean Remy et à Liliane Voyé que l'on doit le développement du concept dans ce second domaine. Ils émettent l'hypothèse que la société fonctionne comme un marché (Rémy, 1992) et que la vie sociale peut être appréhendée comme une « séquence d'ajustements successifs » (Blanc, 1992). L'interaction devient par-là l'élément central de l'analyse transactionnelle en se centrant sur « la formation du lien social et sur les composantes du régime d'échange » (Rémy, 1992). Cet échange met en relation des acteurs ayant des positions et des intérêts différents et un pouvoir d'action et d'influence inégal. Leurs échanges, bien qu'inégaux, doivent être équitables par la mise en place de règles communes régulées par le contrat. Ces échanges successifs aboutissent, à travers des ajustements, à un état d'équilibre résultant de la construction de compromis entre des acteurs qui cohabitent dans un espace commun (un quartier par exemple) (Rémy, 1992 ; Sénécal, Herjean et al., 2006). Pour ce faire, la transaction passe par un tiers que Michel Marié (cité par Jean Rémy) qualifie de « passeur », « c'est-à-dire l'être qui essaie d'être bilingue et qui fait des transpositions espérant réussir des hybridations plus ou moins fécondes » (Rémy, 1992, p. 93) entre les intérêts



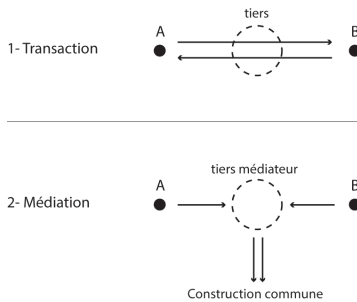


Fig. 15 : Schématisation de la transaction et de la médiation (auteur)

et les aspirations des contractants de la transaction. La présence du tiers permet aux acteurs de se parler et de faciliter leurs échanges. Jean Rémy propose une typologie du rôle du tiers dans la transaction sociale, dans laquelle nous retrouvons le « tiers médiateur » dont le rôle est d'assurer la médiation entre les personnes concernées pour faciliter leur transaction. Il en ressort que « la transaction est en connexion directe avec l'analyse des médiations » (Rémy, 1992, p. 95).

En effet, la transaction et la médiation se basent sur un même processus d'établissement de lien et d'échange entre les personnes ou les groupes concernés, afin de construire un consensus qui soit une hybridation ou un métissage entre les intentions, aspirations, projets et volontés des différents protagonistes. Dans les deux cas, le tiers occupe une place déterminante, car il reste le garant de l'établissement de la communication et de l'échange, mais cette place est de nature différente dans la transaction et dans la médiation.

Ainsi, la transaction peut se passer de la présence physique du tiers et implique une cession de quelque chose de la part des acteurs concernés. Ceci n'est pas forcément le cas dans la médiation qui, dans la recherche de solutions communes, pousse les acteurs à construire ensemble une solution à un problème, sans forcément faire de concession ou céder quelque chose. Aussi, la transaction implique l'idée d'un transfert d'un acteur A à un acteur B d'un objet de transaction. Dans la médiation, il n'y a pas forcément de transfert de A à B, mais une convergence vers un autre point matérialisé par le médiateur pour construire un objet commun (voir fig. 15). Il n'est pas indéniable, toutefois, que la frontière entre les deux soit claire. D'une part, la transaction peut jouer dans la cour de la médiation en réunissant les conditions du tiers médiateur. D'autre part, la médiation peut se construire autour d'une transaction, c'est-à-



dire qu'elle peut mettre en communication des acteurs qui vont échanger dans une action transactionnelle, autour d'un objet également transactionnel.

LES OBJETS TRANSACTIONNELS DE LA MÉDIATION

L'objet de médiation est un objet d'échange, autour duquel se font les ajustements successifs entre les médiateurs afin d'arriver à un accord. C'est pour cette raison que l'objet transactionnel de la médiation doit être suffisamment malléable et souple pour permettre à chaque acteur de se l'approprier, tout en le partageant avec les autres acteurs (Gaillard et Durif-Varembont, 2007). Il crée, de ce fait, des situations complexes où s'entremêlent les espaces privés (de chaque acteur ou groupe d'acteurs) et les espaces publics (partagés par l'ensemble des acteurs et considérés comme communs) (Rémy, 1992).

Les notions de métissage et d'hybridation, liées à la fois à la médiation et à la transaction, impliquent l'enchevêtrement et l'interférence entre les acteurs. Pour qu'ils soient possibles, il faut qu'il y ait du « jeu » entre les logiques, les aspirations, les projets et les objectifs des différents acteurs. C'est sur les interstices que le jeu est permis et que se construisent les hybridations et les métissages (Rémy, 1992 ; Laplantine et Nouss, 1997). La médiation intervient justement dans l'utilisation et la fabrication du jeu, en permettant des déplacements, des échanges et de la communication entre les acteurs. Elle intervient « là où on pourrait croire que les jeux sont faits » (Guillaume-Hofnung, 2007, p. 94). L'objet transactionnel de la médiation est de ce fait un objet qui permet le jeu. C'est autour de lui et par lui que se font les ajustements qui permettent de trouver un accord entre les acteurs. L'objet est transformé progressivement afin de devenir un objet commun permettant la construction commune d'un futur souhaité par l'ensemble des médiateurs.





LA MÉDIATION URBANISTIQUE ET LA COPRODUCTION DE L'ESPACE URBAIN

Tout comme les autres médiations, la médiation urbanistique s'appréhende souvent par la résolution des conflits. Elle intervient, dans la majorité des cas, dans des quartiers dits « sensibles » où existent de réels conflits entre les habitants. Elle intervient également lors d'interventions publiques dans le cadre de projets d'aménagement et d'infrastructures dans des quartiers spécifiques. La confrontation entre les volontés des porteurs du projet et les habitants y est parfois conflictuelle et nécessite des ajustements de part et d'autre. Le rôle de la médiation est donc souvent lié à l'apaisement ou à la résolution du conflit, poussant les acteurs à dépasser leurs querelles, afin de transformer le conflit en force créatrice. Au-delà du conflit, la médiation urbanistique vise simplement à rendre les villes plus humaines, plus agréables à vivre et les rapports entre ses habitants plus apaisés. Elle vise aussi à « rapprocher les institutions de leurs publics » (Guillaume-Hofnung, 2007, p. 27), en d'autres termes à créer du lien entre les habitants d'une part, et entre les différents acteurs du territoire et de la ville d'autre part.

La médiation urbanistique, comme les autres médiations, s'appréhende plus par son manque que par son bon fonctionnement (Guillaume-Hofnung, 2007). L'absence de médiation entraîne des situations qui ne se réduisent pas à la conflictualité du jeu d'acteur, mais qui impactent directement l'espace urbain. Un conflit entre voisins, par exemple, peut se traduire par l'absence de l'entretien des copropriétés ou de tout espace à la frontière du privé et du public. Cette visibilité de l'absence de liens est également valable en dehors des cas de conflit. L'exemple du cloisonnement sectoriel propre à beaucoup de villes est assez représentatif. Le manque de communication entre les secteurs induit des actions sur le territoire qui restent ponctuelles, propres à chaque secteur. Il en résulte, comme le montre le cas d'Alger, une fragmentation de la ville et une absence de liens entre les formes urbaines produites par les différents secteurs, public et privé. Ici, même si le conflit existe dans certaines configurations, il n'est cependant pas central et l'absence de médiation s'appréhende plus par l'absence de liens que par le conflit.



La médiation urbaine, telle que nous l'envisageons, s'inspire des travaux de Bernard Declève, de Julie Deneff et de l'équipe Habitat et Développement et se définit comme une approche pédagogique qui, à travers des processus de formation, action et recherche, vise la coproduction de la ville et du territoire (Declève, 1994 ; Declève, 2002 ; Declève et Forray, 2004). Elle vise également à mettre en communication et en présence des acteurs qui n'arrivaient pas à se rencontrer et à communiquer, à cause de l'absence de canaux de communication ou de leur interruption suite à des modifications quelconques des processus de production urbaine, à l'interférence et au conflit entre des récits urbains ou au passage d'un récit urbain à un autre. Cette mise en présence des acteurs vise, comme nous l'avons vu, la construction d'un avenir commun autour de l'amélioration des conditions de vie en ville. Elle se matérialise par le projet qui n'est plus conçu comme la construction individuelle d'un acteur, mais comme une coproduction impliquant l'ensemble des acteurs concernés. « Derrière le concept de coproduction, il y a cette idée que la fabrication de la ville est un "drame" jamais achevé (au sens théâtral du terme), dont le sens résulte de la façon dont les rôles se distribuent et des interactions entre ceux qui écrivent le scénario, ceux qui élaborent le décor, ceux qui jouent le drame et les visiteurs-acteurs qui s'en alimentent à travers de multiples usages » (Declève, 2002). L'écriture de ce scénario ou du récit de la coproduction nécessite des ajustements permanents et ininterrompus, afin de définir le juste rôle de chaque acteur-personnage, ainsi que la construction de l'intrigue. Dans ce type de démarche, le projet urbain devient le médiateur, le support de la communication entre les acteurs.

LE PROJET D'ESPACE PUBLIC COMME MÉDIA

La production du territoire relève d'une interaction complexe entre des acteurs de différents niveaux. En plus des espaces d'action de chaque acteur et de chaque secteur, il existe certains espaces qui sont partagés par l'ensemble des personnages du « drame ». Ce sont souvent des espaces résiduels formant le vide entre les masses bâties. Ils constituent un enjeu majeur pour la fabrication du lien et de la concordance.





Dans ce contexte, il nous paraît important d'envisager l'urbanisme comme une action collective sur le territoire qui permet la communication entre les acteurs de la ville d'une part, et la fabrication du lien et de la cohésion entre les formes urbaines d'autre part. Le projet urbain, par conséquent, peut être considéré «comme un dispositif communicationnel qui se fonde sur le débat et la construction partagée entre les acteurs» (Denef, 2011, p. 144). Le projet d'espace public, en particulier, semble correspondre à nos préoccupations. Premièrement, il a pour objet les espaces interstitiels et résiduels compris entre les espaces privés des différents acteurs. Il leur est également commun et constitue le liant entre ces différents espaces privés. Deuxièmement, du fait de son caractère public et parce qu'il constitue les bords et les accès des espaces privés, l'ensemble des acteurs est concerné par son aménagement. Le projet d'espace public apparaît de ce fait comme central dans la recherche de la concordance entre les actions des différents acteurs, à travers leur mise en communication et la fabrication du lien spatial. En ce sens, le projet d'espace public est un médiateur qui permet l'établissement de liens entre les acteurs, afin que leurs actions soient convergentes. C'est autour de lui que la communication peut se mettre en place et que les ajustements peuvent se faire progressivement tout au long de son processus. Ce dernier devient médiation lorsqu'il parvient à construire et à dérouler le fil d'une intrigue en lui associant l'ensemble des personnages concernés par l'action sur le territoire.

Le développement, l'aménagement et la gestion de l'espace public dépendent bien entendu de l'acteur public. C'est à lui que revient d'organiser l'implication des différents acteurs dans le processus du projet. «Sa capacité d'action se définit par sa capacité à laisser agir ou non les autres acteurs du territoire, qu'il s'agisse des acteurs de la société civile ou des acteurs économiques» (Denef, 2011, p. 135). Dans le contexte actuel du développement territorial en général, l'acteur public doit composer avec la multitude d'acteurs en présence, notamment économiques privés. Il doit également intégrer lui-même les logiques économiques actuelles. Pour qu'il y ait médiation et coproduction de l'espace public, il faut sortir du schéma linéaire et hiérarchique dans lequel



un maître d'ouvrage public conçoit les programmes et commande leur mise en œuvre, quitte à les faire appliquer au « forceps ». Il faudrait que l'ensemble des acteurs participe, tout au moins à la programmation de l'espace, afin de définir les besoins de chacun et de construire un projet commun qui fabrique du lien (Declève, 2002). Derrière cette conception, il y a bien entendu l'idée d'impliquer également les habitants et les usagers de l'espace. Ceci implique « la reconnaissance de savoirs de type hétérogène, et non plus uniquement des savoirs-experts » (Denef, 2011, p.143). Les acteurs populaires de la production informelle par exemple, n'y sont plus isolés et considérés comme faibles, perturbateurs ou défaillants. Ils sont intégrés au processus de projet par la reconnaissance d'une certaine ingéniosité dans leurs productions et leurs savoirs. Le projet d'espace public devient une invitation à dépasser le vécu de la fragmentation en s'opposant à l'idée de diviser le problème allégué à la production urbaine, en autant d'éléments sensés le composer³. Il devient médiat en permettant l'ouverture à la discussion entre l'ensemble des acteurs.

L'ESPACE PUBLIC EN TANT QU'OBJET TRANSACTIONNEL DE LA MÉDIATION URBANISTIQUE

Si, comme nous venons de le voir, le projet d'espace public est le média permettant la médiation entre les acteurs et les formes urbaines, nous pouvons identifier l'espace public comme l'objet de la médiation. Cet espace interstitiel qui permet le jeu entre les espaces privés permet l'établissement des différents échanges et transferts entre les médiateurs. Bien que ses limites juridiques

3 Paraphrase d'une citation de Gaillard et Durif, d'une vision développée à partir de la médiation et de la pensée « métis » : « La médiation est une invitation à reprendre le vécu de la fragmentation. Elle s'oppose à l'idée de diviser le problème allégué en autant d'éléments sensés le composer, d'isoler un élément pour le désigner comme faible, perturbateur ou défaillant. Ce processus de rencontre consiste à s'intéresser au liant, c'est-à-dire à ce qui met en lien des éléments maintenant reconnus comme séparés. Les écarts entre ceux-ci peuvent être nommés interstices. La pensée "métis" consiste à s'occuper de ces espaces interstitiels pour y composer une réalité nouvelle laissant l'aléatoire s'envisager » Gaillard, B. et J.-P. Durif-Varembont (2007). La médiation théorie et pratiques. Paris, L'Harmattan.





soient déterminées, rien ne garantit pour autant sa publicité. « Celle-ci dépend essentiellement de la manière dont il est reconnu comme une des entités partagées qui forment "la chose publique" et qui sont objet permanent de débat [...] Autrement dit, l'espace n'existe comme bien commun qu'en fonction de ce que les citoyens décident collectivement d'en faire » (Declève, 2002, p. 70). C'est donc à travers cette action collective qui implique coproduction et médiation que l'espace public se construit en tant que tel. Pour ce faire, le débat est permanent et les ajustements constants. Les échanges sont continus entre les attentes et les représentations de chaque citoyen/acteur d'une part, et entre les objets de l'espace physique d'autre part. En ce sens, l'espace public peut être considéré comme objet transactionnel de la médiation urbanistique.

Cette transaction s'effectue principalement sur trois niveaux : culturel et symbolique, pratique, et juridique (voir fig. 16). Au niveau culturel et symbolique, il s'agit d'ajustements dans les représentations individuelles de l'objet public. Chaque acteur possède une vision de ce qu'est l'espace public, ainsi que de la manière avec laquelle il doit être conçu et géré. Les ajustements visent la construction d'une représentation plus ou moins proche et partagée de ce qu'est le bien commun. Dans la société algérienne par exemple, l'espace public est souvent désigné sous l'appellation de « *El Beylek* »⁴. Il est dans la représentation populaire collective le bien de l'« État » ou de l'administrateur et non un bien commun. C'est une construction historique qui rend difficile le dépassement des habitudes de désintérêt pour ces espaces. La médiation y prend de ce cas tout son sens, en essayant de faire converger les représentations des différents acteurs autour de la notion de bien commun. Au niveau pratique, il s'agit de négocier autour de l'usage qui est fait de l'espace en question. Il existe souvent un décalage entre les pratiques quotidiennes de l'espace public, l'usage pour

4 *El Beylek* est un mot d'origine turque datant de l'occupation ottomane de l'Algérie. Il désigne à l'origine l'administration en charge d'un territoire. Les espaces qu'il administre en dehors de propriétés privées sont désignés par le terme *Beylek*. Le terme est resté d'usage pour désigner la colonisation française et a continué à être utilisé à l'indépendance pour désigner l'espace public de l'État souverain. Voir à ce sujet : A, A. (2009). Les séquelles de la culture du vocable « beylek ». Liberté. Alger, Liberté.



lequel il a été réalisé et les projections faites par les développeurs de projets. Aussi, un espace public peut être pratiqué de différentes manières par différents usagers. Un parc, par exemple, peut servir à des activités calmes de repos et de détente, comme il peut servir à des activités bruyantes de sport et de loisirs. Les conflits d'usage peuvent facilement surgir de l'aménagement de tels espaces et doivent faire l'objet d'ajustement dès les premières phases du projet. Enfin, au niveau juridique, différents types de transactions peuvent se mettre en place, mais qui ne sont pas toujours dans une approche de coproduction et de médiation. Il peut s'agir par exemple de redessiner les limites des propriétés par une série de mécanismes juridiques à travers le remembrement, la préemption ou l'expropriation, qui sont des figures propres au modèle hiérarchique de production urbaine. À l'inverse, il peut y avoir d'autres types d'échanges qui se situent plus dans la recherche de compromis que dans la confrontation ou de l'imposition d'un modèle, d'une vision et d'une solution. L'échange de droits par exemple peut permettre à un acteur privé de densifier sa parcelle de terrain en contrepartie de l'aménagement d'une partie d'un espace public ou de la cession d'une partie de son bien à usage public.

L'objet transactionnel de la médiation urbanistique que constitue l'espace public est par conséquent un objet flexible et mouvant qui permet tout type d'ajustements. À travers une série d'échanges, il peut aller jusqu'à la modification de sa forme physique initiale, de sorte qu'il puisse constituer le liant entre les formes urbaines et les acteurs. Au niveau formel, il peut non seulement lier les formes urbaines existantes, mais également être le fil conducteur des futurs projets. En définissant leurs bords, il peut conditionner les formes urbaines produites.

QUATRE TYPES DE MÉDIATION DANS LES PHASES DU PROJET

Toute intervention sur l'espace urbain implique la prise en compte par le projet des différents enjeux relatifs à son développement. Ces enjeux sont politiques, techniques, économiques et ceux de l'habiter. Les enjeux politiques concernent



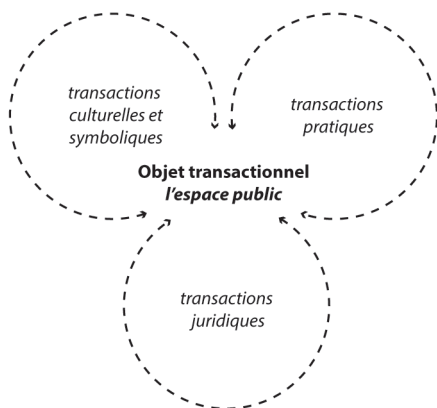


Fig. 16 : Les transactions autour de l'espace public (auteur)

les modes de gouvernance et des systèmes de décision ; les enjeux techniques touchent aux procédés d'étude, de mise en œuvre et de suivi des projets ; les enjeux économiques concernent les aspects de développement économique et de rentabilité des investissements ; enfin, les enjeux de l'habiter portent sur les pratiques quotidiennes de la ville par ses habitants et sur l'ensemble des relations sociales. La médiation urbanistique vise donc notamment la recherche de l'équilibre entre ces enjeux et

l'implication des différents acteurs dans le processus de projet, en générant une dynamique d'adaptation permanente du projet par rapport à des acteurs porteurs de visions différentes de la ville (Denef, 2011).

Dans sa thèse de doctorat sur les espaces ouverts, Julie Denef nous propose quatre types de médiation au sein de la médiation urbanistique, qui agissent en tension les unes par rapport aux autres à différents moments de la conduite du projet et qui s'articulent par rapport à l'expérience du territoire d'une part, et aux acteurs de ce territoire d'autre part (voir fig. 17). Il s'agit premièrement de la médiation pratique de l'habiter qui s'exprime dans les interactions entre les représentations issues des expériences et du vécu de l'espace, des usages et pratiques quotidiennes ; deuxièmement, la médiation politique qui tient de la négociation entre les intérêts et les visions du développement de l'espace ; troisièmement, la médiation technique qui repose sur l'articulation entre les scénarios de projet et leurs conditions de mise en œuvre ; enfin, la médiation culturelle qui repose sur l'intégration des dimensions sensibles et des éléments symboliques du projet (Denef, 2011).



Cette typologie nous éclaire sur la manière dont la médiation intervient dans la fabrication du lien entre les acteurs. Dans l'approche du projet par la coproduction et la médiation, les processus ne sont pas linéaires. Ils font intervenir plusieurs aspects simultanément et autorisent des va-et-vient constants qui permettent les ajustements recherchés. Le schéma ci-dessus montre une polarisation des médiations sur deux axes. Chaque polarisation correspond à une phase du projet. La première est celle du couple médiation politique et médiation pratique qui intervient dans la phase de négociation, de débat et de délibération du projet. Elle permet des ajustements entre les volontés politiques des développeurs du projet (acteurs publics ou économiques) et celles des habitants et des usagers de l'espace. La seconde polarisation est celle de la médiation technique et de la médiation culturelle. Elle intervient dans la conduite du projet par les professionnels, tant dans sa conception, sa réalisation et sa gestion. Ici les ajustements se font entre les réponses techniques apportées par les professionnels et les visions culturelles et symboliques des habitants et des pratiques. « Les acteurs professionnels qui interviennent aux différents moments du projet conduisent le processus vers un type de médiation ou l'autre, en fonction de ce qu'il s'agisse de professionnels du champ social ou davantage du champ urbanistique ; mais aussi en fonction de l'orientation donnée par la maîtrise d'ouvrage » (Denef, 2011, p. 145). Les différentes médiations n'interviennent donc pas de manière linéaire, mais dépendent du contexte du projet et de l'interaction entre les acteurs.

LES TEMPS DE LA MÉDIATION

La médiation est incontournableement une action temporelle. Elle est « un lien subjectif entre les vivants », et incite à la reconnaissance de diverses identités et temporalités (Gaillard et Durif-Varembont, 2007, p. 52). En effet, les actions souvent discordantes des acteurs du territoire s'inscrivent dans des temporalités propres. La médiation, dans sa recherche de concordance, tente de les faire converger ou du moins de les articuler autour de l'action commune. Par ailleurs, la médiation est régulée par le temps de l'action qui définit le moment de sa



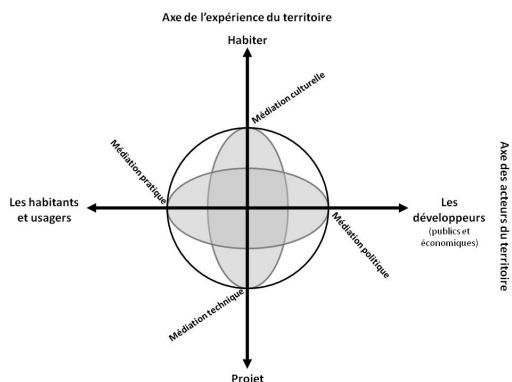


Fig. 17 : Les sphères de la médiation urbanistique (Denef, 2011)

mise en place. Les phases du projet, par exemple, définissent comme nous l'avons vu, le type de médiation qui intervient à chaque étape du processus. Ensuite, le temps est à son tour régulé par la médiation qui, à travers son dispositif, divise le temps et l'organise. La médiation définit un début et une fin, des rythmes et des temps d'entretiens entre les

acteurs. Il est possible de diviser son processus en trois moments : la mise en place de la médiation par l'identification des objectifs, des acteurs concernés et des liens rompus ou inexistantes sur lesquels le travail de médiation sera effectué ; la médiation proprement dite et l'établissement des communications et des entretiens avec les acteurs afin de définir en commun les objectifs du projet et les rôles de chacun ; enfin, la clôture de la médiation, lors de laquelle les relations entre les acteurs et les temporalités des actions sont reconfigurées autour de l'action commune.

Le temps de la médiation n'est, comme le précise Jean-François Six, que le temps d'une « catalyse ». La médiation n'étant jamais parfaite, ce temps doit permettre l'ouverture à d'autres médiations qui suivront et qui progressivement aboutiront à l'établissement d'une réelle communication entre les personnes concernées (Six, 1990). Elle pose donc dès le départ l'idée de l'après-médiation qui doit permettre aux médiateurs de « vivre leur dimension du lien sans en référer à un tiers » (Gaillard et Durif-Varembont, 2007, p. 111). Ce processus continu permet d'établir ou de rétablir des canaux de communication. Pour qu'il ait plus de chance de réussir, ce processus doit s'inscrire dans le temps long et dans la continuité du présent (Milburn, 2002). La multiplication des actions de la médiation, ou des médiations elles-mêmes, renforce progressivement les



liens en accompagnant leur construction dans le temps long du présent duratif (Heurgon, 2003), et vers la construction d'un avenir souhaité par l'ensemble des acteurs concernés.

LA MÉDIATION EN TANT QUE MISE EN INTRIGUE POUR LA CONSTRUCTION DU RÉCIT

Il est possible à présent de pousser encore plus loin le résonnement théorique et de se poser la question suivante : comment ce temps de la médiation s'articule-t-il avec celui de la construction du récit ? Ce dernier, pris au sens que lui donne Paul Ricœur, est une opération configurante dans laquelle nous trouvons l'idée de déplacement voire d'ajustement qui réside dans la mise en intrigue, où des buts, des causes des hasards, relevant du champ pratique, sont rassemblés dans l'unité temporelle d'une action totale et complète (Ricœur, 1991 ; Carcassonne, 1998). La construction du récit à travers la mise en intrigue est un processus qui s'apparente à la médiation du fait de faire converger une diversité de personnages, d'objets et de représentation en créant du lien autour d'une histoire commune. Pour Gaillard et Durif-Varembont, le déroulement de la médiation peut correspondre au séquençage en trois moments de la *mimesis*⁵ évoquée par P. Ricœur (Gaillard et Durif-Varembont, 2007). La médiation peut donc être assimilée à la mise en intrigue qui permet la construction du récit. Elle permet, comme la *mimesis*, de refigurer et de configurer le temps et les actions à partir du temps présent et des actions du vécu. La médiation devient un élément central dans la construction du récit urbain du futur, en tant que récit de la coproduction de l'espace et du territoire.

5 La *mimesis* est un processus d'imitation de la réalité. C'est un mot qui nous vient des philosophes grecques principalement de la Poétique d'Aristote. Il est utilisé par Paul Ricœur pour décrire le processus d'imitation en perpétuelle évolution qu'est le récit.





LE TEMPS DURATIF DE LA PROSPECTIVE DU PRÉSENT COMME SUPPORT À LA MÉDIATION

Comme nous venons de le voir, la médiation a plus de chance de réussir dans le temps long que dans l'action ponctuelle et immédiate. Son processus en trois moments accompagne les acteurs vers une concordance de leurs actions à travers différentes refigurations et configurations, qui s'inscrivent dans le présent considéré comme long et continu. L'action de médiation est une activité de tissage permanent et sans cesse renouvelé. Elle s'inscrit dans le présent en assurant la jonction entre le passé et le futur, elle est de fait une médiation temporelle en tension entre l'héritage du passé et l'avenir en construction. Ces caractéristiques temporelles correspondent à celles du récit où le présent articule passé et futur tout en les contenant. Elles correspondent également à celles de la prospective du présent⁶, qui considère le temps présent non comme un instant, mais comme une plage temporelle continue qui accompagne les dynamiques actuelles venant du passé, dans une action longue qui les mène vers l'avenir (Heurgon, 2003).

La médiation est donc cette action configurante, qui construit le récit du futur en accompagnant et en transformant des dynamiques présentes, dans une action longue divisée en trois moments. Il est possible de schématiser cette action dans l'axe temporel du présent duratif en y inscrivant les trois moments de la médiation (figure 04). Au début de l'axe, nous avons l'entrée d'une multitude d'acteurs, de visions, d'enjeux, d'actions et de projets qui prennent source dans le passé, mais qui sont des actions du présent. Elles sont prises en charge par le premier moment, qui préfigure le champ pratique en préparant les conditions de la médiation proprement dite. À travers une multitude de rencontres et une série de transactions, le second moment vise à faire converger ces différents points autour d'un point commun (l'espace public dans notre cas). Les différentes rencontres vont dans un premier temps rétablir le lien entre les acteurs. Ensuite, elles vont les aider à construire ensemble l'avenir commun. Enfin, le dernier

6 Voir la définition dans l'article « Kana Nos Kosta, Récit d'un futur », p. 53.





moment est celui de la clôture de la médiation, où l'ensemble des acteurs, de leurs projets et de leurs visions est refiguré pour converger vers un objet commun. C'est le moment de l'aboutissement de la construction du récit, qui peut à présent se passer de médiation ou rentrer dans un cycle de médiations naturelles, suite à la régulation des liens et de la communication entre les acteurs.

Ce schéma est un processus qui se reproduit à chaque médiation. Il peut être multiplié pour chacune des quatre médiations précédemment citées : politique, technique, culturelle, et de l'habiter. Cependant, les différents moments de la médiation ne se succèdent pas forcément de manière linéaire. Ils peuvent se croiser et s'entremêler deux par deux (représentés par les ellipses dans le schéma ci-dessus). La configuration que met en place la médiation peut arriver avant la fin de la préfiguration du champ pratique. Aussi, la refiguration permettant la clôture s'entame dès la convergence autour de l'objet de médiation. Le second moment envisage, comme nous l'avons vu, la clôture de la médiation avant même qu'elle ne soit terminée (voir fig. 18).

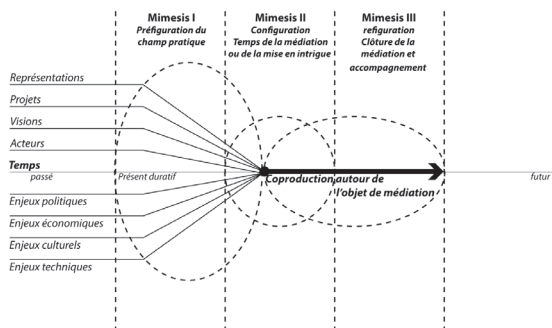


Fig. 18 : Médiation, présent duratif et prospective du présent (Mezoued, 2015)

VERS UNE PENSÉE ET UNE CONSTRUCTION DU MÉTISSAGE

La médiation, comme nous l'avons vu, intervient sur des espaces interstitiels pour y composer une réalité nouvelle. Elle permet l'hybridation entre les attentes de différents acteurs, à travers une sorte de métissage qui préserve l'intégrité et l'authenticité de chaque acteur, tout en l'intégrant dans un tout cohérent. Dans





la construction du compromis, il n'y a ni aliénation d'un acteur ou d'un autre, ni homogénéisation. Il n'y a plus non plus la fragmentation de départ issue de l'absence de liens. En ce sens, la médiation permet une « composition dont les composantes gardent leur intégrité » (Laplantine et Nouss, 1997, p. 8). C'est dans cette optique que la médiation peut être considérée comme un métissage. Ce dernier n'est pas la fusion, la cohésion, l'osmose, mais la confrontation, le dialogue. Il est à l'opposé de la séparation par opposition binaire entre personnes ou objets. Il n'est pas « l'un ou l'autre, mais l'un et l'autre, l'un ne devenant pas l'autre, ni l'autre ne se résorbant dans l'un » (Laplantine et Nouss, 1997, p.79). Il est une médiation qui participe à au moins deux univers.

De par son caractère de bien commun, l'espace public peut être considéré comme un objet « métis », résultat de l'hybridation et du métissage entre ses aspects politiques, techniques, culturels et de l'habiter. L'espace public devient la synthèse des aspirations des différents acteurs, tout en leur permettant la réalisation de leurs projets individuels. C'est un espace en perpétuel changement, car il est le lieu de la confrontation permanente entre des acteurs continuellement en évolution.

« Le métissage est un processus sans fin de bricolage » (Laplantine et Nouss, 1997, p. 75) que nous revendiquons pleinement. Il est élevé au rang de pensée par François Laplantine et Alexis Nouss dans leur ouvrage « Le métissage » (1997). Les auteurs expliquent que « si la pensée du métissage est bien une pensée de la médiation qui se joue dans les intermédiaires, les intervalles et les interstices à partir des croisements et des échanges, elle ne saurait se réduire au et, à l'entre et à l'entre-deux qui sont des catégories spatiales. C'est, contrairement au mélange et à la mixité, une pensée de la tension, c'est-à-dire une pensée résolument temporelle, qui évolue à travers les langues, les genres, les cultures, les continents, les époques, les histoires et les histoires de vie. Ce n'est pas une pensée de la source, de la matrice, ni de la filiation simple, mais une pensée de la multiplicité née de la rencontre. C'est une pensée dirigée vers un horizon imprévisible qui permet de redonner toute sa dignité au devenir » (Laplantine et Nouss, 1997, p. 83). Ils nous disent également que le métissage





n'est pas « un état ni une qualité, il est de l'ordre de l'acte. Il est l'événement qui survient dans une temporalité au sein de laquelle il n'est plus possible de distinguer du passé, du présent, ni du futur à l'état pur » (Laplantine et Nouss, 1997, p. 84). Tout ceci rejoint nos préoccupations de construction du récit dans la multiplicité née des rencontres entre les acteurs et les formes urbaines. Comme le récit, le métissage permet des reconfigurations d'ordres divers, qui s'inscrivent dans une temporalité propre issue elle-même d'une reconfiguration du temps des actions et des événements. Comme le disent les auteurs eux-mêmes, « le récit convient beaucoup mieux pour rendre compte du métissage que la description » (Laplantine et Nouss, 1997, p. 84).

La médiation est, pour résumer, un processus éminemment temporel qui s'inscrit dans la continuité du présent. Elle est de l'ordre de l'action, car elle intervient dans la reconfiguration des phénomènes présents sous une forme nouvelle. Elle crée de ce fait des objets « métis » suite à une série de transactions qui s'inscrivent dans un processus de « métissage ». Ce dernier est au cœur de la fabrication du lien nécessaire à la construction du récit de la coproduction de l'espace urbain que nous recherchons.

À Curaçao, les différentes *Project Weeks* ont permis une reconfiguration du champ pratique qui peut amorcer aujourd'hui des processus de médiation autour de la réappropriation commune des espaces publics privatisés par l'industrie touristique. L'université locale, seule ou en partenariat avec d'autres universités, peut jouer le rôle de tiers médiateurs qui permettra aux acteurs en présence de faire converger leurs intérêts dans un récit commun.

Références

- A, A. (2009). *Les séquelles de la culture du vocable « beylek »*. Liberté. Alger, Liberté.
- BLANC, M. (Ed.) (1992). *Pour une sociologie de la transaction sociale*. Paris : L'Harmattan.
- BRAUDEL, F. (1979). *Civilisation matérielle, Économie et capitalisme*. Paris : Armand Colin.



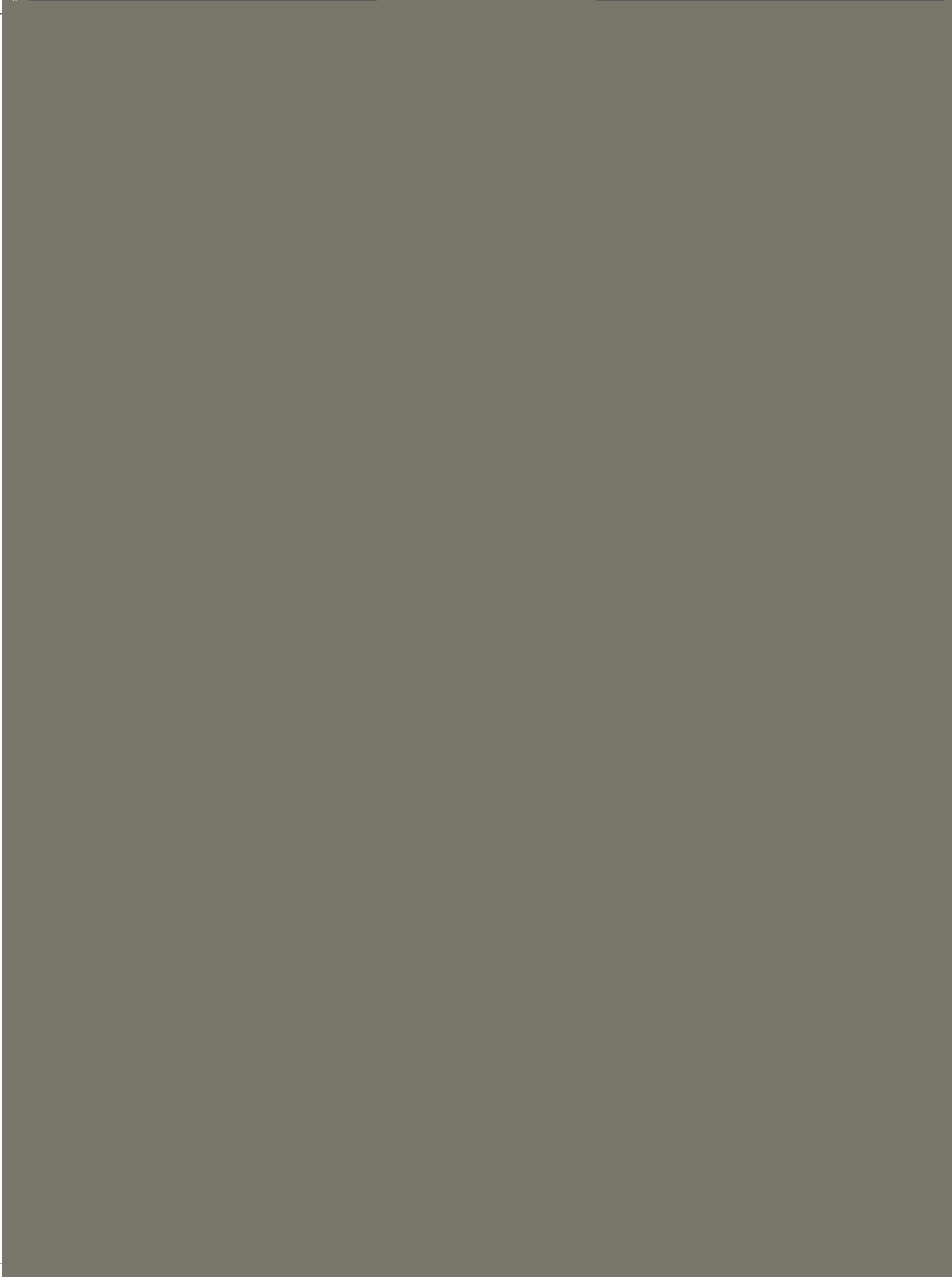


- CARCASSONNE, M. (1998). Les notions de médiation et de Mimesis chez Paul Ricœur : présentation et commentaires. *Hermès* (22) : 53-56.
- DACHEUX, E. (2007). Une nouvelle approche de l'espace public. *Recherches en communication* 28.
- DECLÈVE, B. (1994). *Habiter le changement. L'urbanisme comme école de démocratie*. Unité architecture, Université Catholique de Louvain.
- Declève, B. (2002). Coproduire une puissance publique d'intervention. In B. Declève, R. Forray, & P. Michialino (Eds.), *Coproduire nos espaces publics formation action recherche* (Vol. 9, pp. 69-83). Louvain-la-Neuve: Presses universitaire de Louvain.
- DECLÈVE, B., R. FORRAY (2004). *Arbres à palabres. Pratiques européennes de participation citoyenne aux politiques de régénération urbaine*. Louvain-la-Neuve : Presses universitaires de Louvain.
- DENEJ, J. (2011). *La fabrique de parcs intra-urbains contemporains. Nouvelles formes de médiations urbanistiques et esthétiques de l'ouverture*. Faculté d'architecture, d'ingénierie architecturale, d'urbanisme. Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain. PhD : 275.
- GAILLARD, B. AND J.-P. DURIF-VAREMBONT (2007). *La médiation théorie et pratiques*. Paris : L'Harmattan.
- GUILLAUME-HOFNUNG, M. (2007). *La médiation*. Paris : Presses Universitaires de France.
- HEURGON, E. (2012). *Retour sur la prospective du présent. Des « nous » et des « je » qui inventent la cité*. Paris : Éditions de l'Aube.
- LAPLANTINE, F. AND A. NOUSS (1997). *Le métissage*. Paris : Flammarion.
- MILBURN, P. (2002). *La médiation : expériences et compétences*. Paris : La Découverte.
- RÉMY, J. (1992). La vie quotidienne et les transactions sociales. Dans M. BLANC, *Pour une sociologie de la transaction sociale* (p. 83-111). Paris : L'Harmattan.
- RICŒUR, P. (1991). *Temps et récit. L'intrigue et le récit historique*. Paris : Seuil.
- SÉNÉCAL, G., P. HERJEAN, ET AL. (2006). *Le quartier comme espace transactionnel*. Montréal, INRS-Urbanisation, Culture et Société et Centre Léa-Roback sur les inégalités sociales et santé de Montréal.
- SIX, J.-F. (1990). *Le temps des médiateurs*. Paris : Éditions le Seuil.



Conclusions







La recherche-action territoriale en questions

Bernard Declève

L'ACTION TERRITORIALE COMME DOMAINE DE RECHERCHE

Qu'entendons-nous par action territoriale? Autour de qui et de quelles dynamiques ce champ se structure-t-il? Quelles sont les attentes le concernant? Derrière « action » on retrouve les politiques, les acteurs, les outils, la conception et les concepteurs, la conduite de projet, les techniques (pas la réalisation technique des aménagements, qui relèvent des sciences de l'ingénieur, mais plutôt tout ce qui concerne la gestion des choix technologiques), la prospective, la planification... bref une liste très longue de questions et de problématiques. L'approche de cette science de l'action peut se faire par des regards multiples — celui de l'historien, de l'anthropologue, de l'économiste, de l'architecte, ou du géographe — et selon des logiques dont la convergence est toujours à construire (anthropo-logique, techno-logique, éco-logique). On peut dès lors énoncer une première hypothèse qui est que ce qui structure méthodologiquement le champ de l'action territoriale comme domaine de recherche est l'organisation de la pluridisciplinarité autour d'un même objet, qui est l'« agir » sur la ville et les territoires. Le territoire est ici abordé du point de vue de l'organisation.





Une deuxième manière d'aborder le champ de l'action territoriale consiste à tenter d'en saisir les structures et la complexité à partir des perceptions et des métriques existentielles de l'usage et des pratiques d'habiter, ce qui donne lieu à un registre d'action territoriale assez différent. On est susceptible d'y retrouver les mêmes catégories d'acteurs que dans le premier registre, mais pas dans les mêmes rôles, ni dans les mêmes systèmes de relation à l'espace. De nouveau, la manière dont les individus et leurs associations, les agents économiques ou l'État sous toutes ses formes vivent et territorialisent l'espace au quotidien pose une nouvelle liste très longue de questions et de problématiques. Et de nouveau aussi, l'approche de celles-ci mobilise des regards multiples dont la convergence n'est jamais assurée.

L'ANTAGONISME ENTRE PLUSIEURS SYSTÈMES DE RATIONALITÉ

Il y a maintenant dix ans, dans le cadre du programme Habitat et Développement et d'un contrat d'appui à la maîtrise d'ouvrage d'un projet de renouvellement urbain du quartier Carpeaux à Anzin en France, nous avons fait une expérience édifiante qui a démontré la difficulté de la rencontre entre ces deux registres d'action territoriale¹. Les protagonistes étaient d'une part les décideurs et les opérateurs du projet urbanistique de renouvellement des structures spatiales et des formes bâties du quartier, d'autre part un groupe de jardiniers dont les potagers étaient promis à disparition pour donner place à des « maisons de ville » sensées remplacer les cités de transit dans lesquels ils habitaient; et entre les deux, un groupe dit d'« acteurs-relais », dont la gestion urbaine contemporaine multiplie les profils, et qui étaient censés réaliser la médiation entre les deux premiers groupes. Des entretiens avec les trois types d'acteurs et des activités communes visant la production d'une alternative au déménagement forcé ont permis de rassembler un corpus de paroles d'acteurs que nous avons passé au crible d'un logiciel d'analyse de discours. Celui-ci a montré que les sous-

1 Cf. Deneff, J. et Lescieux, A. (2007). *Histoires de jardins. Comment les jardins collectifs prennent place dans le renouvellement urbain*, Notes de Recherche «Territoires et développement durable» — TDD — 2007-1, UCL-CITDD, <http://hdl.handle.net/2078/126200>





systèmes d'action impliqués évoluaient dans des univers sociaux, des registres sémantiques, des trajectoires et des temporalités complètement différents, quand bien même ils s'appliquaient au même espace.

Depuis près d'un demi-siècle, les différents courants de pensée et de pratique de la planification spatiale et de l'urbanisme opérationnel alimentent un débat entre une tradition fondée sur la rationalité technique (voir, juger, définir des objectifs et des secteurs d'action, concevoir les outils appropriés pour atteindre les objectifs) et une autre, fondée sur une rationalité communicationnelle, où ce qui importe n'est pas tant le résultat visé que le processus qui permet de mettre en interaction les protagonistes de la production spatiale (Tranda-Pittion, 2011 ; de Roo, 2009 ; Tjallingi et de Roo, 2012). Dans le contexte d'un monde en changement rapide et constant, plein d'incertitudes et où même le quotidien se nourrit des situations les plus imprévisibles, la première façon de voir, téléologique et sectorielle, a perdu beaucoup de légitimité théorique même si, du fait de l'inertie des systèmes d'action, elle reste souvent très prégnante dans la pratique. Cela a donné lieu à ce que Michèle Tranda appelle la « révolution copernicienne » de l'action territoriale, qui s'est traduite par la recherche de transversalité et d'interaction entre les secteurs d'action, et par l'expérimentation de processus de planification fondés soit sur la négociation des points de vue et des intérêts d'acteurs, soit sur la recherche de principes et de références fondatrices de scénarios jugés possibles, dans la tradition de la planification conçue comme un processus d'apprentissage mutuel. Il est important de noter que la régulation des processus relevant de ces différents courants dits de « *communicative and collaborative planning* » est la plupart du temps fondée sur une rationalité communicationnelle plutôt que technique. C'est sur cette trajectoire qu'il faut situer les « plans-guides » qui fleurissent partout maintenant, et dont la caractéristique principale est... qu'il n'y a pas de plan, mais un système d'acteurs et un enjeu qui est d'installer les ressorts d'un domaine et d'une culture commune d'action².

2 Pour Bruxelles, on évoquera notamment le plan guide de la zone du canal, dont Alexandre Chemetof a été désigné comme animateur. cf. www.adt-ato.irisnet.be/fr/zones-stratégiques/territoire-du-canal





Depuis quelques années, ces démarches font elles-mêmes l'objet de critiques. Si on leur reconnaît généralement une capacité d'intégration de la diversité des histoires et des situations spatiales, on leur reproche souvent en revanche d'être inféodées aux logiques de l'usage et de ne pas arriver à concevoir le futur autrement que dans la continuité du présent. Cela les rendrait incapables d'intégrer dans leur dynamique le régime d'incertitude auquel le monde est soumis, les échelles d'espace et de temps et ne leur permettrait pas de répondre de manière résiliente aux ruptures spatiales, temporelles et environnementales qui sont la réalité des dynamiques spatiales.

C'est dans ce contexte général, trop rapidement brossé, que se pose la question du lien de la recherche que nous menons à son objet: l'action territoriale.

LA RECHERCHE-ACTION TERRITORIALE EN QUESTIONS

La question du lien entre recherche et action territoriale est très vaste et multidimensionnelle. Nous n'en aborderons ici qu'un volet, celui où nous a conduit la petite expérience vécue à Curaçao, et où le lien est conçu comme un trait d'union. De ce fait, la recherche pour l'action territoriale devient la recherche-action territoriale. Le concept de recherche-action n'est pas vraiment nouveau: il est apparu en sociologie à la fin des années soixante et les pratiques auxquelles il a donné lieu depuis lors alimentent, dans de nombreux pays, des mouvements de pensée critique du développement.

En Inde, cela a notamment donné lieu au mouvement des *subaltern studies* qui a conduit une série d'historiens de l'Asie du Sud, inspirés par le Mahatma Gandhi, à réécrire l'histoire de la colonisation du continent asiatique du point de vue des peuples colonisés plutôt que du point de vue des colonisateurs, et dont Jean-Philippe Peemans a fait l'analyse³. Ce mouvement a cherché à mettre en évidence le rôle politique souvent déterminant que les acteurs subalternes ont eu dans la construction des sociétés et de leurs territoires, ce qui a permis

3 Cf. Jean-Philippe Peemans, communication au séminaire doctoral « Bruxelles en projets », École doctorale thématique en développement territorial, avril 2012.





de relativiser fortement le rôle politique des élites sociales et économiques, qui avait été mis en avant jusque-là par les courants de pensée dominants. Il s'est par la suite largement diffusé en Amérique latine⁴.

On peut critiquer la perspective idéologique du travail du *Subaltern Studies Group*, comme ne se privent pas de le faire des chercheurs dont les travaux s'inscrivent dans le courant dominant. Mais on doit au moins reconnaître l'efficacité intellectuelle d'une démarche qui a rendu possible une nouvelle historiographie de l'intervention des empires coloniaux en Asie du Sud. Toutes proportions gardées, c'est à un défi du même ordre que nous devons faire face aujourd'hui. À la suite de Magnaghi et de ses travaux de l'école territorialiste italienne, on peut faire l'hypothèse que le champ de la recherche territoriale est dominé par une espèce de pensée unique, hyper fonctionnaliste, et qu'elle a besoin pour se régénérer de lieux de pensée autonome, qui écrivent les projets des territoires et la mondialisation par le bas, à partir des acteurs et des écosystèmes locaux. C'est cela l'ambition — à portée quasi utopique — du *projet local* d'Alberto Magnaghi.

Cette ambition s'inscrit elle-même dans la perspective critique initiée par un autre auteur souvent évoqué comme référence de ce courant qui est Antonio Gramsci, cet écrivain et théoricien politique italien d'origine albanaise, qui a été membre fondateur du Parti communiste italien, et qui a été maintenu onze ans en prison sous le régime mussolinien où il a écrit les carnets de prison. On doit notamment à Gramsci d'avoir mis en avant la figure de l'intellectuel organique, dans laquelle il y a, de mon point de vue, deux éléments structurants importants pour notre réflexion de ce jour.

Le premier élément est l'idée, centrale pour Gramsci, que ce qui définit l'intellectuel n'est pas tant le travail qu'il fait que le rôle qu'il joue au sein de la société. Dans cette perspective, produire du discours, générer des représentations nouvelles des choses ou élaborer une proposition technique

4 Cf. notamment Guha, R. (1983). *The Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India*, Delhi : Oxford University Press.





innovante ne sont qu'une facette de la fonction intellectuelle. Pour Gramsci, l'intellectuel est toujours, par ses appartenances et les alliances qu'il conclut, «organiquement» impliqué dans l'organisation des pratiques sociales. Plus ou moins consciemment, plus ou moins volontairement, il exerce une fonction de «direction» technique et politique d'un groupe — soit le groupe dominant, soit un groupe résistant ou qui tend vers une position dominante. Ceux d'entre nous qui sont doctorants ou qui fonctionnent comme chercheurs au sein des citadelles que sont devenues nos universités doivent se sentir questionnés par cela. Cela veut en effet dire que même celui qui ne s'engage pas, qui aspire seulement à être un chercheur de radiateur, bien au chaud à l'abri de son écran d'ordinateur, ne peut échapper à la dimension sociale et politique de son travail de chercheur. Sans le savoir toujours, sans le vouloir peut-être, il est impliqué dans un système d'action.

La deuxième idée véhiculée par la figure de l'intellectuel organique, c'est que tous les hommes sont des intellectuels. Chaque groupe, chaque classe de la société génère «organiquement» des intellectuels, même si tous n'ont pas le statut d'intellectuel, d'expert ou de chercheur. Tous ne décrivent pas la vie sociale en fonction de règles scientifiques, mais tous contribuent néanmoins à l'éclosion ou au renforcement de représentations collectives fondées sur l'expérience du groupe auquel ils appartiennent. Ceci élargit considérablement la problématique de la recherche pour l'action territoriale en tant que construction méthodologique : l'enjeu central n'est plus seulement d'organiser la multidisciplinarité des regards, mais l'interculturalité des expériences : celle du chercheur, celle de l'habitant, celle du politique ou de l'opérateur/administrateur du territoire. L'espace de la recherche devient dans cette perspective un réseau d'esprits interconnectés, ce qui s'inscrit aussi bien dans une dynamique bottom-up d'empowerment, de développement communautaire ou de réseaux d'échanges de savoir — à laquelle se connecte généralement la notion de recherche-action — que dans une logique top-down de développement d'une économie de la connaissance, à laquelle se connectent des notions telles que *l'ingénierie territoriale*, *l'ingénierie du développement territorial*, ou encore *l'intelligence territoriale*.



Quelle que soit la perspective, ces différents libellés désignent des pratiques et des méthodes du *faire-ensemble* qui incluent l'activité de recherche et la mettent au service de la construction ou de la transformation du territoire et de ses représentations. Selon la perspective, la recherche territoriale devient un service d'aide à la décision publique ou d'appui à la participation citoyenne à la vie locale. Elle ne se développe plus à côté ou au-delà du territoire: le chercheur, ou plutôt le *réseau d'esprits interconnectés* qui produit l'expérience collective de recherche et la connaissance qu'elle génère, *habite* le territoire et contribue de manière proactive tant à la valorisation des usages quotidiens qu'à la fabrication ou à la transformation de l'organisation matérielle, politique et sociale du territoire.

La fabrication de *réseaux d'esprits interconnectés ancrés au territoire* devient dans cette perspective une problématique centrale de la recherche pour l'action territoriale. On peut la représenter schématiquement par un triangle dont les trois sommets symboliseraient les questions du vouloir, du savoir et du pouvoir (voir fig. 19).

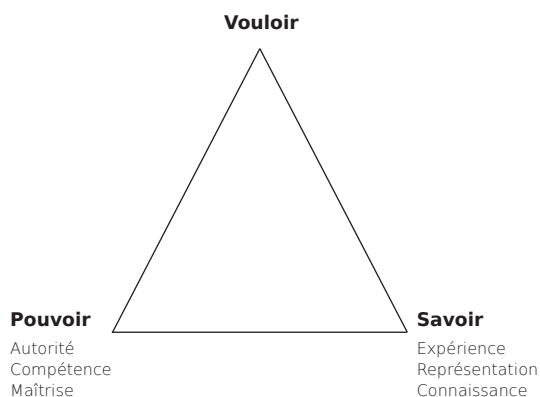


Fig.19 :Délimitation de l'espace relationnel de la recherche pour l'action territoriale





La fonction sociale *recherche* peut se définir comme un processus de médiation entre ces trois pôles : dans un processus d'action territoriale, le chercheur est le tiers qui facilite la collecte, la production ou la circulation d'information, qui objective, clarifie ou (r) établit des relations entre les composantes et les échelles du système territorial, et qui contribue de ce fait à une évolution de la relation entre les trois pôles.

Le chercheur est aussi celui qui parvient à mettre en interaction des triangles correspondant par exemple aux deux registres d'action territoriale évoqués plus haut. Il peut être celui qui fait le passeur entre ceux qui vivent le territoire en se référant aux métriques existentielles de l'usage, et ceux qui en prennent la mesure à partir de métriques liées à une volonté d'organisation (voir fig. 20).

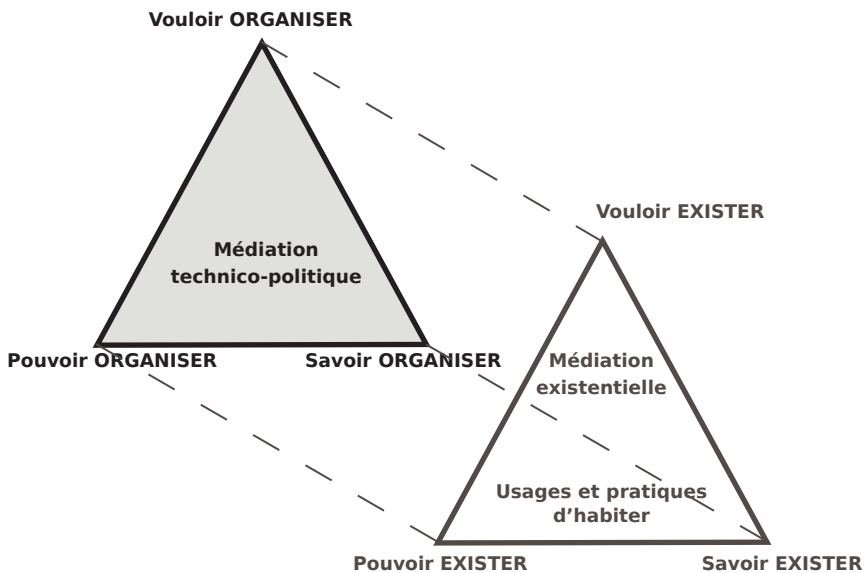


Fig. 20 : La recherche comme pont entre deux régimes d'action territoriale : exister, organiser (d'après Raffestin, 1977)



Ceci veut dire que la recherche pour l'action territoriale peut être conçue comme un des moteurs d'une démarche de *communicative and collaborative planning*. Si nous intégrons cette hypothèse, cela veut dire que nous acceptons le défi de construire méthodologiquement la recherche pour l'action territoriale à la fois comme une science de l'agir, comme une science de l'espace et comme une science du temps.

LA QUESTION DU RAPPORT AU TEMPS

À côté des questions relatives au rapport de la recherche à l'espace et à la société qui l'habite, se posent aussi les questions — tout aussi nombreuses — relatives aux manières de construire le rapport entre le temps de la recherche et les temps du territoire. À quel temps faut-il conjuguer les représentations du territoire — individuelles ou collectives — générées par un processus de recherche? Comment articuler le passé, le présent, le futur? Comment construire le futur? De manière participative, et dans la continuité des usages quotidiens observables au présent? Ou par projection prospective et invention/dess (e) in d'un récit fondé sur un nouveau scénario de développement? En combinant les deux approches? C'est évidemment une dimension à laquelle les chercheurs qui s'interrogent sur les conditions de l'action sur la ville et les territoires sont particulièrement sensibles.

On voit que les questions posées sont nombreuses et, pour la plupart d'entre elles, incontournables.

HYPOTHÈSES MÉTHODOLOGIQUES DE LA RECHERCHE-ACTION TERRITORIALE

Essayons de résumer ce qui caractérise l'attitude de recherche propre à ce type de démarche. Je distinguerais sept critères.





L'appropriation de l'idée de transformation et la perspective de projet

La première hypothèse fondatrice du concept de recherche-action est la reconnaissance explicite que la recherche que nous entreprenons peut avoir un effet sur la transformation de la réalité sociale et spatiale qui constitue notre objet/sujet d'étude. Cela veut dire que toute recherche-action est nécessairement située. C'est sans conteste le principe sur lequel tous les autres se fondent. Il structure l'ensemble de la démarche. Il nous oblige à poser la question de la construction du rapport au temps et ce que nous appellerons le projet; et qu'un auteur comme André Corboz appelle l'horizon d'attente de la recherche (Corboz, 2001).

Soutenabilité

Les processus de recherche-action doivent notamment être pensés dans la durée et les bases de données produites doivent être appropriables et suivies sur le long terme. C'est une condition nécessaire — mais difficile à tenir pratiquement — pour pouvoir comprendre et agir sur les dynamiques territoriales à partir des facteurs-clés de soutenabilité. Elle implique de construire stratégiquement et méthodologiquement l'articulation entre un projet et un programme de recherche.

Multidimensionnalité

Une autre ambition principale de la recherche-action est d'approcher les questions dans leurs multiples dimensions, sans les réduire à un seul point de vue sectoriel. Du point de vue méthodologique, cela requiert une capacité de mobiliser les différents domaines de connaissances ou de compétences susceptibles d'interagir sur le territoire et de concevoir un agenda qui permette leur implication dans le processus sous une forme équilibrée et en phase avec la problématique posée.



Partenariat

Au plan stratégique et opérationnel, un processus de recherche-action se fonde sur la recherche délibérée d'interactions avec les réseaux d'utilisateurs ou d'opérateurs du territoire susceptibles d'être concernés par la question posée. Au besoin, le processus doit permettre l'éclosion de nouveaux partenariats d'acteurs. Cela implique pour le chercheur de renoncer au confort du statut d'observateur-*outsider* et d'accepter de se retrouver engagé comme acteur du processus de recherche sans pour autant renoncer à sa responsabilité d'objectivation de ce qui s'y passe.

Participation

Le processus de recherche doit aussi être conçu de telle sorte que la participation des acteurs locaux se produise à tous les niveaux, et implique aussi bien les décideurs institutionnels que les opérateurs qui agissent sur le terrain et les habitants, usagers, citoyens susceptibles de profiter des bénéfices ou de subir les effets négatifs de leur action. Cela veut dire que le chercheur ne peut plus se contenter d'être un chercheur «de radiateur». Il doit être sur le terrain et inclure dans son protocole de recherche les outils et les démarches nécessaires à la fabrication d'une interaction adaptée avec ses partenaires de recherche.

Co-responsabilité, transparence et co-évaluation

Dans cette perspective, une condition de légitimité d'un processus de recherche-action est la co-responsabilité des acteurs-chercheurs et des chercheurs-acteurs dans la conception et le pilotage de la démarche, la production des données, leur interprétation et l'exploitation des résultats. Cette co-responsabilité doit se refléter dans la manière dont le travail est distribué. La condition de responsabilité en appelle une autre qui est la co-évaluation des décisions conditionnant la trajectoire de recherche et d'action, ce qui implique aussi la transparence des moyens et des résultats. Co-responsabilité, co-évaluation et transparence sont autant de critères susceptibles de provoquer une véritable révolution copernicienne dans les pratiques — et le marché — de la recherche territoriale.





Co-apprentissage

Last but not least, les processus de recherche-action visent l'apprentissage coopératif. Apprendre ensemble implique de penser le monde comme étant en état de paix, et de voir dans les autres des partenaires potentiels d'une entreprise commune et non les adversaires désignés d'un processus compétitif... En d'autres termes, la recherche-action doit promouvoir et renforcer le développement de l'intelligence territoriale, ce qui sonne comme un lieu commun teinté d'angélisme et ne correspond pas vraiment à la réalité des territoires ni au marché de la recherche territoriale.

Tous ces critères sont effectivement empreints d'une certaine utopie et sont loin d'être partagés par tous. Mais c'est sans doute là que se situe l'exigence de la révolution copernicienne de l'urbanisme. C'est un défi immense pour les chercheurs que nous sommes. La question est de savoir si nous voulons/pouvons le relever. Les expériences relatées dans cet ouvrage sont là pour soutenir un débat nécessaire même si sans doute jamais achevé.

Références

- CORBOZ A. (2001). *Le territoire comme palimpseste et autres essais*, Paris: Éditions de l'imprimeur.
- DENEF, J. ET LESCIEUX, A. (2007). *Histoires de jardins. Comment les jardins collectifs prennent place dans le renouvellement urbain*, Notes de Recherche «Territoires et développement durable», TDD - 2007-1, UCL-CITDD, <http://hdl.handle.net/2078/126200>.
- DE ROO, G. (2007). *The Question is Being or Becoming! Confronting Complexity with Contemporary Planning Theory*. AESOP Annual Conference, Liverpool.
- RAFFESTIN, C. (1977). Paysage et territorialité. *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 21, n° 53-54, p. 123-134.
- GUHA, R. (1983). *The Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India*. Oxford : Oxford University Press.
- TJALLINGII, S. ET DE ROO, G. (2009). *Complexity and Carrying Structures. Learning-by-doing in Urban Planning*. TU Delft, Working Paper.



Table des illustrations





LISTE DES FIGURES

Fig. 1 : Carte de Curaçao et zoom sur Marie Pompoen et Nieuw Nederland	18
Fig. 2 : Socio-economic Indicators in 21 Selected Neighborhoods	33
Fig. 3 : The Long-Term Strategy: The Isla as the New Core of Curacao	44
Fig. 4 : The Strategy: Clustering into Three Main Areas of Intervention	44
Fig. 5 : Actions à mener sur les différents types d'espace public	68
Fig. 6 : Plan de la promenade Kana Nos Kosta (2012)	73
Fig. 7 : Typologie du bâti et des porosités	98
Fig. 8 : La ligne verte	106
Fig. 9 : Projet d'éco-plage	111
Fig. 10 : Planification traditionnelle et planification stratégique (d'après Márquez, 2011)	162
Fig. 11 : Cercle vicieux du système territorial de Curaçao	174
Fig. 12 : Schéma de la reterritorialisation possible	175
Fig. 13 : Carte d'identification des zones de paysage de la côte avec le plan d'aménagement paysager régional	186
Fig. 14 : Carte du réseau des Stazzi dans la ville Calangianos	186
Fig. 15 : Schématisation de la transaction et de la médiation	220
Fig. 16 : Transactions autour de l'espace public	228
Fig. 17 : La polarisation de la médiation urbanistique (Denef, 2011)	230
Fig. 18 : Médiation, présent duratif et prospective du présent	233
Fig. 19 : Délimitation de l'espace relationnel de la recherche pour l'action territoriale	245
Fig. 20 : La recherche comme pont entre deux régimes d'action territoriale : exister, organiser (d'après Raffestin, 1977)	246

LISTE DES PHOTOGRAPHIES

Crédits aux auteurs de l'ouvrage sauf mention

Les dessins ont été réalisés par Sebastien Verleene

> La mer derrière le grillage	6
> Raffinerie de Willemstad	34
> Visite du couple princier à Curaçao avec Ssv et Reda Social ; Séminaire « Urbanismo Social » organisé par l'UoC et Université de Medellin / URBAM	43





> Project Week Kana Nos Kosta 2012 (session participative avec des élèves de Oranjeschool: photo par Elly Hellings)	49-50
> Vue sur Punda à partir d'un complexe hôtelier	55
> Vue sur la mer à partir de la côte sauvage	56
> Morphologie historique avec percées sur la mer, Punda	61
> Complexes hôteliers, privatisation de l'accès à la mer	62
> Côte sauvage et accès à la mer, Nieuw Nederland	64
> Fabrication du mobilier urbain (Project Week 2012)	71
> Promenade Kana Nos Kosta, aperçu du mobilier et du parcours (2012)	72
> Installations artistiques, Punda	80
> Côte sauvage, Nieuw Nederland	93
> Clôtures des accès à la plage	94
> Typologie suburbaine arborée	103
> Aperçu des différentes typologies	104
> Rencontre avec les habitants du quartier	114
> Sociologues sur le terrain	121
> Discussions et rencontres avec les habitants	122
> Kevin, habitant du quartier	125
> Raymond, habitant du quartier	126
> Madame X, habitante du quartier	129
> Zuinda, habitante du quartier	130
> Maureen, habitante du quartier	133
> Adrey, habitant du quartier	134
> Adriaan, habitant du quartier	135
> Pergola sur la Playa Bonita	141
> Gravats sur la côte, difficulté d'accès	142
> Vue de la côte et des graffitis du Kamino di Kabrito depuis la mer	146-147
> Acteurs impliqués dans la Project Week 2015	153
> Chèvres de Curaçao	154
> Vue aérienne de Buenos Aires, Parc de flore indigène Quinquela Martin, la Boca (Buenos Aires) Area Rincon	172
> Aperçu du patrimoine architectural, des installations touristiques, du paysage et de la ville de Bosa (avant et après restauration) en Sardaigne	185







Biographie des auteurs





DIRECTEURS DE LA PUBLICATION

Aniss M. Mezoued est architecte-urbaniste, docteur en art de bâtir et urbanisme de l'UCL (2015) et postdoctorant à l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL). Il est diplômé de l'École Polytechnique d'Architecture et d'Urbanisme d'Alger (EPAU)(2007) et du master complémentaire en urbanisme et aménagement du territoire de l'UCL (2009). Ses domaines de recherche portent essentiellement sur l'articulation mobilité/urbanisme, les formes urbaines et l'espace public.

Claire Simonneau est urbaniste (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France), docteure en aménagement de l'Université de Montréal (Canada) et postdoctorante au sein de la Faculté LOCI de l'UCL. Ses intérêts de recherche portent sur les questions urbaines dans les pays du Sud, notamment en Afrique de l'Ouest et dans les Caraïbes. Elle étudie en particulier les questions foncières et de gestion urbaine dans ces régions du monde, les enjeux de l'aide internationale dans le secteur urbain et les formes d'urbanisme émergeant dans ces territoires.

Bernard Declève est Professeur d'urbanisme à l'Université catholique de Louvain et co-promoteur du metrolab Brussels. Ses travaux de recherche portent sur l'évolution des conditions de l'habiter dans un contexte de métropolisation et sur le projet urbain comme concept spatial et champ d'action collective. Son itinéraire professionnel est nourri de nombreuses expériences d'animation de réseaux ou de consultance pour des organisations internationales, des ONGs de développement ou des universités en Europe, en Afrique, en Asie et en Amérique latine.



AUTEURS

Patricia Alvarez est docteure en art de bâtir et urbanisme de l'UCL (2015). Elle est également archéologue, avec un titre de Master en gestion patrimoniale et développement territorial au PRAHC (Programa de Rehabilitación de Áreas Históricas de Cochabamba à l'Université Mayor de San Simón de Cochabamba [Bolivie]). Ses intérêts de recherche sont orientés vers les études territoriales dans une perspective historique intégrale.

Mario Cicolectia est italien, urbaniste de formation, diplômé en 2006 en « Planification Territoriale, Urbanistique et Environnementale » à la Faculté d'Architecture d'Alghero [Université de Sassari] et spécialisé en 2008 en « Planification et Politiques pour l'Environnement » à l'Université IUAV de Venise. Il a obtenu en 2008, un master européen en « Estudis Territorials i de la Població » à l'Universitat Autònoma de Barcelona. En 2008 il a travaillé en Sardaigne sur le phénomène du tourisme après la diffusion des compagnies aériennes low-cost. En 2009, il a travaillé sur le processus de participation dans la réalisation du « Plan Environnemental Delta Po » au Veneto. Depuis 2009, il réalise un doctorat en art de bâtir et urbanisme à l'Université Catholique de Louvain sur l'étude des nouvelles dynamiques de métropolisation aéroportuaire générées par les compagnies aériennes low-cost.

Roselyne de Lestrang est architecte DPLG, sp. paysage et urbaniste PhD. Elle a suivi ses études d'architecture et une spécialisation en paysage à l'ENSA Paris la Villette puis à l'Université de Rennes. Elle a développé ses activités professionnelles dans le domaine du projet urbain et paysager, au sein d'administrations publiques, de bureaux d'études ou comme indépendante, en Argentine, France et Belgique. Elle a achevé en 2016 une thèse de doctorat en urbanisme sur « Le paysage comme matrice de la fabrique du territoire » à la





faculté LOCI de l'UCL. Elle est chercheur et Maître de Conférence Invitée à l'UCL ainsi que coordinatrice scientifique de l'équipe LOCI UCL du Metrolab Brussels, au sein duquel elle développe une recherche postdoctorale sur le paysage biorégional bruxellois.

Bianca De Marchi est communicatrice sociale et détentrice d'un master en gestion du patrimoine et développement territorial de l'Université Mayor de San Simón [Cochabamba - Bolivie]. Elle est docteure en art de bâtir et urbanisme de l'Université Catholique de Louvain [Belgique] et enseignante-chercheuse du Département de Sciences Sociales de l'Université Católica Boliviana San Pablo [Bolivie]. Bianca s'intéresse au champ de la mobilité et des frontières/borders, notamment à partir des jeux d'acteurs, des rapports du pouvoir, des processus historiques et discursifs du développement territorial.

Lloyd Narain is an independent Lecturer in Philosophy, Technology and Society, and was a visiting lecturer in Technology and Society at the University of Curaçao. He is currently the local representative of Friends of the Earth-Curaçao, and is a renowned environmental activist in the Caribbean region.

Sofia Saavedra Bruno Ir Sofia Saavedra Bruno M.A - Louvain, 1972 – graduated as an architectural civil engineer from the University of Ghent, Belgium with honors – 1995 – and earned a Master's degree from the Berlage Institute in Amsterdam – 1996–1997 –. She was an urban designer in the Netherlands and France – 1998–2005 – and later on combined her practice at casarchitects with being a Scientific Associate at the Faculty of Engineering at the University of Curacao – 2005- 2016 –. She is a founding member of Supersudaca and Docomomo Curaçao. She is currently undertaking a PhD at KULeuven on negotiating the Landed Commons, more specifically the case of slow paths in Flanders. — Indigo —





Sébastien Verleene est enseignant en atelier d'architecture et doctorant à la faculté d'architecture, d'ingénierie architecturale, d'urbanisme (LOCI) de l'Université Catholique de Louvain (UCL), Belgique. Sa recherche doctorale en cours (sous la direction des professeurs J.Stillemans et Q.Wilbaux de l'UCL) interroge les représentations du territoire et les relations humains/non-humains en utilisant la marche comme outil producteur de connaissances.



PARTENAIRES ET RÉSEAUX

Supersudaca is a network of architects formed in 2001. Its nodes are based in Argentina, Belgium, Chile, Curacao, Netherlands, Peru and Uruguay. Supersudaca has an increasingly diverse profile in subjects affecting our environment. Caribbean Tourism, China's influence, Direct Actions in public space, Collective Housing are some of its recurrent themes explored from Tokyo to Talca, from Cancun to Cambodia. Supersudaca was recognized with the best entry award at the II International Biennale of Rotterdam (2005), the best research project at the IV Bienal Iberoamericana (2004) and 'among the 20 architects that will change the future' by Icon Magazine (2009). In the design realm, Supersudaca has obtained the first prize in the international competitions for the experimental social housing project in Ceuta, Spain (2006) and the Museum of Modern Art of Medellin (2010). The network is currently printing a book on the spatial consequences of all-inclusive tourism in the Caribbean with the Prins Claus Fund Library and ACTAR (Barcelona).

<http://www.supersudaca.org>

Collectif de recherche pour un urbanisme ouvert sur les mondes (CORUM)

est un collectif de jeunes chercheurs et praticiens. Créé au sein de l'APERAU en 2014, CORUM rassemble des doctorants finissants, post-doctorants, jeunes professionnels et enseignants, travaillant sur des villes « non-occidentales ». Le Collectif veut donc promouvoir l'ouverture géographique des recherches et pratiques en aménagement et en urbanisme, afin de dépasser les clivages communément caractérisés par les distinctions Nord/Sud, pays développés/en voie de développement, etc.

<http://corum.hypotheses.org>



KANA NOS KOSTA

La recherche-action territoriale en questions

